

AMÉRIQUES

La visite en France de M. Raul Alfonsín
président de la République argentine

M. Raul Alfonsín, président de la République argentine, commence, ce lundi 22 octobre à Paris, une visite de trois jours en France. Invité par le Fonds international de développement agricole (FIDA, une agence spécialisée des Nations unies), le chef de l'Etat aura un entretien avec M. Mitterrand ; il verra également MM. Fabius et Chirac. M. Alfonsín est à la tête d'une très importante délégation, comportant notamment des hommes d'affaires et des représentants du secteur

public. Mercredi, il prononcera un discours devant le Parlement de Strasbourg. Il se rendra ensuite à Rome, où il verra le président Pertini et M. Bettino Craxi, président du Conseil. Il aura, au Vatican, un entretien avec le pape, qu'il entend remercier de ses bons offices dans l'affaire du chenal du Beagle, réglée avec le Chili le 18 octobre. Sur le chemin de retour, il fera une escale à Alger.

L'Etat de droit pour passion

« Nous représentons plus qu'une idéologie, nous représentons une éthique. » Ainsi M. Raul Alfonsín, élu il y a un an par ses compatriotes président de la République argentine, expliquait-il, le jour de son investiture, le sens de sa victoire devant les parlementaires. Le 30 octobre 1983, avait consacré le retour à l'Etat de droit dans un pays que ses forces armées avaient, six années durant, soustrait à la plus sanglante des dictatures. La victoire du candidat de l'UCR (Union civique radicale) sur son adversaire péroniste Italo Luder, par 52 % de suffrages contre 40 %, semblait, de surcroît, une garantie que cet « Etat de droit » serait défendu tout au long d'un mandat de six années ; les péronistes, qui avaient dominé la scène politique durant les quatre décennies précédentes, ne s'étaient, en effet, jamais montrés très soucieux de légalité durant leur passage au pouvoir ; quant aux militaires, avec qui ils alternaient à la Maison Rose, leur absence de scrupules a été amplement démontrée par les méthodes qu'ils ont utilisées contre les opposants durant les années de la « sale guerre », par la légèreté avec laquelle ils ont lancé leur pays dans la guerre des Malouines, et par leur propension... à plonger dans la trépasserie.

dance « de gauche » d'une formation vaguement réformiste, obtient un très bon score ; mais il doit pourtant s'incliner devant le vieux caudillo de l'UCR.

C'était, vers cette époque, un homme solide, au physique et au moral, mais sans brio : l'absence d'un notaire de province. Le jour du coup d'Etat du général Videla, en mars 1976, il a cinquante ans. Et, dans ces circonstances difficiles, l'homme se révèle derrière le politicien. Alors que beaucoup de radicaux - Ricardo Balbin en tête - semblent accepter sans mot dire les crimes de la junte, M. Raul Alfonsín participe à l'Assemblée permanente des droits de l'homme. Jamais on ne le surprend, tel le président de son parti, à Madrid, à dire que « les disparus sont morts, et bien morts ».



Face à la corruption et à l'arbitraire des uns et des autres, le radicalisme argentin avait réussi à se faire une image, d'intégrité. Pendant près de trente ans, ce fut Ricardo Balbin qui l'incarnera, l'honnête homme, « décent » comme on dit en Amérique latine ; le symbole de cette bonne volonté dénuée des moyens d'aboutir est la carrière même de R. Balbin : il fut quatre fois candidat sur les cinq élections présidentielles qui se tinrent tant qu'il fut leader de l'UCR - et quatre fois battu - la seule occasion où il renvoya à briser les suffrages de ses concitoyens, en 1983, son parti l'emporta.

C'est en partie contre cette impuissance que M. Raul Alfonsín, tardivement, essaya de réagir. Cet avocat de la province de Buenos-Aires est pourtant entré jeune en politique : en 1950, à vingt-quatre ans, il fonde un journal d'inspiration radicale intitulé *El Imparcial*. Mais c'est, en 1972 seulement qu'il ose présenter sa candidature contre celle de Ricardo Balbin en vue du scrutin de 1973, qui doit consacrer une nouvelle fois le retour des militaires dans les casernes après sept années de pouvoir. Le « jeune radical », qui entend incarner la tran-

En 1981, Ricardo Balbin meurt. Les activités politiques sont encore interdites - mais la direction de l'UCR revient évidemment à M. Raul Alfonsín. Lors de la guerre des Malouines, le nouveau dirigeant des radicaux prouve sa dévotion et son sens des responsabilités moutonniers. Presque seul, il marque sa défiance envers le débarquement de Port Stanley. Aussi, après la défaite du 14 juin 1982, peut-il parler net : « Le pays ne mérite pas ce gouvernement. » De fait, les forces armées n'ont plus qu'un but : organiser leur retraite politique. Leur objectif principal est d'obtenir du futur président civil qu'il renonce à des poursuites contre les responsables de la « sale guerre ». M. Raul Alfonsín, fidèle à lui-même et à ses principes, refuse. Il acceptera seulement de faire la part des choses : il faudra, dit-il, distinguer entre ceux qui ont donné les ordres, ceux qui ont commis des « exactions », et ceux qui ont obéi sans plus. En toute hypothèse, c'est la justice qui tranchera.

Cette tranquille confiance dans l'Etat de droit rencontre l'adhésion des Argentins - plutôt péronistes, mais lassés d'avance par la perspective d'un prochain coup

d'Etat militaire en cas de victoire de M. Italo Luder, le candidat « justicialiste » : le 30 octobre 1983, pour la première fois depuis plus d'un demi-siècle, un radical est élu lors d'un scrutin entièrement libre.

M. Raul Alfonsín trouve un pays en ruine. La situation économique, en particulier, était pire encore que ce qu'il avait imaginé. Aussi devra-t-il consacrer l'essentiel de ses seize heures de travail quotidiennes à ce dossier accablant : 500 % d'inflation ; un déficit du budget représentant 16 % du PIB ; une dette extérieure de 45 milliards de dollars - la troisième des pays du tiers-monde ; une balance commerciale déficitaire en dépit des exportations massives de céréales et de la quasi-suffisance énergétique...

Ses succès viendront d'ailleurs : il réorganise en douceur, mais en profondeur, l'état-major des forces armées ; il annonce la mise en jugement des neuf généraux et amiraux ayant participé aux junte successives de 1976 à 1983 - mais devant leurs pairs, avec une possibilité d'appel devant la cour fédérale ; signature avec le Chili d'un traité « de paix et d'amitié » - préluce au règlement, survenu le 18 octobre, de la querelle séculaire sur le chenal du Beagle ; « pacte d'union nationale » avec les principaux partis argentins.

Les échecs sont également au rendez-vous : M. Alfonsín ne parvient pas à obtenir une démocratisation du mode de fonctionnement de la toute-puissante centrale syndicale CGT ; les pourparlers avec la Grande-Bretagne sur la question des Malouines échouent. Le président éprouve des difficultés à contenir l'impétuosité de certaines organisations de défense des droits de l'homme, et, surtout, il se révèle incapable de contenir l'inflation, qui tourne autour de 1 000 % l'an, alimentant la malaise sociale.

Face au Fonds monétaire international, M. Alfonsín tient le langage de la dignité. Il devient, lors de la conférence de Madrid-Piña, en septembre dernier, le porte-parole des onze pays latino-américains les plus endettés. Mais, pour aboutir à un mémorandum d'entente avec l'organisation de Washington, il doit largement passer sous ses fourches caudines.

Démocrate, M. Alfonsín croit aussi à la démocratie internationale. C'est pourquoi il a toujours beaucoup insisté sur l'aide économique et politique - de l'Europe occidentale.

JEAN-PIERRE CLERC.

Etats-Unis

LE DERNIER DÉBAT TÉLÉVISÉ DE LA CAMPAGNE ÉLECTORALE

M. Reagan a pris un léger avantage sur son adversaire démocrate

Washington. - Avec cette courtoisie grossière que sait pratiquer la presse américaine, l'un des journalistes vint de demander à M. Reagan s'il était sûr que sa santé lui permettrait d'assumer un second mandat. Le président se renfrogna, déclara qu'il ne faudrait pas que cette question de l'âge devienne un thème politique dans la campagne, puis ajouta - un sourire de plus en plus large s'épanouissant sur ses lèvres : - « Je ne tirerai pas argument de la jeunesse et de l'expérience de mon opposant. »

C'était bien pensé, bien amené, drôle dans le contexte des deux dernières semaines d'interrogation publique sur l'état de santé de M. Reagan, et ce fut, dimanche 21 octobre, peut-être un tournant dans le débat de politique étrangère entre les deux candidats à la Maison Blanche. Un tournant, puisqu'il a suffi à effacer le sentiment de fatigue et d'absence donné par le candidat républicain lors du précédent débat télévisé : c'était là, pour lui, l'enjeu principal.

C'est sans doute pour cela que les commentateurs des chaînes de télévision ont aussitôt à l'unisson et avec raison déclaré : « Match nul. » Pour le reste - on veut dire le fond - M. Mondale a, en effet, fort bien su argumenter ses critiques, qui ont rarement reçu réponse, et organisé une presque totalité de son temps de parole autour d'un message unique, mais essentiel.

Il s'agissait avant tout pour l'ancien vice-président d'essayer de faire revenir au bercail les électeurs démocrates décidés à voter Reagan. Nombre d'entre eux avaient déjà été ébranlés par le premier débat, et M. Mondale devait les convaincre que l'Amérique sous sa présidence ne serait pas faible mais « forte » ; qu'il veillerait à assurer ses capacités de défense et se montrerait « coriace » avec le Kremlin, dont il a dit, à plusieurs reprises, qu'il n'était nullement digne de confiance.

Ainsi c'est M. Mondale qui eut les mots les plus durs pour les dirigeants soviétiques, afin de mieux souligner que la fermeté devait être mise au service de la négociation et s'appuyer sur la « reconnaissance » des dossiers - votés et qualifiés qu'ils aient - constamment déniés à M. Reagan.

Le candidat est même allé jusqu'à l'indignation, lorsque son adversaire proposa de partager avec l'Union soviétique la technologie de la « guerre des étoiles ». L'idée, selon M. Reagan, serait de faire aux Soviétiques « une démonstration » de la façon dont fonctionneraient les futures découvertes américaines et de leur dire : « Si vous êtes prêts à vous joindre à nous, nous vous mettrons dans le secret. » Dans l'esprit de M. Reagan, les Etats-Unis, en se dotant en dotant l'URSS de ces armes « défensives » pourraient « débarrasser » le monde de la menace thermonucléaire, soudain dépourvue de toute valeur militaire. « Je suis, rétorqua immédiatement M. Mondale, en total désaccord avec le président » sur cette idée de fournir à l'URSS « le meilleur de notre technologie » qui serait trouvée placée dans ces armes de demain. M. Rea-

De notre correspondant

gan ne s'est pas aventuré à directement contre-attaquer sur ce point.

Dès le début de la confrontation - consistant en fait en deux conférences de presse croisées - le président est interrogé sur le manuel fourni par la CIA à la guérilla anti-sandiniste pour lui apprendre notamment comment faire des « martyrs » dans ses propres rangs (*le Monde* du 19 et daté 21-22 octobre). M. Reagan s'en tient, en réponse, à décrire les responsabilités des subalternes sur lesquelles enquête est menée, dit-il, et - gaffe - parle d'un « chef de l'agence, lâche » (au Nicaragua).

Il se reprend aussitôt, mais l'alerte a été suffisamment chaude pour qu'il en oublie d'utiliser, pour la défense de sa politique contre-américaine, l'argument de poids que représente l'ouverture des pourparlers entre les autorités et la guérilla salvadorienne. Presque en terrain libre, M. Mondale martèle ses arguments, sur le tort fait à l'« image des Etats-Unis » et sur les munitions politiques données contre eux par cette affaire du manuel et le minage des ports nicaraguayens. Il est bien sûr ferme vis-à-vis des sandinistes, se dit décidé à « aider militairement les pays amis » de la région, et dénonce longuement l'action d'un président qui ne saurait pas ce qui est fait en son nom et négligerait les moyens diplomatiques de trouver un règlement en Amérique centrale.

Qui dirige ?

Sur le Liban, M. Mondale décoche des flèches plus précises et cruelles encore en rappelant par le menu les mises en garde répétées de l'état-major contre les difficultés à défendre les « marines » de Beyrouth là où ils étaient installés, les multiples menaces proférées à l'égard des terroristes et les menaces de représailles lancées plusieurs fois par la Maison Blanche, mais jamais suivies d'effets. « Qui dirige ? », demande, entre autres aménités, le candidat démocrate. Et M. Reagan n'est pas vraiment convaincant lorsqu'il invoque l'im-

possibilité d'identifier les responsables du terrorisme, dont il l'aupue, au demeurant, pour ce qui est du Liban, la paternité à la Syrie. Son argumentaire sera encore plus frêle, lorsqu'il essaiera de dire que l'intervention au Liban a été un « succès » et était justifiée, même si les « marines » devaient (- dans l'humiliation -) dire M. Mondale) en avoir été rappelés.

C'est finalement dans le domaine des relations avec l'URSS et du contrôle des armements que la position du président sortant aura été la plus solide. A M. Mondale qui lui reproche de n'avoir fait aucun progrès en ce domaine, M. Reagan a beau jeu de répondre qu'il a fait des propositions à l'URSS, qui les a repoussées, et que c'est elle et non pas les Etats-Unis qui s'est retirée des négociations de Genève.

Même là, pourtant, la démonstration n'est pas très bien charpentée, comme si la crainte du candidat républicain de ne pas assez affirmer sa volonté de dialogue avec Moscou avait retenu sa fougue. Lorsqu'il énumère avec un autre trait d'humour incisif les prises de position de M. Mondale contre le renforcement de la défense, son adversaire clôt sèchement le chapitre d'une réplique bien préparée : « Je ne conteste pas votre engagement envers la paix et je vous prie de reconnaître mes engagements en faveur d'une défense nationale forte. » M. Mondale aura encore un solide développement contre les armes antimissiles et la poignée de la péronisation de M. Reagan sera quelque peu hâchée et évanescence.

Réalisé par la chaîne de télévision ABC, le premier sondage sur le débat donnera le président sortant vainqueur dans l'opinion mais de trois points seulement (39 % contre 36 % et 25 % d'indécis). Ce n'est pas mal pour un candidat qui a dix points de retard dans les intentions de vote, mais c'est moins bien que la fois précédente, et cette fois-ci M. Reagan ne faisait pas « vieux ». On vote dans quinze jours, et c'était là le dernier débat ; il serait bien étonnant que les républicains se soient trompés, dimanche soir, en proclamant leur victoire.

BERNARD GUETTA.

DIPLOMATIE

LE SÉMINAIRE FRANCO-ESPAGNOL DE BARCELONE

Madrid craint que les négociations sur son adhésion à la CEE ne s'enlisent

Le séminaire franco-espagnol, réuni vendredi 19 et samedi 20 octobre à Barcelone, et qui a regroupé cinq ministres de chaque pays sous la double présidence de M. Claude Cheysson et de son homologue, M. Fernando Morán (*le Monde* du 20 octobre), s'est achevé sans qu'une déclaration commune ait été publiée. Sans doute a-t-on mis l'accent, de part et d'autre, sur la grande cordialité des entretiens, et sur le fait que certaines « convergences importantes », selon la formule de M. Roland Dumas, s'y étaient manifestées. Il ne semble pas, cependant, que la rencontre ait tout à fait répondu aux vœux de Madrid, du moins sur le sujet qui a, de loin, dominé les entretiens de Barcelone : la candidature de l'Espagne à la Communauté européenne.

Plusieurs dossiers techniques, il est vrai, ont avancé. C'est le cas, en particulier, de celui de l'huile d'olive, qui appartient à la liste des produits agro-alimentaires sur lesquels de nombreux points restent à régler entre l'Espagne et ses futurs partenaires, spécialement la France. Dans le domaine social (où subsistent des divergences en matière de circulation de la main-d'œuvre et d'harmonisation partielle des législations), et en matière de tarifs dou-

niers sur les produits industriels, cet échange de vues a également permis de rapprocher les positions.

Mais les craintes espagnoles de voir s'enliser cette négociation ne sont pas pour autant dissipées. Ce lundi s'ouvre pour deux jours à Luxembourg un conseil des affaires générales qui devrait permettre de faire le point, puisqu'il sera très largement consacré, lui aussi, à l'élargissement de la Communauté. M. Morán sera d'ailleurs, mardi soir, l'hôte à dîner de son collègue irlandais, M. Peter Barry, président en titre du conseil des ministres des Dix jusqu'à la fin de l'année.

Une démarche de M. Soares

Espagne et Portugal constatent en fait avec une irritation croissante que leur candidature, pour être unanimement jugée sympathique par les Etats membres de la CEE sur le plan politique, n'en suscite pas moins une persistante méfiance dans le domaine économique, s'agissant du moins de plusieurs secteurs importants comme la pêche, le vin, certains fruits et légumes (et peut-être, demain, la production automobile). Le premier ministre espagnol, M. Felipe Gonzalez, a récemment

écrit aux dix chefs d'Etat et de gouvernement pour s'en inquiéter.

Son collègue portugais, M. Mario Soares, a réuni vendredi les dix ambassadeurs des Etats membres de la Communauté à Lisbonne pour leur tenir un langage voisin, et les rappeler à la nécessité de « respecter l'engagement politique pris au sommet de Fontainebleau », qui avait fixé à septembre 1984 la fin des pourparlers, et sa 1^{re} janvier 1986 l'adhésion effective de ces deux nouveaux membres. La réponse que M. Gonzalez a reçue du chancelier Kohl, qui, tout en assurant le chef du gouvernement espagnol que la résolution des Dix en faveur de la candidature de l'Espagne et du Portugal n'a pas faibli, estime que les négociations doivent « donner la certitude aux anciens comme aux nouveaux membres que leurs intérêts essentiels seront préservés », ne paraît guère de nature à dissiper de telles craintes.

Les Espagnols mettent désormais l'accent sur le fait que, s'ils attendent évidemment certains avantages de leur entrée dans la Communauté, l'accès des Dix à leur propre marché n'est pas non plus sans intérêt pour ces derniers. Ils ne se sont pas fait faute de le dire à Barcelone. Ainsi du problème de la pêche, par exem-

ple, dont le sérieux incident naval de vendredi est venu rappeler la gravité : si le tonnage de la flotte espagnole équivaut à 60 % du total des pays de la CEE, l'Espagne sera, de loin, le plus gros consommateur de poisson par habitant de la Communauté élargie. En outre, dans plusieurs domaines, en particulier l'aéronautique et l'armement, elle va devoir choisir des produits de haute technologie soit européens, soit américains (Iberia hésiterait par exemple, actuellement, entre Boeing et Airbus pour renouveler une partie de sa flotte). La Communauté peut donc avoir un intérêt immédiat à ne pas donner à Madrid le sentiment que les négociations sur son adhésion vont traîner en longueur.

Il n'en reste pas moins que le séminaire de Barcelone a illustré une des difficultés majeures auxquelles se heurtent aujourd'hui les relations franco-espagnoles : les relations entre les deux pays sont suffisamment bonnes, et suivies désormais, pour qu'il reste beaucoup de dossiers à régler en tête-à-tête ; et l'énorme dossier communautaire, lui, sur lequel il y aurait tant à dire, est l'affaire des Dix.

BERNARD BRIGOULEUX.

Hamon/Rotman

2 ans d'enquêtes, 3 émissions de télévision diffusées sur

79 F

S E U I L

EUROPE

RFA

LES PACIFISTES AVAIENT VU TROP GRAND
Une chaîne humaine en pointillé
entre Rhin et Ruhr

De notre envoyé spécial

Hasselbach (Palatinat). — A une cinquantaine de kilomètres à l'ouest de Coblenche, le massif de l'Hunsrück domine l'arrière-pays rhénan de ses mamelons boisés. C'est là que les Américains envisagent de déployer à partir de 1986 une partie des missiles de croisière prévus pour la RFA. La base de Hasselbach abrite déjà depuis des années des fusées Pershing-1. Camouflée dans un bois de résineux, elle se devine plutôt qu'elle ne se voit, derrière une longue clôture grillagée hérissée à intervalles réguliers de panneaux d'avertissement : « Terrain militaire, accès interdit. Attention, on tire ».

Depuis les manifestations pacifistes de l'année dernière, des rouspètes de barbelés ont été ajoutés. Un « lopin de terre de la paix » planté d'herbes folles et de quatre-vingt-trois croix de bois pour chacun des missiles supposés être installés là montre que le mouvement pacifiste veille. Hasselbach avait été choisi samedi 20 octobre comme point de départ de la chaîne humaine organisée pour dénoncer le déploiement des armes nucléaires américaines en RFA et celui des missiles SS-21 et SS-22 en Europe de l'Est. De là, et sur 210 kilomètres, la chaîne devait descendre vers le Rhin, à Coblenche, puis remonter au nord, traversant Bonn, Cologne, avant de s'enfoncer dans la région industrielle de la Ruhr. A l'autre extrémité Duisbourg, un symbole aussi avec ses 15 % de chômeurs.

L'attitude du SPD

Sixante et un points de regroupement étaient prévus tout au long du parcours : celui de Hasselbach avait été confié à un comité de coordination chargé de mobiliser cinq mille personnes. Combien étaient-ils ? Deux mille au maximum. Là, en pleine nature, en leur avait installé une tribune de fortune et un stand avec du café chaud. Pas de grande enthousiasme comme l'année dernière. On était venu malgré la fraîche matinée, parce qu'il fallait bien rappeler que l'on n'est pas « rétrograde ». Des gens de tout âge, mais une grande majorité de jeunes. Ambiance bon enfant de partie de campagne. La police était pratiquement inexistante, hormis quelques voitures.

Une fois réunis, on est parti bien sagement en procession sur

la route pour former une chaîne. Opération difficile, car il manquait du monde. A midi, les troupes restaient nombreuses tout au long du parcours. Il aurait fallu deux cent mille personnes, plus que l'année dernière lors de la grande chaîne organisée dans le sud de l'Allemagne. Il n'en est venu que quatre-vingt mille à cent cinquante mille selon les estimations différentes des organisateurs et de la police. Compte tenu des autres rassemblements, ce sont trois cent mille personnes environ qui ont manifesté samedi. Un demi-succès quand même qui n'efface pas ceux qui étaient persuadés que le mouvement de la paix s'effondrait cette année. Le thème de la paix reste omniprésent, dans les congrès des organisations syndicales, dans les réunions de sections du Parti social-démocrate. Rien d'étonnant que M. Willy Brandt, le président du SPD, et M. Oskar Lafontaine, le maire de Sarrebruck, se soient retrouvés samedi dans la chaîne.

En fin d'après-midi, devant le rassemblement qui avait lieu sous la pluie à Bonn, M. Lafontaine s'est retrouvé côte à côte avec des représentants de l'Union des syndicats allemands (DGB), des maires et divers responsables du mouvement pour la paix pour fustiger une nouvelle fois l'escalade militaire à l'Ouest et à l'Est.

« Moins d'armes, plus de travail », a exigé l'homme des syndicats. « Des mesures de désarmement unilatérales », a insisté celui du SPD. « NI OTAN ni force de frappe franco-allemande », a renchéri M. Artje Volmer, représentant des Verts. Une arène derrière laquelle se profilent des arrière-pensées politiques évidentes. Ce n'est pas par hasard sans doute si les chefs de file de l'an passé, M. Petra Kelly ou le général Baugert, ne se sont pas montrés en public. Pendant que M. Lafontaine appelait à constituer une « majorité politique » (sous-entendu : derrière le SPD), M. Volmer invitait au contraire les manifestants à ne pas servir de réservoir à un parti politique quelconque. Mais cette surenchère même montre qu'il faudra, pour longtemps encore, compter avec le courant pacifiste en RFA.

HENRI DE BRESSON.

Pologne

PERSONNALITÉ PROCHE DE SOLIDARITÉ
Le Père Popieluszko a été enlevé
Une affaire extrêmement délicate
pour le pouvoir

Le Père Jerzy Popieluszko, défenseur inlassable des idéaux de Solidarité, a été enlevé vendredi 19 octobre par trois hommes, dont l'un était revêtu d'un uniforme de la milice. On est depuis sans aucune nouvelle de son sort, et l'affaire a aussitôt suscité une émotion considérable, tant en raison des circonstances étranges de cet enlèvement que de la personnalité du prêtre, devenu au cours des derniers mois une des figures les plus célèbres en Pologne. Ses « messes pour la patrie » rassemblent chaque soir, dans sa paroisse de Varsovie, des foules de dix mille à quinze mille personnes, et ses dénonciations constantes des menaces de la propagande, ses appels en faveur des libertés démocratiques, lui ont déjà valu de graves démêlés avec les autorités : interpellations, perquisitions, convocations multiples, et même une inculpation, abandonnée à la suite de l'amnistie.

L'enlèvement s'est produit vendredi vers 22 heures, sur une route menant à Torun, à 200 kilomètres au nord de Varsovie, où le prêtre devait dire une messe le lendemain. La voiture où se trouvait le Père Popieluszko et un chauffeur, M. Chrostowski, a été contrainte à s'arrêter par un véhicule qui la suivait depuis leur départ de Bydgoszcz, lieu de leur départ précédent. Un homme en uniforme de la milice et deux civils, prétextant un alcoolisme, ont fait monter le chauffeur sur le siège avant droit, pour lui passer aussitôt les menottes, tandis que, selon M. Chrostowski, le Père Popieluszko était enlevé dans le coffre de la voiture, laquelle démarrait en trombe. Les « ravisseurs » ont aussitôt commencé à proférer des insultes et des menaces de mort, et M. Chrostowski, se sentant en danger, a décidé de sauter de la voiture en marche. Légèrement blessé et hospitalisé, il a pu faire à ses proches le récit de l'événement.

L'intervention de M. Walesa

Cependant, c'est la télévision polonaise qui a annoncé la prise de la nouvelle, une vingtaine d'heures plus tard. Elle affirmait que l'un des ravisseurs était « déguisé » en policier et que leur véhicule était muni de fausses plaques d'immatriculation, et demandait à l'éventuelle témoin de participer à l'enquête.

De dimanche, dans une atmosphère d'émotion considérable, des messes étaient dites un peu partout en Pologne pour le Père Popieluszko, et plusieurs milliers de personnes

manifestaient à Gdansk pour réclamer sa libération. A l'église Saint-Stanislas de Varsovie — la paroisse du prêtre — la tension était très vive dimanche matin, et M. Lech Walesa, venu spécialement, a pris la parole, sous les ovations, pour évoquer « la terrible responsabilité que prendrait quiconque toucherait à un seul cheveu » du Père Popieluszko. Tout en demandant à l'assistance de garder son calme, M. Walesa a ajouté : « Nous ne nous laisserons pas intimider », et « tout sera mis en œuvre pour le retrouver ».

L'événement et en particulier le prêtre, Mgr Giamp, interrogé à ce sujet, ont maintenant un silence total sur cette affaire. Un comité de soutien au prêtre, s'est aussitôt constitué, autour notamment de M. Seweryn Jaworski, ancien responsable de Solidarité aux activités de Varsovie, récemment libéré de prison, et de l'historien Bronislaw Goremek, ancien conseiller du syndicat.

Il s'agit là d'une affaire extrêmement délicate pour le pouvoir, car elle pourrait susciter une vague de colère dans le pays. Le Père Popieluszko a en effet été sans cesse vilipendé par la presse du régime, souvent en des termes violents, tandis que son exemple courageux commençait à faire de nombreux services dans le clergé. Il était l'objet d'une surveillance policière à peu près constante, et avait récemment déclaré recevoir quantités de lettres de menaces et d'insultes, alors que le reste de son courrier ne lui parvenait pas. Quels que soient les vrais responsables de l'enlèvement, et l'issue de l'affaire, les autorités risquent fort d'en être tenues pour responsables.

M. Jaworski a parlé d'un « enlèvement à la manière argentine », laissant entendre que certains services de sécurité, pas forcément bien contrôlés par l'équipe dirigeante, pouvaient y être impliqués. L'affaire suscite d'autant plus d'inquiétude qu'elle s'est produite dans la région de Torun, théâtre de divers incidents violents et mystérieux : en mars dernier, quatre militants de Solidarité avaient ainsi, selon la presse clandestine, été conduits dans les bois avoisinant la ville, dévêtus, battus et menacés de mort. C'est aussi dans cette région qu'un ancien militant de Solidarité rurale, Piotr Partoszcz, a été retrouvé mort au fond d'un puits, en rase campagne, en février dernier. L'enquête a conclu à un accident, mais ses proches maintiennent qu'il a été assassiné. — (AFP, AP, UPI.)

URSS

Le plénum du comité central devrait lever certains doutes sur l'avenir de M. Gorbatchev
De notre correspondant

Moscou. — Le comité central du parti devait — sans surprise de dernière minute — se réunir mardi 23 octobre pour se pencher sur la situation agricole et procéder éventuellement à quelques nominations au plus haut niveau. Des informations contradictoires ont circulé à Moscou depuis plusieurs semaines sur cette session, tantôt présentée comme « extraordinaire », donc uniquement consacrée à l'agriculture, et tantôt comme « ordinaire ». Le comité central tient des séances plénières « ordinaires » deux fois par an, au printemps et à l'automne, dans les jours qui précèdent immédiatement les deux très courtes sessions du Soviet suprême.

La cacophonie qui a régné jusqu'au dernier moment à propos de ce plénum est un écho — sans indication — des rumeurs du comité central ont donné, dans des entretiens avec des journalistes étrangers, des interprétations très différentes de ce qui était en jeu : un premier bilan de la réforme agricole lancée en mai 1982 ? La statue de M. Mikhaïl Gorbatchev, officiellement numéro deux du parti, benjamin du bureau politique et principal responsable de cette réforme ? La nomination de nouveaux membres du bureau politique ?

Tout tourne, semble-t-il, autour de la personne de M. Gorbatchev. M. Viktor Afanasiev, rédacteur en chef de la Pravda, a récemment confié à des visiteurs japonais que ce dernier allait devenir un « secrétaire général numéro 2 », une fonction qui n'a jamais encore existé, du moins officiellement. M. Gorbatchev est donc à cinquante-trois ans, un numéro deux de fait, comme l'observation de l'ordre des préséances, rarement laissées au hasard en URSS, permet le plupart du temps de le vérifier. Mais on cherche en vain ce titre dans les statuts. La création d'une sorte de « vice-présidence » à l'américaine pour le parti sera une révolution institutionnelle qui finirait singulièrement le prestige du secrétaire général, surtout dans les circonstances actuelles.

La place de second est par excellence dans le système communiste une position à haut risque. Il est apparu à plusieurs reprises que l'élection de M. Gorbatchev acquiescance immédiate après la mort d'Andropov ne s'était pas faite sans tiraillements. Le discours par lequel le benjamin du bureau politique avait proposé au comité central, le 13 février, l'élection de M. Tchernomir, l'élection de M. Tchernomir, avait fait l'objet à l'époque, dans la presse écrite, d'une inexplicable censure. L'importance prise par M. Gorbatchev était soulignée par le fait qu'il avait alors lui-même clos les travaux du comité central.

Les « ennemis » de M. Gorbatchev se manifestent décidément à l'occasion des échéances importantes. Le numéro deux du parti n'était pas à sa place habituelle sur la photo publiée par tous les journaux, le 19 octobre, lors de la remise d'une décoration à M. Gromyko. Pour sa dernière apparition publique avant la réunion de mardi, M. Gorbatchev était montré plus loin du se-

crétaire général que celui que l'on présente comme son rival, l'autre « jeune » du bureau politique, M. Gregori Romanov (soixante et un ans). Le phénomène était d'autant plus curieux que les téléscripteurs avaient pu voir M. Gorbatchev tout près de M. Tchernomir au journal télévisé du soir dans la séquence consacrée au même événement.

M. Gorbatchev passe pour un partisan du « changement », ce qui le distingue de M. Tchernomir et de la vieille garde formée par celui-ci, par le président du conseil, M. Tikhonov (soixante-dix-neuf ans), le ministre de la Défense, le maréchal Oustinov (soixante-seize ans), de M. Gromyko (soixante-quinze ans). Ses propos sont souvent dénués de toute référence aux dogmes, ce qui tranche nettement sur les développements idéologiques dont M. Tchernomir est friand. Il fait, d'autre part, figure de « modéré » en politique étrangère. Ses idées personnelles sur ce sujet restent cependant un mystère.

Le plénum de mardi sera-t-il une nouvelle étape positive dans la carrière jusqu'ici ascendante de M. Gorbatchev ? Responsable de l'agriculture depuis la fin de l'ère brejnevienne, M. Gorbatchev peut être soit blâmé pour la mauvaise récolte céréalière de cette année, soit félicité pour les bons résultats obtenus dans l'élevage, qui ont permis d'augmenter la production de viande et de lait et d'améliorer sensiblement l'alimentation des Soviétiques. Si M. Gorbatchev est chargé d'un rapport sur l'agriculture devant le comité central, on ne devrait plus douter qu'il a toujours le vent en poupe et qu'il fait dès lors figure de dauphin d'un secrétaire général âgé et malade, explique un diplomate occidental. Si au contraire cette tâche échappe à quelqu'un d'autre et pas nécessairement à un ami de l'intéressé, l'avenir politique de M. Gorbatchev paraît plus compromis.

L'hypothèse la plus communément admise est que M. Gorbatchev recevra un siège public du comité central pour son action. Il pourrait dans ces conditions être débarrassé de sa tâche de secrétaire général et se consacrer à un secteur beaucoup plus large comportant notamment la politique étrangère, comme l'implique le « profil » de cette fonction non écrite du numéro deux, jadis occupée par Soukovo. M. Gorbatchev pourrait être remplacé à l'agriculture par M. Chervomazov, membre suppléant du bureau politique, qui pourrait à cette occasion entrer au secrétariat. Cette promotion se fait assez logique puisque M. Chervomazov a lancé en 1982 la première expérience-pilote qui a abouti à la réforme agricole de 1982, mais elle impliquerait qu'on lui trouve un successeur comme premier secrétaire de cette République.

Les rumeurs habituelles, à la veille du plénum font état d'autre part d'une élévation possible de M. Tchebrikov, chef du KGB et Dolguikh qui ne sont que supposés, au rang de membres à part entière du bureau politique.

DOMINIQUE DHOMÈRES.

Espagne

LE MITRAILLAGE D'UN CHALUTIER PAR LA MARINE IRLANDAISE

Madrid essaie de minimiser l'incident

De notre correspondant

Madrid. — C'est une affaire d'affaires pour les négociations pour l'entrée de notre pays dans la CEE. Ce genre d'incident ne se produit d'ailleurs pas seulement avec les bateaux espagnols, mais aussi avec les bateaux irlandais. Le ministre des affaires étrangères, M. Fernando Morán, s'est employé le samedi 20 octobre à calmer les esprits après le grave accrochage de la veille, au cours duquel un bateau espagnol avait été mitraillé et coulé par un garde-côte de la marine irlandaise au large des côtes de ce pays (le Monde daté 21-22 octobre).

Cette volonté d'apaisement contraste avec la virulente réaction des autorités espagnoles au lendemain du mitraillage, en mars dernier, de deux bateaux de pêche nationaux par un aviso de la marine française dans le golfe de Biscaye. L'affaire avait alors provoqué une vive tension entre Paris et Madrid, et le président du gouvernement espagnol M. Felipe Gonzalez avait dénoncé « cet acte qui ne peut être le fait d'un pays civilisé ».

Si l'attitude de Madrid a été cette fois plus mesurée, les deux incidents, pourtant, ne sont pas sans similitude. Comme en mars, le bateau de pêche espagnol opérait sans licence dans les eaux territoriales d'un pays de la Communauté. Comme en mars également, il a cherché pendant plusieurs heures à

se soustraire à l'action du garde-côte en s'enfuyant et, surtout, la venue de l'ambassadeur d'Espagne à Dublin, il aurait même cherché à aborder son poursuivants. Enfin, le bateau était à nouveau originaire du port basque d'Ondarroa, dont les pêcheurs refusent de reconnaître la légitimité de la décision prise en 1976 par les pays de la CEE de porter à 200 miles leur zone maritime d'exploitation économique exclusive.

Ce nouvel accrochage se produit à un moment particulièrement peu opportun pour le gouvernement de Madrid. Ce lundi commence, en effet, à Luxembourg une réunion, considérée comme décisive, entre les Dix et l'Espagne. Elle devrait permettre de fixer le calendrier définitif des discussions sur les derniers problèmes posés par l'adhésion espagnole. Or, de tous les dossiers encore en souffrance, le plus épineux est sans conteste celui de la pêche.

Th. M.

A TRAVERS LE MONDE

Albanie

- REAPPARITION PUBLIQUE DE M. ENVER HODJA. — Le numéro un albanais, M. Enver Hodja, qui n'était pas apparu en public depuis le mois de mai, a participé, samedi 20 octobre, à Tirana, à un rassemblement de jeunes organisé dans un stade à l'issue de Spartakiades (compétitions sportives). Selon l'agence officielle ATA, M. Hodja est monté à la tribune en souriant et a salué la foule de la main. Agé de soixante-seize ans, le dirigeant albanais, se pouvait depuis quarante ans, est considéré comme sérieusement malade, en dépit des dénégations officielles. — (Reuters.)

Angola

- LE CHEF DE LA DIPLOMATIE, M. PAULO JORGE, A ÉTÉ DÉMIS DE SES FONCTIONS. — M. Paulo Jorge, ministre des relations extérieures du gouvernement angolais, a été démis de ses fonctions. Ce départ, qui intervient officiellement « pour convenance de ser-

vices », a fait l'objet d'un décret officiel, annoncé, dimanche soir 21 octobre, par la radio angolaise. Le chef de l'Etat, M. Eduardo Dos Santos, exerce les fonctions de ministre des relations extérieures jusqu'à ce qu'un nouveau chef de la diplomatie soit nommé. M. Jorge occupait ce poste depuis novembre 1976 et était l'un des plus anciens membres du gouvernement angolais. Il avait été nommé par le président Agostinho Neto, prédécesseur de M. Dos Santos. — (AFP.)

Corée du Nord

- ECHANGES CULTURELS AVEC LA FRANCE. — Radio-Pyongyang a annoncé vendredi matin 19 octobre qu'un accord d'échanges culturels avait été signé entre la France et la Corée du Nord lors du récent séjour dans la capitale nord-coréenne de M. Jacques Boutet, directeur général des relations culturelles, scientifiques et techniques au ministère des relations extérieures. Les deux pays n'entretenaient pas de relations diplomatiques. Au Quai d'Orsay, on

précise toutefois qu'il ne s'agit pas d'un « accord » et que seul a été signé un procès verbal d'entretiens qui prend note des souhaits de la partie nord-coréenne.

Somalie

- LIBÉRATION DE 4 000 PRISONNIERS. — Un important défilé militaire a marqué, dimanche 21 octobre, à Mogadiscio, le quinzième anniversaire de l'arrivée au pouvoir du président somalien, M. Siad Barre, qui a annoncé à cette occasion l'amnistie et la libération de 4 000 prisonniers. — (AFP, Reuters.)

Sri-Lanka

- Attentats à Colombo : quatre morts. — Quatre personnes ont été tuées et plusieurs autres blessées, lundi 22 octobre, à Colombo, par les explosions de trois bombes dans différents quartiers de la capitale. La première a explosé près d'un poste de police, la seconde non loin de la gare centrale, la troisième près de la résidence du secrétaire privé du ministre de l'Industrie et des affaires scientifiques. Ces attentats sont les plus meurtriers commis à Colombo depuis juillet

dernier. Ils pourraient, selon la police, avoir été commis par des séparatistes tamouls.

Turquie

- MANIFESTATION A PARIS CONTRE LA RÉPRESSION EN TURQUIE. — Plusieurs dizaines de personnes appartenant au Mouvement de la jeunesse communiste française (MJCF) ont défilé, dans la soirée du samedi 20 octobre, devant l'ambassade de Turquie puis devant les bureaux des Turcs Airlines à Paris, pour protester contre la répression et les atteintes aux droits de l'homme dans ce pays. Les manifestants entendaient dénoncer, notamment, la décision des autorités turques d'exécuter par pendaison le militant d'extrême gauche Hidir Haslan, condamné à mort par un tribunal militaire et dont l'exécution serait imminente. La police est intervenue pour disperser les manifestants et trois personnes ont été interpellées pour vérification d'identité. Dans un communiqué diffusé dans la soirée de samedi, le MJCF affirme que « les forces de police sont intervenues avec une rare violence » et ont arrêté plusieurs de ses membres « après les avoir sauvagement matraqués et traités à terre ».

isth INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES Depuis 1953

POUR VOUS AIDER À RÉUSSIR À :

HEC-ESCP 2^e Année

• ENTRETIENS INDIVIDUELS DE SÉLECTION

• ENSEIGNEMENTS COMPLETS

6 Novembre 1984 au 4 Mai 1985

7 Janvier au 4 Mai 1985

AUTREUIL, 6 av. Léon-Henry 75016 Paris

Tél. 224.10.72 +

TOLBIAC, 83 av. d'Italie 75013 Paris

Tél. 585.59.35 +

PRÉPARATION INTENSIVE PAR CORRESPONDANCE A

SCIENCES-PO

un entraînement rigoureux adapté aux contraintes universitaires et scolaires

3 FORMULES

- ENTRÉE EN A.P.
- SOUTIEN EN A.P.
- ENTRÉE EN 2^{de} ANNÉE

Premier envoi : DÉCEMBRE

INSCRIPTIONS : B.O.A.E., 31, rue de Constantinople, 75009, Tél. (1) 263-67-43

Se perfectionner, ou apprendre la langue est possible

LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC

Cours avec applications en français

Documentation gratuite :

ÉDITIONS DISQUES BGM

8, rue de Berli - 75008 Paris

le Plus
les entr
l'ourant

AFRIQUE

Le Maroc ou « l'Etat c'est lui »

I. - De par le roi...

De notre envoyé spécial PAUL BALTA

Fès. — « Ne trouvez-vous pas choquant le faste des fêtes du mariage de la princesse Lalla Mériem, alors qu'un tiers des Marocains vivent en dessous du seuil de pauvreté ? Croyez-vous que ces festivités soient réellement populaires ? » Ces deux questions ont souvent été posées par des Européens, parfois invités de Hassan II, à des journalistes et à des dirigeants marocains. Oui, il faut bien l'admettre, les festivités ont bel et bien démontré leur caractère populaire par la participation des groupes venus de toutes les provinces, par l'effluve de la foule dans les rues de la capitale spirituelle, par l'intérêt qu'elles ont suscité dans les villages du royaume. Sans doute parce que dans ce pays aux traditions profondément enracinées, la fête a conservé ses vertus ancestrales et console de la grisaille du quotidien.

Les réserves émises par des Marocains émanant d'activités musulmanes qui, regardant vers Téhéran, mettaient en cause le principe même de la monarchie, ou de militants d'extrême gauche qui dénonçaient, par de savants calculs de coût, le caractère « scandaleux » des richesses de la famille royale. Dans les deux cas, il s'agit de groupes minoritaires dont l'influence est limitée. Interroge-t-on les gens du peuple ? Ils n'hésitent pas : « Le roi est riche ? C'est normal, c'est le roi. Il a des palais ? Les présidents de République aussi. Le Maroc ne voit pas recevoir les chefs d'Etat dans un gourbi ? » Evoque-t-on leurs difficultés ? Ils en imputent la responsabilité à « l'administration corrompue », à la « sécheresse », à la guerre du Sahara « imposée par l'Algérie », aux « ministres incapables », aux « profiteurs », mais pas au souverain.

Boumediène lui-même, après avoir souhaité la chute du roi au début du conflit saharien, s'est révisé en constatant que Hassan II, dont l'autorité est incontestable, incarnait un symbole pour la majorité des Marocains et était un facteur d'unité pour le royaume. Il suffit d'ailleurs d'observer : quand le roi parle à la télévision, tout le monde écoute, quand c'est un ministre, on baisse le son et on bavarde. En 1982, le souverain avait personnellement demandé à la population de ne pas tuer le mouton pour l'Aïd et Adia (la fête du sacrifice), en raison de la sécheresse : tout le monde avait obéi. Pas en 1984. Explication maintes

fois entendue dans la rue : « Cette année, le roi n'a pas parlé à la télévision. Il s'est contenté de faire publier, à la dernière minute, un communiqué. Ainsi il a permis aux pauvres qui n'avaient pas de quoi acheter le mouton de sauver la face tout en laissant aux autres une porte de sortie... »

Une logique implacable

Tel intellectuel proche de l'Union socialiste des forces populaires critique « les tares du régime », mais conclut néanmoins par cette boutade : « Si l'on prenait à Hassan II l'idée de proclamer la République et d'être candidat à la présidence, il obtiendrait, sans tricherie, 99 % des suffrages. Mais, comme il est musulman, il ferait baisser ce pourcentage pour le rendre crédible. » Un militant communiste explique laborieusement comment le Parti du progrès et du socialisme concilie la fidélité au roi, la défense de l'islam et la lutte des classes. Puis il ajoute : « L'Algérie a sa révolution derrière elle, mais le Maroc l'a devant lui, disait de Gaulle il y a une vingtaine d'années. Il y a quatre ou cinq ans, la CIA estimait que Hassan II allait être renversé par un militaire. Mais notre roi est toujours là, et notre armée a récupéré nos provinces sahariennes. Ce qui ne signifie pas que tout va bien, et nous sommes là pour dénoncer les erreurs. »

Voilà qui illustre la complexité du Maroc dans ses contradictions et ses paradoxes au moment où le souverain l'a manifestement emporté sur toute la ligne face aux partis, en particulier ceux du « mouvement national », bastion de la résistance, et même, un temps, de l'opposition au monarque, lorsqu'il venait de succéder à son père, mort en février 1961.

Comme Mohammed V, Hassan II n'a jamais cessé d'affirmer la prééminence du trône sur les partis. C'est le roi qui détermine et assume le destin national, répète-t-il, car « le régime monarchique représente un dialogue de quatorze siècles entre les souverains marocains et leur peuple » et que, « porte-parole des aspirations profondes de son peuple », le monarque est aussi « le ferment de son unité » (1). Présenté comme des « diviseurs », les partis doivent se borner à défendre les inté-

rets d'une couche sociale et contribuer à gérer le quotidien, à condition de soutenir le roi dans les « causes nationales ». Cette implacable logique conduira le pouvoir à broyer tout opposant prétendant établir une distinction entre les intérêts de la monarchie et ceux du pays.

Ainsi, le vieux parti de l'istiglal, puissant en légimité dans la lutte de libération dont il fut le fer de lance, entendait-il, au moment de l'indépendance, rivaliser avec le monarque dans la conduite des affaires. Née en 1939 d'une scission du parti d'Allal El Fassi, l'Union nationale des forces populaires s'est vue, sous l'impulsion de Mohammed Ben Barka, Abderrahim Bouabid et Abdallah Ibrahim (2), moderniste et socialiste. Elle ajouta donc à son « rôle historique », celui de « porte-parole légitime des revendications populaires », ce qui la mettait en concurrence directe avec un pouvoir dont le dernier slogan était « la révolution du roi et du peuple ».

Au tout début des années 60, ces deux formations du « mouvement national » dominaient la vie politique, l'istiglal obtenait à lui seul 40 % des voix aux élections, contre 15,33 % en 1984, en raison de son vieillissement et des pressions de l'administration. L'USFP (et auparavant l'UNFP) ne parviendra jamais, elle, à définir une stratégie claire et à s'y tenir. Elle oscille entre l'intransigeance révolutionnaire et la contestation ouverte du régime, qui lui fait prôner l'instauration du socialisme (voire, *mezza voce*, de la République), et la prudence réformiste, qui l'incite au compromis et à la collaboration avec le Palais.

Des partis déchirés

Ces partis, comme ceux qui sont nés depuis la troisième législature en 1977, sont souvent déchirés par les rivalités de leurs chefs, déçus par les manœuvres du roi, tentés par les avantages d'une association au pouvoir. Ils sont rongés par un opportunisme qui leur fait préférer la tactique payante à court terme à une stratégie à long terme, ingrate, mais sans doute plus efficace.

Faisant alterner la carotte et le bâton, Hassan II en joue avec une

habileté machiavélique. Après avoir bouclé la Constitution de 1972 et fait une cure d'opposition de quatorze ans, l'istiglal avait fini par entrer au gouvernement en 1977 dans l'espoir de rattraper le terrain perdu. Aujourd'hui, on lui fait payer les échecs diplomatiques dans le conflit saharien. Permettant à jouer le rôle de chef de l'opposition, M. Abderrahim Bouabid avait critiqué l'initiative du roi lorsqu'il avait accepté un référendum d'autodétermination au Sahara lors du sommet de FOUA à Nairobi. Il s'est retrouvé en prison du 8 septembre 1981 au 27 février 1982 : le roi ne peut être soupçonné — encore moins accusé — de brader ou de trahir l'intérêt national.

Entre-temps, Hassan II a laissé se multiplier les partis, qui sont à ses yeux une « école de cadres » (3). En novembre 1983, en vue de préparer le référendum au Sahara occidental et les élections législatives, il forme un gouvernement d'unité nationale dans lequel les six principales formations — dont l'USFP — sont représentées par des ministres d'Etat. Dès lors, M. Bouabid, libéré par la grâce du roi, tout comme M. Mohamed Bouetta, successeur d'Allal El Fassi, sont perçus non plus comme des « chefs historiques », mais comme des commis de l'Etat parmi d'autres. Le souverain a fait prévaloir sa norme qu'on peut résumer ainsi : le débat est ouvert à ceux qui entrent dans le système et en acceptent les règles du jeu ; les autres en sont exclus et on le leur fait payer cher, comme en témoignent, entre autres, les prisonniers d'opinion.

Aujourd'hui, à part l'Union constitutionnelle créée en 1983 pour devenir le « parti du roi » — équivalent du principal parti de la majorité présidentielle dans la Ve République, — les autres grandes formations, anciennes (USFP, Istiglal, Mouvement populaire) ou nouvelles (Rassemblement national des indépendants, Parti national démocratique), sont de force à peu près équivalentes, de sorte que le souverain peut élargir la majorité gouvernementale selon la tonalité qu'il souhaite donner à son action future.

La monarchie avait affronté un autre danger : les militaires. Mo-

hammed V s'était heurté à l'Armée de libération nationale, populaire et révolutionnaire. Il en était venu à bout en la dissolvant et en intégrant certains de ses éléments dans les Forces armées royales qu'il créa, mais qui étaient composées à 80 % de Berbères. Ce sont des officiers des FAR, Berbères pour la plupart, qui, en 1971 et 1972, sous la direction d'Oufkir, tentèrent d'assassiner Hassan II en vue d'instaurer un régime militaire de type nassérien ou kadhaïfiste. Avec une remarquable patience, le roi a réduit à environ 60 % la proportion des Berbères et rénové le corps des officiers.

La contestation affaiblie

La disparition, le 25 janvier 1983, du général Ahmed Dlimi, qui cumulait les responsabilités au palais et à la tête de l'Armée du Sud, a levé un danger potentiel. Ses attributions ont été réparties entre quatre officiers, le commandement de la zone sud ayant été confié au colonel-major Abdelaziz Bennani, Fassi de formation française, musulman convaincu très attaché à son arabe. La situation ayant été progressivement redressée sur le terrain depuis 1981 et environ cent mille hommes — la moitié de l'armée — étant maintenant dans le désert, les risques d'un putsch sont estimés nuls, pour le moment, par les observateurs militaires. En revanche, il pourrait en être autrement si Hassan II venait à disparaître brusquement : les militaires accepteraient-ils de voir les partis relever la tête en profitant de la jeunesse du prince héritier, Sidi Mohammed, que son père s'applique à former ?

En banalisant les partis, Hassan II a rendu le Parlement moins partisan : il ne compte plus dans ses rangs de force de contestation radicale, puisque l'USFP n'est assaie, que le PPS n'a que deux députés et l'extrême gauche un. La rançon, c'est que la Chambre est moins crédible. Aux dernières élections législatives, la participation électorale n'a pas dépassé 30 % dans plusieurs grandes villes, exprimant le scepticisme des électeurs.

Les mouvements contestataires souterrains n'ont, actuellement, ni chefs charismatiques ni véritables réseaux. Les islamistes sont divisés

et les « ganchistes », qui ont rompu avec l'USFP et le PPS jugés trop « tièdes », sont peu nombreux. Il est également significatif que le Mouvement populaire, berbérisme, n'ait pas de véritable organisation : cela tient autant à la personnalité de son chef, M. Mahjoubi Aberkane, qu'à la crainte d'être soupçonné de mettre en place une infrastructure subversive à l'heure où les revendications culturelles berbères se font plus pressantes au Maghreb.

Dès lors, les gouvernements n'ayant pas réussi à juguler la crise économique et sociale, le désespoir des pauvres s'exprime par la violence urbaine, comme ce fut le cas à Casablanca en 1981 et dans plusieurs villes en janvier 1984, et par des jacqueries. Le Maroc n'est pas actuellement dans une « situation révolutionnaire », mais il est menacé par des révoltes. Les institutions traditionnelles relayant de façon atténuée les revendications populaires, le pouvoir risque donc de voir, de plus en plus souvent, la rue se dresser directement devant lui.

« Pour combattre le chômage, la bureaucratie, la corruption, les inégalités flagrantes, les insuffisances de la production, l'endettement, il faudrait procéder à des réformes de structures en profondeur. Le système est tel que cela paraît impossible. Pourtant, aujourd'hui, le roi a la possibilité de réformer, à condition de choisir des hommes capables et décidés. Paradoxalement, il demeure le principal espoir parce qu'il est le seul à avoir l'autorité nécessaire pour imposer les réformes », nous disait un des meilleurs planificateurs du pays. Mais les pesanteurs sociologiques et les difficultés de toutes sortes le lui permettront-elles ?

Prochain article :

L'ÉTAU ÉCONOMIQUE

- (1) Conférence de presse de Hassan II du 25 octobre 1983.
- (2) Ce dernier est resté à la tête de l'UNFP, dont s'est détachée, en 1975, l'Union socialiste des forces populaires.
- (3) Cf. Mustapha Sebimi in *Revue juridique, politique et économique du Maroc*, n° 12, 1982; l'auteur a consacré une série d'études aux partis politiques dans les numéros 30 à 40 (mars à juin 1984) de la revue le *Message* (Casablanca), dirigée par Abdallah Stouk.



Le courant passe.

Entre Plus Interim et les entreprises le courant passe.

Secrétariat, secrétariat bilingue, traitement de textes, comptabilité, informatique.

Plus Interim, spécialiste de l'interim administratif, a depuis toujours une politique de dialogue et de qualité.

Des contacts réguliers, justifiés et précis, une très grande rigueur au niveau de la sélection, de la formation, de la délégation des intérimaires, et du suivi des missions, font de Plus Interim le partenaire efficace de l'entreprise.

Chacune des agences Plus Interim gère un effectif très important d'intérimaires fidèles, ce qui permet une grande rapidité d'intervention.

Le courant passe vraiment. Vite. Et bien.

- Agence St-Lazare, 522.01.79.
- Agence Murelle, 524.04.99.
- Agence Denfert, 322.47.22.
- Agence Nation, 373.05.06.
- Agence La Défense, 774.70.70.

- Agence Rueil-Albert I^{er}, 732.02.86.
- Agence Valley 2, 946.27.00.
- Agence Belle-Epine, 686.30.48.
- Agence Gréville-Saint, 898.11.22.
- Agence Evry 2, 079.04.99.

- Agence Roissy 2, 854.77.11.
- Plus Informatique, 522.01.79.
- Plus International (secrétariat toutes langues, traduction), 522.01.79.

Plus Interim.

L'Interim Administratif

AFRIQUE

Tchad

La conférence de réconciliation s'est ouverte en dépit de plusieurs incidents

La réunion préparatoire à la conférence de réconciliation entre Tchadiens, qui s'est ouverte, samedi 20 octobre, à Brazzaville, en présence d'environ cent vingt délégués, semblait déjà compromise, avant même d'avoir commencé. La délégation du GUNT, dirigée par M. Goukouni Oueddei, a en effet refusé - dans un premier temps - de participer à la première séance de travail qui a eu lieu dimanche matin. Le GUNT posait deux préalables : d'une part, il exigeait que la conférence se tienne « sous l'égide » d'un représentant de l'OUA (Organisation de l'Unité africaine) et, d'autre part, qu'elle mette exclusivement en présence la délégation du gouvernement de N'Djamena et celle du GUNT. Le chef de cette délégation, M. Adoum Yaoub, déclarait samedi soir qu'il n'y a que deux forces en conflit au Tchad, « le bloc réactionnaire (le gouvernement de M. Habré) allié à l'impérialisme occidental et le bloc progressiste (le GUNT) ».

M. Yaoub précisait toutefois que les autres tendances présentes à Brazzaville pourraient participer aux travaux, à condition de se ranger dans l'un ou l'autre camp. De son côté, la délégation de N'Djamena rappelait que, de son point de vue, cette réunion était une rencontre du gouvernement tchadien avec « ses opposants », et qu'il n'avait jamais été question qu'elle se déroule sous les auspices de l'OUA. Les choses paraissent mal engagées, mais, après des consultations entre le GUNT et les autorités congolaises, M. Yaoub faisait savoir, dimanche après-midi, que, finalement, il participerait à la réunion de lundi. M. Yaoub justifiait cette volte-face en indiquant : « Le gouvernement congolais nous a rassurés en disant qu'il avait mandat du président en exercice de l'OUA, le chef de l'Etat éthiopien, Mengistu Haile Mariam, pour organiser cette réunion. » « A cette phase préparatoire, ajoutait-il, l'OUA n'est pas physiquement présente, mais elle le sera à la conférence au sommet. » En ce qui concerne, d'autre part, l'exi-

gence d'une limitation des discussions aux seuls représentants de N'Djamena et du GUNT, M. Yaoub s'est borné à indiquer : « Chaque problème trouvera sa solution en temps opportun. »

Par ailleurs, la fraction du Conseil démocratique révolutionnaire (CDR), qui a récemment pris ses distances avec M. Goukouni Oueddei et dont le chef de file est M. Achelikh Ibn Omar, annonçait que, après avoir également refusé de participer à la séance de dimanche matin, elle serait présente à celle de lundi. Son représentant à Brazzaville, M. Thiam Tidjani, expliquait que la « contradiction principale » se situait entre N'Djamena et ses opposants, et que les contradictions entre son groupe et le GUNT étaient secondaires. La délégation du gouvernement de M. Hissène Habré a, d'autre part, vivement protesté contre la présence, dans la capitale congolaise, d'une délégation libyenne d'une dizaine de personnes. Pour les autorités tchadiennes, la Libye fera tout pour « torpiller » la réunion, dont le succès dépendra « de la marge de manœuvre » dont pourra disposer le GUNT vis-à-vis de Tripoli. L'Agence tchadienne de presse (ATP) estimait pour sa part que la délégation libyenne allait « tenir la laisse et participer par le biais des valets tchadiens de la Libye à cette rencontre exclusivement nationale ».

Samedi, lors de la séance inaugurale, le président congolais, M. Sassou Nguesso, avait sévèrement critiqué « les responsables du drame vécu par le peuple tchadien ». Il avait demandé aux délégués de faire appel à leur « raison » et non à leurs « passions », ajoutant : « Il serait criminel qu'une seule génération compromette l'avenir d'une nation. »

Une dizaine de délégations sont présentes à Brazzaville. Tous les délégués tchadiens sont logés dans un même hôtel, le Mbemou Palace, ce qui devrait faciliter les contacts en marge des réunions plénières. (AFP, Reuters, AP, UPI.)

ASIE

LA CONDAMNATION DE JACQUES ABOUCHAR

Le chargé d'affaires français à Kaboul n'a pu rencontrer le reporter sans témoin

Sitôt comme la condamnation de Jacques Abouchar par un tribunal de Kaboul, de nouvelles démarches ont été effectuées du côté français en faveur du journaliste d'Antenne 2.

L'ambassadeur d'URSS, M. Vorontsov, a été convoqué dimanche matin 21 octobre au Quai d'Orsay par M. Claude Cheysson. Le diplomate soviétique aurait tenté d'apaiser l'indignation du ministre français en réitérant les assurances données ces dernières semaines par Moscou, en particulier par le porte-parole de la direction soviétique, M. Zagladine, qui avait déclaré le 9 octobre que l'affaire Abouchar allait « s'arranger ».

Le chargé d'affaires d'Afghanistan à Paris, M. Kashtmand, a lui aussi été convoqué une nouvelle fois au Quai d'Orsay. Il a d'autre part reçu dans la soirée M. Claude Estier, président de la commission

des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, qui quittait Paris ce lundi pour Moscou à la tête d'une délégation de parlementaires français.

Dimanche également, le porte-parole du gouvernement, M. Roland Dumas, a déclaré au cours d'une conférence de presse que la condamnation de Jacques Abouchar était « inadmissible ». « Le gouvernement, a-t-il dit, redouble et redoublera d'efforts auprès du gouvernement soviétique, dont on connaît l'influence prépondérante en Afghanistan, ainsi qu'auprès du gouvernement de Kaboul », afin d'obtenir la libération du journaliste d'Antenne 2. M. Dumas s'est félicité des manifestations de sympathies envers ce dernier mais a demandé : « qu'on ne gêne pas » l'action du gouvernement.

A Kaboul, le chargé d'affaires français, M. Roland Barraux, a égale-

ment été chargé d'exprimer auprès des autorités afghanes l'indignation du gouvernement français. M. Barraux a, d'autre part, été autorisé à rencontrer dimanche Jacques Abouchar pour la première fois depuis l'arrestation de ce dernier, le 17 septembre. La rencontre n'a cependant pas eu lieu à la prison où est détenu le journaliste français mais dans un hôtel de la capitale afghane. Deux agents de sécurité afghans assuraient l'entretien, qui a été enregistré. Jacques Abouchar se serait plaint de ses conditions de détention. Le médecin de l'ambassade de France n'avait pas été autorisé à accompagner le chargé d'affaires.

sortis afghans), il n'est pas exclu, en tout cas pour des raisons de principe, que le journal envisage d'en faire autant.

Parmi les multiples organisations qui protestent contre la condamnation du journaliste français, le comité pour la libération de Jacques Abouchar a demandé dimanche à tous les journalistes de boycotter les cérémonies organisées par l'ambassade d'URSS à Paris à l'occasion du soixantième anniversaire de l'établissement des relations franco-soviétiques le 26 octobre et de la fête nationale soviétique le 7 novembre.

Il a également demandé « fermement à toutes les personnes qui comptent s'y rendre de ne pas assister à des commémorations ».

Indignation

De nombreuses personnalités françaises ont exprimé leur indignation à la suite de la condamnation de Jacques Abouchar, dans les rangs de l'opposition comme dans ceux de la majorité. « Verdict intolérable », a dit M. Chirac, tandis que M. Giscard d'Estaing qualifiait de « révoltante » la décision du tribunal de Kaboul. Un communiqué du Parti socialiste dénonçait comme « parfaitement scandaleuse et choquante » cette décision.

Le Parti communiste français, de son côté, annonce que M. Georges Marchais est intervenu auprès des autorités afghanes pour que le journaliste d'Antenne 2 soit libéré « dans les plus brefs délais ». M. Roland Leroy, invité dimanche soir du « Grand Jury RTL - Le Monde », a confirmé que ces démarches avaient été répétées depuis la condamnation de Jacques Abouchar. Interrogé sur le droit à l'information dans un pays qui connaît une situation de guerre, le directeur de l'Humanité a, d'autre part, déclaré : « J'admets tout à fait qu'un organe de presse envoie des journalistes de différentes façons dans un pays qui connaît une situation particulièrement agitée, afin d'informer au mieux ses lecteurs, ou ses lecteurs. Pour ce qui est de l'Humanité [s'agissant des iniqui-

Le comité Abouchar a, d'autre part, envoyé une lettre au président de la République lui demandant audience « afin de lui exposer ses inquiétudes et sa détermination » et a prié l'Assemblée nationale et le Sénat de s'exprimer par un vote sur la condamnation du journaliste d'Antenne 2.

Dix personnalités françaises ont, de leur côté, proposé dimanche aux partis de la majorité et de l'opposition d'organiser une manifestation commune pour la libération immédiate de Jacques Abouchar. Les signataires de cet appel sont le docteur Bernard Kouchner, fondateur et président d'honneur de Médecins du monde, les professeurs Laurent Schwartz et Léon Schwartzberg, les acteurs Yves Montand, Simone Signoret et Marina Vlady, le metteur en scène Patrice Chéreau, le cinéaste Costa-Gavras, le philosophe André Glucksmann et le réalisateur de télévision Michel Hazon.

Dans leur appel, ces personnalités déclarent notamment : « Vous avez été capables de descendre dans la rue par centaines de milliers, divisés, au nom de conceptions différentes de l'éducation. Serrez-vous capables de descendre dans la rue, ou sur les terrasses, pour défendre la pratique démocratique de l'information ? »

afrique
asie

170.000
exemplaires par numéro

N° 333 : 136 PAGES

ALGERIE : LES FUSILS DE NOVEMBRE
un dossier de 56 pages

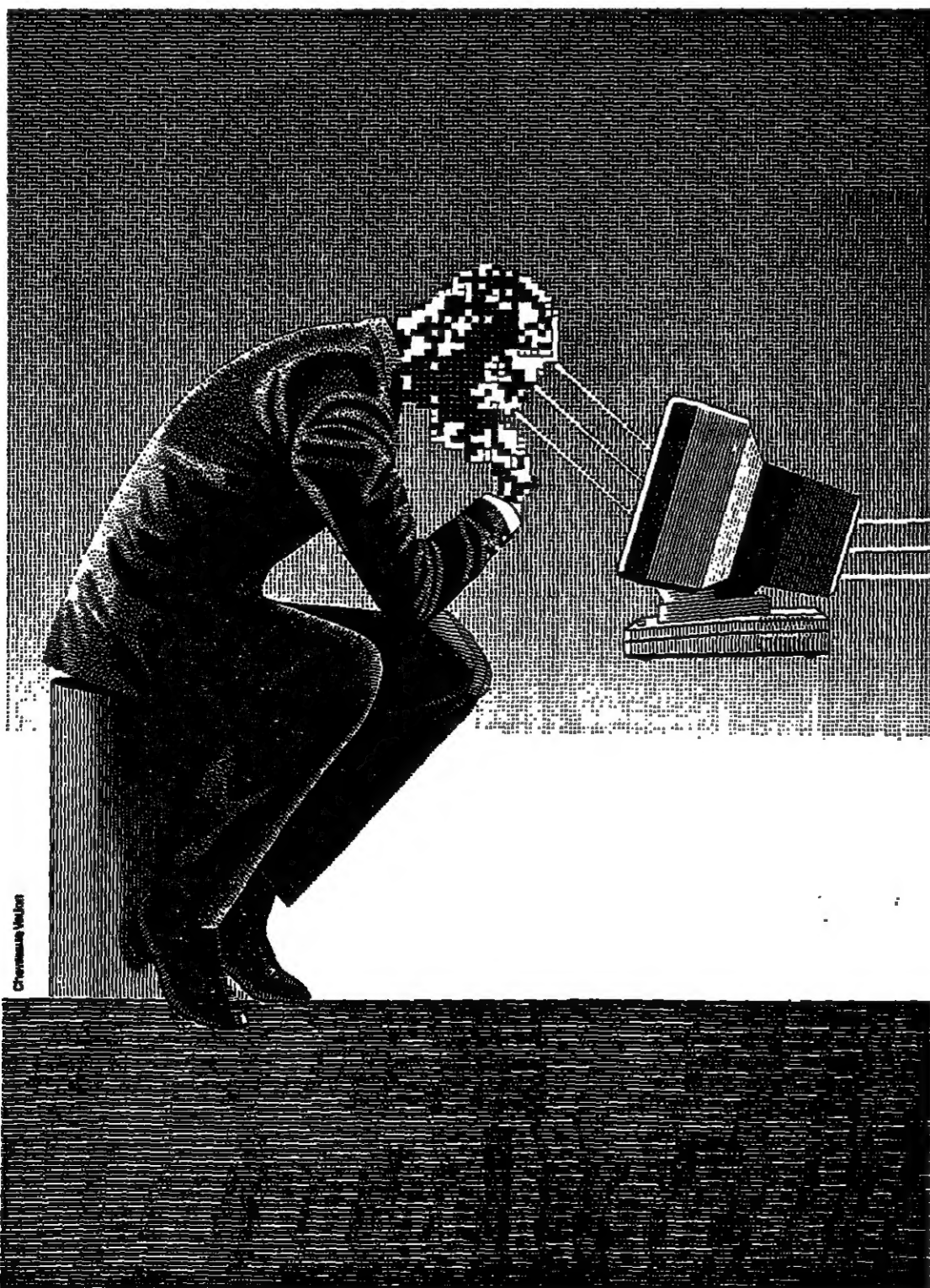
MOZAMBIQUE : LA CONQUÊTE
DE PRETORIA

Cameroon : Biva deux ans après - Sommet africain : l'im-
promptu de Paris - Jordanie-Egypte : le pays du roi, etc.

+ UN DOUBLE CONCOURS POLITIQUE
ET SPORTIF

Partez massivement et gagnez
DEUX voyages à Paris ou
1 million de C.F.A.!

Retenez-le dès maintenant auprès de votre vendeur habituel.
Abonnez-vous à « Afrique-Asie », 13, rue d'Uzes, 75002 Paris.
En vente dans les kiosques français et dans soixante-quatre pays.



NE PENSEZ PAS ORDINATEUR PERSONNEL SANS PENSER COMMUNICATION.

Les ordinateurs personnels sont trop personnels.

Ils sont coupés du monde, du monde extraordinairement mobile de la communication.

L'apport des télécommunications au développement de l'informatique est, et sera, de plus en plus fondamental.

ITT XTRA, L'ORDINATEUR PERSONNEL CONÇU PAR LE SPÉCIALISTE MONDIAL DES TÉLÉCOMMUNICATIONS.

ITT XTRA a été conçu par le géant des communications.

ITT, premier fournisseur de terminaux compatibles, se devait de créer l'ordinateur personnel tourné vers le monde de demain.

ITT XTRA, UN VRAI PROFESSIONNEL. L'ordinateur personnel ITT XTRA assure une parfaite compatibilité avec le standard en matière de micro-ordinateurs professionnels.

Cette compatibilité opérationnelle ouvre à l'utilisateur l'accès à une multitude de programmes d'application, ainsi qu'à un grand nombre de périphériques et de matériels d'extension disponibles sur le marché.

ITT XTRA, DOUÉ POUR LA COMMUNICATION.

Plus qu'un ordinateur personnel compatible, il est conçu pour l'avenir.

ITT XTRA est doté d'un potentiel d'extensions destinées à favoriser tous les aspects de la communication, caractéristique essentielle du « poste de travail » de demain.

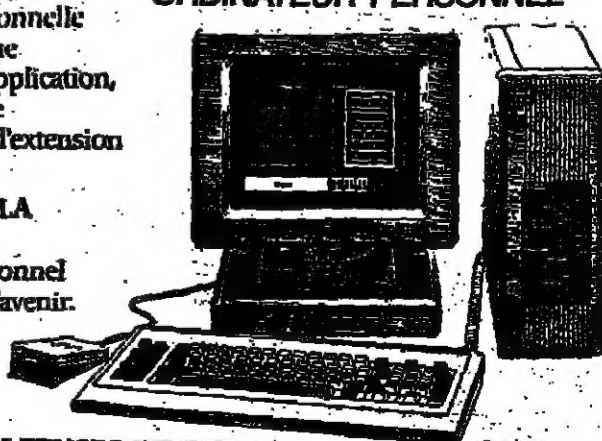
Compatible, évolutif, esthétique, ITT XTRA se devait aussi d'être proche de l'utilisateur.

C'est pourquoi ITT l'a conçu pour être tout particulièrement facile à mettre en œuvre et à utiliser, même sans connaissance préalable.

Sa commodité d'emploi, ses possibilités d'extension et le soutien de tous les services ITT en font un véritable professionnel facile à vivre.

Entrez en communication avec l'avenir, pensez ITT XTRA.

ITT XTRA.
ORDINATEUR PERSONNEL



PENSEZ COMMUNICATION. PENSEZ ITT XTRA.

ITT DATA SYSTEMS FRANCE, 10, rue MONTMARTRE, 75001 PARIS. Tél. 01.46.00.00.00. Telex 30004 ITTFR

هكذا من الأصل

ASIE

A DIX-HUIT ANS DE PRISON

Kaboul : le tribunal « a fait preuve de clémence »

La condamnation de Jacques Abouchar a été prononcée, samedi 20 octobre, par un tribunal révolutionnaire, a annoncé le même jour Radio-Kaboul, dans son principal bulletin d'informations du soir, capté à Islamabad. La radio a affirmé que « le journaliste français avait été entré clandestinement en Afghanistan avec une bande de contre-révolutionnaires armés dans le but de faire un film de propagande contre la révolution afghane ». « Pour des raisons humanitaires » et compte tenu « des relations (de l'Afghanistan) avec la France et de l'amitié envers le peuple français », le tribunal révolutionnaire a « fait preuve de clémence » vis-à-vis de la « nature du délit », a ajouté la radio, qui, à aucun moment, n'a qualifié Jacques Abouchar d'espion.

Au cours d'une conférence de presse devant des journalistes afghans et des pays de l'Est, au ministère des affaires étrangères, à Kaboul, le grand reporter d'Antenne 2, avait déclaré, le 11 octobre, avoir été bien traité depuis son arrestation et au cours de ses interrogatoires. Il avait reconnu être entré clandestinement en Afghanistan pour réaliser un film sur l'opposition armée au régime Karmal.

L'agence de presse afghane Bakhtar, reçue dimanche 21 octobre à

Paris, a indiqué que Jacques Abouchar, au cours de son procès, avait été autorisé à « se défendre » dans une atmosphère « libre et démocratique ». Elle a ajouté qu'il avait été condamné « pour la poursuite d'activités insoumises et la collecte de renseignements secrets » et qu'il avait pris des photos et des films devant servir « la propagande contre la République démocratique d'Afghanistan ». Bakhtar assure que « la politique philanthropique de l'Afghanistan » a été prise en compte par le tribunal.

L'ambassade d'Afghanistan à Islamabad a précisé, dimanche, que le journaliste français pouvait faire appel du verdict auprès du Conseil révolutionnaire, décrit par la Constitution afghane comme « le plus haut organe de l'Etat ». Ce conseil est présidé par le chef du Parti démocratique et populaire d'Afghanistan (PDC) et chef de l'Etat, M. Babrak Karmal. D'autre part, selon l'article 58 de la Constitution afghane, l'exécution des peines « prononcées par les tribunaux » est mise en œuvre après approbation du président du Conseil révolutionnaire.

A Peshawar, indiquait l'AFP, le sentiment général dans les milieux de l'insurrection afghane était plutôt optimiste quant à la libération rapide de Jacques Abouchar.

Tass a alourdi les charges retenues

De notre correspondant

Moscou. — Condamné à dix-huit ans de prison par un tribunal révolutionnaire spécial — selon une dépêche de l'agence Tass, le samedi 20 octobre, datée de Kaboul, — Jacques Abouchar a été condamné à être « entré illégalement en Afghanistan avec un groupe armé ayant engagé le combat avec une patrouille frontalière, au cours duquel trois soldats ont été grièvement blessés ».

La sentence est exceptionnellement lourde. A titre de comparaison, le docteur Philippe Augoyard, pourtant accusé d'espionnage, avait été condamné à huit ans de prison. Il est donc apparemment plus grave d'« entrer illégalement » en Afghanistan avec un groupe armé que de s'y livrer à l'espionnage, une accusation qui n'a pas été officiellement retenue contre Jacques Abouchar. On remarquera également que les trois soldats, dont on n'avait guère entendu parler jusqu'ici et qui n'étaient que « blessés », le sont maintenant « grièvement ».

Il a fallu, à l'évidence, muscler le seul motif d'« entrée illégale » qui faisait un peu court. Jacques Abouchar paye peut-être sa fermeté. Ayant refusé de collaborer avec ses geôliers et de se livrer à une quelconque confession ou autoaccusation, il est plus durement sanctionné que le docteur Augoyard, sur lequel pesait une accusation beaucoup plus grave. Jacques Abouchar subit peut-être également les conséquences du

refroidissement intervenu dans les relations franco-soviétiques depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir et qui a persisté en dépit du voyage de M. Mitterrand à Moscou en juin dernier. Les autorités afghanes rejettent avec indignation cette interprétation mais il est peu probable que le sort de Jacques Abouchar relève actuellement uniquement de Kaboul.

A Moscou, d'autre part, deux journalistes de l'agence américaine Associated Press ont été à nouveau mis en cause à propos du procès d'un ressortissant soviétique, Andreï Roukossyev, qui avait tenté sans succès de fuir l'URSS à une date non précisée. Ce dernier, qui s'était rendu en Hongrie muni d'un faux passeport néerlandais, avait été arrêté alors qu'il allait franchir la frontière austro-hongroise. Il vient d'être condamné à huit ans de prison, ont annoncé, dimanche 21 octobre, les *Investia*.

Alison Smale et Marc Rosenwasser, de l'Associated Press, avaient fait l'objet début juin d'un « arrêté spécial » du tribunal municipal de Moscou pour avoir « participé à la préparation » de cette « action criminelle » (le *Monde* des 10 et 11 juin) ; ni le contenu ni même la date de cet « arrêté » n'avaient été communiqués aux intéressés. Le plus curieux dans cette affaire est d'ailleurs que, si Alison Smale est toujours correspondante à Moscou, Marc Rosenwasser, pour sa part, a quitté la capitale soviétique depuis décembre 1982.

Les *Investia* écrivent, dimanche, que les deux journalistes ont été « dirigés par la main experte » de la CIA. Le bureau de Moscou de l'Associated Press a une fois de plus rejeté ces accusations. Il semble en fait que l'affaire soit maintenant terminée avec la condamnation de Roukossyev. Alison Smale a pu revenir normalement à Moscou et reprendre son travail après ses vacances d'été malgré cet « arrêté spécial » qui lui a d'ailleurs jamais été officiellement notifié et dont elle n'a appris l'existence le 8 juin dernier que par une dépêche de Tass.

D. D.

LE PRÉCÉDENT DU DOCTEUR AUGOYARD

Jacques Abouchar est le second Français jugé et condamné par un tribunal de Kaboul.

Le 16 janvier 1983, le docteur Philippe Augoyard, envoyé en Afghanistan pour une mission humanitaire par l'association française « Aide médicale internationale », était fait prisonnier par les troupes soviéto-afghanes alors qu'il fuyait avec un groupe de moudjahidés, une zone de combats intenses au sud de Kaboul.

Il était condamné le 13 mars suivant à huit ans de prison pour être « entré illégalement » en Afghanistan et avoir « collaboré avec des éléments contre-révolutionnaires ». Il fut contraint, lors de son procès télévisé, à des « aveux » et à des déclarations hostiles à la résistance afghane.

Le docteur Augoyard était gracié le 3 juin 1983 par les autorités afghanes — soit après plus de quatre mois de détention — et pouvait regagner la France quelques jours plus tard.

Démessure

Dix-huit ans de prison ? Si ce genre de « verdict » se veut « dissuasif », il y a fort à parier que l'objectif visé ne sera pas atteint. Cette profession de journaliste, où l'on a ses défauts, a aussi son honneur et sa dynamique. D'autres reporters ont payé beaucoup plus cher leur audace au Vietnam, au Cambodge et ailleurs, et leur exemple n'a nullement « dissuadé » ceux de leurs confrères qui ont suivi leur trace.

De « justice », il n'est probablement que le soi-disant tribunal de Kaboul devant lequel a comparu Jacques Abouchar pour être « ou fâché de croire » qu'il en est encore question. Les Soviétiques eux-mêmes ne sauraient guère le prétendre qui, une semaine plus tôt, admettaient sans difficulté que le journaliste d'Antenne 2 ne pouvait être coupable d'autre chose que d'avoir voulu remplir une mission d'information — fût-ce au prix d'une « violation de frontière » qui faisait partie des risques du métier.

L'affaire, encore une fois, est d'ordre strictement politique. Ce que l'on comprend mal, c'est l'escalade à laquelle se livrent sur ce plan les autorités soviéto-afghanes. Et qui accepterait de croire que Kaboul fait autre chose, en l'occurrence, que suivre les directives de Moscou ? Que des « susceptibilités » afghanes, dans un premier temps, aient pu être dûment mésestimées, on pourrait à la rigueur faire l'effort de l'admettre. Non seulement un tel prétexte a perdu aujourd'hui, après six semaines de détention, l'ombre de crédibilité qu'il pouvait avoir aux premiers jours, mais la démesure de la peine qui vient d'être infligée à Jacques

Abouchar montre trop clairement que les bonnes paroles n'étaient qu'un leurre et que du côté soviétique — chez ceux du moins qui exercent réellement des responsabilités — on ne cherche nullement l'apaisement.

Jacques Abouchar apparaît donc désormais comme l'enjeu d'une épreuve de force que le Kremlin a seul pu vouloir. Car cette condamnation à dix-huit ans de prison ne peut avoir qu'un sens : on fait monter les enchères. Etrange réponse à la modération, la discrétion — excessive ? — dont on a fait preuve jusqu'ici du côté français, en ne posant le problème du journaliste d'Antenne 2 que sur le plan de la déontologie professionnelle. Mais, après avoir elle-même boycotté les jeux de Los Angeles, l'URSS se moque sans doute que les réceptions diplomatiques qu'elle organise dans les prochains jours à Paris soient boudées par tous ceux qui se sentiraient déshonorés en goûtant les petits fours des buffets soviétiques alors que Jacques Abouchar resta détenu dans une prison soviéto-afghane.

Au-delà de ces mondanités, cette affaire exemplaire — et qui a voulu qu'elle le soit ? — n'en dit-elle pas un peu trop long sur la manière dont on conçoit, à Moscou, les rapports entre Etats dans ce qu'ils ont de plus concret et de plus immédiat : le genre de justice réciproquement accordée aux ressortissants des uns et des autres. Détente, dialogue, concertation même ? A quel prix se semblait aberration doit-elle être admise sans broncher ?

ALAIN JACOB.

PROCHE-ORIENT

Liban

La Croix-Rouge internationale autorisée à visiter des centres israéliens de « détention parallèle »

Les forces armées d'Israël ont autorisé pour la première fois depuis 1982 des représentants du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) à visiter des détenus dans des centres de « détention parallèle » au Liban du Sud. Jusqu'à présent, le CICR ne pouvait rencontrer que les détenus du camp d'Ansur, dans la région de Nabatieh, qui était le 16 octobre dernier au nombre de 940, selon la Croix-Rouge.

Un représentant du CICR a pu déjà se rendre, il y a deux semaines, dans trois centres de détention : celui de Marelhas (à l'est de Salda), celui du bâtiment de la Régie des tabacs, à l'entrée de Nabatieh, et celui du siège des services de renseignements israéliens à Tyr. En revanche, le CICR n'a pas pu, jusqu'à présent, visiter des personnes détenues par l'Armée du Liban du Sud (ALS), milice libanaise armée par Israël. On ignore le nombre des personnes détenues par l'ALS. — (AFP.)

● *Retrait du contingent sénégalais de la FINUL*. — Le contingent sénégalais de la force intérimaire des Nations unies (FINUL) au Liban-du-Sud a entamé son retrait samedi 20 octobre. Le retrait du contingent sénégalais, qui devrait être achevé le 29 octobre, va réduire le nombre des soldats de l'ONU stationnés au Liban-du-Sud, depuis 1978, à environ 5100 hommes de neuf pays (dont la France). — (AFP.)

● *La préparation du Conseil national palestinien*. — Deux cent cinquante-quatre membres du Conseil national palestinien (CNP, Parlement en exil), soit plus que le quorum requis, ont accepté que la dix-septième session du CNP se tienne en novembre, a indiqué M. Yasser Arafat, président du comité exécutif de l'OLP. Dans une déclaration au quotidien *El-Itihad* des Emirats arabes unis, M. Arafat a précisé que l'Irak et la Jordanie étaient disposés à accueillir le CNP. — (AFP.)



CAPEL prêt à porter hommes grands hommes forts
74, boulevard de Sébastopol Paris 8
26, boulevard Malesherbes Paris 8
Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15



DECOUVREZ
« ACTUALITÉ ARABE »
● Votre passeport pour 25 pays arabes et musulmans.
● Cinq bulletins en un seul : Politique, Economie, Energie, Armement, Sciences.
● Dans chaque numéro : un dossier et une sélection de 50 appels d'offres.
● Parait le 1^{er} et le 15 de chaque mois.
● « Actualité Arabe » existe aussi en édition anglaise « Arab News and Reports » et allemande « Arabische Nachrichten ».
« ACTUALITÉ ARABE » est édité par le CENTRE ARABE DE DOCUMENTATION ET D'INFORMATION (CAI)
Directeur général : Dr. Georges El Fouad
34, avenue des Champs-Élysées 75008 Paris
Tél. : 228-41-00 Telex : CAI 842 824 F
Ecrivez-nous pour recevoir en exemplaire gratuit des numéros jumeaux depuis le 1/1/1982, sont disponibles en volumes trimestriels.
CAPEL prêt à porter hommes grands hommes forts
74, boulevard de Sébastopol Paris 8
26, boulevard Malesherbes Paris 8
Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15



CAPEL prêt à porter hommes grands hommes forts
74, boulevard de Sébastopol Paris 8
26, boulevard Malesherbes Paris 8
Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15

éditions
galilée
9, rue Linné 75005 Paris
Tél. : 331 23 84



Edgar Morin
Karel Appel

New York La ville des villes

Edgar Morin installé pour quelques mois à New York promène son regard sur Manhattan. A travers l'émotion du sociologue nous parviennent un témoignage «halluciné, fasciné, incrédule», une analyse éblouissante dans sa saisie et sa synthèse des contrastes. Le peintre Karel Appel séduit par ce texte décide de l'illustrer. Humoristique contre-point de la parole, les peintures-photo-montages sont une éloquentes évocations de New York.

72 p., 75,00 F

Catalogue sur demande. Diffusion - Distribution :
Editions Galilée CDE-SODIS.

Galerie des
éditions
galilée
Michel Delorme



Karel Appel
Peintures 1946-1956

FIAC 1984 Paris
Du 20 au 28 octobre 1984
Stand D9

9, rue Linné 75005 Paris
Tél. : 331 23 84 - 707 10 86



AL-YOM ASSABEH
Hébergement politique et culturel
en langue arabe publié à Paris
Rédacteur en chef :
BELAL AL-HASSAN
Dans le numéro d'aujourd'hui :
AKKA GHAZI :
Du Syndicat CITROEN
au Parlement marocain
Siège : 85, rue de Tocqueville
75017 Paris
Tél. : 706.04.23

AL-YOM ASSABEH
Hébergement politique et culturel
en langue arabe publié à Paris
Rédacteur en chef :
BELAL AL-HASSAN
Dans le numéro d'aujourd'hui :
AKKA GHAZI :
Du Syndicat CITROEN
au Parlement marocain
Siège : 85, rue de Tocqueville
75017 Paris
Tél. : 706.04.23

Le Monde

politique

LE DÉBAT AU SEIN DE L'OPPOSITION

M. LÉOTARD RÉÉLU A LA TÊTE DU PR

Une reprise en main au bénéfice de M. Giscard d'Estaing

Réuni les 20 et 21 octobre à Joinville-le-Pont (Val-de-Marne), le conseil national du Parti républicain a consacré sa journée de samedi à une première réflexion sur son projet de « démocratie libérale » et au renouvellement de ses instances dirigeantes (comité directeur, bureau politique et secrétariat général), après avoir écouté le rapport « moral » de son secrétaire général, M. François Léotard, et participé à ce qu'il est convenu d'appeler un « débat de politique générale ».

Le lendemain, sous la conduite de M. Léotard, réélu secrétaire général à la presque unanimité des voix, le PR a célébré, avec MM. Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac - à la tribune, - et avec les représentants des différents partis de l'opposition - institutionnelle », au premier rang de l'assistance les mérites de l'union.

Au terme des deux années pendant lesquelles il a exercé son mandat de secrétaire général, M. François Léotard, peut se féliciter d'avoir mené à bien son entreprise de séduction du Parti républicain, de s'être imposé auprès des médias et de s'être fait largement connaître de l'opinion. « Vous êtes le premier jeune homme politique de votre génération », n'a-t-il pas manqué de lui dire M. Valéry Giscard d'Estaing.

Mais après l'agitation qu'a connue ces dernières semaines le PR, au sein duquel se sont affrontés barriéristes et giscardiens, après les réunions tendues auxquelles M. Léotard a participé tout à l'Assemblée nationale qu'en Sénat, avec les parlementaires de son parti, le secrétaire général du PR a estimé nécessaire de se livrer, samedi, à quelques mises au point.

Il a tenu à affirmer son autorité sur le parti : l'autorité d'un « chef de guerre » qui détermine la « ligne » de son parti et « maintient » cette « ligne unique » ; qui peut accepter le « débat interne » mais non les entreprises de « déstabilisation ». Il a rappelé que le Parti républicain devait « rester attentif à l'héritage » qu'il avait reçu et ne saurait « mettre son bulletin de naissance dans sa poche ».

Ce discours a suscité les plus vifs applaudissements, sauf dans les rangs de quelques fédérations « barriéristes ». Celles-ci mêmes qui ont eu toutes les peines du monde à faire élire leurs représentants au sein du comité directeur. Dans les couloirs, les giscardiens se félicitaient d'avoir fait entrer massivement les leurs dans cette instance. Les barriéristes mettaient en doute le déroulement du scrutin, s'étonnant notamment du nombre de bulletins de vote détachés par des fédérations jugées « inexistantes ». Cet étonnement n'a cependant donné lieu à aucune remise en cause publique. L'heure de la rupture n'était pas venue, les représentants du courant barriériste choisissant d'adopter à Joinville-le-Pont la même attitude que les giscardiens lors des journées parlementaires de l'UDF à Cannes (qui avaient vu le succès de M. Barre) : la discrétion.

Les principaux porte-parole du courant barriériste ne se sont pas, en effet, précipités pour prendre la parole lors du débat de politique

générale. Seule exception, M. Charles Millon, député de l'Ain, qui avait, deux semaines auparavant, manifesté l'intention de présenter une liste face à celle de M. Léotard. Tâche difficile devant une assemblée où la majorité acquiesce à M. Léotard.

« Je suis ici dans ma famille, a-t-il souligné, et je souhaite que vous acceptiez le débat interne comme une discussion de famille et non comme une chamaillerie d'école. Vous avez été les promoteurs du libéralisme, soyez-en aujourd'hui les acteurs (...) Mais ne nous trompons pas de stratégie. N'adoptons pas des attitudes équivoques. Estimant que M. Mitterrand n'a pas plus « compétence pour être rassembleur » que « qualité à devenir arbitre », M. Millon a redit son hostilité à toute idée de cohabitation et à tout échangeant d'un mode de scrutin pour les élections législatives. Mais, a-t-il ajouté, « si certains ont voulu faire apparaître une querelle d'hommes à travers mes prises de position, qu'ils en fassent leur deuil. Je n'ai jamais eu l'intention de susciter un conflit interne à notre formation. Par contre, je suis bien convaincu que la victoire de nos idées passe par le choix d'un homme stratégique et que le PR n'a pas le droit de se tromper. C'est pourquoi nous avons pour devoir d'ouvrir un débat sur les orientations stratégiques de notre formation. Ces questions auxquelles le PR doit répondre ne résument, selon M. Millon, à « comment gagner 1986 ? » et « pourquoi gagner 1986 ? ».

Ce que je dis est simple, devait-il préciser, répondant ainsi à M. Léotard, parlant d'une seule voix d'accord, mais que cela ne tue pas le débat. Je suis pour que tous s'expriment, pour que notre parti soit un grand parti où chacun ait sa place, chacun. »

Un seul pilote

De fait, après les mises au point effectuées par M. Léotard, les barriéristes du PR qui ne veulent pas prendre l'initiative d'une rupture avec leur parti s'interrogent sur leur stratégie. Ils veulent, disent-ils, que s'instaure un débat au PR sur les options stratégiques. M. Léotard leur a répondu d'accord pour le débat interne, mais il a fixé avec la plus grande fermeté les limites dans lesquelles ce débat peut se tenir et n'a pas précisé les conditions et le cadre dans lesquels il pourrait s'ouvrir. « L'objectif 86 est la seule chose qui vaille », a-t-il souligné, et « le débat des présidentiables est un faux débat, aujourd'hui inopportuniste ». Fort de la confiance que lui a renouvelée son parti - il a été réélu secrétaire général avec 1259 suffrages sur 1322 exprimés, M. Léotard étant bien sûr le seul « pilote » de son parti dans les années « plénètes de turbulence » qui le séparent de 1986 mais aussi affirmant son rôle au sein de l'opposition tout entière.

Animateur d'un parti qui se doit d'être la « formule 1 » de l'UDF, de moins tant que la « logique » de cette alliance électorale s'impose encore à sa formation.

Artisan de l'union avec le RPR, il en accueillait dimanche le président : « Je souhaite que nous puissions dire aux Français que nous avons la volonté demain de gouverner avec le RPR. Si ce n'est pas le cas, il faut le dire aujourd'hui ».

a-t-il expliqué aux militants réunis à Joinville-le-Pont pour justifier cette invitation adressée à M. Chirac.

Une alliance anti-Barre ?

Cette union a été célébrée durant toute la matinée de dimanche par M. Giscard d'Estaing, longuement applaudi par une assemblée de quelque 1.200 personnes, par le secrétaire général du PR, dont le succès n'a pas été moins grand, et par M. Jacques Chirac, qui s'il n'a pas pris la parole, s'agitait à la tribune. Faisant ainsi à jouer un rôle de figurant, il applaudissait - avec mesure - les propos de l'un et de l'autre.

M. Léotard avait réussi à réunir, pour la première fois devant des militants, les deux hommes, ce que n'a jamais voulu ou pu obtenir l'UDF. C'est incontestablement pour lui un succès personnel, qui lui permet de marquer quelques points. Que dans le même temps MM. Giscard d'Estaing, Chirac et Barre aient signé un communiqué commun dénonçant « les modifications apportées au régime fiscal de l'emprunt 7 % », n'était pas mal vu si l'on tient compte des craintes exprimées à cet égard d'une alliance « anti-Barre » tacitement passée entre MM. Giscard d'Estaing et Chirac.

Dans son intervention de dimanche, l'ancien chef de l'Etat s'est livré à un vibrant plaidoyer en faveur de « l'union indispensable de l'opposition pour gagner en 1986 et pour gouverner à partir de cette date », car, a-t-il souligné, « on ne fait pas attendre le redressement du pays ». Il a ajouté : « L'union ne s'improvise pas. Il faut d'abord une volonté commune de nous unir, puis de nous unir par des gestes, des attitudes, chaque fois que l'actualité nous présente des décisions qui appelleront de la part de l'opposition des réactions concertées. » Après avoir souligné, que « les libéraux n'ont rien de plus à offrir à la victoire de leurs idées », et qu'« ils apportent l'espérance de la victoire de leurs idées », M. Giscard d'Estaing s'est allé chercher M. Léotard, qu'il a tenu à conduire lui-même devant le pupitre réservé aux orateurs.

Le secrétaire général du PR, qui a prononcé un très long discours, a déclaré à M. Giscard d'Estaing que son parti est « fier d'être la force militante qui ne lui a jamais fait défaut ». A M. Jacques Chirac, il a affirmé que sa « présence » constituait « un encouragement, un témoignage, une espérance ». « Lorsque nous sommes associés comme l'ont été les Français à la fin de la guerre, nous devons faire du bon travail ensemble », a-t-il notamment jugé. Après avoir précisé que le PR n'est pas « un pion sur un échiquier ou une citadelle que l'on encercler », il a souligné : « En 1986, nous allons entrer dans l'ancienne maison de la France socialiste. Elle s'en repaît sur sa mémoire et sur ses vieilleries (...) Nous ouvrirons les fenêtres. Ce n'est pas nous qui aurons froid. Mais peut-être un locataire célèbre nous dira-t-il que l'on enlève les meubles et les bibelots. »

Revenant sa place entre M. Giscard d'Estaing et M. Chirac, le secrétaire général du PR a clos ces journées de son parti en entonnant la Marseillaise.

C. F.-M.

A LAVAL

La « vraie » union selon M. Barre

Laval. - Devant les cinq mille personnes qui, à Laval, avaient répondu, dimanche après-midi 21 octobre, à l'invitation de l'association Mayenne-liberté, présidée par M. François d'Aubert, député (UDF-PR) de la Mayenne, M. Raymond Barre - qui partageait la vedette avec Thierry Le Luron - a célébré, lui aussi, les vertus de l'union. En procédant à quelques mises au point qu'il a adressées à leur juste valeur les députés du PR qui avaient choisi, après le conseil national de leur parti à Joinville-le-Pont, de rallier Laval : M. d'Aubert, bien sûr, mais aussi MM. Pascal Clément (Loire), Alain Madelin (Ille-et-Vilaine), Alain Mayoud (Rhône), Claude Millon (Ain) et Jean-Pierre Soisson (Yonne). A leurs côtés étaient aussi présents MM. Alphonse (Maine-et-Loire) et Geng (Orne) députés centristes, M. Ligot, député (app. UDF) du Maine-et-Loire, MM. Filion (Sarthe) et Gastines (Mayenne), députés RPR, et, à la tribune, M. Jean Arthuis, sénateur centriste de la Mayenne.

L'ancien premier ministre, en effet, a commencé son intervention en soulignant la qualité de l'« atmosphère » qui régnait à cette « fête de la liberté ». Atmosphère « de cordialité et de joie » pour une fête de l'« amitié » sans « arrière-pensées » en dépit des « sensibilités différentes » et des « engagements divers » des personnes présentes. « Ici », a-t-il déclaré, vous êtes venus faire de la politique, mais du meilleur sens du terme (...). La politique, ce n'est pas les combats passés (longs applaudissements), présentes ou à venir (...). Les Français savent bien que la situation du pays exige tout autre chose. Et M. Barre de souligner que, si « la

loyauté et l'union de tous » sont nécessaires, « l'union n'est pas le procédé par lequel on élimine, mais la volonté de servir un certain nombre d'objectifs dans le respect mutuel. (...) Moi qui ai vécu 1981, comment voulez-vous que je n'aspire pas à l'union, mais à la vraie union », a insisté l'ancien premier ministre.

Très en vogue, il a suscité ensuite les rires en expliquant : à sa manière, cette « belle entreprise de réconciliation » qu'est la réduction des prévisions obligatoires, ce qui signifie la « modernisation », ou encore la « dérisipation ». « Comme si c'était nous qui étions crispés ! Même dans la défaite nous avons conservé notre sang-froid et notre bonne humeur », a-t-il lancé. Puis, parlant dans les grandes lignes de ce qui pourrait être un programme de gouvernement, il a affirmé : « L'opposition deviendra crédible le jour où elle tiendra un langage qui ne laissera pas au fond de la conscience des Français le sentiment qu'ils pourraient être abusés. »

M. Barre a insisté sur l'importance des élections législatives de 1986 et sur la « nécessité d'infliger au pouvoir un désaveu franc et massif pour qu'il n'ait pas d'autre choix que de se retirer ». « Nous allons, a-t-il ajouté, entrer dans une période de force-polémisme et de monisme. J'ai résolu pour ma part de ne m'en tenir complètement écarté. (...) Il ne s'agit pas seulement de gagner 1986, mais aussi de savoir ce que l'on fera après ; de savoir si l'on veut des compromis entre partis pour le seul exercice du pouvoir à l'occasion de l'élection nationale. (...) Il appartiendra aux Français de choisir », a conclu M. Barre.

C.F.-M.

L'application du droit commun fiscal à l'emprunt Giscard indigne les trois chefs de file de l'opposition

M. Valéry Giscard d'Estaing donnera mercredi 24 octobre, à l'Assemblée nationale, une conférence de presse pour commenter la suppression des avantages fiscaux attachés à l'emprunt 7 % 1973. Samedi après-midi 20 octobre, l'ancien président de la République et ses deux anciens premiers ministres, MM. Jacques Chirac et Raymond Barre ont publié la déclaration commune suivante :

« Les modifications apportées au régime fiscal de l'emprunt 7 % 1973, et la manière employée par le gouvernement pour y parvenir, montrent le mépris dans lequel il tient les engagements passés avec les épargnants. »

« Ceux-ci avaient mis leur confiance dans l'Etat ; ils ont été trompés, dans une période où l'épargne est nécessaire au redressement du pays. »

« C'est pourquoi nous avons décidé ensemble de proposer, le moment venu, au Parlement, de revenir aux conditions de droit commun pour cet emprunt, et de tenir ainsi la parole de l'Etat. »

Dimanche matin, devant le Conseil national du Parti républicain à Joinville-le-Pont, M. Giscard d'Estaing a affirmé : « On ne gouverne pas un grand pays par des coups fourrés. (...) Il a reproché au gouvernement d'avoir profité « de la clandestinité de la nuit pour prendre une décision non annoncée qui touchait à la fois à la situation de plusieurs centaines de milliers d'épargnants et en même temps à la réputation financière de notre pays. Jamais dans son histoire financière la France n'a manqué à sa signature. Un gouvernement sans parole n'est pas un gouvernement sans confiance ». Selon l'ancien président, « quand un problème se pose, on le pose publiquement ».

M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, s'est félicité de la réaction commune des anciens dirigeants du pays en disant : « Les gens qui tentent sans arrêt de les faire se battre les uns contre les autres font un mauvais travail, puisque nos trois leaders de l'opposition sont capables de se mettre d'accord sur des choses importantes. »

M. Gaudin a d'autre part regretté que la rencontre entre MM. Giscard d'Estaing et Chirac, dimanche conseil national du PR, n'ait pas eu lieu entre les deux têtes de l'élection présidentielle de 1981.

M. François Léotard, secrétaire général du Parti républicain, avait de son côté qualifié l'initiative du gouvernement de « grosse erreur ».

ajoutant : « C'est une erreur politique, car on fait plaisir au P.C. et une erreur économique, parce que l'Etat revient sur sa signature. En période de guerre, cela s'appelle trahison à la sûreté de l'Etat ; en période de guerre économique, c'est une trahison au crédit de l'Etat. »

M. Michel Noir, député RPR du Rhône, a déclaré : « Comment imaginer que, sur le plan international, on respecte la France si on voit celle-ci mettre en cause sa signature ? »

M. Bérégovoy : le coup fourré de 1973

M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget, a publié, dimanche 21 octobre, un communiqué dans lequel il écrit :

« Que MM. Giscard d'Estaing, Barre et Chirac aient trouvé comme seul terrain d'entente la défense d'un privilège fiscal démontre la volonté de leur discours sur la solidarité nécessaire en temps de crise. Le ministre reproche à l'ancien chef de l'Etat d'énoncer trois contre-vérités : « L'amendement qu'il condamne est venu à son heure. C'est l'obstruction de l'opposition qui a allongé inutilement les débats parlementaires. »

« Ce n'est pas un coup fourré. Le coup fourré, il a été fait en 1973 contre la France, lorsque l'Etat a emprunté 6,5 milliards de francs qui coûtaient cette année 4,5 milliards aux contribuables, soit plus de 100 milliards à l'échéance de 1988. »

« Enfin, la parole de la France est respectée. Malgré son coût, l'emprunt reste indexé sur l'or. Le gouvernement a tenu à honorer la signature de l'Etat. Par contre, l'avantage fiscal qui bénéficiait aux gros porteurs est supprimé, ce qui est parfaitement légal et conforme à ce qui se fait depuis longtemps pour les autres emprunts indexés. »

« Pour ma part, conclut M. Bérégovoy, je continuerai mon action contre les abus et les passe-droits qui ne profitent qu'à une minorité de privilégiés. »

De son côté, M. Roland Dumas, ministre, porte-parole du gouvernement, a dénoncé, dimanche 21 octobre, le « tohu-bohu » de MM. Giscard d'Estaing, Barre et Chirac, assurant : « L'opposition est malvenue de vouloir détourner l'attention du public d'une opération financière chaque jour plus dévastatrice - un véritable gâchis des deniers publics en même temps qu'un véritable assèchement du marché financier, qui aura coûté seize fois plus qu'elle n'aura rapporté. »

Le Monde

ABONNEMENTS

3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
341 F	606 F	859 F	1 080 F
310 F	490 F	670 F	850 F

Prière de joindre le règlement à la commande (chèque bancaire ou chèque postal 2 volants).

LE MONDE Service Abonnements
5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09
C.C.P. PARIS 4207-23

Je m'abonne au Journal Le Monde pour mois

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

Ci-joint mon versement F

Trois façons de parler de l'union

En invitant au conseil national du PR les trois « présidentiables » présumés de l'opposition, M. Léotard a certes voulu réaliser un « coup » politique, mais aussi manifester de manière symbolique cette volonté d'union qui animerait, conformément aux vœux de l'opinion, l'ensemble de l'opposition, ses militants, ses sous-chefs et ses chefs, et singulièrement le PR. MM. Giscard d'Estaing et Chirac ont répondu à l'invitation. M. Barre a décliné : il a pour principe de ne pas participer aux réunions statutaires des partis politiques.

C'est ainsi que la rencontre espérée des trois a n'a pas eu lieu. Réduite à celle de l'ancien chef de l'Etat et du président du RPR, elle a pris une signification autre, mettant en valeur de façon plus aiguë les termes de la compétition qui d'ores et déjà est engagée entre MM. Giscard d'Estaing, Barre et Chirac, chacun ayant son idée sur la manière de déclinier le mot union.

Dimanche se sont ainsi retrouvés d'un côté deux hommes dont on disait qu'entre eux « l'imparable » s'était produit, et de l'autre un homme qui patiemment depuis trois ans a entrepris, sans parti politique, la conquête de l'opinion. Un homme qui, au fur et à mesure de sa progression dans les sondages, porte ombrage aux deux autres. Entre MM. Giscard d'Estaing et M. Chirac, la rencontre a été dit-on « jetée » à la rivière. Tant et si bien qu'ils apparaissent aujourd'hui « aliés », mais allié dans leur volonté de renouer avec M. Barre. A l'appui de cette thèse, les contacts réguliers pris entre l'ancien chef de l'Etat et le maire de Paris, et les attaques distillées par leurs lieutenants à l'égard du troisième. Pour être tout droit à cette thèse, M. Giscard d'Estaing a jugé utile de prendre une initiative, celle d'un communiqué signé par lui et MM. Chirac et Barre, à propos de l'emprunt Giscard. Là encore M. Chirac a acquiescé et... M. Barre aussi, dont l'indépendance affichée ne peut s'accommoder d'une marginalisation excessive, et qui doit prendre garde à ne pas apparaître comme celui qui renfile à l'union...

Il a signé, mais n'en a pas moins précisé dès dimanche ce qu'il entendait par union... Pour être « vraie » celle-ci doit ne pas être « aucune combinaison », a-t-il souligné en substance, précisant qu'il continuerait de se tenir à l'écart des « fausses semblances » et des « manœuvres ».

Le tout est de savoir qui, dans cette affaire, sera crédité de la plus grande sincérité, ou plus exactement qui sera le plus habile.

Ce qui apparaît, en tout cas, c'est que l'opposition aura bien du mal, à l'avenir, à faire croire qu'elle entend uniquement débattre des idées, et que son combat ne se résume pas uniquement à l'affrontement entre ses trois chefs de file.

Le Parti républicain en a fourni la démonstration lors de son conseil national. Le CDS, qui tient son congrès à la fin de la semaine, pourrait bien apporter semblable preuve. Les débats sur la stratégie y sont d'ores et déjà limités en fonction du lien d'allégeance qui existe entre le parti et l'un des présidentiables.

Restent les discussions sur le libéralisme, qui, selon les partenaires, devient tantôt « social », tantôt « humain », tantôt « réformiste », tantôt « réorganisateur ». Discussions qui se fonderaient toutes sur un seul programme commun de gouvernement susceptible de rallier l'ensemble des partis de l'opposition à la veille de 1986.

Que ce programme lui permette alors de gagner, l'opposition veut le croire. Mais aujourd'hui encore, elle se refuse à dire clairement comment elle entend gouverner, et avec qui.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

هكذا من الضمير

AU « GRAND JURY RTL-LE MONDE »

Les nouvelles mesures fiscales « ne changent pas le caractère essentiel du budget »
déclare M. Roland Leroy

M. Roland Leroy, membre du bureau politique du PCF, directeur de l'Humanité, a déclaré, au Grand jury RTL-Le Monde, dimanche 21 octobre, au sujet de la surtaxation des grandes fortunes et de la modification du régime fiscal de l'emprunt Giscard : « Ces mesures n'étaient pas envisagées par le gouvernement, puisqu'il a fallu que la discussion soit commencée et que des amendements soient déposés par le groupe communiste pour qu'elles soient adoptées. (...) Il s'agit de mesures tout à fait partielles et qui ne changent rien. Georges Marchais a dit, en substance, à Toulon que c'était une goutte dans un océan. C'est un peu vrai. Cela ne change rien à la caractéristique fondamentale du budget. (...) »

« En outre, la mesure, qui est à tort, présentée comme supprimant les privilèges offerts à l'emprunt Giscard, ne supprime pas du tout l'essentiel de ces privilèges. Elle les égratigne à peine, puisqu'il s'agit simplement de modifier les dispositions fiscales dont était assorti l'emprunt Giscard, et pas du tout les taux d'intérêt, qui font que, monstrueusement, l'Etat rembourse plusieurs fois l'emprunt consenti. »

M. Leroy a ajouté : « Nous n'avons pas à l'occasion décidé de voter contre ou de nous abstenir sur le budget. Le président du groupe communiste, mon ami André Lajoinie, a dit très clairement que les députés communistes voteraient contre le budget si celui-ci restait en l'état et s'il était pas tenu compte des propositions faites par les élus communistes. Si j'ai bien retenu ce qui s'est passé les premiers jours du débat budgétaire, sur une intention d'abandonner la dépense par le groupe communiste trois d'entre eux, et de porter assez bégaye, ont été re-

tenus, ce qui, jusqu'à maintenant, ne change pas le caractère essentiel du budget. C'est ce qui a amené les députés communistes à l'abstention sur la première partie de la loi de finances, c'est-à-dire le vote des recettes. »

Le directeur de l'Humanité a dénoncé les « méfaits d'une politique qui conduit au repliement de notre économie », mais il a affirmé que les communistes ne tiennent pas pour « acquies » un échec électoral qui serait, pour la gauche, en 1986, la sanction de cette politique. « C'est précisément, a-t-il dit, parce que nous ne nous inscrivons pas dans l'échec que nous faisons (...) ». Si l'on regarde les résultats des élections partielles, et même des élections européennes, on constate que si les électeurs de gauche, notamment ceux qui avaient voté en 1981 pour le Parti socialiste, s'abstiennent, c'est qu'ils veulent signifier leur mécontentement, que leurs désillusions les entraînent à ne pas voter. Mais on constate aussi qu'il n'y a pas de basculement de l'électorat vers la droite. C'est-à-dire que, même au plan électoral, nous ne considérons pas que la droite ait gagné. »

« Seconde raison qui nous amène à ne pas considérer que cette défaite soit fatale : C'est que l'ensemble des Français et des Françaises ont fait trois ans d'expérience. Ils ont vu aux pouvoirs de décision le Parti socialiste, et ils ont vu qu'ils ne peuvent pas s'en remettre au seul gouvernement de décider à leur place. Ils doivent agir, ils doivent intervenir. C'est ce que nous pensons être la leçon principale, qui se dégage des trois années qui viennent de s'écouler. »

M. Leroy a cité un article de l'écrivain Roger Vailland, qui avait quitté le PCF à la suite des événements de Hongrie, en 1956, et qui écrivait, en novembre 1964, dans

ML. POPEREN AFFIRME QUE LES RECULS ÉLECTORAUX DU PS SE FONT « SUR LA GAUCHE »

Sous le titre « Renoncements dangereux », Synthèse-Flash, bulletin bimensuel de M. Jean Popereen, numéro deux du PS, estime, dans son numéro daté 22 octobre, que le « climat » politique justifie « l'insistance (...) de l'appel au « rassemblement » du président de la République qui est « dans son rôle (...) » et « le premier ministre aussi ». « Mais, ajoute Synthèse-Flash, le Parti socialiste doit, lui, jouer son propre rôle, qui n'est pas celui du Président ni du gouvernement. Cela veut dire qu'il se bat, et force est de constater que, dans le présent, il doit se battre, en fait, sur deux fronts. »

« Les combats en retraite qu'a dû livrer la majorité socialiste au cours de l'été n'ont (...) pas aidé à la « déstabilisation » : la droite en est d'autant plus irrédutable », constate Synthèse-Flash, qui note que, sur l'autre « front », le « nouvel effort électoral des positions socialistes » s'est fait « sur la gauche ».

Le bulletin de M. Jean Popereen revient sur la réunion des premiers secrétaires fédéraux du Parti (le Monde du 17 octobre), pour noter qu'« une idée a animé les réflexions (...) : préserver les liens avec les masses, les plus saines du PS ». Synthèse-Flash note à ce propos : « Les dirigeants du PS (...) ne sauraient réagir avec hostilité aux revendications salariales : ainsi, concernant les fonctionnaires, qui ne sont pas des « nantis ».

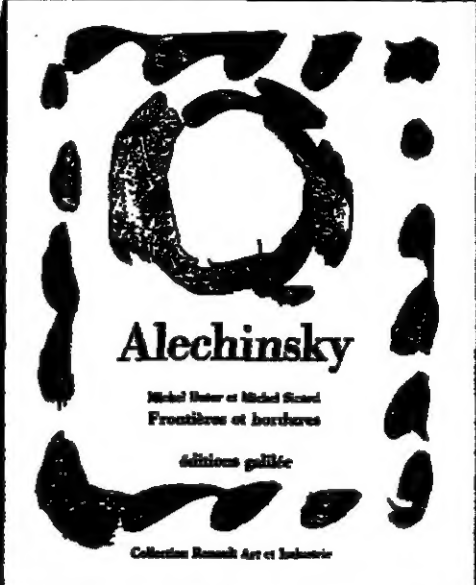
A propos de l'école, Synthèse-Flash note : « Cette grande bataille (...) est devant nous : les enseignants, comme les parents, en sont conscients, et, ayant encassé le coup qui avait failli les mettre « groggy », ils rassemblent leurs énergies pour reprendre l'action dans d'autres conditions. L'école publique, la laïcité, vont redevenir des composantes significatives de l'identité de la gauche démocratique et socialiste. »

éditions
galilée
9, rue Linné 75005 Paris
Tél. : 331 23 84

Michel Butor
Michel Sicard
Alechinsky,
frontières et bordures

Deux écrivains décident d'aborder l'archipel Alechinsky. Ils repèrent un terrain meuble, encore en formation, étalent documents, dessins, peintures, mettent en marche l'irremplaçable magnétophone.

Cela se complète au fil des séances, par adjonctions successives, à mesure que de nouvelles pièces naissent. On peut établir une géographie provisoire de deux grandes séries des années 1981-1984.



18 reproductions couleurs
74 reproductions noir et blanc.
126 p., 185.00 F

Rêve de purge

M. Roland Leroy a conseillé aux journalistes, au terme de ses déclarations au « Grand jury RTL-Le Monde », le dimanche 21 octobre, de ne pas « perdre leur temps » à essayer de passer sur les discussions du Parti communiste, qui ne fera pas un congrès à l'image de ce qu'ils voudraient qu'il fasse. M. Georges Marchais s'était montré moins conciliant des bonnes manières lorsque, le 19 octobre, à Toulon, il avait mis les militants communistes en garde contre « les crispations ordinaires de tel ou tel journaliste bien en cour ». Le langage est différent, mais le propos est le même.

Les dirigeants communistes ayant rétabli l'ordre, au moins en apparence, parmi les cadres du parti, en obtenant un vote unanime, à une abstention près, sur le rapport présenté par M. Maurice Lenoir au comité central, le 17 septembre dernier, leur préoccupation, dans la discussion qui doit préparer le congrès fixé au mois de février prochain, est d'éviter qu'une opposition ne prenne corps autour des informations qui pourraient circuler, à l'extérieur, sur les débats internes, ou autour des commentaires que peut susciter leur politique. Faut-il y voir un signe de vulnérabilité ?

Jusqu'à maintenant, le seul élément qui puisse réellement renforcer la direction du PCF dans l'orientation qu'elle a choisie d'imposer à l'ensemble du parti, est, outre l'efficacité — sanctionnée par le vote du comité central en septembre — de sa reprise en main intérieure, les résultats des élections cantonales partielles. Ceux-ci montrent, en effet, que le Parti socialiste, seul comptable, depuis trois mois, aux yeux des électeurs, de la politique gouvernementale, paye cher l'impopularité de cette politique, tandis que le PCF paraît enrayé sa tendance au recul. Ainsi, l'analyse du résultat des élections européennes que la direction du PCF a fait prévoir, et qui attribue à la participation gouvernementale les 11,20 % du 17 juin, semble-t-elle validée par les faits.

Il est remarquable, toutefois, que les dirigeants communistes n'insistent pas outre mesure sur la portée de ces indications, tant il est vrai que la sauvegarde de leurs positions électorales, dans les prochaines élections cantonales pour commencer, dépendra, comme pour le PS, du regain de crédibilité que les deux partis pourront donner au thème de l'Union. Le PCF doit aussi tenir compte, dans la logique de l'actualité, de la mobilisation qu'il peut obtenir, à travers la CGT, sur la terrain des luttes sociales. Or, les enseignements du conflit chez Renault ou de celui de Crausot-Loire ne sont pas clairement en faveur de ses thèses.

La direction communiste est donc nécessairement attentive à l'écho que renverrait, de sa politique, les moyens d'information. Toutefois, la crispation dont elle fait preuve à l'égard de ces derniers a d'autres motifs. Certes, l'affaire Abouchar le gêne, et elle s'efforce, avec un bonheur incertain, à se distancier de tout point de vue « extérieur » et à en priver ainsi de l'essentiel de leurs arguments. S'il n'y a le choix, pour ce qui est du prochain congrès, qu'entre celui qui prépare la direction et celui qui prépare la direction et celui qui prépare la direction, la question est résolue.

Or, ceux qui s'étaient portés en première ligne, au mois de juin dernier, dans la contestation de la direction, n'abandonnent pas, c'est le moins qu'on puisse dire, de l'expression extérieure. Les stermes des dirigeants communistes peuvent donc surprendre. A moins qu'il ne s'agisse pour eux, tout simplement, de pousser les « contestataires » à la faute, et de déclencher contre eux les procès et la purge devant lesquels ils ont, jusqu'à maintenant, reculé.

PATRICK JARREAU.

DEUX ÉLECTIONS CANTONALES

L'opposition améliore ses résultats

MANCHE : canton de Bihel (premier tour)
Inscr., 6 679 ; vot., 3 464 ; suff. expr. 3 325. MM. Roland, suff. 1 051 ; Mesnage, suff. 879 ; Adam, suff. 503 ; Hérad, suff. 463 ; Triboulet, suff. 208 ; Mauvoisin, PCF, 166 ; Remond, suff. 55. — Il y a ballottage.

Il s'agit de pourvoir au remplacement de Jean Grot, conseiller général (div. d.), décédé, qui avait été réélu au premier tour des élections cantonales de mars 1979, avec 2 991 voix, contre 696 à M. Lacombe (PS) et 333 à M. Marvalle (PCF), pour 4 020 suffrages exprimés, 4 143 votants et 6 241 électeurs inscrits.

Sept candidats se disputent le siège de Jean Grot. Un seul d'entre eux était soutenu par un parti, M. Marvalle (PCF). Candidat unique de la gauche, il obtient 4,99 % des suffrages exprimés, alors qu'en 1979, il en avait recueilli 8,28 %. Les six autres candidats, qui se présentent sans étiquette politique, sont proches de l'opposition. Ce sont MM. Rollet, premier adjoint au maire de Bihel, et M. Mouton, premier adjoint au maire d'Hallouville, qui sont arrivés en tête de ce scrutin de ballottage, avec respectivement 31,69 % et 26,43 % des suffrages exprimés.

En 1979, Jean Grot, unique candidat de l'opposition, avait obtenu 74,48 % des suffrages. Les six candidats de l'opposition, au premier tour de l'élection, en ont totalisé, dimanche 21 octobre, 95 %.

HAUTE-MARNE : canton de Chevillon (premier tour)
Inscr., 5 132 ; vot., 3 064 ; suff. ex. 2 937. MM. Kaltenbach, RPR, 1 054 ; Bozek, div. d., 708 ; Roche, div. d., 492 ; Gaillet, PC, 431 ; Porcar, PS, 252. — Il y a ballottage.

Il s'agit de pourvoir le siège laissé vacant par le décès de René Rollet, UDRF, survenu en septembre dernier. Il avait été réélu conseiller général de ce canton au premier tour des élections cantonales de mars 1982, avec 2 217 voix contre 812 à M. Pover (PS) et 568 à M. Gaillet (PC), pour 3 589 suffrages exprimés.

3 726 votants et 5 123 électeurs inscrits. René Rollet était président du conseil général de la Haute-Marne.

Le candidat du RPR, M. Kaltenbach, est arrivé en tête de ce scrutin de ballottage avec 35,88 % des suffrages. Les trois candidats de l'opposition recueillent ensemble 76,74 % des suffrages exprimés. Le candidat socialiste, M. Porcar, qui, en mars 1982, avait obtenu 22 % des suffrages exprimés et devançait le candidat communiste, M. Gaillet, n'en recueille cette fois que 8,38 %. Le PS enregistre ainsi un recul de plus de 14 points. Le PC, en revanche, multiplie ses positions, et son candidat, M. Gaillet, réalise sensiblement le même score qu'en précédent scrutin (15,69 % au lieu de 14,67 %).

Une élection municipale

ALPES-MARITIMES : VAL-BONNE (2^e tour)
Inscr., 2 566 ; vot., 1 297 ; suff. ex., 1 268. Un. opp. (M. Girard), 808 (43,25 %) ; 20 ELUS ; div. opp. (M. Barthelemy) 575 (30,78 %) ; 4 ELUS ; PS-div. g. (M. Rolant) 485 (25,96 %) ; 3 ELUS.

Nouveau conseil : 6 UDF-PR ; 6 RPR ; 3 FN ; 9 div. opp. ; 2 PS ; 1 div. g.

Cette élection partielle était consécutive à la dissolution du conseil municipal, survenue le 21 août dernier à la demande du maire, M. Girard (PR), en conflit avec son premier adjoint (divers droite), M. Barthelemy, et neuf de ses coadjuteurs. Les trois listes en présence au premier tour s'affrontaient à nouveau, sans changements, au second.

En mars 1983, la liste constituée par le maire sortant l'avait emporté au premier tour avec 58,31 % des suffrages, face à trois autres listes.

Avec 43,25 % des voix la liste de M. Girard, qui était soutenue par l'ensemble des formations de l'opposition, obtient 20 élus, dont 3 du Front national qui entrent pour la première fois dans le conseil municipal. « Il n'y a eu France qu'un seul fascisme à redouter : le rouge », avait déclaré, avant le scrutin, M. Girard.

La liste de la majorité constituée par M. Michel Rolant (PCF), président de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie, et ancien secrétaire national de la CPDT, s'était déclinée au second tour (25,96 %) à celui réalisé en mars 1983 par la liste de la gauche à laquelle participait le Parti communiste, puis l'effacement à celui du premier tour de ce scrutin partiel, en dépit d'une participation plus forte.

La gauche, qui disposait de cinq sièges dans le précédent conseil, n'en possède plus que trois.

Le 14 octobre, les résultats avaient été les suivants :

Inscr., 2 566 ; vot., 1 229 ; suff. ex., 1 761. Un. opp. (M. Girard) 751 (42,64 %) ; div. opp. (M. Barthelemy) 256 (29,56 %) ; PS-div. g. (M. Rolant) 485 (27,88 %).



Du 20 au 28 octobre 1984

ALECHINSKY
FIAC 84 - GRAND PALAIS, PARIS

GALERIE MAEGHT LELONG

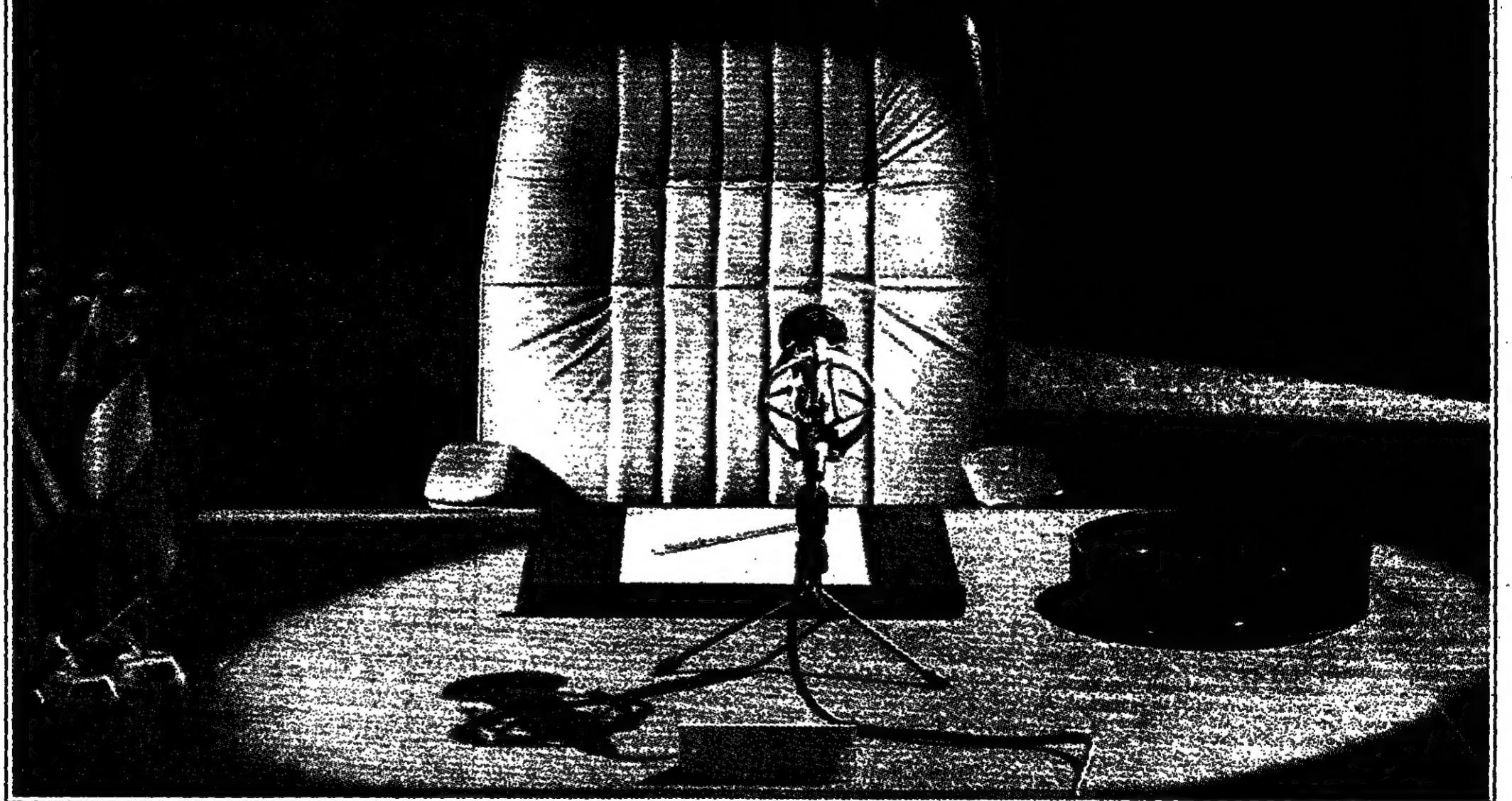
DRONT
Sciences Eco.
Documentation sur demande

- Stage session septembre
- Stage de pré-rentree
- Soutien annuel

IPEC Enseignement supérieur privé
40, bd Saint-Michel, Paris 6
Tél. : 01 42 21 23 23 / 01 42 21 23 24

Invitation

*Son Excellence Monsieur Youssef Chakkour
Ambassadeur de Syrie à Paris,
est prié de bien vouloir honorer de sa présence
la 1^{re} Conférence Internationale pour la Liberté des Juifs de Syrie,
qui se tiendra le 18 novembre 1984,
en l'hôtel D.L.M. Saint-Jacques à Paris.*



Monsieur l'Ambassadeur de Syrie à Paris, ce fauteuil est le vôtre.

Si nous nous permettons de vous inviter à la Conférence Internationale pour la Liberté des Juifs de Syrie, c'est que nous sommes convaincus que votre présence pourrait éclairer l'opinion de chacun des participants.

Mais pourquoi une Conférence ? Excellence, nous sommes quelques-uns à penser que la situation des 5.000 Juifs de Syrie n'est pas des plus favorable. Les mauvaises langues racontent même que le sort des derniers représentants de cette communauté trois fois millénaire serait particulièrement insoutenable.

Que depuis 1948 — ils étaient alors 30.000 — leurs conditions d'existence sont une offense permanente aux principes de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme pourtant signée par la Syrie.

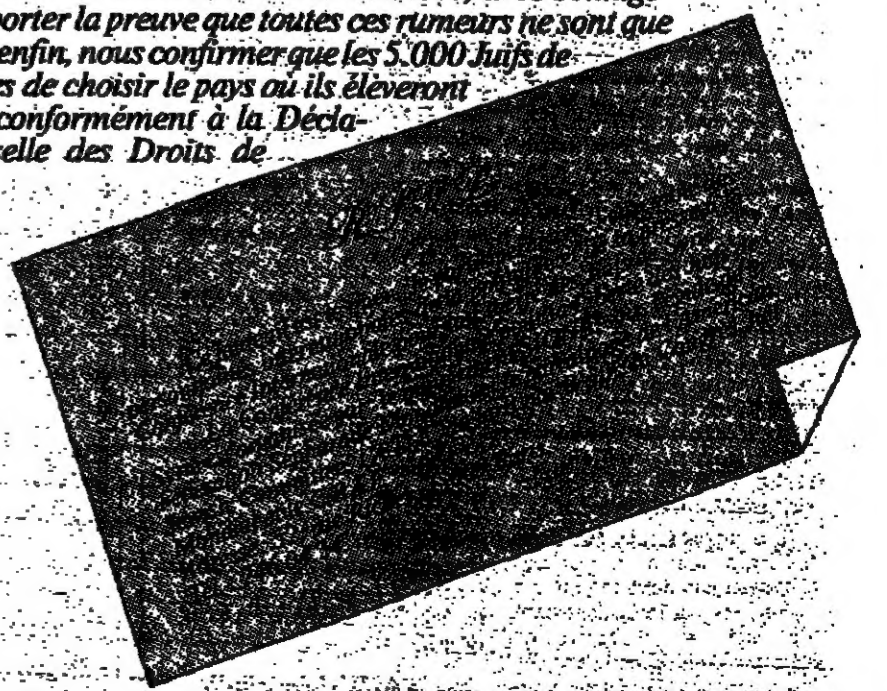
Qu'ils vivent en ghetto dans un climat d'insécurité permanente. Que leur téléphone est sous écoute, quand on leur accorde le téléphone. Que leur carte d'identité porte la mention "Juif". Que bien sûr, l'interdiction de l'émigration juive est totale.

Un jeune juif récemment échappé nous disait : "Comme tous les jeunes juifs, je ne voulais pas me marier. On ne fonde pas une famille dans un pays où il n'y a ni avenir, ni liberté".

Mais vous savez comme nous, Votre Excellence, que les jeunes exagèrent toujours tout.

Qu'il ne faut pas croire ce que les journaux racontent. Voilà pourquoi, Monsieur l'Ambassadeur, nous serons heureux de vous accueillir à la Conférence.

Pour rétablir la vérité. Pour vous entendre, avec soulagement, nous apporter la preuve que toutes ces rumeurs ne sont que médisances, et enfin, nous confirmer que les 5.000 Juifs de Syrie sont libres de choisir le pays où ils élèveront leurs enfants, conformément à la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.



هكذا من الضمير

POLITIQUE

Un entretien avec M. Lionel Jospin

(Suite de la première page.)

« Une des faiblesses du socialisme français n'a-t-elle pas été de ne pas faire un certain nombre de révisions avant d'arriver au pouvoir, comme l'ont fait les autres avant vous, soit avant leur arrivée au pouvoir comme les Allemands, soit en marchant comme les Suédois il y a quarante ans ? »

« Les cas suédois et allemands sont très différents du nôtre. La culture et la force politique dominantes dans l'histoire de la Suède moderne, c'est la social-démocratie, ça, c'est une donnée de fait. Nous, nous, nous, d'une période historique, ou de faillite spectaculaire de la droite, qui portait tout d'un coup la gauche au pouvoir (pour des réformes de grande portée et de longue durée), la dominante politique a été à droite. En outre, la force socialiste a été historiquement contrainte entre un Parti communiste très fort à gauche et cette droite dominante. »

« On ne peut comparer avec la Suède, notre problème c'est de capitaliser une partie du mouvement en avant qu'a représenté la victoire de 1981. Nous avons été, crédités en tant que socialistes d'un score qui ne correspondait pas à notre réalité dans le pays. Par l'effet physique de la victoire de Mitterrand, une victoire beaucoup plus complexe dans sa signification que nous ne l'avons pensée, le Parti socialiste a obtenu une victoire électorale sans commune mesure avec sa force réelle. D'où l'inévitable retombée, accentuée par la politique de rigueur. »

« Et notre problème historique, c'est de devenir durablement, c'est-à-dire de devenir vraiment, comme force électorale et comme mouvement, ce qui nous fut donné d'un coup, mais de façon très provisoire, en juin 1981. Je crois vraiment à cette perspective pour mon parti, et elle doit donner confiance aux socialistes. »

« Quant à la référence allemande, je ne crois pas que le Parti socialiste ait besoin d'évoluer d'un Bad Godesberg. »

« Le congrès de Bad Godesberg, c'est-à-dire l'abandon de la référence marxiste et la définition du parti social-démocrate non plus comme un parti de la classe ouvrière mais comme un parti de toute la société - est le produit de la situation de l'Allemagne après la deuxième guerre mondiale. C'est le produit de l'effroyable défit du mouvement ouvrier allemand devant le nazisme, c'est le produit du fort peu attrayant contre-exemple de « socialisme » que représente, après la coupure de l'Allemagne en deux, l'Allemagne de l'Est communiste. Il était impossible au parti social-démocrate de retrouver une crédibilité, malgré sa force potentielle, s'il ne rejetait pas cette tradition, parce qu'elle apparaissait sous un visage caricatural à cent kilomètres. Bad Godesberg, c'est une queue de combe du traumatisme des années 30. Je crois que nous n'avons pas besoin d'une révision aussi fondamentale, d'autant que nos bases de départ - par exemple sur le marxisme - n'étaient pas les mêmes. D'un point de vue conjoncturel, nous avons plutôt besoin aujourd'hui de rappeler nos valeurs que de les jeter par-dessus bord. C'est pourquoi je pense que l'existence et l'affirmation du Parti socialiste n'ont jamais été aussi nécessaires. »

« Pour revenir aux comparaisons Allemande et Suédoise, il ne viendrait à l'idée de personne de dire : ces gens - arrivent au pouvoir - et trahissent. Pourquoi ? Parce qu'ils se sont affirmés, d'emblée, comme sociaux-démocrates, donc comme gestionnaires potentiels de la crise, alors que vous, par référence à une idéologie, on vous taxe, à gauche, de trahison. »

« Qu'est-ce que ce « coup de la trahison » que l'on ne fait qu'aux socialistes ? La politique que nous menons est socialiste en premier lieu parce qu'elle est menée par les socialistes. Il faudrait d'abord se convaincre de cela. Le PC peut opérer des changements, il peut être un gouvernement ou n'être plus dans le gouvernement, il peut être pour la dictature du prolétariat ou contre la dictature du prolétariat et il peut être unitaire ou diviseur, personne ne dira qu'il n'est plus communiste. Quand la droite change complètement sa politique économique - elle était keynésienne et elle est maintenant ultra-libérale, - on dit toujours que c'est la droite. Pourquoi les socialistes, seuls, ne pourraient-ils infléchir une politique sans se renier ? »

« Nous sommes marqués à gauche par une double culture. La première, que j'appellerais la « culture chrétienne », elle postule que si nous ne réussissons pas aussi bien que nous voudrions ou si nous échouons sur tel ou tel point, alors, nous sommes coupables ; la culture chrétienne débouche sur la culpabilisation. Je dis aux adhérents du parti socialiste : nous faisons du mieux possible, ce que nous croyons juste, nous pouvons gagner ou perdre, il vaut mieux gagner mais de toute façon, être-vous de la tête que vous êtes coupables ! »

« L'autre culture qui marque la gauche, c'est la culture « révolutionnaire ». Parce que nous sommes issus de la Révolution française et appartenons au pays qui a fait le plus de révolutions, nous posons toujours le problème en termes de référence à une révolution, soit explicitement, soit implicitement ; alors on est toujours en train de supposer qu'on trahit la révolution, même quand on n'a pas vocation à la faire. Il faut rompre avec ces deux cultures et leur substituer une culture démocratique. Ni Dieu dans le ciel de la morale, ni Marx dans le ciel des idées ne sont là pour rendre des arrêts contre nous. Sur la terre de la démocratie, seul le peuple s'exprime par l'élection. Il ne reproche ni ne sanctionne. Il écoute, ou garde, ou reprend, ce qui est bien différent. »

Je ne veux pas faire du PS un parti « attrape-tout »

« Deuxième élément de ma référence à l'Allemagne. « Vous dites : Bad Godesberg, c'est l'apparition d'un parti attrape-tout. Mais dans le système de la V^e République, n'est-ce pas la seule voie de salut pour un parti qui se veut un parti dominant ? Le Parti socialiste ne doit-il pas s'assurer comme parti « attrape-tout » comme les gaullistes l'ont fait tout en s'adaptant ? »

« Les expériences sont différentes. François Mitterrand est venu au pouvoir sans drame. De Gaulle est venu au pouvoir au cœur du

drame algérien en l'utilisant. C'est le Parti socialiste qui a conduit François Mitterrand au pouvoir, c'est de Gaulle qui a bâti l'UNR puis l'UDR autour du pouvoir. Il n'y avait pas de grand parti gaulliste avant 1958. C'est la victoire de de Gaulle qui, autour de l'État, permit de structurer un puissant mouvement gaulliste et dans une situation où la gauche a été durablement affaiblie. En revanche, la victoire de François Mitterrand a été une victoire sans traumatisme et le rapport de force avec la droite n'a pas été profondément modifié. Nous avons gagné mais, six mois après notre victoire, la droite avait reconstruit ses forces. Donc on ne peut absolument pas comparer la façon dont un parti attrape-tout a pu se constituer après la victoire de de Gaulle et la façon dont un grand PS aurait pu se constituer après la victoire de Mitterrand... et aura à le faire. »

« Qu'est-ce qui a manqué pour que ce PS se constitue ? »

« Un mouvement comme le RPR, à cause de sa tradition autoritaire, de son goût pour les hommes providentiels (même si Chirac n'est pas plus de Gaulle que Napoléon le Petit était Napoléon 1^{er}), peut se développer autour d'un homme, dans et pour le pouvoir d'État. »

« Le Parti socialiste, à cause de son histoire a besoin de vivre autrement. Je ne veux pas faire du PS un parti attrape-tout. Mais je voudrais bien contribuer à faire du PS dans la décennie qui vient la grande force politique française à gauche et à l'échiquier politique français. C'est la tâche qui est devant nous pour les dix ans qui viennent. »

« Mais n'avez-vous le temps ? Il y a 1986 qui vient. »

« Je dis dans l'immédiat aux socialistes : ne posez pas que le problème de 1986. Ne soyez pas habités par l'angoisse : on peut être battu par le suffrage universel dans une démocratie. Faisons ce que nous croyons juste. Menons une politique en nous fixant des perspectives qui vont bien au-delà de 1986, et en même temps, battons-nous pour 1986. Il sera indispensable, au bout de cinq ans de pouvoir, de proposer au pays, et d'abord aux gens de gauche, un autre contrat. Les gens auront à porter jugement sur notre politique et nos nouvelles propositions, pas seulement en les comparant à ce que nous voulons faire ou à ce qu'ils espèrent ; ils auront à examiner ce que fait la droite ailleurs, et ce qu'elle ferait en France si elle revenait au pouvoir. »

« Pour le moment, la droite surfe sur la vague des mécontentements - mais, à un moment, il faudra bien qu'elle descende de la planche pour dire comment elle conduirait le bateau. Je crois qu'à ce moment-là, la question du maintien des socialistes au pouvoir ou du retour de la droite sera posée dans sa vraie dimension. Quelle alternative offre la droite, sinon une politique d'une telle brutalité qu'elle conduirait sans tarder au désordre ? C'est pourquoi je pense que le parti socialiste est décisif dans la période qui vient. A droite, et à gauche, on frappe sur lui. Car c'est lui, s'il est uni, regroupé, combattu, qui sera l'élément décisif des élections législatives de 1986. »

Propos recueillis par JEAN-LOUIS ANDRÉANI, JEAN-MARIE COLOMBANI et PHILIPPE LABARDE.

Demain :

La deuxième partie de notre entretien avec M. Lionel Jospin, sur le rôle de l'État, le libéralisme, l'individualisme.

LA COMMÉMORATION DU 1^{er} NOVEMBRE 1954 EN ALGÉRIE

La question de la participation française s'est déjà posée à plusieurs reprises

Alger. - La visite de M. Mitterrand au président Chadli n'a pas suscité d'éditorial dans la presse algérienne. Et l'Algérie n'est pas contenue de publier, samedi 20 octobre, une grande photo des deux chefs d'État souriants avec une dépêche de l'agence Algérie Presse Service indiquant que « les échanges de vues ont donné lieu à un dialogue que l'Algérie et la France veulent conduire dans la sérénité et la confiance ». En revanche, certains Algériens s'étonnent en privé que cette visite ait été en partie éclipsée dans les médias français par l'annonce de la présence de M. Cheysson aux festivités du 30^e anniversaire du déclenchement de l'insurrection algérienne.

Un des éléments à prendre en considération est que des invitations ont été adressées à tous les pays, y compris les Occidentaux, et que les États-Unis et plusieurs pays européens seront vraisemblablement représentés à un niveau ministériel.

En fait, la question délicate de la participation française à un tel anniversaire s'est déjà posée. En 1964, pour le 10^e anniversaire, une invitation algérienne pour l'envoi d'une délégation avait été adressée à Paris, mais, comme elle n'était parvenue au gouvernement que le 30 octobre, seul l'ambassadeur de France en Algérie s'était déplacé.

En 1969, le 15^e anniversaire du 1^{er} novembre avait été aussi la fête de l'Armée nationale populaire, et Paris était parvenu à esquiver une invitation à des militaires français à laquelle avait apparemment songé l'Algérie sans aller jusqu'au bout de son projet.

En 1972, il y eut un incident, mais ce fut en juillet, à l'occasion, cette fois, du 10^e anniversaire de l'indépendance. M. Galley, alors ministre des PTT, accompagné d'une délégation de militaires, avait quitté l'Al-

De notre correspondant

gérie avant de représenter la France aux cérémonies, en raison de la diffusion à la radio d'un discours de Boumedienne jugé inacceptable. Alors que l'usage était que l'ambassadeur participe aux cérémonies des anniversaires non décennaux, une nouvelle invitation pour la vingtième célébration du 1^{er} novembre 1974 parvint à Paris. Elle n'est pas de suite, mais le président de la République envoya un message à son homologue algérien à cette occasion, selon un usage qui s'est perpétué.

En 1979, M. Georges Corse, président de l'Association Franco-Algérie, et M. Bruno de Lussac, secrétaire général du Quai d'Orsay, représentaient pour la première fois le gouvernement français aux fêtes du 1^{er} novembre. La même année, trois ministres et trois secrétaires d'État français se rendirent à la réception offerte par l'ambassadeur d'Algérie à Paris. Ce 25^e anniversaire était, il est vrai, le premier célébré après l'accession à la magistrature suprême d'un homme nouveau, le président Chadli.

Cette année, le choix, déjà annoncé par le gouvernement français, devra également être fait par les partis politiques, y compris ceux de l'opposition puisque Alger a lancé des invitations aux principales formations. Il semble qu'on compte ici sur la présence de M. Jacques Chirac.

La visite de M. Mitterrand

Même si quelques Algériens se passionnent eux-mêmes pour ces problèmes « franco-français », la direction politique doit surtout méditer sur les assurances données par M. Mitterrand. « La plus importante est un choix, ou bien on joue le jeu

Mitterrand afin que M. Cheysson annule son voyage ».

M. Corse (RPR) accompagnera M. Cheysson

Le gouvernement a répondu à cette émotion de l'opposition par la voix de son porte-parole, M. Roland Dumas. Le ministre des Affaires étrangères a estimé, dimanche 21 octobre, que le voyage de M. Cheysson doit être « restitué dans une grande perspective historique » comparable à la réconciliation franco-allemande après la guerre. « Il faut comprendre, a ajouté M. Dumas l'émotion de celles et de ceux qui ont eu à souffrir des événements [d'Algérie] qui remontent à trente années. Mais chacun doit admettre aussi que le gouvernement français prisme en compte les intérêts majeurs de notre pays ».

« La décision prise par le gouvernement de participer à la fête nationale algérienne est conforme à la politique suivie par la France depuis fort longtemps », a-t-il dit, précisant que « l'ancienne majorité et l'ancien président de la République avaient estimé que la France devait être présente », le 1^{er} novembre à Alger.

Ceux qui qualifient d'indécence cette décision « sont mal venus, alors que depuis 1974, un message de félicitations du président de la République française est adressé à cette occasion à son homologue algérien », a-t-il dit. M. Dumas a rappelé que M. Georges Corse, député RPR des Hauts-de-Seine et président de l'association France-Algérie avait déjà participé, alors qu'il était ancien ministre, à une délégation le 1^{er} novembre 1979 en Algérie, où il représentait officiellement la France. Le même jour, cinq ministres avaient été reçus à l'ambassade d'Algérie à Paris. M. Claude Estier, président de la Commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, a, lui, précisé sur France-Inter, que M. Corse accompagnerait, cette année, M. Cheysson.

de la concertation ou bien chacun prend sa liberté d'action », nous a déclaré, après le tête-à-tête présidentiel, un haut responsable pour lequel « le mystère demeure » au sujet de certains aspects de la visite privée de M. Mitterrand au Maroc en raison du rôle qu'il prête à quelques membres de l'entourage du chef de l'Etat français.

Durant ses tête-à-tête avec M. Chadli, M. Mitterrand a dit qu'à aucun moment en allant à Ifrane il n'avait songé à donner son appui à l'union entre le Maroc et la Libye. S'agissant du retrait conjoint des forces étrangères au Tchad, il a déclaré que la négociation avec Tripoli avait été amorcée bien avant sa rencontre avec Hassan II.

M. Mitterrand a précisé aussi à son hôte que les livraisons militaires de la France au Maroc résulteraient d'engagements pris par son prédécesseur, engagements qu'il entendait respecter mais sans en avoir pris lui-même de nouveaux.

En ce qui concerne le Sahara occidental, le chef de l'Etat français a fait valoir que si le Maroc avait accepté l'idée d'un référendum d'autodétermination en votant la résolution de l'OUA au sommet de Nairobi, la France « y était pour quelque chose ».

Devant l'insistance française à propos du contentieux concernant les ventes de biens des anciens « pieds-noirs » restés en Algérie et les transferts de fonds, le président Chadli et le premier ministre ont affirmé une nouvelle fois leur bonne volonté. L'élément nouveau est qu'ils ont proposé que ce contentieux soit examiné dossier par dossier, cas par cas, alors qu'on s'en était tenu jusqu'à présent à des déclarations de principe non suivies d'effets.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

Tollé dans l'opposition

Après M. Michel Poniatowski qui parle de « bévue », M. François Léotard secrétaire général du PR qui utilise le terme de « forfaiture », M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF qui y voit une « gaffe supplémentaire » de M. Cheysson, M. Edgar Faure, sénateur du Doubs (gauche démocratique) estime : « Je ne puis cacher le trouble que j'éprouve et la peine que je ressens à apprendre que la France pourrait être associée à la commémoration des événements sanglants survenus en Algérie le 1^{er} novembre 1954 et dont l'épisode culminant fut marqué par le massacre d'un ménage d'intellectuels. »

Il rappelle qu'il fut successivement ministre de Pierre Mendès France et du Général de Gaulle. M. Giscard d'Estaing a évoqué devant le Conseil national du Parti républicain « la démarche internationale incertaine et parfois, quand nous pensions à certains anniversaires, blessante de la France ».

M. Charles Pasqua, président du groupe RPR du Sénat juge « un peu excessif d'associer la France à la commémoration du début de la rébellion ». La fédération RPR de Seine-et-Marne juge dans une motion « indécent et scandaleux de fêter l'assassinat de Français, alors que ces morts étaient à l'époque le témoignage de l'échec du gouvernement socialiste dont le chef était Pierre Mendès France et le ministre de l'Intérieur François Mitterrand ».

M. Michel Noir, député RPR du Rhône, estime que la présence de M. Cheysson à Alger le 1^{er} novembre « est une sorte de crime contre la mémoire des Français assassinés ce jour-là ».

Le général Bigard, député de Meurthe-et-Moselle (app. UDF), trouve que ce geste « n'est pas très élégant et est prématuré ».

M. Jean-Marie Le Pen, président du Front National, estime que la présence de M. Cheysson à Alger « provoque une vague d'écœurement et de colère ». Le Recours, organisation de rapatriés, demande une « audience exceptionnelle au président

Pour sa part, M. Jean-Pierre Desrude, député des Pyrénées-Atlantiques et porte-parole du PS, qui s'exprimait dimanche à Biarritz devant le congrès national de la Fédération nationale des anciens combattants d'Algérie (FNACA), a lui aussi affirmé : « La réconciliation des nations meurtries par les guerres, est une exigence de l'histoire », avant d'ajouter, au nom des groupes parlementaires socialistes de l'Assemblée nationale et du Sénat : « C'est dans cet esprit que la décision du gouvernement français de participer aux festivités commémoratives de la révolution algérienne doit avoir pour corollaire la présence de ce même gouvernement aux cérémonies commémorant le 19 mars 1962, en tant que fin de la guerre d'Algérie. »

Il est néanmoins contredit, au sein de son Parti, par MM. Georges Frêche et Laurent Cathala, respectivement député de l'Hérault, maire de Montpellier et député du Val-de-Marne, maire de Créteil. Les deux parlementaires ont demandé, dimanche, l'annulation du déplacement du ministre des relations extérieures, M. Frêche téléphonant directement au Premier ministre pour lui faire cette demande. M. Frêche a précisé qu'il « posera mardi devant le groupe parlementaire la question de cette visite inopportune ». « Plus qu'une erreur, elle constitue une faute, non seulement en considération des rapatriés mais aussi de l'armée », ajoute M. Frêche, tandis que M. Cathala affirme : « Cette initiative, non indispensable au développement et au renforcement des liens d'amitié entre les deux peuples, va à l'encontre de la volonté de rassemblement de la communauté nationale exprimée par le gouvernement. » M. Frêche est maire d'une ville, Montpellier, qui constitue l'une des plus fortes concentrations en France de rapatriés d'Algérie.

Du côté, précisément des rapatriés, après le Recours (le Monde daté 21-22 octobre) qui a estimé qu'il s'agissait d'une initiative « indécente ».

TÉLÉcopieur PARTAGÉ
ETRAVE SERVICE TÉLEX + TÉLÉCOPIE 347.21.32

Machines à écrire.
IBM frappe deux fois.

Le Monde

société

Le groupe dissous Action directe revendique deux attentats

EN BREF

C'est M. Jean-Louis Brugère, juge d'instruction à Paris, qui sera probablement chargé, dans quelques jours, de l'enquête sur les deux attentats commis pendant le week-end dans les Hauts-de-Seine et revendiqués par le groupe terroriste dissous Action directe.

Samedi 20 octobre, peu avant 22 heures, une charge explosive évaluée par les enquêteurs à 5 kilos visait les locaux de la société Messier-Hispano-Bugatti,

à Montrouge. « Il s'agit de trois blessés légers et endommagé gravement des ordinateurs. Sur les murs du rez-de-chaussée étaient tracés à la peinture rouge une étoile accompagnée du sigle « AD-UC Farid » (Action directe, Unité combattante Farid) en référence à Lahouari Farid Benchebbat, un militant français d'extrême gauche, trouvé pendu dans la cellule d'un commissariat d'Helsinki, en Finlande, le 10 janvier 1982.

Dimanche, peu avant 8 heures, une explosion de même puissance avait endommagé les locaux d'un établissement Marcel-Dessault à Saint-Cloud.

Ces deux attentats sont le sixième et le septième revendiqués depuis le début de l'année par Action directe. Tous ont visé des objectifs touchant de près ou de loin aux ministères de la défense, de l'industrie ou à des organismes qui ont recours aux techniques de pointe pouvant être utilisées à des fins militaires.

Les nouveaux visages d'une organisation clandestine

Les deux attentats par explosif commis durant le week-end par le groupe extrême Action directe, sont probablement la réponse de cette organisation à deux incarcérations décidées au cours de la semaine dernière. Les 17 et 19 octobre, par M. Jean-Louis Brugère, juge d'instruction au tribunal de Paris. Ce magistrat, chargé en grande partie des dossiers concernant les crimes et délits reprochés à ce groupe clandestin, a, de fait, inculpé Daniel Franck, trente-deux ans, écrivain, et Paula Jacques — dite Paula Jacques — quarante ans, journaliste et écrivain, d'« association de malfaiteurs ».

En répondant de la sorte, Action directe sacrifie l'idée que ces deux personnes auraient pu soutenir son combat. Action directe, en quelque sorte, légitime un soupçon policier devenu soupçon judiciaire. Selon cette thèse, cette organisation regroupe un noyau de militants qui s'appuieraient sur des sympathisants et des personnages « périphériques » conscients ou inconscients des services qu'ils rendent.

Le scénario n'est pas neuf. Dès son apparition, en 1979, Action directe a pris la forme d'une structure campée en marge de l'extrême gauche. La nouveauté, en revanche,

réside cette fois dans la personnalité des deux personnes placées en détention : des intellectuels, et non plus des jeunes gens sans travail, à la dérive, luttant entre politique et délinquance.

L'instruction révélera peut-être que les soupçons qui pèsent, aujourd'hui, sur Daniel Franck et Paula Jacques sont infondés. Pour l'instant — à tort ou à raison — ces incarcérations tendent à donner du groupe Action directe une image plus complexe que celle que l'on pouvait avoir jusqu'ici. Sous le nom de plume de Dan Franck, Daniel Franck a, en effet, publié plusieurs livres remarqués. Ainsi, *Calender grecques* (Calmann-Lévy), prix du premier roman, *Apolline* (Stock) et un ouvrage écrit en collaboration avec Pierre Ajana, *L'Amour de la musique* (Stock). Dan Franck, qui a aussi publié chez Grasset, l'an passé, *Les Têtes de l'art*, avait participé, à cette occasion, à l'émission de Bernard Pivot, « Apostrophes ».

Son dernier roman, *Le Drame du noir*, vient de paraître au Mercure de France. On cherche d'abord en vain la politique dans ce « roman ». M^{me} Chantal Lapique, attachée de presse des éditions Stock, décrit l'écrivain écrivain mercredi

17 octobre, comme « un bon vivant, énergique, pétillant, adorable ».

Même chose pour Paula Abadie, écrivain, vendredi 19 octobre. Sous le pseudonyme de Paula Jacques, cette journaliste que tous ses familiers décrivent comme enjouée, est l'une des collaboratrices de l'émission de France-Inter, « l'Oreille en coin ». Parallèlement, Paula Jacques a publié deux romans : *Lumière dans l'eau* et *Un bainier froid comme la lune* (Mercure de France).

Complicité passive

Entre ces deux écrivains existe un lien qui, s'il n'explique pas tout, dit au moins une part du mystère. Ce lien est un tiers : Claude Halphen, vingt-neuf ans, plus connu sous le surnom de « Bibéron » dans les milieux libertaires, arrêté en mars 1984 et accusé d'avoir participé, avec cinq autres personnes, à la fusillade de l'avenue Trudaine, à Paris, le 31 mai 1983, au cours de laquelle deux policiers furent tués.

Pour Paula Jacques, Claude Halphen est un homme dont elle est amoureuse. Pour Daniel Franck, c'est d'abord un ami depuis l'âge de quatorze ans. Ainsi, l'inculpation d'« association de malfaiteurs » peut-elle s'expliquer différemment. M. Christian Garraud, ami de Dan Franck, explique : « Dan est un personnage généreux, chevaleresque, toujours en train d'aider. Il a été à la rue de la Montagne-Sabote, Genève qu'il habitait avant de se marier, sans se préoccuper de ce qu'il pouvait en faire. Bon ! Il a eu tort ». Ce studio serait servi, par ailleurs, de « planque » au groupe Action directe.

Policier et magistrats soupçonnent également Paula Jacques, qui vivait avec Claude Halphen depuis six mois, de lui avoir apporté « un soutien logistique », basé sur une « complicité passive ». Selon certaines informations, il lui serait reproché d'avoir fourni à son ami un souteur (appelé radio permettant d'écouter les messages de la police) et de l'avoir véhiculé dans Paris dans un cadre « militant ».

Dans les deux cas, le juge d'instruction a opté pour l'incarcération, sans que le parquet ait rédigé de réquisitions en ce sens. Cette mesure, selon M. Garraud, est destinée « à assurer seulement le secret de l'instruction car les policiers et le juge savent très bien que Dan Franck est en dehors du coup ». M^{me} Dominique Couil, amie de Claude Halphen, estime, pour sa part, que l'incarcération des deux écrivains a pour but d'obliger moralement Halphen à parler « alors qu'il garde le silence depuis le début de l'instruction ».

Une instruction et une enquête policière qui entendent, de toute évidence, ne rien laisser dans l'ombre. C'est ainsi que les contours connus du groupe Action directe se sont profondément modifiés au fil des mois. L'éventuel amour complexe d'un écrivain pour Claude Halphen ne constitue, en effet, qu'un élément parmi d'autres. Les différentes instructions judiciaires visant Action directe ont aussi permis de prendre

la mesure des liens noués par cette organisation avec un ou plusieurs groupuscules étrangers.

Liens italiens et belges

Les policiers sont ainsi convaincus que les membres d'Action directe se sont associés de fait avec les COLP italiens (communistes organisés pour la libération du prolétariat), groupe d'accueil, ces dernières années, de l'organisation terroriste Prima Linea. Nous avions indiqué, le 24 juillet dans ces colonnes, que la police considérait la participation de deux terroristes italiens à la fusillade de l'avenue Trudaine comme établie.

De même, les autorités belges estiment que le nouveau groupe des Cellules communistes combattantes, responsable, depuis son apparition au début du mois d'octobre, de cinq attentats par explosif, bénéficie de liens privilégiés avec Action directe. Le Collège anti-terroriste belge fonde, en partie, cette impression sur la présence avérée et fréquente de Jean-Marc Rouillan, fondateur d'Action directe et de Nathalie Ménigon, en Belgique. La collaboration entre les policiers belge, allemand, italien et français serait permise d'établir qu'Action directe se sert de la région bruxelloise comme d'une base arrière.

Le mauvais exemple français aurait été déterminant. « Pour la première fois, le Belgique est confrontée à une vague d'attentats ».

commis par des Belges », résume M. Francis Burtin, porte-parole de M. Jean Gol, vice-premier ministre et ministre de la justice. Ce dernier a déclaré, vendredi 19 octobre, une vaste opération de police baptisée « Mammouth ». Cent vingt perquisitions ont eu lieu, quinze interpellations... M. Gol a fait un compte-rendu rapide de ces ratissages en indiquant : « Il semble que la filiation entre les CCC et Action directe soit établie. Certaines personnes interrogées ont reconnu avoir, ces dernières semaines, véhiculé des personnes étrangères appartenant à des organisations du type Action directe ». Les perquisitions auraient permis de remonter la filière d'impression des textes d'Action directe composés et imprimés en Belgique depuis plusieurs années.

L'existence de liens entre Action directe et les COLP italiens, de liens éventuels entre Action directe et les Cellules communistes combattantes belges démontrent que le groupe clandestin français, à défaut de bénéficier d'une base militante conséquente en France, peut profiter de l'entraide active de groupuscules implantés dans d'autres pays. Dans un ordre d'idée proche, l'incarcération de Daniel Franck et Paula Abadie pourrait être également le premier que, du fait de la légèreté, inconscience ou aveuglement, de certains, Action directe ne se limite pas à un noyau de militants isolés et traqués.

LAURENT GRIFFIN.

AU TRIBUNAL DE GRENOBLE

Amour, pudeur et procréation

De notre correspondant.

Grenoble. — « 1984, et si on parlait d'amour... » avec le Planning familial, « Je n'ai pas envie de faire l'amour avec toi... J'en parle au Planning familial ». « Je ne supporte plus la pilule... J'en parle au Planning familial ». Ces slogans figuraient en février 1984 sur plusieurs dizaines de panneaux d'affichage installés dans l'agglomération grenobloise. Cette campagne publicitaire illustre une nouvelle stratégie du Planning familial de Grenoble.

Depuis sa création en 1961 — ce fut le premier centre ouvert en France — l'action du Planning en faveur de la « liberté contraceptive » a abouti aux résultats recherchés : la contraception est désormais bien perçue et les avortements clandestins sont en voie de disparition.

Le Planning familial s'est alors rendu compte que les demandes de la population s'orientaient de plus en plus vers des consultations de nature effective liées à la vie des couples. « Nos affiches étaient un appel à l'amour; nous voulions exprimer notre désir d'aider les autres dans leur amour », explique M^{me} Adrienne Maquet, conseillère conjugale au Planning familial, qui déplore l'assignation en justice pour « outrage aux bonnes mœurs et affichage contraire à la moralité » déposée par la Fédération française des familles.

Le procureur de la République a démandé au tribunal le release du Planning familial. Jugement le 13 novembre.

CLAUDE FRANCHON.

Lutte anti-terroriste : le retour à la tradition

En matière de lutte anti-terroriste, après deux années difficiles, la rationalité devrait, désormais, l'emporter sur le confusion, et la coordination sur la dispersion. Tel est le sens que l'on voudrait accorder, au ministère de l'Intérieur, à la création récente (le Monde daté 21-22 octobre) d'une unité de coordination de lutte antiterroriste (UCLAT) placée sous l'autorité directe de Pierre Verbrugghe, directeur général de la police nationale.

La création de cette structure, confiée à M. François Le Mouél, contrôleur général de la police nationale, n'est en fait pas une surprise. La décision était prise depuis un an. Mais pour qu'elle soit effective, il fallait d'abord démanteler l'écheveau créé par la multiplication des structures, peu ou prou chargées du terrorisme, depuis l'été 1982.

Nommé après les manifestations policières du 3 juin 1983, M. Pierre Verbrugghe soumettait, en plusieurs domaines — dont le terrorisme — une reprise en main. Dès août 1983, il suggère à M. Gaston Defferre, alors ministre de l'Intérieur, et obtint la réhabilitation de M. Le Mouél et sa nomination auprès de la direction générale de la police nationale (DGPN). Écarté de ses fonctions de directeur de la police judiciaire parisienne lors de la crise ayant opposé, en mars 1982, M. Gaston Defferre à M. Marcel Lucert, alors chef de la brigade criminelle, M. Le Mouél fut donc nommé contrôleur général en septembre 1983 et placé auprès de M. Verbrugghe pour une « mission particulière » non précisée.

En fait, il s'agissait déjà de la lutte antiterroriste. Si l'officialisation de ces nouvelles attributions a attendu un an, c'est

qu'elle n'était pas sans trouver quelques susceptibilités. En d'autres termes, comme un haut fonctionnaire policier, « le terrain n'était pas encore dégagé ». La secrétaire d'Etat chargée de la sécurité publique, supprimée en juillet 1983, était toujours censée se préoccuper de l'opérationnel. La cellule antiterroriste, placée à l'Élysée sous l'autorité du chef d'escadron Christian Prouteau, chargé de mission de M. Mitterrand, continuait de multiplier les initiatives solitaires, jusqu'à ce que l'on annonce, en novembre 1983, qu'elle n'avait plus d'activités opérationnelles.

Seu liens étroits avec le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN) furent supprimés : le capitaine Paul Barri, adjoint et ami de M. Prouteau, fut mis en disponibilité de la gendarmerie, et M. Charles Pellegrini, commissaire divisionnaire détaché auprès de M. Prouteau, fut détaché en mai 1984 pour cinq ans à la direction de la Sécurité générale.

Il fallut donc attendre la nomination, en juillet, de M. Pierre Joxe au ministère de l'Intérieur pour que soit clairement sanctionné l'échec du dispositif mis en place en août 1982. La nomination de M. Le Mouél signifie un retour à la tradition policière. Il dispose à ses côtés, comme adjoint, de M. René-Georges Querry, commissaire divisionnaire, chef de la brigade de recherche et d'intervention (BRI) dite « anti-gang » de la préfecture de police de Paris jusqu'en mai 1983, date à laquelle il avait été nommé conseiller technique au cabinet de M. Franceschi, secrétaire d'Etat à la sécurité publique.

E. P.

Obsèques sous surveillance

Epinal. — Les obsèques du petit Grégory Villamin, quatre ans et demi, dont le corps avait été découvert noyé dans la Vologne le soir du 16 octobre (le Monde des 19 et 20 octobre), ont été célébrées, samedi 20 octobre, en l'église de Lépin-sur-Vologne (Vosges). Émotion et, surtout, révolte marquaient tous les visages tournés vers le petit cercueil. L'église de la petite cité avait peine à contenir le nombre de personnes venues apporter son soutien à une famille déchirée.

Au petit cercueil strémit, ce fut le drame : la maman du petit Grégory harcelé par des policiers, ne put supporter de voir descendre dans la tombe le corps de son unique enfant. Elle s'évanouit comme après elle sa mère. Outre l'émotion et la révolte, un climat de tension et de suspicion régnait en filigrane. Autour de l'église, les enquêteurs veillaient. Avant essentiellement leur enquête sur l'entourage familial de la victime, les gendarmes comptaient beaucoup sur les obsèques pour déceler une éventuelle manifestation de l'assassin. Il n'en fut rien. — (Corresp.)

Investigations complémentaires sur la mort d'un Algérien

L'enquête ouverte par le parquet de Paris pour établir les conditions dans lesquelles Salim Bezari — et non Mazar — comme sous l'alias d'Abdel Aziz — ressortissant algérien, a été mortellement blessé par un gardien de la paix, le 16 octobre 1984, rue Ordener, à Paris (18^e) lors d'un contrôle d'identité (le Monde du 18 octobre), n'a pas encore abouti à l'ouverture d'une information judiciaire.

Dans sa communication publiée vendredi 19 octobre, le procureur de la République de Paris, M. Michel Joka, a fait savoir que « certains éléments de l'enquête devant être précisés », il avait chargé un magistrat de son parquet de « procéder à des investigations complémentaires qui devraient permettre de mieux définir les circonstances de cette affaire ». Ce magistrat est M. Antoine Barrois, chef de la quatrième section du parquet, seule compétence lorsqu'un policier est susceptible d'être mis en cause pour un acte accompli dans l'exercice de ses fonctions.

« Un boulangier tué par un collègue à Bordeaux. — Un boulangier de Bordeaux, Angel Diez, cinquante-cinq ans, a été tué, dimanche 21 octobre, dans le quartier des Chartrons, quai de Bacalan, par l'explosion d'un paquet piégé déposé devant son magasin.

Il est possible, nous indique notre correspondant, Pierre Chereau, que l'engin ait été destiné au bar voisin L'Escalier appartenant à la fille d'une des personnalités les plus connues du milieu bordelais. « Mémé » Bessadi, ancien membre du service d'action civique (SAC), qui sort tout juste de prison. Dans ce cas, « Mémé » Bessadi ne serait pas la première victime d'une série d'attentats, dont la milice traditionnelle bordelaise fait l'objet depuis deux ans.

« Incidents en Nouvelle-Calédonie. — Le tour cycliste de Nouvelle-Calédonie a été interrompu, samedi 20 octobre, par des barages dressés par des militants indépendantistes sur la côte est du Territoire, tandis qu'un guérilla de représailles, des « anti-indépendantistes », en avaient édifié sur la côte ouest. Les barages ont été levés progressivement dimanche soir. D'autre part, dimanche, un hôtel dont les deux propriétaires ont été légèrement blessés, a été mis à sac à Poinindji, également sur la côte est, par de jeunes Mélanésiens.

Le secrétaire général du Territoire, M. Philippe Marland, a expliqué qu'il ne faut pas « faire l'omerté entre des actes de vandalisme perpétrés par de jeunes délinquants et des actes de provocation politique », comme l'interruption du tour cycliste.

- 1 -
IBM lance
l'écriture sans fatigue.

IBM lance deux nouvelles machines à écrire électroniques, l'IBM 6746 et l'IBM 6747.

هكذا من الصعب

ÉDUCATION



A quoi sert l'école ?

Les nouveaux cancrs

« Les jeunes d'aujourd'hui aiment le luxe, ils sont mal élevés, méprisent l'autorité, n'ont aucun respect pour leurs aînés et l'avaient au lieu de travailler. » Ainsi Socrate mettait-il déjà en évidence une certaine « baisse de niveau ». Cette lamentation sur la jeunesse a traversé les siècles. Beaucoup plus près de nous, un doyen de la faculté des sciences de Lille constatait : « Il semblerait que, dans nos lycées et nos collèges, on n'apprenne plus la langue française. » C'était en 1864. Cette affirmation est extraite d'une étude menée en 1983 par M. André Chervel, du service d'histoire de l'éducation de l'Institut national de recherche pédagogique. Cette étude rassemble les morceaux choisis des rapports des jurys de baccalauréat rédigés il y a un siècle, lorsque seule l'élite de la société avait accès à la connaissance.

On comptait, en 1860, huit mille candidats au baccalauréat, contre quelque quatre cent mille de nos jours. Durant cette période, le pourcentage de bacheliers par classe d'âge est passé de 1 à 27. Le latin avait une place de choix dans les programmes, et l'on ne peut imaginer le lycée d'il y a cent vingt ans sans une parfaite connaissance de la langue française et de l'orthographe. Or le diagnostic est accablant. L'ignorance du vocabulaire et de la littérature : « Les candidats ignorent le titre des principaux ouvrages et la biographie de Montaigne, de Bossuet, de Racine » (doyen des lettres de Clermont, novembre 1864), l'insécurité à s'exprimer d'une façon claire et cohérente dans leur langue maternelle » (un doyen de Strasbourg en 1860), sont couramment relevés par les présidents de jury. Mais cela n'est rien comparé aux fautes d'orthographe, « semées à profusion » (le doyen des sciences à Besançon, 1860). A travers tout le pays — et la Sorbonne n'est pas épargnée — les appréciations des doyens de faculté attestent l'ignorance presque générale de l'orthographe » (Besançon, 1862). C'est même la cause du rejet de la moitié des candidats au baccalauréat.

Pourtant, au dix-neuvième siècle, être mal en orthographe ne suscitait aucune indignation. La situation est-elle plus catastrophique aujourd'hui pour que l'on crise au scandale ?

Dans la botte

Telle ne semble pas être la conclusion de M. François Tonn, professeur détaché à l'INRP, qui depuis 1932 a consacré ses travaux à l'enseignement des langues maternelles. « Nos élèves, écrit-il en 1973, ont une orthographe bien meilleure qu'elle ne l'était en 1904. » A l'appui de cette affirmation, il cite une expérience : le même texte a été dicté à des enfants français en 1904 et en 1965. Or il apparaît que les enfants de 1965 « ont gagné un an par rapport aux résultats de leurs camarades de la Belle Époque (1) ».

N'en tirons pas de conclusion hâtive. Rares sont les travaux à caractère scientifique permettant d'affirmer une amélioration ou une dégradation du niveau de l'enseignement. Rien n'est plus difficilement mesurable. Avec quel âge d'or mythique veut-on comparer la période actuelle ? De qui parlait-on de l'élite, de la classe moyenne ou des enfants de milieu populaire ? Des bons, des moyens ou des « mauvais » élèves ? Et, pour comparer, veut-on mesurer des connaissances, des contenus d'enseignement, ou une capacité intellectuelle ? Ce sont quelques-unes des questions auxquelles les discours sur la prétendue baisse de niveau ne répondent pas. De même qu'il ne

prend pas en compte l'accroissement des exigences que représente par exemple l'introduction de nouvelles disciplines : informatique, économie, sciences physiques en sixième... Pas plus que les connaissances acquises ailleurs qu'à l'école.

M. René Haby, ancien ministre de l'éducation, aujourd'hui député UDF, affirme que « le niveau de connaissances en classe de sixième continue à être le plus élevé du monde » (Le Monde du 18 octobre). Sans doute n'en apporte-t-il pas davantage la preuve que ceux qui prétendent le contraire. Toutefois, une enquête scientifique internationale, actuellement en cours de dépouillement, est de nature à bouleverser bien des idées reçues. Patronnée par l'Association internationale pour l'évaluation des rendements scolaires, cette enquête, menée pour la France par l'INRP, porte sur l'enseignement des mathématiques dans vingt-six pays. Les enquêteurs ont procédé par des questionnaires (cent quatre-vingt exercices ont été proposés aux classes) et par comparaison de programmes.

Les premières résultats font apparaître, pour les classes de quatrième, que « la moyenne française est très supérieure à la moyenne internationale, y compris pour des thèmes qui ne font pas partie du programme (probabilités et statistiques) ou qui ont été enseignés auparavant (unités de mesure, mesures). Même sur la géométrie, les résultats sont honorables, d'autant plus qu'un grand nombre de questions portent sur des activités dont les élèves n'ont pas l'habitude ; leur culture mathématique plus large leur permet de répondre intuitivement ».

Paradis perdu

La différence dans les programmes de géométrie est d'ailleurs favorable à la France, puisqu'un certain nombre d'activités ne sont pas proposées ailleurs et que « peu d'élèves des autres pays ont en mesure de répondre à des exercices habituels aux Français ».

Le niveau d'exigences dans les classes des terminales C (mathématiques) et D (mathématiques et sciences de la nature) place la France au deuxième rang derrière la Nouvelle-Zélande ; les États-Unis et le Japon viennent au septième et au huitième rang. « La terminale C, notent les enquêteurs, pourrait être assimilée à la première année d'université dans de nombreux pays, en particulier aux États-Unis ».

Ce qui prouverait donc que le niveau est meilleur. Pourtant le mythe a la vie dure. A l'occasion

d'une recherche sur les enseignants du secondaire, un sociologue, Alain Léger, a interrogé des professeurs (2). Plus de la moitié estiment que le niveau a baissé. Mais, rapportés à leur trajectoire sociale (ascension, stabilité ou déclin par rapport à leurs parents), les résultats du questionnaire montrent que « tout élargissement du recrutement social dans un secteur donné ne peut être interprété par les professeurs comme une baisse du niveau de l'enseignement et corrélativement comme une baisse de leur propre prestige (...) ». « Le sentiment que le niveau baisse, conclut A. Léger, traduit donc le regret d'un paradis perdu et la nostalgie d'un temps idéal. Le bon vieux temps où l'élite sociale constituait le public normal des lycées ».

Le mouvement de démocratisation de l'enseignement, né avec la V^e République, est, inconsciemment ou non, ressenti par les enseignants comme l'une des causes essentielles de la dégradation. Ce n'est pas le moindre des paradoxes. Loin d'être considérée comme une élévation générale du niveau de formation de la population, la multiplication du nombre des diplômés — qui répondent pourtant aux exigences des examinateurs — se double d'une réévaluation des diplômes. La crise économique ne fait que renforcer cette impression.

M. Dominique Glasman, professeur au lycée Stendhal de Grenoble, n'est intéressé aux fonctions sociales des discours sur la baisse du niveau (3). Il y relève bien d'autres contradictions, notamment dans les raisons qui expliquent d'une part les enseignants, d'autre part l'opinion publique, et leur fait entendre la même complainte.

La baisse du niveau, explique M. Glasman, est pour les enseignants une justification. « Est-il une meilleure façon de se débarrasser de l'échec ou des mauvais résultats des élèves, de se démarquer d'une classe aux performances médiocres, que d'en imputer la responsabilité au niveau des élèves ? » Ce réflexe de défense, qui justifie par ailleurs toutes les formes de sélection, masque d'une certaine manière le désarroi des enseignants devant l'évolution de leur métier. Car ce n'est pas machiavélisme s'ils tiennent ce discours — attribuant généralement la faute à l'échelon précédent du cursus scolaire — mais bien conviction.

A l'inverse, si les usagers de l'école tiennent le même langage, c'est pour critiquer les enseignants, et avec eux l'enseignement public. Certes, il existe des élèves faibles ou peu travailleurs ; certes, le système d'enseignement souffre de bien des

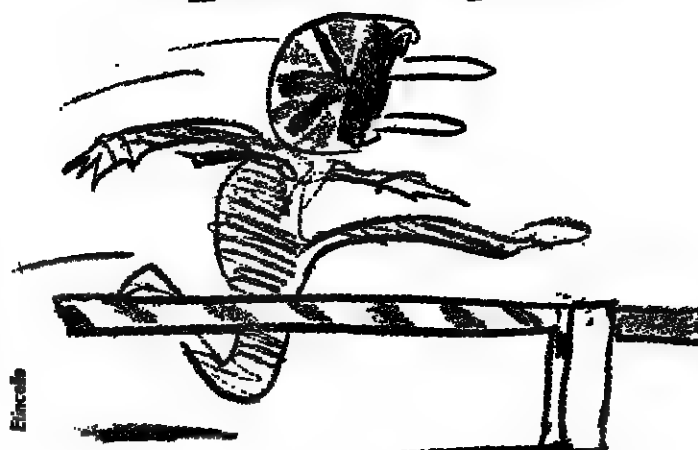
insuffisances, mais « qui n'ont pas grand-chose à voir avec le niveau », estime M. Glasman. « Les enseignants, conclut-il, sont, pour leur défense, face aux élèves et aux parents d'élèves, les principaux producteurs d'un discours qui leur est renvoyé avec une violence déculpée. C'est dire qu'il s'agit là d'un discours idéologique. »

Le niveau baisse ? Peut-être, mais la démonstration reste à faire. Et Socrate disait encore (4) : « Les jeunes contredisent leurs parents, plastronnent en société, croisent les jambes et tyrannisent leurs mères. »

CATHERINE ARDITTI

- (1) Orthographe et vérité, François Tonn, éditions ESF.
- (2) Enseignants du secondaire, Alain Léger, PUF.
- (3) Le niveau baisse. Réflexion sur les usages sociaux de la fausse évidence, Dominique Glasman, CRDP de l'académie de Grenoble.
- (4) Platon. « La République », Livre VIII.

L'anglais au sprint



L'anglais, vite, très vite ! Bloquez une semaine sur votre agenda. Pendant cette semaine, ILC va vous débiter en anglais : 6 heures par jour pour vous faire progresser à pas de géant. Tous les lundis à partir du 17 septembre.

1^{er} et 15 oct. ou les cours trimestriels, de 3 ou 4 h par semaine (22 sept.).

L'English Connection



INTERNATIONAL LANGUAGE CENTRE
20, passage Dauphine, 75006 Paris
Tél. 325.41.37

Paris-Singapour un avant-goût du Paradis



Via Colombo, deux fois par semaine, partez avec les habitants du Paradis

Nos vols du vendredi et du dimanche arrivent à Colombo le lendemain matin, et assurent une correspondance pour Singapour. En route, vous découvrez le service chaleureux qui n'appartient qu'à ceux qui vivent au Paradis.



Consultez votre agence de voyages ou Air Lanka à Paris, 9 rue du 4 Septembre, Paris 75002. Tél. 297.43.44.

Conditions spéciales
SALON DE L'AUTO
Offre valable jusqu'au 31 octobre



Stock permanent de 500 véhicules

PEUGEOT-TALBOT
NEUBAUER
M. GÉRARD 821.60.21

227, bd Anatole-France ST-DENIS Métro : Mairie de St-Ouen

Nouvelles électroniques IBM

La frappe douce.

Essayez la frappe douce dans les points de vente machines à écrire IBM ou téléphonez au numéro vert 16 (05) 27.11.87 (appel gratuit).

SCIENCES

INVENTEUR DE L'ANTIMATIÈRE

Le physicien britannique Paul Dirac est mort

Le physicien britannique Paul Dirac, inventeur du concept d'antimatière, prix Nobel de physique en 1933, est mort samedi 20 octobre à Tallahassee, en Floride, à l'âge de quatre-vingt-deux ans. Avec Luis de Broglie, il était l'un des deux survivants du groupe de physiciens qui, entre 1920 et 1930, créèrent la mécanique quantique.

Louis de Broglie, imaginant en 1922 le comportement ondulatoire de la matière, est à l'origine de la mécanique quantique. Werner Heisenberg et Erwin Schrödinger ont donné les premiers formalismes quantiques. Paul Dirac est l'homme qui en a fait une théorie structurée et utilisable. Les principes de la mécanique quantique, ouvrage qu'il publia en 1930, ont appris à ses contemporains que la mécanique quantique était une théorie cohérente et fiable, et comment il convenait de l'utiliser. A l'automne 1925, ce jeune ingénieur qui avait du goût pour les mathématiques, eut connaissance des travaux de Heisenberg. En quelques semaines, il dégagait l'essence de la théorie Heisen-

berg et montrait comment elle se rattachait à la mécanique classique.

Deux ans plus tard, il généralisait la mécanique quantique au cas des grandes vitesses, où la relativité einsteinienne doit être prise en compte. A l'équation de Schrödinger, qui décrit un électron en mouvement lent, il adjoignait l'équation de Dirac, valable à toutes les vitesses. L'étude de cette équation le conduisit à la constatation qu'elle avait des solutions d'énergie négative, donc apparemment dénuées de sens physique. Une brillante réinterprétation du vide, assimilée à une « mer » d'électrons d'énergie négative, sauvait la théorie en imposant l'existence d'anti-électrons, les positons. En 1931 ceux-ci étaient découverts. Deux ans plus tard, cette découverte valait à Dirac le prix Nobel. Il était alors âgé de trente et un ans. Pendant plus de cinquante ans il allait continuer de perfectionner et d'élaborer les théories quantiques, lançant plusieurs idées que d'autres feront fructifier.

M. A.

MÉDECINE

AUX ÉTATS-UNIS

Des médecins mettent en évidence une substance qui stimule la croissance des vaisseaux sanguins

L'hebdomadaire de l'Association médicale américaine publie, dans le numéro du 19 octobre la découverte d'une équipe de l'université de Boston dirigée par le docteur Harry S. Goldsmith. Celle-ci annonce avoir mis en évidence l'existence d'une substance qui stimule la croissance des vaisseaux sanguins. Un résultat qui pourrait, s'il était confirmé, avoir de considérables applications thérapeutiques.

Les chercheurs de Boston avaient déjà remarqué qu'une région particulière du péritoine (1) (le grand épiploon) avait une tendance naturelle à favoriser l'établissement de connexions vasculaires. Le fait avait été établi lors de travaux chirurgicaux menés chez l'animal. Il en est déduit qu'il existait là un facteur particulier susceptible de stimuler la croissance des vaisseaux sanguins. Ils ont alors purifié des extraits d'épiploon prélevés sur des chats. L'injection de ces extraits de nature lipidique dans la carotide de lapins a entraîné l'apparition de vaisseaux capillaires dans cette région de l'œil normalement avasculaire.

Ce résultat préliminaire est particulièrement encourageant. Il reste maintenant à isoler, puis à caractériser, le facteur responsable. « Ces découvertes », explique le docteur Georges D. Lundberg, dans un éditorial du JAMA, « doivent être vérifiées (...). Si elles le sont, leurs conséquences possibles sont incalculables ».

La maîtrise de la genèse de la vascularisation sanguine ouvrirait en effet de très larges perspectives. Elle pourrait, en particulier, avoir de nombreuses applications dans le traitement des affections cardiaques, des complications diabétiques, des fractures, des brûlures et des traumatismes. De plus, la mise au point d'un facteur inhibiteur (un anticorps spécifique) permettrait de contrôler la formation de la vascularisation pathologique qui se crée lors des processus cancéreux.

Le docteur Goldsmith a déclaré que son équipe « travaillait intensément ».

Lisoz
St Mark des
PHILATELISTES
A BUREAU DE LA PHILATÉLIE

ment » à la purification du facteur responsable. Il a aussi révélé qu'il avait commencé à utiliser une technique équivalente sur des sujets humains, sans toutefois donner d'autres précisions.

J.-Y. N.

(1) Le péritoine est une membrane qui tapisse la cavité de l'abdomen et enveloppe les organes qu'elle contient. Les épiploons sont des replis du péritoine.

FAITS DIVERS

Arrestation de l'un des auteurs de la fusillade de Putaux

Alain Texeira, trente-cinq ans, complice présumé de Serge Lefèvre lors de la fusillade au cours de laquelle, à Putaux (Hauts-de-Seine), le 11 octobre, le gardien de la paix Joseph Léon fut tué, a été arrêté, samedi 20 octobre, vers 21 heures, place Clichy à Paris. Identifié dès le lendemain de la fusillade, il était recherché depuis lors par la Brigade de répression du banditisme (BRB) et sous le coup d'une inculpation pour « homicide volontaire, tentatives d'homicides volontaires et infraction à la législation sur les armes ».

La reconstitution de la fusillade et des circonstances exactes de la mort du gardien Léon - tué d'une balle tirée de « trois-quarts arrière » - alors qu'il poursuivait les deux malfaiteurs - n'avait toujours pas eu lieu lundi 22 octobre et pourrait être organisée dans la nuit de lundi à mardi.

● Neige : toujours plus. - Un français sur dix est parti aux sports d'hiver durant l'hiver 1983-1984. Selon les premiers résultats de l'enquête sur les vacances de la saison d'hiver 83-84, publiée par l'INSEE, le taux de départ des français aux sports d'hiver a augmenté l'hiver dernier (10 % contre 9,2 % au cours de l'hiver 82-83, soit une augmentation de 0,8 %).

UN GARÇON AGÉ DE TREIZE ANS VIEUX DE 1,6 MILLION D'ANNÉES

Le squelette d'un ancêtre de l'homme, vieux de 1,6 million d'années (*Homo erectus*), a été récemment découvert dans le nord du Kenya, à l'ouest du lac Turkana, à la frontière du Kenya et de l'Éthiopie. Ces restes, mis au jour dans le courant du mois d'août lors d'une expédition organisée conjointement par le National Geographic Society et le Musée national du Kenya, présentent, pour le communisme scientifique, un grand intérêt dans la mesure où le squelette mis au jour est presque complet. Seuls manquent le bras gauche, la main gauche, une partie du bras droit et les deux pieds de cet ancêtre qui a reçu le nom peu poétique de « WT 1500 ». Les pieds sont peut-être dans une couche volcanique qui surmonte la couche fossilifère. Ils seront recherchés l'été prochain.

Cette découverte a été annoncée jeudi 18 octobre. Y ont notamment participé M. Alan Walker, un Britannique, professeur de biologie cellulaire et d'anatomie à l'université Johns Hopkins de Baltimore, et M. Richard Leakey, directeur du Musée national du Kenya.

Il s'agit d'un enfant de treize ou quatorze ans (les dents de sagesse n'étaient pas sorties et les os longs comportaient encore des cartilages de croissance) qui devait mesurer 1,62 mètre. Adulte, il aurait pu atteindre 1,80 mètre ce qui est plus grand que l'*Homo erectus* de Chine (1,55 mètre) et que celui d'Indonésie (1,70 mètre). Cette diversité des tailles peut s'expliquer par des variabilités d'éthnies consécutives à la dispersion de l'*Homo erectus* dans tout l'Ancien Monde.

« WT 1500 » est l'un des plus vieux *Homo erectus* connus : ceux de Chine ont 1,7 million d'années, ceux de Java de 1,6 à 1,8 million d'années, celui de l'est du lac Turkana (Afrique) 1,8 million d'années.

Opération de police dans un foyer de travailleurs immigrés

Une importante opération de contrôle, mobilisant plus d'une centaine de policiers, a été organisée, lundi matin 22 octobre, dans un foyer abritant des travailleurs immigrés à L'Hay-les-Roses (Val-de-Marne). La police voulait contrôler l'identité et la situation de toutes les personnes résidant dans ce foyer de la SONACOTRA, en très mauvais état et où des pensionnaires seraient en situation irrégulière pour l'occupation des lieux comme pour leur présence en France.

● Attentat contre un magasin de meubles à Paris. - Un attentat à l'explosif, qui n'a pas été revendiqué, a été commis, dimanche 21 octobre dans la soirée, contre un magasin de la chaîne « Pier Import », 122, rue de Rivoli à Paris (1^{er} arrondissement), spécialisé dans la vente d'ameublement. Les dégâts matériels sont peu importants.

POLLES ASSISTANCE
enseignement secondaire privé hors contrat
2 formules
• soutien hebdomadaire
• travail personnel quotidien sous surveillance
Gare de l'Est 824.55.55
Neuilly 747.04.60
Saint-Lazare 522.10.40

LE CARNET DU Monde

Décès

● Société générale d'entreprises électromécaniques (SGEEM) a la douleur de faire part du décès de

M. Jean BOURDEAUPHUI, directeur administratif, collaborateur et ami, survenu le 19 octobre 1984, après une longue et pénible maladie. Les obsèques auront lieu en l'église de Mios (33380) (Gironde-France), quartier Mios, le 23 octobre, à 10 h 30. Le présent avis tient lieu de faire-part.

SGEEM, rue de la Rampe-aux-Frères, 21 Nolsis, 77420 Champs-sur-Marne (France).

● M. Bernard Carlier, son épouse, M. Gilles Carlier, M. et M^{me} Michel Estien, M. et M^{me} Laurent Boiteux, ses enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Bernard CARTIER, directeur de banque, survenu le 17 octobre 1984, à Paris, à l'âge de cinquante-cinq ans.

Pris pour lui !

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 24 octobre, à 9 heures, en l'église Saint-Pierre-Saint-Paul, place Hérold à Courbevoie (Hauts-de-Seine).

On se réunira à l'église. L'inhumation aura lieu au cimetière de Puteaux-Olivier, dans la crypte de famille. Le présent avis tient lieu de faire-part.

Résidence « Les Poissons », 20 rue de Bezons, 92400 Courbevoie.

● Eli Kayas, Anna et Eric Kayas et leurs enfants, Lucie Kayas, Angeliki Klamon, Kostas et Antonia Kayas, Paoos et Argyro Kayas, ont la tristesse de faire part du décès de

George J. KAYAS, physicien, survenu le 17 octobre 1984, à Antony.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, à la paroisse orthodoxe de Châteaufort, le 19 octobre. En signe d'amitié, vous pouvez adresser un don à la CIMADE, 176, rue de Grenelle, 75007 Paris.

127, avenue du Bois-de-Vandœuvre, 92160 Antony. Aïkhes.

● La direction de l'Institut de physique nucléaire et de physique des particules (IN2P3).

Et les membres de laboratoire de physique nucléaire des hautes énergies de l'École polytechnique, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Georges KAYAS, physicien, leur collègue et ami.

● Nous avons la douleur de faire part du décès survenu le 12 octobre 1984, à l'âge de soixante-dix-sept ans, de

docteur Henri KRIVINE,

De la part de M. et M^{me} Jean Krivine et leurs enfants, M^{me} Belle Krivine et ses fils, M. et M^{me} Emmanuel Krivine et leur fille, M. et M^{me} Léon Krivine, ses enfants, petits-enfants, belle-fille, ses frères et belle-sœur, Maudel, Weintrauf, Rosenzweig, ses parents et alliés. L'inhumation a eu lieu à Paris, le 16 octobre, dans l'intimité familiale. Cet avis tient lieu de faire-part.

15, rue Linné, 75005 Paris. 171, rue de la Convention, 75015 Paris. 12, chemin de Clign, 1806 Saint-Leger-Vergy (Seine). 75, avenue des Baumettes, 06000 Nice.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions de « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Ramouillet

M. et M^{me} Robert Barran, ses enfants, M. et M^{me} Jacques Barran et leur fille, M^{me} Marie-Christine Barran, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, font part du décès de

M^{me} Joseph LE FOLL, née Blanche Guillemin,

survenu le 20 octobre 1984, dans sa quatre-vingt-dixième année. Les obsèques auront lieu le mardi 23 octobre, à 14 heures, en l'église Saint-Lubin de Rambouillet. Rue Gambetta, 78120 Rambouillet.

● On nous prie d'annoncer le décès de

M^{me} Helena NOVAK, née Ferber,

survenue le 20 octobre 1984, à Paris.

Les obsèques auront lieu le mardi 23 octobre. On se réunira à la porte principale du cimetière de Montparnasse, boulevard Edgar-Quinet, à 15 h 30. Un car sera à la disposition des personnes désirant assister à l'inhumation. Départ à 14 h 45 devant l'hôtel Holiday-Inn.

De la part de M. Stefan Novak, M. Milan Novak, M. Steve Novak, M. et M^{me} Abraham Orm et leurs enfants, Toute sa famille et ses nombreux amis. Ni fleur ni couronne.

30, rue de Washington, 75008 Paris.

● M^{me} Jean-François Pelissier du Rannou, Christophe, Renaud, Etienne, Matthieu Pelissier du Rannou, ses fils, M^{me} Pelissier du Rannou, sa mère, M. et M^{me} Georges Rostand, ses beaux-parents, Ses frères, sa sœur, ses beaux-frères, ses belles-sœurs, ses oncles, ses tantes, ont l'immense douleur de faire part du décès de

Jean-François PELISSIER DU RANNOU, capitaine au long cours, survenu subitement le 10 octobre 1984, à l'âge de cinquante ans.

La cérémonie religieuse a été célébrée le 12 octobre, en l'église de Saint-Vincent d'Antony.

Le Coadjuteur, Saint-Vincent d'Antony, 92300 Chateaufort.

● Les familles Boyer, Ghidaglia, Franques, Laval, vous prient d'accepter leurs remerciements.

Anniversaires

● Fanny RESNIE.

Il y a deux mois. La pensée va à la terre d'où elle est venue, et l'âme retourne à Dieu dont elle émane. Elle se souvient...

Messes anniversaires

● Pour le premier anniversaire du départ à Dieu de

M. TERIADE ESTRATOS,

une messe sera célébrée, mardi 23 octobre, à 17 h 15, en l'église orthodoxe, à Paris, 92 bis, rue Laferrière.

HERMÈS
24 Faubourg Saint-Henri 7
75005 Paris

SOULES
MERCREDI 24 OCTOBRE
JEUDI 25 OCTOBRE
VENDREDI 26 OCTOBRE
9 h 30 à 12 h / 14 h à 18 h

Couture et Crochet à Gants
Prêt-à-porter homme et femme
Monoproduit « Chausures
Tous

COPIES COULEURS PROFESSIONNELLES
sur papier Ilford Cibachrome ou sur film
ETRAVE 36, AV. DAUMESNIL PARIS 128 347.21.32

(Publicité)
IMMERSION LINGUISTIQUE USA

Importation organisation US proposée, dans une grande université de Californie ou Florida, une formation incluant cours (20. soit niveau d'anglais), logement, repas, DEPART JANVIER. Documentation contre cinq timbres. UNIVERSITY STUDIES INC. AMERICA, Inc. U.S.A.-French-Office, 57, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly. 722.94.94.

● M. et M^{me} Daniel Goss et Bruno, Caroline, Dorothée, M. et M^{me} Michel Sotter et Elodie, ses enfants et petits-enfants, M. Jean Bazalgette, ses enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Guy Bazalgette, leurs enfants et petits-enfants, M^{me} Edith Bazalgette, ses frères et sœurs, ses neveux et nièces, M. et M^{me} Alain, Bernard, Christian, Didier et Eric Sotter, M. et M^{me} Guy Wernser, M^{me} Guillemette-Erni, leurs enfants et petits-enfants. Et les familles Fint, Guillon, Harlin, Kerhous, Le Bel, Vieillard et Wéry, ont la grande douleur d'annoncer le départ à Dieu de

M^{me} Jean SUTTER, née Monique Bazalgette,

dans sa soixante-quinzième année, à Paris, le 20 octobre 1984. La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-Justin de Levallois-Perret, place d'Estienne-d'Orves, le mardi 23 octobre, à 10 h 45. L'inhumation suivra immédiatement au cimetière de Levallois. Cet avis tient lieu de faire-part.

10, boulevard Jourdan, 75014 Paris. 163, boulevard Mont, 75016 Paris.

Remerciements

● Aux marques de sympathie témoignées à l'occasion du décès de

M^{me} Madeleine BOYER, née Françoise-Laval,

survenue le 10 octobre 1984, à 5 heures, à La Grotte (91450).

les familles Boyer, Ghidaglia, Franques, Laval, vous prient d'accepter leurs remerciements.

Anniversaires

● Fanny RESNIE.

Il y a deux mois. La pensée va à la terre d'où elle est venue, et l'âme retourne à Dieu dont elle émane. Elle se souvient...

Messes anniversaires

● Pour le premier anniversaire du départ à Dieu de

M. TERIADE ESTRATOS,

une messe sera célébrée, mardi 23 octobre, à 17 h 15, en l'église orthodoxe, à Paris, 92 bis, rue Laferrière.

STERN
GRAVEUR
depuis 1840
Cartes de visite
Invitations
Papiers à lettres
de prestige
pour Sociétés
Ateliers et Bureaux :
47, Passage des Panoramas
75002 PARIS
Tél. : 236.94.49 - 508.86.45

Listes de Mariage AUX TROIS QUARTIERS

- 2 -
IBM invente l'écriture sans pesantier.

Machine à écrire IBM 6750 à impression thermique : une technologie révolutionnaire.

هكتمن الأصل

INFORMATIONS « SERVICES »

EN BREF

CONGRÈS

FORUM INFORMATIQUE

EXPERTS-COMPTABLES. — Dans le cadre du congrès de l'ordre des experts-comptables et comptables agréés, qui se tient à Nice du 7 au 10 novembre, aura lieu le mercredi 7 novembre un Forum informatique qui animera notre collaborateur Paul Fabre.

Cette manifestation réalisée, avec la participation des principaux constructeurs et des principales sociétés du domaine informatique, ainsi que des chefs d'entreprise de la région Provence-Côte d'Azur, sera constituée d'une série de tables rondes sur les différents problèmes posés par les applications de l'informatique aux petites et moyennes entreprises et aux cabinets professionnels.

* Informations : commissaire général M. Vermeulen, 18, rue de Jussieu, 96000 Nice et commission administrative : TEL (93) 53-43-08.

RÉTROMANIE

L'OSCAR DE MARSEILLE. — Le Salon de Marseille a ouvert ses portes. Devenue une des plus réputées de province, cette manifestation décerne chaque année un oscar de l'antiquité destiné à récompenser l'exposant dont l'effort aura été remarqué pour la rareté ou l'originalité de l'objet présenté. Les grands antiquaires français attendent ce week-end le verdict d'un jury de journalistes et critiques d'art.

* Salon de Marseille, pour Chénou, jusqu'au 28 octobre.

REVUES

« LE CHASSE-MARÉE » AUGMENTE SA PÉRIODICITÉ. — La revue d'histoire et d'ethnologie

PARIS EN VISITES

MERCREDI 24 OCTOBRE

« La basilique Saint-Denis », 14 h 30, dans la basilique, M. Lévy.

« Exposition Joffe », 15 heures, pavillon de roi à Vincennes, à l'entrée du château, M. Buchs.

« Le cœur du Marais », 15 heures, 62, rue Saint-Antoine, M. Gervais (Caisse nationale des monuments historiques).

« La peinture allemande », 14 h 30, musée du Louvre, porte Denon (Approche de l'art).

« Rubens et la galerie Médicis », 12 h 30, musée du Louvre (Décanal).

« Dans les ateliers d'un dorureur », 14 h 30, guichet du métro Arts-et-Métiers (Caisse nationale d'art et d'histoire).

« Saint-Martin, Saint-Nicolas-des-Champs », 15 heures, 292, rue Saint-Martin (Paris et son histoire).

« Jardins et églises des Batignolles-Epiettes », 14 h 30, métro Brochant (Paris pittoresque et insolite).

« Le Palais de justice en activité », 14 h 30, métro Châteauneuf (L'Homme et la connaissance).

CONFÉRENCES

19 h 30, amphithéâtre Anne de la Sorbonne, Marie-Madeleine Davy : « Neuvième centenaire de l'ordre des Chartreux ».

20 heures, 24, rue Bergère, Jean Mailhé : « La préhistoire ES-King dans la recherche scientifique contemporaine » (L'Homme et la connaissance).

LOTO

2 23 26 34 48 49

2 23 26 34 48 49

2 23 26 34 48 49

2 23 26 34 48 49

2 23 26 34 48 49

2 23 26 34 48 49

2 23 26 34 48 49

2 23 26 34 48 49

2 23 26 34 48 49

2 23 26 34 48 49

2 23 26 34 48 49

2 23 26 34 48 49

2 23 26 34 48 49

2 23 26 34 48 49

2 23 26 34 48 49

2 23 26 34 48 49

2 23 26 34 48 49

2 23 26 34 48 49

2 23 26 34 48 49

2 23 26 34 48 49

2 23 26 34 48 49

2 23 26 34 48 49

2 23 26 34 48 49

2 23 26 34 48 49

2 23 26 34 48 49

2 23 26 34 48 49

2 23 26 34 48 49

2 23 26 34 48 49

2 23 26 34 48 49

2 23 26 34 48 49

2 23 26 34 48 49

2 23 26 34 48 49

intituler la Chasse-Marée » vient de modifier son rythme de parution. Trimestrielle depuis sa création, en juillet 1981, la revue devient bimestrielle (le numéro par an) à compter du numéro 13, paru le 1^{er} octobre. Ce numéro contient notamment une étude sur les mutineries maritimes aux dix-septième et dix-huitième siècles. Après une période de lancement à 7 000 exemplaires, la Chasse-Marée atteint maintenant un tirage moyen de 35 000 exemplaires.

* La Chasse-Marée. Abonnement, BP 159, 29 171 Douarnenez cedex, 82, (96) 92-66-33.

ENFANTS DE CŒUR

Le Chœur d'enfants de Paris, subventionné par la Ville de Paris et le ministère de la culture, recrute des jeunes garçons motivés, de six à quatorze ans, ayant « une belle voix, le sens du rythme, des connaissances en solfège et... bon caractère ». Pendant l'année scolaire, ils participent à deux répétitions par semaine et, durant les vacances, à des tournées de concerts à travers le monde. Encadrés par une équipe musicale de qualité, ils acquièrent une solide formation et créent chaque année un mini-opéra.

* Renseignements pour audition avant le 20 octobre. TEL : (1) 739-61-64.

SALON

BRICOLAGE ET DÉCORATION

Le 20^e Salon du bricolage aura lieu du 31 octobre au 11 novembre. Il occupera, pour la première fois, la totalité du palais du CNIT, à la Défense, à Paris, avec un nouveau secteur consacré à la décoration de la maison. Sous le nom de Décorables 84, ce salon associe et complémente de celui du bricolage, donnant des idées d'aménagement en exposant des revêtements de mur et de sol, des cuisines, des salles de bains et des cheminées. La bricolage proprement dit sera recensé sur l'outilage (en particulier pour le travail du bois), sur la réparation automobile et la préparation des murs avant la pose des revêtements.

* Du 31 octobre au 11 novembre, au CNIT, à la Défense. Tous les jours, de 10 heures à 19 heures ; le samedi 9 et le vendredi 9 novembre, jusqu'à 22 heures. Entrée : 19 F.

NOMINATIONS

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE

La composition de la Commission permanente du Conseil supérieur de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, chargée de veiller à la mise en application de la loi du même nom, vient de faire l'objet d'un arrêté publié au Journal officiel du 18 octobre.

Ses membres, désignés pour trois ans, sont, en ce qui concerne les représentants des pouvoirs publics : le ministre chargé du travail, le ministre chargé de l'emploi, le ministre chargé de la formation professionnelle (ou leur représentant), le chef de la mission des enseignements technologiques et professionnels et de la formation des adultes et le directeur de l'Association nationale pour la formation professionnelle des adultes.

Mmes Chantal Cammel (CFE-COC), Micheline Figeu (CGT-FO), Anne-Marie Grozeller (CFDT), Roberte Le Dantec (CFDT) et Catherine Mainguy (CGT) représentent les salariés. La commission compte également trois représentants des employeurs : Mmes Christiane Doré (entreprises publiques), Renée Villebrun (CNFPE) et Renée Leménager (CGFME) — une représentante des professions agricoles : Mme Louise Ligneau — et un représentant des employeurs artisans, M. Marcel de Prost.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 22.10.84 A 0 h G.M.T.



Front quasi stationnaire Front chaud Front froid Pluie Brouillard Verges Neige Averses Vent fort Occlusion

PRÉVISIONS POUR LE 23 OCTOBRE A 0 HEURE (GMT)



Les basses pressions de l'Atlantique et de l'Europe du nord vont diriger sur la France des perturbations modérément actives. Les régions méridionales seront encore relativement protégées par la présence d'un petit anticyclone en Méditerranée.

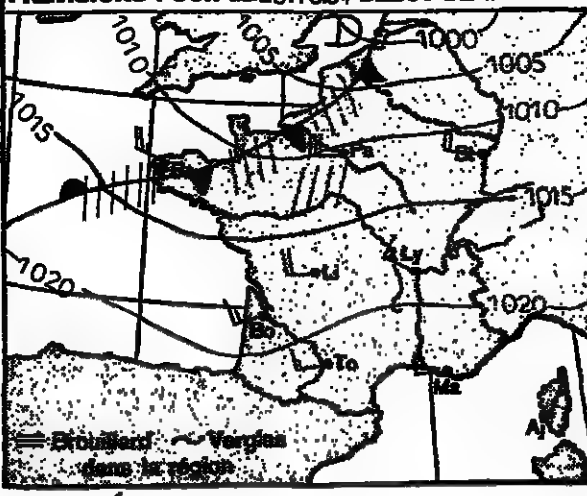
Mardi, la France sera partagée en deux. Au nord d'une ligne Bordeaux-Genève, temps très nuageux ou couvert avec de petites pluies intermittentes ou des bruines. Les pluies se renforceraient au sud de la Loire. Les températures maximales descendront à 8° sur l'Est mais resteront voisines de 12° sur l'Ouest. Au milieu de l'après-midi pas plus de 14 à 17°. En Méditerranée, le vent d'ouest à sud-ouest soufflera assez fort en rafales.

Sur les régions au sud de Bordeaux-Genève, nuages passagers un peu plus abondants dans l'intérieur le matin. De belles éclaircies en cours de journée. Les températures au lever du jour seront voisines de 10° sur les côtes mais descendront à 3 ou 4° dans l'intérieur. Au meilleur moment de la journée, 18 à 19° et même légèrement plus de 20° au bord de Méditerranée.

La pression atmosphérique redra au niveau de la mer était, à Paris, le 22 octobre à 7 heures, de 1 024,8 millibars, soit 765,7 millimètres de mercure.

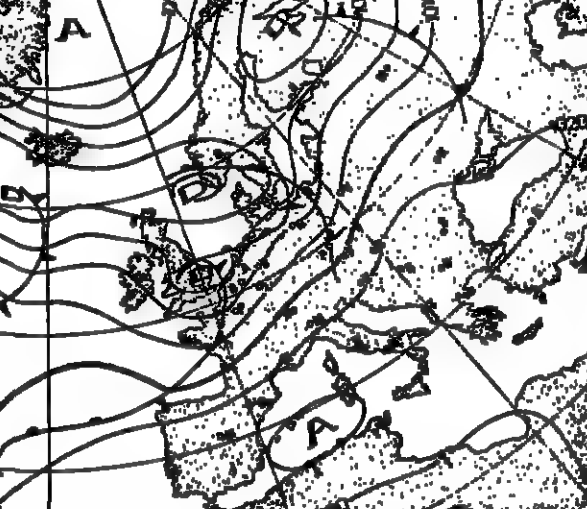
Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 21 octobre ; le second, le minimum de la nuit du 21 octobre au 22 octobre) : Ajaccio, 21 et 10 degrés ; Biarritz, 16 et 7 ; Bordeaux, 16 et 6 ; Brest, 15 et 6 ; Clermont, 15 et 4 ; Caen, 15 et 11 ; Cherbourg, 13 et 10 ;

PRÉVISIONS POUR LE 23.10.84 DÉBUT DE MATINÉE



Front quasi stationnaire Front chaud Front froid Pluie Brouillard Verges Neige Averses Vent fort Occlusion

PRÉVISIONS POUR LE 23 OCTOBRE A 0 HEURE (GMT)



Clermont-Ferrand, 14 et 1 ; Dijon, 15 et 2 ; Grenoble-St-M.-H., 15 et 4 ; Grenoble-St-Genève, 14 et 2 ; Lille, 13 et 7 ; Lyon, 16 et 4 ; Marseille-Marguare, 19 et 7 ; Nancy, 15 et 4 ; Nantes, 18 et 10 ; Nice-Côte d'Azur, 20 et 13 ; Paris-Montparnasse, 16 et 9 ; Paris-Orly, 14 et 8 ; Pau, 16 et 5 ; Perpignan, 18 et 7 ; Rennes, 16 et 11 ; Strasbourg, 16 et 3 ; Toulon, 16 et 7 ; Toulouse, 16 et 5 ; Rennes-St-Jacques, 11 et 22.

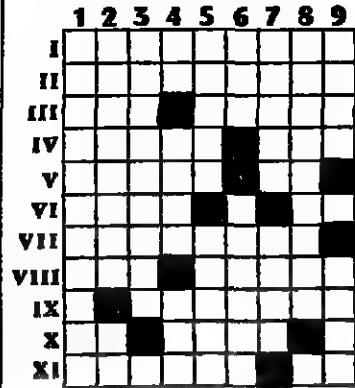
Températures relevées à l'étranger : Alger, 24 et 13 ; Amsterdam, 13 et 8 degrés ; Athènes, 25 et 16 ; Berlin, 11 et 5 ; Bonn, 13 et 3 ; Bruxelles, 12 et 8 ;

Le Caire, 30 et 18 ; San Carlos, 25 et 20 ; Coppenhague, 12 et 7 ; Dakar, 29 et 24 ; Djakarta, 24 et 20 ; Genève, 14 et 3 ; Istanbul, 21 et 15 ; Jérusalem, 22 et 11 ; Lisbonne, 21 et 11 ; Londres, 14 et 11 ; Luxembourg, 10 et 4 ; Madrid, 20 et 5 ; Montréal, 12 et 8 ; Moscou, 14 et 8 ; Nairobi, 27 et 14 ; New-York, 22 et 17 ; Palma-de-Majorque, 22 et 11 ; Rio-de-Janeiro, 23 (maxim.) ; Rome, 20 et 11 ; Stockholm, 11 et 3 ; Toulon, 26 et 16 ; Tunis, 24 et 15.

(Document établi avec le support technique spécial de la météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3824



HORIZONTALEMENT

I. Quand on les serre, on la ferme. — II. Sur lequel on ne peut rien bâtir. — III. Article. Adverbe indiquant qu'il ne faut plus rien jeter. — IV. Se fait parfois en vol. Reste au fond de la pièce. — V. On en tire parfois quelque chose. Préposition. — VI. Cent sous autrefois. Pas amoné. — VII. Groupe d'enzymes. — VIII. Qui a fait son apparition. Doit être parfait pour filer. — IX. Un homme qui ne descend pas pour rien. — X. Mieux que rien. Comme un navire sans chargement. — XI. Très dur. Démonstratif.

VERTICALEMENT

1. On y voit plus clair quand ils sont dissipés. — 2. Une machine pour rendre poli. La moitié de neuf. — 3. Adjectif qui s'applique aux affaires que l'on met de côté. — 4. Interjection. Une certaine somme. De la terre sur une nappe. — 5. Ne conservait pas. Pour fonder sur une nappe. — 6. Une des Cyclades. Pour un phénix, est en rapport avec le plumage. — 7. Conte en Normandie. S'écroule quand elle n'est pas naturelle. — 8. Un homme qui a l'habitude de bêcher. — 9. Un défenseur de roi. Un projet utopique.

Solution du problème n° 3823

Horizontalement

I. Blanchisseuse. — II. Loger. Louvre. OO. — III. Auréole. Ré. Tum. — IV. Sialla. Mère. RER. — V. Pât. Cottage. — VI. Hère. Bateau. Epl. — VII. Ebéniers. Iff. Re. — VIII. Moselle. Clocher. — IX. En. Ende. Rue. — X. Nageras. Atlas. — XI. Dépit. Cheptel. — XII. Réales. Thau. — XIII. Muse. Ouris. — XIV. Enroulé. Jouler. — XV. Sées. Eau. Trac.

Verticalement

1. Blasphème. Dames. — 2. Louise-bonne. Use. — 3. Agréable. Apreté. — 4. Nél. Esprit. Oe. — 5. Croix. Il. Eta. — 6. LS. Bélier. Lire. — 7. De. Caréage. Bu. — 8. SO. Mots. Es. Soir. — 9. Séré. Ce. — 10. Eventail. Ahuri. — 11. Ur. Eau-force. Lot. — 12. Set. Sculpteur. — 13. Urée. Heath. La. — 14. Ote. Pré. Sec. EC. — 15. — Fourrière. Luire.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 21 octobre.

UN DÉCRET

Relatif aux diplômes nationaux de l'enseignement supérieur.

DES ARRÊTÉS

Fixant la réglementation des diplômes d'études spécialisées de médecine de l'option spécialités médicales et de l'option psychiatrie.

Fixant la réglementation des diplômes d'études spécialisées de l'option spécialités chirurgicales.

Fixant la réglementation des diplômes d'études spécialisées complémentaires de médecine.

Modifiant l'arrêté du 26 juillet 1983 fixant la liste des diplômes d'études spécialisées et des diplômes d'études spécialisées complémentaires de médecine.

Fixant la liste des diplômes d'études spécialisées à choix précoce et à choix tardif.

Nouvelle IBM à impression thermique. Le silence. La vitesse.

Découvrez-la dans les points de vente machines à écrire IBM ou téléphonez au numéro vert 16 (05) 27.11.87 (appel gratuit)

Le Monde

sports

AUTOMOBILISME

Niki Lauda champion du monde pour la troisième fois

De notre envoyé spécial

Estoril. — Deuxième, derrière Alain Prost, du Grand Prix du Portugal disputé dimanche 21 octobre sur le circuit d'Estoril, près de Lisbonne, Niki Lauda est devenu champion du monde de formule 1 pour la troisième fois. Déjà vainqueur en 1975 et 1977, le pilote autrichien égale désormais au palmarès du championnat le Britannique Jacky Stewart et l'Américain Jim Clark.

L'Autrichien a remporté, cette saison, cinq Grands Prix (Afrique du Sud, France, Grande-Bretagne, Autriche et Italie). Il s'est classé quatre fois second (Canada, RFA, Pays-Bas, Portugal). Le Français a gagné sept épreuves (Brésil, San-Marino, Monaco, RFA, Pays-Bas, Europe et Portugal). Il a pris une fois la deuxième place en Afrique du Sud. Les deux hommes n'ont pas marqué de points en six occasions. Au total, Niki Lauda compte 72 points et Alain Prost 71,5 points.

En terminant final, Le match entre Niki Lauda et Alain Prost a tenu ses promesses. Une série de championnats du monde des « poids lourds » du pilotage. D'un côté, l'Autrichien, le champion, auréolé des ses 24 victoires en 156 Grands Prix. De l'autre, le Français, son challenger, avec 15 victoires en 72 Grands Prix.

Le combat commence, vendredi 19 octobre, avec les deux stances d'essais qui déterminent la place que chaque pilote occupera sur la grille de départ.

Prost se met en piste. Il réalise un des meilleurs temps. Lauda est encore dans son stand : la piste se met à tomber dru. Il est distancé par le Français et met à l'arrêt. Il est distancé par le Français et met à l'arrêt. Il est distancé par le Français et met à l'arrêt.

Nervosité

Vingt-quatre heures plus tard, Lauda, contrairement à ses habitudes, fume cigarette sur cigarette. Quand il prend le volant il ne freine pas suffisamment au bout d'une ligne droite. Il sort de la piste. Une rumour se répand comme une traînée de poudre : la monoplace de l'Autrichien aurait fait l'objet d'un sabotage, et Ron Dennis, le patron de l'écurie McLaren, verrait d'un bon œil la victoire du Français.

Tout cela n'est pas sérieux ! Dimanche, Niki Lauda prend le départ de la course sur la première ligne. Alain Prost, lui, se retrouve sur la deuxième. Tout semble marcher au mieux pour le Français. La mise au point de la machine se fait méthodiquement. Sa décontraction contraste avec la nervosité

de son adversaire. Lauda a quelques raisons de croire, que le 21 octobre n'est pas son jour. Après avoir réalisé le meilleur temps, devant son rival au cours de l'ultime séance d'essais, il constate que le moteur de sa monoplace laisse échapper de l'eau. L'incident s'est déjà produit en Italie où il avait gagné. Cela ne diminue pas pour autant son anxiété. Les mécaniciens changent le moteur. Lauda s'apprête à vivre la course la plus difficile de sa carrière.

Le départ est donné. Alain Prost ne prend pas tout de suite la tête. Le Britannique Nelson Piquet (Brabham) a été moins rapide que lui, mais le Finlandais Keke Rosberg (Williams) et Nigel Mansell (Lotus) ont réussi à le devancer. Mais, huit tours plus loin, le Français s'installe à la première place. Il ne la quittera plus. Une victoire pour le Français. Pour devenir champion du monde, il ne faut pas que Lauda termine mieux que troisième.

La chevauchée de l'Autrichien

Placé en deuxième position, l'Autrichien a pris un départ moyen. Il a démarré lui-même, le Suédois Johansson (Alfa-Romeo), le Britannique Warwick (Renault), l'Américain Cheever (Alfa-Romeo), l'Américain Albrecht (Ferrari), le Français, Tambay

(Renault), Mansell et l'Italien De Angelis (Lotus), Rosberg, le Brésilien Senne (Toleman). Piquet, qui a déjà fait un tête-à-tête n'est plus un de ses adversaires.

Lauda se lance alors dans une véritable chevauchée fantastique. Cheverer au troisième tour, et Tambay au sixième tour, font les frais du talent de l'Autrichien et de la puissance de sa voiture. Lauda n'a plus qu'un objectif : rejoindre Mansell, qui est deuxième, derrière Alain Prost. Après avoir dépassé le groupe de voitures formé par Johansson, Albrecht, Rosberg et Senne, il s'a plus que trente secondes de retard sur le pilote de la Lotus. Mais l'écart entre les deux voitures semble se stabiliser. Prost est alors virtuellement champion du monde. Mais Lauda a de la chance. Une chance qui tient en la circonstance au malheur de Mansell : le Britannique connaît, en effet, des difficultés de freinage au deuxième tour. Lauda se retrouve à quatre secondes. Et Mansell doit abandonner au tour suivant. Une heure quarante-huit secondes après le début de l'épreuve, Alain Prost sait que le titre lui a échappé. Déconcentré et déçu, il lève mécaniquement le pied de l'accélérateur au point de perdre près de vingt-cinq secondes. Le Français dira plus tard : « c'est la dernière année que je perde le titre mondial. Je le méritais pourtant. Cela devient une habitude ».

GILLES MARTINEAU.

Le retour du virtuose

De notre envoyé spécial

Estoril. — Silhouette furtive et voûtée, il promène sur tous les circuits du monde un air morose. De temps à autre, il se laisse aller à sourire au hasard d'une conversation. Mais il porte sur lui les stigmates de la souffrance. Niki Lauda, à trente-cinq ans. C'était un jeune premier autrichien jouissant de la gloire d'un premier titre mondial lorsqu'il faillit payer de sa vie les risques d'un pilote au volant d'une Formule 1. Sa Ferrari fait, le 1^{er} août 1976, sur le circuit de Nürburgring (RFA) un tête-à-tête spectaculaire. Dérapage, choc, explosion. Gravement brûlé, Lauda a été transporté à l'hôpital sans que les médecins aient laissé beaucoup d'espoir. Un prêtre lui a donné l'extrême-onction. Mais il s'est écrié à la vie.

Moins de six semaines après son terrible accident, Lauda, défiguré, a pris de nouveau le volant d'une monoplace et fait jeu égal avec ses plus brillants adversaires. Le commanditaire Enzo Ferrari a dit plus tard : « Niki a réussi, à Monza, la plus belle course de sa carrière. Il a vaincu sa peur ».

Étonnant destin. Lauda n'a même pas pris le temps de passer entre les mains d'un chirurgien esthétique : « Après des greffes de peau autour des yeux, on m'a proposé d'autres interventions. Nouveaux cils, nouvelle plantation de cheveux, nouvelle oreille. J'ai refusé. C'était coûteux. La suite des opérations n'était pas garantie. Enfin, je me trouvais très bien avec ce visage ».

Pourtant, alors que tout le monde applaudissait son courage et son talent, le champion autrichien a commencé à douter. Première alerte, le 24 octobre 1976, sur le circuit du mont Fuji (Japon). La pluie a rendu la piste dangereuse. Lauda a effectué

deux tours, puis a abandonné. Il a ainsi cédé le titre au Britannique James Hunt. L'année suivante, il a semblé avoir retrouvé tous ses moyens : il a gagné trois grands prix et est devenu, pour la deuxième fois, champion du monde.

Mais l'Autrichien n'est plus à son aise dans le monde de la Formule 1. Brouillé avec Enzo Ferrari, il a signé, en 1978, un contrat avec Brabham. Il a gagné deux courses cette année-là. Cependant, le malaise n'a fait que croître. En septembre 1979, au Grand Prix du Canada, il a décidé d'arrêter pendant les essais. « Le DC 10 n'a pas pu quitter les ateliers de montage américains. En même temps que les difficultés financières ont commencé, le fisc

dépasse leurs limites. Mais, qu'est-ce que cela veut dire de tourner en rond sur un circuit pendant des heures ? »

Lauda s'est découvert une nouvelle passion : l'aviation. Il a créé sa propre compagnie aérienne. Une entreprise prospère. Lauda Air a employé jusqu'à trente personnes. La flotte a compté un petit Falcon puis deux Fokker, Lauda a même commandé un DC 10. Mais le transport aérien a bientôt été touché par la crise économique. Les compagnies privées ont vu diminuer la concurrence des compagnies nationales. Le DC 10 n'a pas pu quitter les ateliers de montage américains.

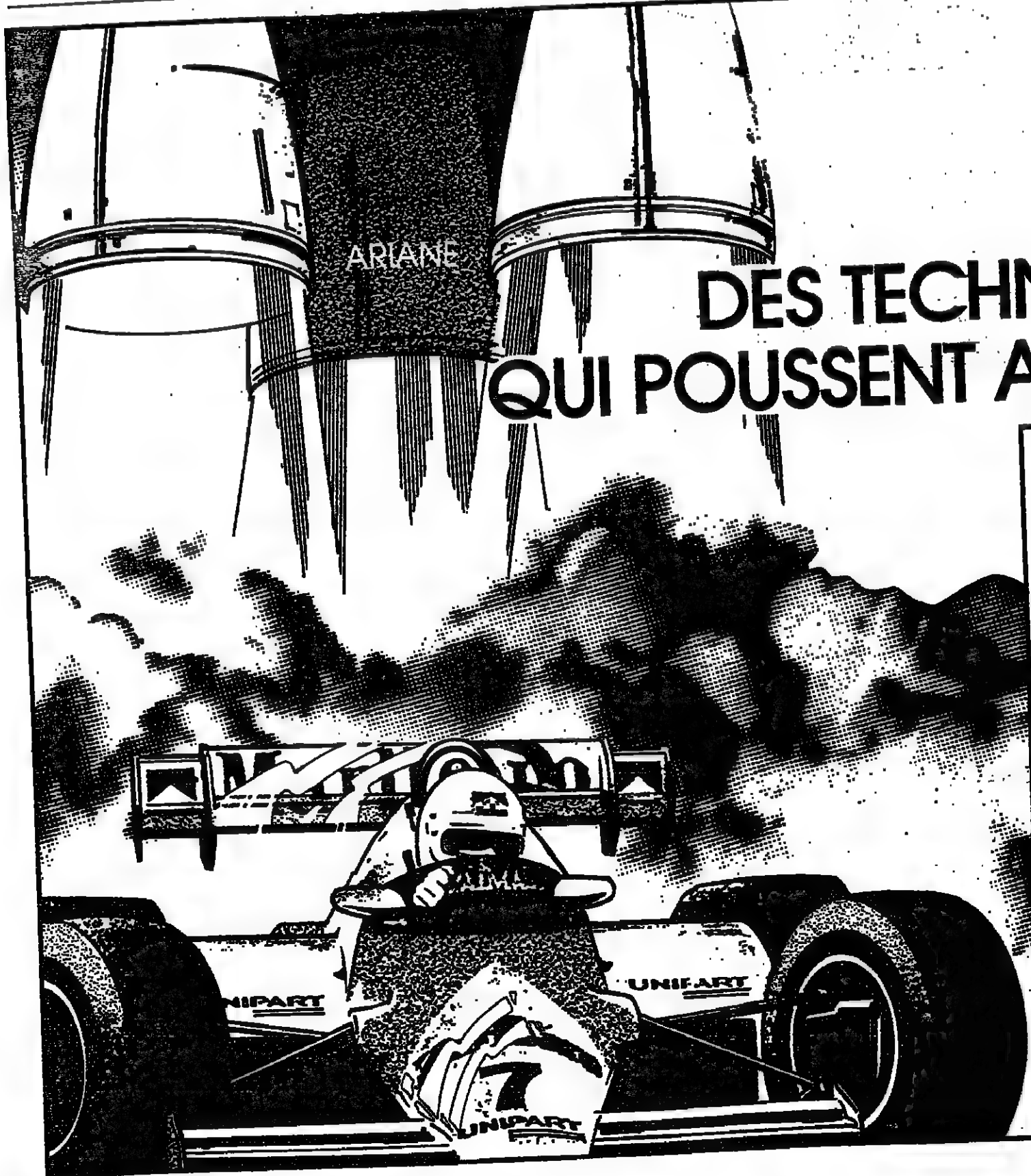
En même temps que les difficultés financières ont commencé, le fisc

autrichien s'est intéressé aux comptes de l'entreprise : à la fin de 1980, il a réclamé 600 000 dollars à Lauda. Lassé des tracasseries, celui-ci a quitté Hof, près de Salzbourg pour s'installer à Ibiza. Découragé, dans une situation financière difficile, l'Autrichien a songé naturellement à reprendre le volant d'une Formule 1. Il a reçu de nombreuses propositions. La question était de savoir si le meilleur pilote des années 74-76 avait encore le goût de la lutte et de la victoire. C'était un défi. Il l'a relevé. En 1982, il a signé avec McLaren un contrat d'un montant de 2 millions de dollars. En sus, il a accepté de monter deux fois la victoire et à terminer cinquième du championnat du monde. En 1983, le moteur atmosphérique ne peut rien contre les

« turbos », mais avec la Porsche il remonte en première ligne cette saison. En même temps qu'il revenait au premier plan, Lauda s'est aussi imposé face à la Fédération internationale du sport automobile dans un conflit qui avait pour objet la sécurité des pilotes. L'influence qu'il a exercée sur ses collègues, sa parfaite connaissance des problèmes de l'automobile et son expérience — il a disputé 156 grands prix — ont donné de lui l'image d'un homme responsable.

Il a désormais rejoint au palmarès de la Formule 1 des champions aussi prestigieux que le Britannique Jacky Stewart et l'Américain Jim Clark. Avec cinq victoires, Jean-Marie Pange demeure intouchable. Lauda dit à ce sujet : « L'Argentin représente un cas particulier. Ses titres mondiaux, il les a seulement acquis sur sept ou huit épreuves ».

G. M.



DES TECHNIQUES QUI POUSSENT A LA VICTOIRE

CHAMPION DU MONDE 84, LES FREINS CARBONE SEP SUR FORMULE 1 MARLBORO MC LAREN.

Rusée, 3000°C en sortie de tuyère. Un matériau résiste, le composite carbone-carbone développé par la SEP.

Formule 1 Marlboro Mc Laren : 1000°C sur les disques. Un freinage à la limite toutes les 10 secondes, 300 km de course. Un matériau gagne, le composite carbone-carbone développé par la SEP.

A travers chacune de ces victoires, le leader européen de la propulsion atteint son objectif : être le meilleur.

Société Européenne de Propulsion
Tour Roussel Nobel Cedex n° 3
92080 PARIS LA DÉFENSE
Tél. (1) 767.40.00

SEP

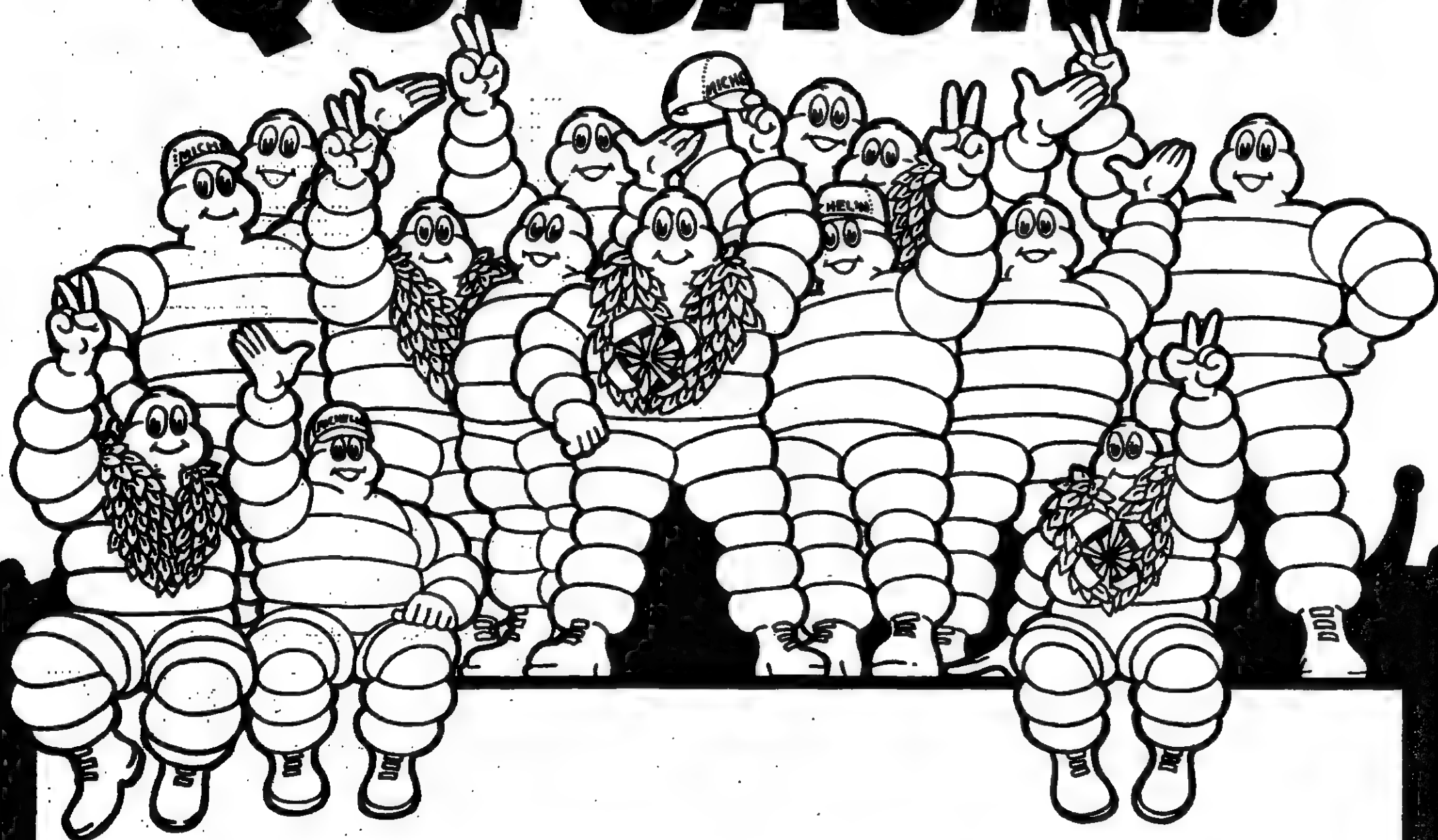
Les techniques de l'espace pour gagner sur terre.

Système Concorde et associé

Char

هكذا من الصعب

MICHELIN LA TECHNIQUE QUI GAGNE.



Champion du Monde des Pilotes de Formule 1 - Niki Lauda
Champion du Monde des Constructeurs de Formule 1 - Marlboro - Mc Laren - Tag - Michelin
Champion du Monde des Rallyes - Audi - Michelin
Champion du Monde Moto 80 cm³ - Stefan Dorflinger - Zündapp - Michelin
Champion du Monde Moto 125 cm³ - Angel Nieto - Garelli - Michelin
Champion du Monde Moto 250 cm³ - Christian Sarron - Yamaha - Michelin
Champion du Monde Moto des Constructeurs 500 cm³ - Honda - Michelin
Champion du Monde Moto Endurance - Igoa - Coudray - Honda - Michelin
Champion du Monde Moto Trial - Eddy Lejeune - Honda - Michelin
Champion d'Europe de Formule 2 - Mike Thackwell - Ralt - Honda - Michelin

MICHELIN

SPORTS

LE CHAMPIONNAT DU MONDE DE FORMULE 1

McLaren : le meilleur rapport châssis-moteur-pneumatique

Estoril. - Créée en 1966 par le pilote néo-zélandais Bruce McLaren qui s'est tué en 1970 au cours d'un essai privé, l'écurie McLaren a été rachetée par un Britannique nommé Teddy Meyer. Le patron est, aujourd'hui, un autre Britannique, Ron Dennis, un ancien mécanicien qui s'est assuré la collaboration d'un ingénieur talentueux, également britannique, John Barnard.

A la fin de 1980, les deux hommes projetaient de construire une monoplace en fibre de carbone. Un an plus tard, la première monoplace MP4 voit le jour, grâce à Marlboro, puissant commanditaire qui finance en partie l'écurie. Cette voiture est équipée d'un moteur atmosphérique Ford-Cosworth. Elle ne pourra cependant jamais jouer les premiers rôles. La formule 1 est désormais dominée par le moteur turbocompressé. Ron Dennis signe alors, en

De notre envoyé spécial

1982, un accord avec le constructeur allemand Porsche pour la fourniture d'un moteur suralimenté.

Les choses ne traînent pas. En 1983 sort des ateliers McLaren la MP4 n° 2. Elle participe aux Pays-Bas à son premier Grand Prix.

Son pilote, Niki Lauda, est alors formel : « La voiture sera compétitive en 1984 ». Six mois plus tard, Alain Prost est plus enthousiaste à Rio-de-Janeiro : « Je donne une course à cette McLaren pour être au meilleur niveau. Le moteur Porsche est en effet fantastique ».

On connaît la suite. Les deux pilotes ont gagné douze des seize grands prix de la saison, réduisant leurs adversaires à un rôle de figurant.

Une petite entreprise de quatre-vingts personnes, dont le budget

s'est élevé cette année, à 90 millions de francs, a dominé des constructeurs aussi importants que Renault, voire Ferrari. L'histoire, pour une fois, se répète un an après la victoire d'une autre écurie britannique, Brabham, dans le championnat du monde. Ce n'est pas tout à fait un hasard. Gordon Murray, ingénieur de cette dernière équipe, aime à dire qu'une écurie de formule 1 est le résultat d'une organisation efficace, d'un moteur fiable, d'un bon châssis et de pneumatiques performants. Ce sont là précisément les qualités de McLaren.

La première monoplace avait déjà une bonne tenue de route et un appui efficace; elle était rapide en ligne droite et dans les virages. Ainsi John Barnard n'a pas eu à la reconstruire quand il a pris possession du moteur suralimenté. Il s'est contenté d'allonger l'épave pour modifier la répartition des masses et loger le réservoir d'essence de 220 litres imposé par la nouvelle réglementation. Financé par le groupe Techniques d'Avancée (TAG) de M. Mansour Ojeda, fils de l'homme d'affaires saoudien Akram Ojeda, le moteur Porsche, dont une vingtaine d'entreprises ont été construites pour la saison 1984, aurait coûté de 700 000 à 900 000 F l'unité. Son étendue serait revenue à près de 20 millions de francs. Contrairement aux Renault et aux Brabham, issues de la formule 2, il a été conçu pour la formule 1. Il est puissant et économique. Son constructeur s'entretient, en outre, des relations privilégiées avec les entreprises, également allemandes, KKK et Bosch, qui mettent respectivement au point des turbines et de l'injection électronique.

McLaren a fait aussi appel d'une part à la société américaine Hercules pour la fabrication de ses châssis en fibre de carbone, selon des techniques empruntées à l'aéronautique, d'autre part à la Société européenne de produits (SEP), qui est française, pour la fourniture de freins également en carbone (1), plus légers et plus efficaces à haute température que les freins en acier.

Douté de pneumatiques Michelin à carcasse radiale, la monoplace, conduite par les deux meilleurs pilotes du circuit, est devenue championne du monde. Faut-il vraiment s'en étonner ?

(1) La SEP équipe également les Renault, les Brabham, les Lotus, les Williams.

En 1978, cinq Français sont classés dans le championnat du monde : Didier 9^e, Laiffe 9^e, Tambay 13^e, Pironi 15^e et Jabouille 17^e, mais la malchance est toujours là : Patrick Depailler se tue en 1980 au cours d'essais privés avant le Grand Prix de RFA; Didier Pironi est gravement blessé à Hockenheim en 1982 alors qu'il dominait la saison au volant de sa Ferrari.

Alain Prost lui, a échappé à l'accident dramatique, mais il a raté le titre deux fois de suite pour d'infimes détails. A Monaco, cette année il n'a par exemple marqué que la moitié des points parce que la course a été interrompue en raison de la pluie alors qu'il était en tête.

Rouge et blanc : les couleurs du commanditaire

De notre envoyé spécial

Estoril. - Le groupe américain Philip Morris est une société multinationale qui emploie soixante-douze mille personnes dans le monde et réalise un chiffre d'affaires de 13 milliards de dollars. Son siège est établi à New-York.

Fabricant de cent quarante marques de cigarettes, dont Marlboro est le produit fort, il détient 9,36 du marché mondial, contre la société Miller, deuxième brasseur américain, et Seven up, troisième boisson non alcoolisée américaine. Depuis 1972, Philip Morris consacre une part importante de son chiffre d'affaires au sponsoring. Selon le magazine américain Newsweek, ce chiffre serait de 35 milliards de dollars.

On s'aperçoit sur les circuits de formule 1, la société finance

l'écurie McLaren (de 40 à 45 millions de francs), dont les monoplaces portent les couleurs rouge et blanc de la marque. Elle assure aussi le paiement des contrats de deux pilotes de Ferrari. Elle a réuni au sein d'une écurie de pilotes une dizaine des meilleurs conducteurs : Arnoux, Prost, Tambay, Alboreto, Rosberg, Lauda, etc... Elle a créé, en 1978, une bourse des pilotes dont l'objectif est de permettre à des jeunes de gravir les échelons qui mènent à la formule 1. Elle finance aussi l'écurie française de formule 2 Martini.

Philip Morris développe en outre une action en faveur de la musique et du cinéma.

G. M.

La malchance des Français

Pour la deuxième année consécutive, Alain Prost doit se contenter de la deuxième place du championnat du monde de Formule 1. La plus mauvaise. Celle des regrets. En 1983, le Brésilien Nelson Piquet (Brabham BMW) avait précédé de deux points (59 contre 57). Cette saison, son propre coéquipier lui a « souflé » la couronne mondiale pour... 0,5 point (72 contre 71,5). Le sort semble s'acharner sur Alain Prost et sur les pilotes français.

Depuis 1950, année du premier championnat du monde de F1, aucun Français n'est parvenu à décrocher ce titre, de Louis Rosier à Maurice Trintignant, en passant par Robert Manzon et Jean Behra.

Les années 60, furent encore plus noires pour les pilotes français, absents des classements mondiaux. Vide que les deux points acquis par Maurice Trintignant, en 1964, et « le » point obtenu par un Guy Ligier, en 1967, ne combleraient pas.

Il fallut attendre 1968 pour voir enfin la F1 française prendre son essor sous l'impulsion de Jean-Pierre Beltoise. Celui-ci fut bientôt imité...

et dépassé par François Cevert, le premier à se hisser sur le podium d'un championnat du monde (3^e en 1971) malheureusement il devait trouver la mort lors des essais à Watkins Glen (E-U) en 1973. Patrick Depailler et Jacques Laffite assurèrent la relève, bientôt suivis de Tambay, Arnoux, Jarier, Jabouille et Pironi.

En 1978, cinq Français sont classés dans le championnat du monde : Didier 9^e, Laiffe 9^e, Tambay 13^e, Pironi 15^e et Jabouille 17^e, mais la malchance est toujours là : Patrick Depailler se tue en 1980 au cours d'essais privés avant le Grand Prix de RFA; Didier Pironi est gravement blessé à Hockenheim en 1982 alors qu'il dominait la saison au volant de sa Ferrari.

Alain Prost lui, a échappé à l'accident dramatique, mais il a raté le titre deux fois de suite pour d'infimes détails. A Monaco, cette année il n'a par exemple marqué que la moitié des points parce que la course a été interrompue en raison de la pluie alors qu'il était en tête.

LES CLASSEMENTS

GRAND PRIX D'ESTORIL

1. Alain Prost (Fra., McLaren Tag), les 304.500 km en 1 h 41 min. 11 sec. 753 (moyenne : 180.540 km/h); 2. Niki Lauda (Aut., McLaren Tag) à 13 sec. 425; 3. Ayton Senna (Bré., Toleman Hart) à 20 sec. 042; 4. Michele Alboreto (Ita., Ferrari) à 20 sec. 317; 5. Elio de Angelis (Ita.-Lotus Renault) à 1 min. 32 sec. 169; 6. Nelson Piquet (Bré., Brabham BMW); 7. Patrick Tambay (Fra., Renault Elf); 8. Riccardo Patrese (Ita., Alfa Romeo); 9. René Arnoux (Fra., Ferrari); 10. Manfred Winkelhock (RFA, Brabham BMW); 11. Stefan Johansson (Sué., Toleman Hart); 12. Andrea de Cesaris (Ita., Ligier Renault) tous à un tour; 13. Gerhard Berger (Aut., ATS BMW) à deux tours; 14. Jacques Laffite (Fra., Williams Honda) à trois tours; 15. Mauro Baldi (Ita., Spirit Hart) à quatre tours; 16. Jo Gartner (Aut., Osella Alfa Romeo) à cinq tours; 17. Eddie Cheever (E-U., Alfa Romeo) à six tours (les autres concurrents n'ont pas été classés).

CHAMPIONNAT DU MONDE DES CONSTRUCTEURS

1. McLaren 143,5 points; 2. Ferrari 57,5; 3. Lotus 47; 4. Brabham 38; 5. Renault 34; 6. Williams 25,5; 7. Toleman 16; 8. Alfa Romeo 11; 9. Arrows-BMW 5; 10. Ligier 3; 11. Osella 2; 12. Arrows-Ford 1.

CHAMPIONNAT DU MONDE DES PILOTES

1. Niki Lauda (Aut.) 72 points; 2. Alain Prost (Fra.) 71,5; 3. Elio de Angelis (Ita.) 34; 4. Michele Alboreto (Ita.) 30,5; 5. Nelson Piquet (Bré.) 29; 6. René Arnoux (Fra.) 27; 7. Derek Warwick (G.-B.) 23; 8. Keke Rosberg (Fin.) 20,5; 9. Nigel Mansell (G.-B.) et Ayton Senna (Bré.) 13; 11. Patrick Tambay (Fra.) 11; 12. Tio Fabi (Ita.) 9; 13. Riccardo Patrese (Ita.) 8; 14. Jacques Laffite (Fra.) et Thierry Boutsen (Bel.) 5; 16. Eddie Cheever (E-U.), Stefan Johansson (Sué.) et Andrea de Cesaris (Ita.) 3; 19. Piercarlo Ghinzani (Ita.) 2; 20. Marc Surer (Sui.) 1.

(Publicité)

LE LIVRE D'OR DU BASKET 1984

(Olivier Furon)

Pour la troisième année consécutive, un club français remporte la coupe Korać. Après le CSP de Limoges, voici donc l'EB Orthez au sommet du basket européen, c'est un grand exploit. LE LIVRE D'OR DU BASKET 1984, l'ouvrage désormais traditionnel d'Olivier Furon, retrace en priorité la belle aventure des Ortheziens. Mais LE LIVRE D'OR DU BASKET 1984 s'agit aussi des autres. Toute la campagne olympique des basketballeurs tricolores est analysée avec précision et minutie dans la lumière de l'événement. Avant la déception de Los Angeles, il y a eu tellement de promesses... La montée vers les sommets internationaux est une entreprise délicate et patiente. C'est ce qu'explique Jean Lucet, l'entraîneur national, dans sa préface. Il trace les contours d'une nouvelle politique.

Indispensable contribution à l'histoire du basket moderne, LE LIVRE D'OR DU BASKET 1984 ne néglige aucun des événements qui forment la vie du basket français.

Prix : 80 F.

Editions SOLAR

LES AUTRES RESULTATS

Athlétisme

MARATHON DE CHICAGO

Le Britannique Steve Jones, vainqueur, a gagné, le 21 octobre, le Marathon de Chicago dans le 20 000 dollars au vainqueur, en établissant une nouvelle meilleure performance mondiale : il a couru les 42,195 km en 2 h 8 m 5 s, soit 8 secondes de moins que l'Américain Alberto Salazar, en 1981, à l'occasion du Marathon de New-York. Il a précédé le champion olympique Carlos Lopez de 1 minute et le champion du monde Rob de Castella de 1 m 3 s.

Automobilisme

CHAMPIONNAT D'EUROPE DE FORMULE 3

L'Espagnol Juan Dominguez (Ralt R3 Volkswagen) a gagné, le 21 octobre, le Grand Prix de Jarama (Espagne) de formule 3, derrière l'Espagnol comptant pour le championnat d'Europe, dont il a pris la deuxième place du classement final derrière l'Italien Ivan Capelli (Martini M&K Alfa Romeo), troisième à Jarama.

Bobs

CHAMPIONNAT DU MONDE DES POIDS MOYENS

Vainqueur de l'Américain d'origine argentine Munafio Hamko, le 19 octobre, en cours d'un combat organisé par la World Boxing Association (WBA), pour le titre mondial des poids moyens, « Maroules » Marvin Hagler a été battu, le 20 octobre, de ce titre par le Mexicain (WBC) : cette organisation a autorisé plus, désormais, que les combats en douze reprises, alors que le champion Hagler-Hamko avait été concis en quinze rounds.

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE Nationaux 1

(Quatrième tour aller)
*IA Vichy b. Caen BC 95-75
*OL Antibes b. ES Avignon 101-89
*SCM Le Mans b. Tours BC 101-79
*ES Orthez b. Mulhouse BC 82-80
AS Villeurbanne b. CSP Limoges 98-91
Challans b. Saint-Etienne 86-85
*Stade Français b. AS Monaco 100-84
Championnat. - 1. Antibes, Challans, Le Mans, Limoges, Orthez, Stade Français, Villeurbanne, 10 pts; etc.

Football

COUPE DU MONDE 1984

La Yougoslavie a battu, le 20 octobre, à Leipzig, la RDA (3-2), en match éliminatoire pour la Coupe du monde. Les buts ont été marqués par la Yougoslavie par Badzharovic (30'), Votri (51') et Sestic (80'); pour la RDA, par Glomatzky (12') et Ernst (39').

Les deux équipes opèrent dans le groupe 4 avec la France qu'elles affronteront pour la première fois le 6 décembre pour la RDA et le 3 avril 1985 pour la Yougoslavie.

COUPES D'EUROPE

Les adversaires des clubs français en Coupes d'Europe, le 24 octobre, ont eu le comportement suivant lors de leur dernier match :

- Le Dinamo Bucarest, adversaire des Girondins de Bordeaux, en Coupe des champions, a battu l'Intercepteur (4-3) en championnat.
- Le Dynamo Dniepr, adversaire du FC Metz en Coupe des coupes, avait quatre joueurs sélectionnés dans la formation de RDA qui a été battue par la Yougoslavie.

La victoire de Szekesfevar, adversaire du Paris-8G en Coupe de l'UEFA, a pris la tête du championnat de Hongrie en battant le Honvéd Budapest (1-0).

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIERE DIVISION

Après la défaite de Bordeaux face à Lens, le 19 octobre, le FC Nantes, qui a battu le RC Paris, le 20 octobre, au Parc des Princes en match en retard, pour la coupe de la treizième journée de championnat, a désormais le même nombre de points que les Girondins (21) au classement provisoire. Bordeaux conserve cependant une meilleure différence de buts (17) que les Nantes (14).

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE DEUXIEME DIVISION

Groupe A (Onzième journée)
Le Havre b. Reims 2-1
*Red Star b. Amiens 1-0
*Abbeville et Châteauneuf 2-2
*Beaune b. Sedan 2-0
*Rennes b. Stade Français 1-0
*Caen b. Angers 0-0
*Quimper et Valenciennes 0-0
*Dunkerque b. Mulhouse 2-0
*Guingamp et Orléans 1-1
Classement. - 1. Mulhouse, Orléans, 16 pts; 2. Rennes, 15; etc.

Groupe B (Onzième journée)

*Stade de Reims 1-0
*Nîmes et Martignas 2-2
*Lyon b. Valenciennes 1-0
*Grenoble b. Béziers 1-0
*Montpellier b. Caennais-Lisieux 2-0
*Toulon b. Caennais 4-1
*Guingamp et Limoges 1-1
*Nice b. Ales 3-0
*Le Puy et AEP La Roche 1-1
Classement. - 1. Nice, 17 pts; 2. Montpellier, 16; 3. Toulon, 15.

Golf

OPEN DE CANNES-MOUGINS

Le Sud-Africain David Frost a gagné, le 21 octobre, l'Open de Cannes-Mougins, comptant pour le circuit européen, avec 280 coups devant l'Anglais

John Morgan et l'Ecossais Gordon Brand à 282 coups.

Haltérophilie

RECORDS DU MONDE

A l'occasion du tournoi de Belgrade, le Bulgare Naim Suleimanov, dix-huit ans, a amélioré, le 20 octobre, six fois les records mondiaux du monde de sa catégorie : à l'arraché, il a successivement porté le record de 133 kg à 133,5 kg puis 134 kg; à l'épaulé-jeté le record de 170,5 kg est passé à 172,5 kg puis 173 kg; au total olympique le record est monté de 300 kg à 303,5 kg puis 305 kg.

Handball

COUPES D'EUROPE

Les quatre clubs français, qui disputaient le premier tour de Coupe d'Europe, se sont qualifiés pour le deuxième tour à l'issue des matches retour joués les 20 et 21 octobre :

MESSIEURS

Coupe des champions : Pallamano Scandini (Ita.) - *Stade Marseillais, 21-21 (16-24).
Coupe des coupes : *USM Gagny - Krasno Krasn (Aut.), 25-17 (19-24).
Coupe de la Fédération : *USAM Nîmes - HB Barcelon (Lux.), 18-14 (21-18).

DAMES

Coupe des champions : ATV Biele (Sui.) - *Stade Français, 20-22 (10-16).

Hockey sur glace

CHAMPIONNAT DE FRANCE (Septième tour)

*Saint-Gervais b. Gap 4-3
*Megève b. *Tignes 4-3
*Grenoble b. Amiens 8-3
*Villard-de-Lans b. Franc. Volants 4-3
*Briançon b. *Tignes 6-5
Championnat. - 1. *Saint-Gervais, 14 pts; 2. Grenoble, 13; 3. Gap, 9; etc.

Karaté

CHAMPIONNATS DU MONDE

Le Français Emmanuel Pindo est devenu champion du monde de karaté « toutes catégories » en battant, en finale, son compatriote Patrice Ruggiero (6-4), le 21 octobre à l'occasion des compétitions qui ont eu lieu à Maastricht (Pays-Bas). Le vainqueur Serge Sarrailh était troisième des moins de 75 kg; au total l'équipe de France a gagné quatre médailles, dont deux titres, dans ces championnats dominés par les Britanniques qui ont gagné quatre titres.

Rugby

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Groupe A (Cinquième journée)
*Troyes b. Aisne-sur-Aube 13-12
*RCF b. Narbonne 18-12
*Stade toulousain b. Aurillac 47-7
*Montauban b. Carcassonne 26-12
Championnat. - 1. Stade toulousain, 15 pts; 2. Béziers, 13; 3. Aurillac, Montauban, RC Narbonne, Troyes, 11; etc.

Groupe B

*Biarritz b. Le Bouscat 7-6
*Agen b. Hyères 30-9
*Orpère b. Dax 10-6
*Valence b. *Rennes 19-15
*Bègles-Bordeaux b. La Rochelle 9-6
Championnat. - 1. Agen, 13 pts; 2. Biarritz, Orpère, 12, etc.

Groupe C

*Le Crouzet b. Grenoble 20-12
*Brive b. Pau 20-0
*Angoulême et Lourdes 4-4
*Montferrand b. *La Voulte 21-12
*Bagnères b. Bayonne 23-9
Championnat. - 1. Montferrand, 44 pts; 2. Lourdes, 13; 3. Bayonne, 12.

Groupe D

*Mont-de-Marsan b. Tulle 22-12
*Bordeaux-Mérignac b. Nîmes 16-0
*Toulon b. Albi 29-4
*Nice b. Castres 37-0
*Grasse b. Perpignan 37-16
Championnat. - 1. Nice, Toulon, 15; 3. Grasse, 12; etc.

Tennis

TOURNOI DE MELBOURNE

L'Américain Matt Mitchell a gagné le tournoi de Melbourne comptant pour le Grand Prix en battant, en finale, l'Australien Pat Cash, 6-4, 3-6, 6-2.

TOURNOI DE TOKYO

L'Américain Jimmy Connors a gagné le tournoi de Tokyo comptant pour le Grand Prix en battant, en finale, le Tchèque Vladimír Rímský, 6-4, 3-6, 6-0.

TOURNOI DE COLOGNE

Le Suédois Joachim Nystrom a gagné le tournoi de Cologne en battant, en finale, le Tchèque Vladimír Rímský, 7-6, 6-2.

Volley-ball

COUPE DU MONDE DES CLUBS

L'équipe brésilienne Pirelli a gagné, le 20 octobre, la Coupe du monde des clubs en battant (3-2) en finale une autre équipe brésilienne, Bradesco Atlântica.

CHAMPIONNAT DE FRANCE (Deuxième journée)

*Montpellier b. Bordeaux 3-0
*Cannes b. Stade Français 3-1
*Grenoble b. *Stade 3-1
*Amiens b. *Racing CF 3-1
Championnat. - 1. Montpellier UC, 4; 2. Amiens Sports, 3; 3. AS Grenoble, 4.

LOCATION DE VOITURES

Europcar

le Prêt-à-Partir

C'est tout mettre en œuvre pour que vous soyez toujours plus vite et mieux Prêt-à-Partir !

Accueil efficace, formalités simplifiées, choix de plus de 25 modèles de voitures ou de véhicules utilitaires et pour mieux répondre à tous vos besoins location, nous vous offrons kilométrage illimité - simples, clairs, souples, à des prix très compétitifs !

ROUTE VERTE • A partir de 175 F/jour pour une location de 4 jours.

Forfait fin de semaine de 24 h à 4 jours, dégressif à partir du 2^e jour.

ROUTE AZUR • A partir de 265 F/jour pour 3 jours maximum en semaine.

Forfait ville 3 à 6 jours. Tarif spécial pour retour dans une autre ville.

ROUTE ORANGE

Tarifs véhicules utilitaires, de la fourgonnette au 11 tonnes, de 1 heure à 1 an.

Pour connaître la Station Europcar la plus proche vous offrant ces forfaits, téléphonez au Central Réservations (3) 043.82.82.

europcar
location de voitures

هكذا من الأصل

Le Monde

culture

LA MORT DU POÈTE HENRI MICHAUX

L'art de tous les refus

L'homme, d'une intelligence sou-
vent féroce, était tendu et furtif : il
ne se permettait aucune légèreté, et
exigeait des autres une attention
extrême. On n'était jamais à l'aise
en sa présence; mais la fascination
jouait assez vite, dès qu'on s'abaî-
ssait à cette voix un peu rauque,
avec un reste d'accent wallon. Il fal-
lait à la fois le regarder avec fran-
chise et ne pas s'exposer à la moi-
dre familiarité. Il ne s'aimait pas. Et
s'il donnait l'impression de raser les
murs, c'est qu'Henri Michaux se
voilàit assailli. De tous nos écrivains
célèbres, il est le seul à avoir refusé
de paraître en livre de poche. Il
disait, avec rage : « J'ai deux mille
lecteurs. C'est trop. Pourquoi en
aurais-je vingt mille ? ». Il disait
aussi, et la boutade s'adressait à lui-
même : « Belge comme ses pieds ».

On a un peu oublié qu'il fit ses
débutants en pleine vague dadaïste, par
une plaquette, *Les Rêves et la Jambée*,
en 1923, chez un petit édi-
teur aversois. Ces quelques pages,
qu'il reniait, donnaient déjà l'atmo-
sphère générale de toute son œuvre.
C'est un bréviaire de la révolte
contre soi : non pas une protestation
contre la société ou la conscience,
mais contre la constitution physiolo-
gique de l'homme. Pour le Michaux
d'alors, la jambée est intelligente si
elle oppose à son propriétaire une
logique de jambe et non une logique
humaine. Il invente, sans trop le
savoir, un *aberrant physique*, à une
époque où les derniers expression-
nistes allemands appellent la des-
truction de l'humanité. Homme du

nord, Henri Michaux ne se confor-
mait jamais avec les idées en cours à
Paris.

Dans les premiers livres, le soup-
çon se généralise et prend quelque-
fois des allures cosmogoniques. Pour
Michaux, il y a lieu de se méfier de
tous les phénomènes visibles comme
de tous les règnes de la nature, sans
pourtant moraliser. Il ne s'agit pas
de remplacer une vérité - esthéti-
que ou éthique - par une autre.
Tout au plus, pendant le reste des
années 20, le poète accepte-t-il de
faire une part à l'imaginaire, à con-
dition que cet imaginaire ne se
ressemble en rien au merveilleux
surraliste. Le rêve, chez Michaux
en cela, il s'insurge contre les
conceptions d'André Breton - n'est
nullement libérateur : il est épouvan-
table et destructeur.

Si le poète invente, dans les
années 30, un univers peuplé de
monstres ou de tribus sortis de son
cerveau, c'est qu'il admet la lutte
perpétuelle entre la lucidité et le
fantasme, sans que l'une ou l'autre
parvienne à la victoire. Nous
sommes condamnés à servir de
champ clos à nos contradictions,
physiques et métaphysiques. Ainsi,
vingt ans avant Beckett, Plume est-il
un personnage enjôlé entre le sub-
conscient et l'inconscience. Ainsi le
Voyage en Grande Garabagne est-il
une descente dans l'au-delà de l'ima-
ginaire qui n'offre au visionnaire que
des déboires. Ainsi *Un barbare en*
Asie ne permet-il pas à l'Européen
de trouver une patrie plus accepta-
ble que la sienne : l'aliénation est

universelle, sans même constituer
une excuse au renouement. On ne
peut mourir au désespoir ou au sui-
cide. S'il déteste les accommodements,
Michaux rejette aussi les
paroxysmes.

Le combat continue : il ne
convient pas de demander entre
quelles notions précises. Il est latent,
nécessaire et vital à tous moments.
C'est à la fin des années 30 qu'une
dimension nouvelle s'ajoute à l'un-
ivers hérique de Michaux : il multi-
plie les dessins, quelquefois
rehaussés de couleurs. Ce sont des
traits automatiques, presque invo-
lontaires, oniriques et comme tradui-
sant son hostilité foncière. Ils expriment
l'état larvaire de l'homme, de
l'animal et de la plante. Est-ce un
phénomène secondaire et marginal
chez ce grand poète ? Le verbe reste
souverain, mais le dessin hante le
poète : les deux activités ne vont
plus se séparer. Dès la fin des années
40, on devine chez Michaux une
sorte d'insatisfaction dévorante.
Aspire-t-il alors à un équilibre secret
ou à un déséquilibre plus radical ?

Il va, en tout cas, et simultané-
ment, dans deux directions opposées,
non contradictoires. D'abord, dans
Tranches de savoir ou *l'Infinit* *na-*
bulent, il semble faire avec objec-
tivité le point sur ses propres impul-
sions. Au lieu d'écrire des poèmes
proprement dits, il rédige des apho-
rismes, des sentences, des formules
philosophiques, où l'on peut discer-
ner une certaine sympathie pour des
penseurs comme Roger Caillois ou
E. M. Cioran. Michaux aurait-il
envie de s'essayer ? Sans qu'il l'ait
cherché, il a désormais une audi-
ence, qui le gêne mais qu'il ne
peut tout à fait rejeter.

La peinture comme désir de l'inattendu

Henri Michaux (lorsqu'il utilise
l'encre de Chine, l'huile, l'acrylique
ou l'aquarelle) se veut voyageur,
non pas sédentaire ni propriétaire.
Ses dessins et ses tableaux explorent
la « Grande Garabagne » des
formes. Il veut enregistrer ce qu'il
ne domine pas. Car, pour lui, ce qui
est dominé, ce qui est trop connu, est
sans intérêt. Il cherche à peindre
sans maîtrise, sans pouvoir, sans se
fier à une technique unique, à un
projet constant. Il se veut toujours à
moitié étranger à ce qu'il s'inscrit sur
le papier ou la toile.

Jusque vers 1925, il s'est mêlé de
la peinture occidentale, asservie à
l'« encombrante réalité ». Max Ernst
et Paul Klee lui donnent alors un
espoir : on peut, en peinture, aller
ailleurs.

Peindre, pour Henri Michaux,
c'est d'abord se dépayser. Et il fera
confiance au noir, à la nuit. En une
partie de ses œuvres (par exemple
vers 1937) il trace des figures sur ce
fond noir qu'aimait aussi (à l'origine
de la peinture occidentale) la pein-
ture pompéienne. Un de ses livres se
nomme *La nuit remue*. Pour lui, la
nuit bouge, donne naissance à des
êtres « sans mère ». Peindre est
alors, pour lui, faire alliance avec la
nuit et le vide : « Je me suis uni à la
nuit / A la nuit sans limite ».

Une autre manière de se dépayser
(qui peut d'ailleurs s'allier à la pré-
cédente) consiste à accorder à cha-
que ligne une totale autonomie. Il ne
veut la faire dépendre ni d'une autre
ligne ni d'un désir de ressemblance
par rapport au monde de la percep-
tion. « Ligne cellulaire, qui tient à

le rester, à garder ses distances, qui
ne se soumet pas, aveugle, à ce qui
est matériel. Ni dominante ni
accompagnatrice, surtout pas
subordonnée ».

Ce respect de la ligne rend possi-
ble une pratique anarchique et sou-
vent joyeuse du pinceau et de la
plume. Une telle pratique n'est ni
habile ni malsadroite. Elle ne cher-
che ni à plaire ni à déplaire. Mais
elle refuse de vouloir construire, de
vouloir édifier (dans tous les sens
que peut prendre ce mot dange-
reux).

Henri Michaux est hostile à
toutes les élévations : « Mon man-
que de savoir-faire, mon incapacité
à peindre, préservée jusqu'à cet âge
avancé, me permet de me laisser
aller, de laisser aller tout - et sans
me forcer - dans le désordre, dans
la discordance et le gâchis, le mal et
le sens-dessus-dessous, sans malice,
sans retour en arrière, sans reprise,
innocemment ». Michaux ne tient
donc pas à transgresser les lois. Plus
simplement, plus radicalement, il
laisse aller sa main ; il ne cherche
pas à imposer au dessin un ordre
artificiel.

Henri Michaux ne cesse de multi-
plier les signes, de faire et de
défaire, de griffer et caresser toile et
papier en même temps. Cette prati-
que se désire involontaire. Pour lui,
la volonté est la mort de l'art. Ce
n'est pas le travail à ses yeux qui
importe. Il lui préfère l'égarement.
Il cherche à produire « une peinture
pour l'aventure, pour que dure
l'aventure de l'incertain, de l'inat-
tendu ». Un tel art est sans progrès.
Il est aussi sans décadence. Il va
d'éclatements en explosions, souvent
discrètes mais d'autant plus
intenses, d'une violence redoutable
et contenue.

L'explosion des abîmes

Poète-peintre ou poète et pein-
tre ? Henri Michaux peut se réclamer
de cette double appartenance. On ne
saurait pourtant unifier à son actif le
domaine verbal et celui des formes et
des couleurs. Lorsqu'il a fini par des-
siner, le peintre avait derrière lui une
belle réputation d'écrivain. S'il a
littérature, non sans poursuivre au
niveau son travail littéraire, c'est
parce que, pour exprimer l'ineffable,
le langage s'avoue impuissant.
Et pas du premier coup : son refus de
la parole s'est heurté à plus d'un
obstacle avant de lui trouver un sup-
plément.

Dans *Emergences-Réurgences*,
publié en 1972, où il raconte com-
ment il s'est mis progressivement à
peindre pour se « déconditionner »,
Michaux rappelle le choc décisif :
« C'est la peinture chinoise qui m'a
entraîné en profondeur, me converti.
Dès que je la vois, je suis saisi d'un
dérèglement au point de me sentir
déjà mort ».

Que de dessins déchirés, d'essais
avortés ou de titres resurgis sans
cette avant d'exposer des aquarelles
sur fond noir à la galerie Pierre Loeb
en 1935 ! Tous les procédés tentés
les uns après les autres, gouache,
aquarelle - puis tard, plume, sin-
guine, frongé, - lui sont bons pour
arriver à une peinture « surprenan-
te » où reviennent et s'harmonisent
« l'homme et l'homme inouï », les
tourmentés, et des animaux fantas-
tiques. Dès 1944, de l'écriture décou-
lent « d'éclatements des fourmillières
d'homonymes grouillantes, des larves,
des pictogrammes qui forment, selon
Jean Grenier, « un monde miraculeu-
sement cohérent », une chose « ani-
mée d'un tourbillon qui ne connaît
pas de relâche, un tourbillon dirigé ».

Le noir et le blanc régnent en maî-
tres. Pourtant, quand la couleur réap-
paraît, elle se fait plus riche, plus vio-
lente. Dès cette époque, Henri
Michaux s'est jalousement muré
dans sa solitude.

De 1956 à 1980, c'est l'expé-
rience de la mesecine qui lui donne
une véritable secousse : lui qui avait
déjà décrit les effets des hallucino-
gènes ne s'attendait pas à un tel
choc. Ses visions, il les reporte pulvé-
rantes sur le papier, en toute
connaissance de cause. Là aussi, ce
sont des hallucinations préparées,
gouvernées. Michaux a mis en scène
la séance et s'est imprégné de la
lecture de textes illustrés par l'Inde,
l'Indonésie, la Chine. Il en demeure
des séquelles, « un appel à la frag-
mentation ». « Les dessins que je
commence, dit-il, je les vois parfois
se décomposer, se diviser, se diviser
sans fin ». Le nom de dessins de
« désintégration » leur fut donné.
Malgré l'analogie, ils sont plutôt de
régénération.

Car Michaux a renoncé à la dro-
gue, utilisée à vrai dire comme mode
de connaissance et non comme invite

JEAN-MARIE DUMOYER.

TÉMOIGNAGE

Jacques Prévert : « Rencontre »

« L'été dernier - on l'autre, - au coin du pont de l'Archevêché
et du quai de Montebello, je rencontrai Henri Michaux.
Il était seul, il souriait et paraissait étonnamment jeune « pour
son âge », et de la tête aux pieds.
Il avait l'air étonnant, et je craignais d'être indiscret.
Soudain il m'aperçut, me dit bonjour, souriant toujours, mais
d'un tout autre sourire.
Seulement, et simplement, l'heureux sourire d'une vieille et
lucide amitié.
Il faisait beau (...). Nous parlâmes (...) et de soleil et de gouffres,
et de drogues d'aventures, de vieux marchands de coco, de
peinture, de machines, de machines infernales et de machines
divines et d'hélices du vide, de records nucléaires, et d'amis très
anciens.
Mais ni des femmes ni de l'amour.
Pourtant, quelques instants auparavant, c'était peut-être
l'amour qui souriait sur les lèvres de Michaux.
L'amour secret.
Dans ses livres, il se cache éperdument, mais souvent, à qui
aime et sait lire, il saute aux yeux, silencieusement.
Il faisait chaud, l'envie nous vint de boire un verre. Notre-Dame
était de l'autre côté du fleuve, Michaux fit un geste, et M. Plume,
qui nous suivait discrètement mais pas à pas, claqua des doigts.
Un maître d'hôtel siffla et empressé sur des soucoupes volantes
nous servit la consommation des abîmes.
Et nous bûmes à notre santé.
(Ce texte est tiré du numéro des *Cahiers de l'Herne* consacré à Henri
Michaux.)

EXTRAITS

« Il est temps. Viens »

La fortune encore une fois, la fortune à la langue d'huile, ayant
lavé mes blessures, la fortune comme un cheveu qu'on prend
qu'on tresserait avec les siens, m'ayant pris et m'ayant uni indis-
solublement à elle, tout à coup comme déjà je trempais dans la
joie, tout à coup la Mort vint et dit : « Il est temps. Viens ». La
Mort, à tout jamais la Mort maintenant (*Chant de mort Plume*).
..
La pensée avant d'être œuvre est trajet.
N'ait pas honte de passer par des lieux fléaux, indignes, appa-
remment pas faits pour toi.
Celui qui pour garder sa « noblesse » les évite, son savoir aura
toujours l'air d'être resté à mi-distance.
..
Tu peux être tranquille. Il reste du limpide en toi.
En une seule vie tu n'as pas pu tout souiller.
..
Tu tiens vraiment à monter à l'échelle ? Et si c'est pour finir
pendu (*Poteaux d'angle*).
..
L'être sans résistance, sans accident, sans se laisser devenir acci-
denté, s'étend nappé, se volonté en hibernation.
Les étendues les plus considérables, les moins semblables à
l'homme lui conviennent le mieux alors. A nouveau, tout est possi-
ble. Le « sans forme », le « Tout » peut arriver.
Si l'on demeure dans la rêverie. L'active rêverie.
La rêverie toujours à recommencer.
Le recueillement dans la rêverie.
(*Façons d'endormir. Façons d'éveiller*).
..
Visage qui ne dit qui ne rit qui ne dit ni oui ni non.
Monstre.
Ombre.
Visage qui tend, qui va, qui passe, qui lentement vers nous
bourgeoine.
Visage perdu. (*Les inachevés. In La vie dans les plis*).

« Sur le chemin de la mort »

« Quelqu'un qui sort pour en-
trer dans les ténèbres » : ces
mots que la mort d'un ami sug-
gère à Virginia Woolf en 1925,
l'aimerais en faire l'épigraphie de
Henri Michaux. Il était depuis si
longtemps sorti du cadre de la
photo dérobée au public que
lorsqu'il nous parlait, c'était
d'une sidérante voix off, reme-
nant, tout un fillet jeté profond,
l'énigme inouï d'aveux troués :
dans les titres en première per-
sonne de *Qui je fus* (1927) ou de
Ma propriété (1928) se déchi-
fra l'autobiographie de chacun de
nous, mis « face à ce qui se dé-
robe ».

Il s'est toujours tenu à des
années-lumière de lui-même,
dans l'attitude de qui se défie et
fait des apparences qu'il met en
doute la sienne propre : « Je
connais si peu mon visage que si
l'on m'en montrait un du même
genre, je n'en saurais dire la dif-
férence », note Michaux en 1950
dans *Passages*, stoïquement
conscient de la blessure, de la
précarité, de l'ébriération de
toute vie : « On dit que je compte
déjà un certain nombre d'années.
Je n'ai jamais eu dans ma vie
plus de quinze jours. D'une se-
conde à quinze jours, voilà toute
ma vie » (*Ecuador*, 1929). Un tel
homme est comme dans une per-
pétuelle alarme, dans une insom-
nie discontinue, menacé qu'il se
sent d'être englouti par les dé-
chirures du tissu quotidien.
Alors, il fouille, il scrute derrière
les masques et les manques pour
révéler, pour enlever cette en-
voûte et cette toile qu'exprime
l'admirable poème « La grande
combustion dans Qui je fus » :
« On s'étonne, on s'étonne, on
s'étonne
Et on vous regarde,
On cherche aussi, nous autres, le
Grand Secret ».

Est-ce parce qu'il traque le
Secret ? Michaux apparaît aux
yeux de ceux qui le croient
comme un homme surgi de cet

Les hallucinations de la mesecine

S'il devient ainsi un classique, il
faut par ailleurs qu'il continue son
enquête sur l'homme. S'il ne peut
accéder à ses mystères par des voies
directes, il ira à leur rencontre en
prenant une drogue : la mesecine,
dont il prétend qu'elle décuple les
caractéristiques de l'espèce sans les
déformer. *Misérable Miracle* est le
résultat de cette enquête. Elle per-
met à Michaux de s'effondrer dans
un autre domaine, le dessin exécuté
en état de soumission à cette dro-
gue : sinogrammes et électrocardio-
grammes de l'esprit, voire de l'âme,
il elle existe, Michaux a beaucoup
protégé, beaucoup aimé, beaucoup
ricané : désormais il tient à savoir, et
à communiquer sa science. Est-ce
une gageure et, en fin de compte, un
intime leurre ? Ce qui demeure
passionnant, c'est que la person-
nalité de Michaux oscille entre ces so-
licitations. Les pouvoirs magiques
du verbe peuvent-ils donner
l'impression d'une conquête, à la fois
méthodique et comme sacrée ?

L'ambiguïté ne cessera plus. Les
longues années qui lui restent à
vivre, Michaux les consacre à des
activités où la part littéraire ne peut
se distinguer de la part picturale.
Ses écrits se raréfient mais gagnent
en densité, comme si l'éloquence de
ses débuts lui tendait des pièges à
éviter. L'état second l'intéresse
autant que la lucidité. Ses dessins
l'émerveillent : les jambes, les
traits rapides, les micrographes sont
aussi des rêves fournis de
hommes-insectes nés du sang, de la
chair et de l'encre. Il ne faut pas
rationaliser cette hallucination
froide et hostile. Il y a du sorcier
méprisant chez Michaux. On doit
songer à un William Blake
mécréant, dont les moindres textes
pénètrent sous notre peau : un poète
de haute épideémie.

ALAIN BOSQUET.

Points de repère

- 24 mai 1899. - Naissance à Namur dans une famille bourgeoise. Son père est arménien et sa mère wallonne.
- 1906-1910. - Passe cinq ans dans un pensionnat en flamand où il fait ses études en flamand.
- 1911-1914. - Étudie chez les jésuites à Bruxelles.
- 1919. - Commence des études de médecine qu'il abandonne rapidement.
- 1920. - S'engage comme médecin à Boulogne-sur-Mer. Va au Brésil.
- 1921. - Vit de petits métiers à Marseille.
- 1922. - S'installe à Paris. Commence à écrire après avoir lu Lautréamont. *Cas de folie circulaire. Les idées philosophiques de « Qui je fus »* dans la revue *Le Disque vert* (Bruxelles).
- 1923. - *Fable des origines* (Disque vert). *Le Rêve et les Jambes* (Cairn, Bruxelles).
- 1927. - Voyage d'un an en Equateur. *Qui je fus* (NRF).
- 1929. - Mort de son père, puis de sa mère. Voyages en Turquie, Italie, Afrique du Nord.
- 1930-1931. - Voyage en Orient (Inde, Indonésie, Chine). *Un certain Plume* (Éditions du Carrefour), *La nuit remue* (NRF).
- 1932. - Vit à Lisbonne et à Paris. *Un barbare en Asie* (NRF).
- 1935. - Montevideo. Buenos-Aires.
- 1936. - Voyage en Grande Garabagne (NRF).
- 1937. - Commence à dessiner. *Plume, précédé de L'instinct intérieur* (NRF).
- 1939. - Brétil.
- 1941-1942. - Vit au Lavandou avec celle qui sera bientôt sa femme. *Au pays de la magie* (NRF).
- 1943. - Retour à Paris. *Exorcismes* (Éditions R. Godet).
- 1944. - Mort de son frère. *Labyrinthes* (R. Godet), *L'Espace du dedans* (NRF).
- 1945. - *Épreuves, Exorcismes* (NRF). Sa femme contracte la tuberculose.
- 1946. - *Apparitions* (« Point du jour »), *Id. Poddema* (Mermod, Lussigny).
- 1948. - Mort de sa femme, brisée accidentellement. *Aliments* (*Voyage en Grande Garabagne, Au pays de la magie, Id. Poddema*) (NRF). *Mémoires* (Point du jour).
- 1949. - *La Vie dans les plis* (NRF).
- 1950. - *Passages* (« Point du jour », NRF).
- 1951. - *Mouvements*, dessins accompagnés de textes (« Point du jour », NRF).
- 1952. - *Naturalisé français*.
- 1954. - Premières expériences de la mesecine. *Misérable Miracle* (Éditions du Rocher, Monaco).
- 1957. - Expositions aux États-Unis, Rome et Londres. *L'Infinit turbulent* (Mercure de France).
- 1958. - *Quelques renseignements sur cinquante-neuf années d'existence*.
- 1959. - *Paix dans les brisements* (Karl Klincks, Paris).
- 1961. - *Connaissance par les gouffres* (« Point du jour », NRF).
- 1965. - Exposition au Musée d'Art moderne. Reçoit le Grand Prix national des lettres, qu'il refuse.
- 1966. - *Les Grandes Épreuves de l'esprit* (« Point du jour », NRF).
- 1967. - *Vers la complétude* (Slatkine et Dessaltes), GLM.
- 1968. - Son film *Images d'un monde visionnaire* est interdit.
- 1970. - *Façons d'éveiller, façons d'endormir* (Gallimard).
- 1973. - *Bras cassé* (Fata Morgana), *Moments* (Gallimard).
- 1976. - *Face à ce qui se dérobe* (Gallimard). Rétrospective à la galerie Maeght.
- 1978. - Rétrospective au Centre Beaubourg.
- 1981. - *Poteaux d'angle* (Gallimard).
- 1984. - *Le jardin exalte. Les Commencements* (Fata Morgana).
- En mars 1985, Gallimard publiera un recueil posthume de prose poétique faisant suite à *Chemins cherchés chemins perdus* et à *Poteaux d'angle : Déplacements, déplacements*.

SPECTACLES

LA DISPARITION DE PIERRE KAST

L'exigence du style

Le cinéaste Pierre Kast est mort des suites d'un accident cardiaque le 20 octobre. Il était âgé de soixante-trois ans. Pierre Kast, qui tournait à Rome un film pour la télévision (*Herbe rouge*, d'après Boris Vian), est décédé à bord d'un avion militaire qui le ramenait en France.

Pierre Kast, cinéaste singulier : ainsi l'a défini le réalisateur Jacques Doniol-Valcroze, qui le connaissait très bien. Et c'est vrai. Quelqu'un l'a associé à la Nouvelle vague, au verbe écrit dans les Cahiers du cinéma et commencé le tournage du *Bel âge* en mai 1958, bien qu'on ait relevé chez lui, comme chez Eric Rohmer, un goût du dialogue littéraire, une passion pour l'utopie et la science-fiction, tout cela ne conjuguant, parfois, pour déconstruire les critiques.

Pierre Kast aimait passionnément le Portugal et le Brésil dont les paysages ont souvent passé dans ses films, peuplés de jolies femmes. Il s'était tracé un territoire géographique et idéologique par lequel il explorait, en écrivant ses scénarios, en filmant, l'évolution de l'homme dans la civilisation. Il connut, souvent, des difficultés de production et de tournage. C'est à l'ensemble de son œuvre qu'on peut le juger et non sur telle ou telle réussite ou tel ou tel échec.

Né à Paris, le 22 septembre 1920, Pierre Kast, issu d'une famille protestante, fait ses études à l'école réformée de l'Oratoire, au lycée Henri-IV, à la Sorbonne, sous l'occupation, il entre dans la Résistance, il est secrétaire national des étudiants de communistes. En 1945, il tient une chronique de cinéma à *Action*, dans la rubrique de Roger Vailland. Celui-ci l'influencera en lui révélant Choderlos de Laclos et certains aspects du dix-huitième siècle. Il est, jusqu'en 1947, collaborateur d'Henri Langlois à la Cinémathèque. Vaillant et Langlois, Boris Vian et Jean Grémillon sont ses amis les plus proches.

C'est avec Grémillon, dont il a été l'assistant (il le sera de René Clément, Preston Sturges et Jean Renoir), qu'il réalise, en 1950, *Les Chances de l'existence*, court-métrage brillant et caustique sur les peintres pompier de la Belle Époque et, en 1951, *Les Désastres de la guerre*, d'après les eaux-fortes de Goya. Au cours de ces années 50, Pierre Kast est l'un des plus originaux auteurs de courts-métrages : *Arithmétique* (avec Raymond Queneau), *Je aime à tous vents* (les illustrations du Petit Larousse vues par un Martien), *La Chasse à l'homme*, *Rhodie* (exploration du temps), *Jacques Callot du la Guerre en dentelle*, *Claude-Nicolas Lacroix*, l'architecte maudit (les Salines de Chaux seront un de ses lieux de prédilection), *le Corbusier*, l'architecte du bonheur. En 1957, il réalise une comédie de science-fiction, *Un amour de poche*, adaptée et dialoguée par France Roche, d'après une nouvelle de Walde-mar Lamproff.

Puis, c'est le *Bel âge*, trois histoires sur les incohérences de l'amour et les menaces du libertinage, où s'affirment, sous des aspects nouveaux, des lucidités à l'égard des nouveaux rapports de sexes. *Natacha* (1959) et surtout *la Mort saison des amours* (1960) accentuent l'exploration des chasses-croisées libé-

ties que certains jugent froide et géométrique parce qu'elle ne cède pas à la mode des audaces qui ont, alors, éclaté avec les films de Vadim. Sous l'apparence détachée du style de Kast, se cache la recherche du bonheur, la difficulté de créer, par le mariage, une « communication » adaptée à la société moderne. Ses personnages il est vrai — on le lui a reproché à tort — appartiennent à des milieux privilégiés. Un ton plus amer marque *Vacances portugaises* (1962). Pierre Kast achève sur une tentative de film « commercial » à sujet policier, *le Grain de sable* (1964), puis réalise pour la télévision, *la Naissance de l'empire romain* (1965), trois émissions dans la série *Présence du passé*, évocation d'une « suite d'histoires » reconsidérant les figures de l'histoire, et *Carnets brésiliens* (1968), récit d'un « voyage philosophique » au Brésil. En 1967, il tourne en coproduction avec l'ORTF (75 %), *Drôle de jeu*, film politique et libertaire, remarquable et fidèle adaptation du roman de Roger Vailland. Le film est distribué dans les salles un mois après sa diffusion sur la deuxième chaîne.

Voyageur de l'insolite

On peut dire qu'il y a à son tournant. Pierre Kast se fait voyageur de l'insolite, scrute la culture et les mythologies brésiliennes dans *Macumbé* (1969), ouvre les portes de l'imagination et des mystères cosmiques avec *les Soies de l'île de Pâques* (1972), où trois hommes et trois femmes, qui ont reçu, par hallucinations visuelles, des messages codés, sont appelés au pied des sentiers mythiques de l'île de Pâques, en venant de France, du Brésil et du Chili. Pierre Kast joint, dans une fascinante mise en scène, sa conception de la science-fiction et des idées sur le relativisme moral et intellectuel. Puis il confronte le Brésil colonial du dix-huitième siècle et le Brésil moderne dans *Un animal doué de charisme* (1975), en se référant à Möbius, astronome et physicien allemand, inventeur d'une figure de géométrie dans l'espace, qui n'a qu'une seule face. On y retrouve les manœuvres du libéralisme.

Nouveau tournant. Son film le plus grave, le plus achevé va être, en 1978, *le Soleil en face*, où un homme noir, écrivain de gauche, nommé Marat, comme le résistant du *Drôle de jeu*, de Vailland, attend d'un cancer, met en scène, dans un village du Portugal, la fin de sa vie, entouré de ses amis et des femmes qui ont compté pour lui. A cinquante-neuf ans, Pierre Kast, ne souvenant de ses propres amis disparus, regarde en face la mort biologique, refuse l'apitolement, l'émotion, le secret dont on entoure, par affection, les malades condamnés. Etais-je, déjà, un testam-

Pierre Kast tourne, encore, *le Guerrier* (1982), film d'aventures et de mariage dans le Portugal occupé par les troupes napoléoniennes, et un téléfilm de résistance *le Jour de plus tard* (1983). Derniers échos, éphémères, de ses préoccupations de jeunesse. Il s'était surtout, au cours de ses dernières années, consacré à la littérature avec trois livres admirablement écrits : *Les Vampires de l'Alfama*, *le Bonheur ou le pouvoir* (recherche du cardinal de Bernis), *le Mémoire du tyran* (la vie de l'empereur Tibère), évoluant sur les terrains de l'imaginaire et dans les arcanes de l'histoire. Le premier a été publié aux éditions Olivier Orban. Les deux autres aux éditions Jean-Claude Lattès.

J. S.

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LES PROJECTEURS DE REVE : Lacenaire (22-26-50), 18 h 30.
FRESHWATER : Dentsch de la Moura, 21 h.
VELA VELO : Ivey, Théâtre (670-15-71), 20 h 30.
CESTE : Carré Silvia Mouton (531-28-34), 18 h 30.
EMERASSE-MOI OU JE TUE : Dix Heures (606-07-48), 21 h.
VELA : Paris Saint-Martin (607-37-53), 20 h (23).

Les salles subventionnées

OPERA (742-57-50) : 19 h 30 : *Roméo et Juliette*.
COMEDIE FRANÇAISE (296-10-20) : 20 h 30 : *Improv*.
CHAILLOT (727-51-15) : Grand Foyer, 20 h 30 : *Rendez-vous de poète avec Bernard Chazotte*.
BEAUBOURG (277-12-33) : *Concerts/Auditions :* de 14 h à 15 h 30 et de 16 h à 18 h : Conférence internationale d'informaticiens musicaux ; à 18 h et 20 h 30 : *Ensemble 2e2m*, dir. P. Méfano, « Chœur/Vieilles : Nouveaux films Bp », à 16 h : *Manolis Drossos*, de R. Winter, 19 h : *Tony's Ground*, de N. Clark/Monrovia, de G. Lécuyer.
THEATRE DE LA VILLE (774-22-77) : 20 h 30 : *George Emile Dabola*.

Les autres salles

ARTS-HERBERTOT (367-23-23) : 21 h : *le Mariage de Figaro*.
CARTOUCHE : Spée de Bois (808-39-74), 20 h : *Paradeux sur le comédien*.
COMEDIE CAUMARTIN (742-43-41) : 21 h : *Reviens d'Occident à l'Élysée*.
DECHARGEURS (726-00-02) : 19 h : *le Propriétaire* ; 21 h : *la Mer blanche*.
DIX HEURES (606-07-48) : 22 h : *la Mèche et le Pantin*.
ESPACE KIRON (773-30-25) : 20 h 30 : *Don Juan sans enfers*.
FONTAINE (874-74-40) : 20 h 15 : *les Trois Femmes* ; 22 h : *Paradeux sur le comédien*.
HUCHETTE (326-35-99) : 19 h 30 : *la Centriste chère* ; 20 h 30 : *la Loge* ; 21 h 30 : *Offense, tu commences ?*.
LUCERNAIRE (544-57-34) (D.J.) : 18 h 30 : *Pas de (dieu) le 20* ; 20 h 15 : *Une nuit* ; 22 h : *Épave d'un amour*.
IL 18 h 30 : *la Femme ferve* ; 20 h 15 : *Pour Thomas* ; 22 h 15 : *De côté de chez Colette*.
Petit théâtre, 18 h 15 : *le Sang des Femmes* ; 22 h : *la Sœur de la mort*.
LYS-MONTMARNE (327-95-61) : 20 h : *l'École des filles* ; 22 h 30 : *Waiting for the Sun on the Nef des fous*.
MATHURINS (265-00-00) : 20 h 45 : *la Danseuse Chère*.
Petit théâtre 21 h : *Arrière à la p'tite marée*.
NOUVEAUTES (770-52-76) : 20 h 30 : *l'Entomologiste*.
PALAI-ROYAL (297-59-61) : 20 h 30 : *le Prince de la nuit*.
FRANCAIS-THÉATRE (245-18-20) : 21 h : *le Principe de solitude*.
POINT VIRGULE (278-67-03) : 18 h : *Néocollage*.
QUAI DE LA GARE (585-98-48) : 20 h 30 : *Brindisi*.
TAXI D'ESPRESSO (278-10-79) : 1. 20 h 30 : *l'Homme des jours*.
TEL. IVEGAR (322-11-02) : 20 h 15 : *les Babes-cahors* ; 22 h, sans : *Nous on fait* où on nous dit de faire.

Les cafés-théâtres

AU BOC FEN (296-29-35) : 20 h 15 : *Rhinocéros* ; 21 h 30 : *Baby or not baby* ; 22 h 45 : *le Préféré*.
HEAUX-MANTRAUX (387-15-84) (D.J.) : 1. 20 h 15 : *Arrière à la p'tite marée* ; 21 h 30 : *les Démons Loukes* ; 22 h 30 : *les Sacré Montrose* ; 22 h 15 : *Saper Lucrèce* ; 21 h 30 : *Deux pour le prix d'un* ; 22 h 30 : *L'incantation*.
BOURVIL (773-47-84) : 20 h : *Et si le bon Dieu en était une bonne ?*.
CAFE DE LA GARE (278-52-51) : 21 h : *Impasse du mort*.
CAFE IVEGAR (322-11-02) : 1. 20 h 15 : *Tiens voilà deux bouillottes* ; 21 h 30 : *Marguerite d'homme* ; 22 h 30 : *Ordre de se-*

Le Monde Informations Spectacles 281 26 20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles (de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés) réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

Lundi 22 octobre

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinéma-thèque

CHAILLOT (704-24-34) : *Reliche*.
BEAUBOURG (278-35-97) : 15 h, Escalation, de R. Faenza ; 17 h, *Moriré gratis*, de S. Franchini ; 19 h, *Cinéma japonais (adaptation littéraire)* ; *Monstrueux*, de H. Shimizu.

Les exclusivités

A LA POURSUITE DU DIAMANT VERT (A.v.) : Gaumont Ambassade, 8 (359-19-08) ; V.F. : UGC Opéra, 2 (574-93-50) ; Français, 9 (770-33-88) ; Montparnasse, 14 (327-52-57) ; Paramount Montparnasse, 18 (606-34-25).
AMERICA RAPPORTS DE CLASSES (A.v.) : 14-Juillet Ratin, 6 (326-19-68).
AL-BESSOUS DU VOLCAN (A.v.) : Forum Orient Express, 1* (235-42-26) ; Hautesville, 6 (633-79-38) ; Marignan, 8 (359-92-82) ; Parmentier, 14* (329-83-11).
ALSINO Y EL CONDE (Nicanora, v.v.) : Dauphin, 1* (321-41-01).
L'AMOUR A MORT (Fr.) : Gaumont Hautesville, 1* (297-49-70) ; Gaumont Berlioz, 2* (742-60-33) ; Saint-Germain Village, 5* (633-63-20) ; Gaumont Montparnasse, 18* (359-19-08) ; Montparnasse, 14* (327-52-57).
LE BAL (Fr. L.) : Studio de la Harpe, 9 (634-25-52).
LE BAROQUEUR (A.v.) : Rex, 2* (236-53-93) ; UGC Danon, 6 (225-18-30) ; UGC Émirats, 8 (553-16-16) ; UGC Boulevard, 9 (574-95-40).
LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Dauphin (h.sp.), 1* (321-41-01).
RESOIN D'AMOUR (A.v.) : Ambassade, 8 (359-19-08).

Les concerts

Radio-France, Grand Auditorium, 18 h : *Ensemble 2e2m*, dir. : P. Méfano (Baxler, Schindler...) ; 20 h : 2e2m, dir. : P. Méfano (Dufour, Poterius, Rie...) ; 22 h : 2e2m : *Musica Antiqua* de Cologne, dir. : R. Gieseler (Schmidt, Bach, Schindler...).
Salle Pleyel, 20 h 30 : *Orchestre Colonne*, dir. : P. Dervaux (Rachmaninov, Tchaïkovski).
Admission 20 h 30 : L. Genest.
Musée de l'Opéra, 20 h 30 : Duo Pleurot (Bruch, Mozart, Chopin...).
École Alauda, 18 h 45 : G. et M.-Ch. Lefebvre (Wienawski, Ysaïe, Sarasate).
Hôtel de Clugny, 20 h 30 : *Ensemble Musical Locomotives* (Vivaldi, Bach, Haydn...).
Jazz, pop, rock, folk
ATMOSPHERE (249-74-30) : 20 h 30 : *son Glasse* ; 22 h 30 : A. Lowman.
CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05) : 21 h 30 : M. Saury.
SCUMME (542-71-16) : 21 h : *Parloca*.
FORUM (297-53-47) : à 21 h : *Asagala*.
MONTANA (548-95-08) : 22 h : R. Urreger.
NEW MORNING (523-51-41) : 21 h 30 : A. Braxton, J. Lindbergh, D. Moss, M. Crispell.
PETIT JOURNAL (326-28-59) : 21 h 30 : *Alligator Jazz Band*.
PETIT OPPORTUN (236-01-94) : 23 h : M. Richard, N. et S. Robinson, A. Jean-Marie, M. Elsy.
SUNSET (261-46-60) : 22 h : Groupe 9 Plus.
TROIS MAILLETS (354-00-79) : 22 h : N. Simon.
Festival d'automne
(296-12-37) : Saint-Denis, Musique espagnole (296-12-37), An der Grosse Strasse.

BROADWAY DANNY ROSE (A.v.) : *Movies*, 1* (260-43-99) ; Forum, 1* (297-53-74) ; Studio Alpha, 9 (354-39-47) ; Paramount Odéon, 6 (325-59-83) ; Monte Carlo, 8 (225-09-83) ; George-V, 8 (562-41-46) ; Paramount Montparnasse, 14* (329-90-10) ; Convention Saint-Charles, 15* (579-33-00) ; V.F. : Paramount Marignan, 2 (296-80-40) ; Paramount Opéra, 2* (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12* (343-79-17) ; Paramount Galaxie, 13* (580-18-03) ; Paramount Gobelins, 15* (707-12-28) ; Paramount Orléans, 14* (540-45-91) ; Passy, 16* (228-62-34) ; Pathé Clichy, 18* (522-46-01).
CARMEN (Esp., v.v.) : Calypso, 17* (380-03-11).
CARMEN (Franco-It.) : Vendôme, 2* (742-97-52) ; Publicis Matignon, 8 (359-31-97).
CONAN LE DESTRUCTEUR (A.v.) : V.F. : Hollywood Boulevard, 9* (770-10-41) ; Paris Ciné, 10* (770-21-71).
DIVA (Fr.) : Rivoli Beaubourg, 6* (272-63-32).
EMMANUELLE IV (v.v.) (V. Ang. V.J.) : George V, 8 (562-41-46).
ET VOGUE LE NAVIRE (It., v.v.) : Studio Galande, 5* (354-72-71).
L'ÉTOFFE DES HÉROS (A.v.) : Champs Élysées, 6* (354-20-12) ; UGC Marbeuf, 8* (561-94-95).
LES FAUSSES CONFIDENCES (Fr.) : Bonaparte, 6* (326-12-12).
LA FILLE EN ROUGE (A.v.) : Paramount Odéon, 6 (325-59-83) ; Balzac, 8* (561-10-40) ; V.F. : Paramount City, 8* (562-45-76) ; Paramount Montparnasse, 14* (329-90-10).
LE FUTUR EST FEMME (It., v.v.) : UGC Danon, 6 (225-18-30) ; Locomotives, 6* (544-37-34).
LA GARCE (Fr.) (*) : Berlioz, 2* (742-60-33) ; Ambassade, 8 (359-19-08).
LES GRANDES VACANCES DE DONALD (A.v.) : UGC Opéra, 2 (574-93-50) ; Gaumont Richelieu, 2* (233-56-70) ; UGC Rodoud, 6 (375-94-94) ; George V, 8 (562-41-46).
GREYSTOKE, LA LÉGENDE DE TAZAN SEIGNEUR DES SINGES (A.v.) : Gaumont Hautesville, 1* (297-49-70) ; Hautesville, 6* (633-79-38) ; Publicis Saint-Germain, 6* (225-18-30) ; Gaumont Champs-Élysées, 8* (359-04-67) ; Publicis Champs-Élysées, 8* (720-76-23) ; Bessons Montparnasse, 13* (544-35-02) ; V.F. : Impérial, 2 (742-72-52) ; Gaumont Richelieu, 2 (233-56-70) ; Français, 9* (770-33-88) ; Athènes, 12* (543-07-48) ; Nation, 12 (343-04-67) ; Pavlov, 13 (331-56-86) ; Métrol, 14 (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14* (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15* (828-42-27) ; Kinopanorama, 15* (306-50-50) ; Pathé Clichy, 18* (522-46-01) ; Sorbus, 19* (241-77-99).

OLYMPIA
BRUNO COQUATRIX présente avec **95.2**
et MONTPARNASSE GRAFFITI

donovan
DIMANCHE 28 OCTOBRE
21 Heures.
TARIF UNIQUE : 90 F.
LOCATIONS :
OLYMPIA, TOUTES AGENCES, 3 FNAC, CLEMENTINE
PAR TELEPHONE : 742.25.49

KODI PRESENTE

CHES
RTL
Le Monde

ELAINE PAIGE MURRAY HEAD
TOMMY KÖRBERG
LONDON SYMPHONY ORCHESTRA

DIMANCHE 28 OCTOBRE
20H30 SALLE PLEYEL
SAAB LOC. SALLE PLEYEL RCA

THEATRE EUROPE
LE MAL DU PAYS
de Jacques-Pierre AMETTE
mise en scène Stuart SEIDE
Jean-Baptiste MALARTE, Laurence ROY, Wladimir YORDANOFF

16 OCT. 17 NOV. 18 H 30 **PETIT ODEON**
Salle Roger Blin 325.70.32

WIM WENDERS
L'ÉTAT DES CHOSES
FILM DIRECT : 13 h 15, 15 h 30, 17 h 45, 20 h et 22 h 10

Comédie Française
206.10.20

Ivanov
de Tchekhov
mise en scène de Claude Régy

les 22, 24, 26 et 31 octobre à 20 h 30
les 3, 6, 14, 19 et 22 novembre à 20 h 30
le 11 novembre à 14 h
le 24 novembre à 20 h 30
(soirée ouverte et dernière)
en alternance

FESTIVAL D'ART SACRÉ
DE LA VILLE DE PARIS
samedi 27 octobre à 20 h 30
EGLISE SAINT-LOUIS-EN-ÎLE
Beck, Mendelssohn, Schütz, Spohr
LES PETITS CHANTEURS DE HANOVRE
Renseignements : 277-19-90

1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 26

Le Monde

ECONOMIE

UN RAPPORT SUR LE DÉFI JAPONAIS

Mieux vaut coopérer et s'implanter que se protéger

Le défi que lance le Japon à la France comme au reste de l'Europe commence d'être mieux défini. M. Laurent Fabius en juillet et M. Edith Cresson la semaine passée ont pu s'en rendre compte à Tokyo. Or l'un et l'autre ont eu connaissance avant leur départ des travaux du groupe de « géostratégie industrielle » animé par M. Jean de Menton sur le thème « Comment relever le défi japonais ? ». La réponse est claire : pas de protectionnisme systématique, mais une coopération équilibrée et une nécessaire implantation au Japon.

Quarante présidents ou directeurs généraux de grands groupes industriels et bancaires associés à des ambassadeurs et à des hauts fonctionnaires, quelques cinq cents industriels répartis entre vingt-cinq groupes sectoriels, ont ainsi réfléchi pendant dix-huit mois à la définition d'une politique industrielle cohérente à l'égard du Japon et de lignes d'action stratégique en matière de coopération industrielle franco-japonaise. Leurs travaux vont être rendus publics (1).

Le dynamisme du bassin pacifique, principalement imprimé par le Japon, n'est plus à vanter : le taux de croissance du Japon varie sur les cinq dernières années entre 6 et

3 %, celui de la Corée du Sud en moyenne autour de 10 %, ceux des pays de l'ASEAN (Thaïlande, Malaisie, Singapour, Indonésie, Philippines) sont de l'ordre de 5 %.

Le Japon a réussi en outre à répliquer à la concurrence, dans sa zone, des nouveaux pays industrialisés par une stratégie de remontée de filière et de plus forte valeur ajoutée. Pour ne prendre que l'exemple du transistor sur le marché thaïlandais, la part du Japon y est tombée de 36 à 9 % entre 1975 et 1980 quand celle de Taiwan progressait jusqu'à 39 % ; mais « les ressources que les Japonais ont tirées de ce transfert d'activités dans le sens d'une plus forte valeur ajoutée ont régulièrement augmenté pour représenter en 1980 le triple de celles des Thaïlandais ».

L'Europe est, de plus, menacée par la constitution d'un axe nippon-américain (« le Monde de l'économie » du 10 juillet). De 1970 à 1980, le commerce bilatéral de ces deux pays a augmenté de 376 % et représente désormais pour les États-Unis l'équivalent de ses échanges avec la Grande-Bretagne, l'Allemagne fédérale et la France réunies. Enfin, plus de deux mille accords étaient recensés fin 1983 entre Japonais et Américains dans

les technologies de pointe ou critiques (un comité de coopération pour les technologies de pointe ayant en plus pour objectif d'étudier les domaines de coopération possible entre les deux pays).

Face à cela, l'Europe connaît à l'égard du Japon un déficit commercial qui augmente, depuis 1977, en moyenne de 15 % à 20 % par an et qui se concentre sur les biens de consommation à usage individuel (magnétoscopes, automobiles, motos, matériel de hi-fi) et les biens industriels à forte technologie intégrée (machines-outils à commande numérique, bureaux).

Quant au déficit commercial français, 12,6 milliards de francs en 1983, 10,2 milliards pour les huit premiers mois de 1984, il est « le miroir grossissant des faiblesses commerciales et structurelles des économies européennes ». Si l'Europe est bien le premier exportateur mondial de produits à forte densité technologique, elle ne dégage, pour ces produits, une balance commerciale positive qu'avec les pays hors OCDE,

mais enregistre 9,4 milliards de dollars de déficit avec les États-Unis et 5 milliards de dollars de déficit à l'égard du Japon (chiffres du début de la décennie 1980).

Dans ces conditions, le groupe de géostratégie industrielle estime qu'« on ne saurait se satisfaire de réponses strictement protectionnistes, qui, comme l'expérience le prouve, sont par nature limitées dans le temps et peuvent avoir des effets contraires. Une réponse volontaire au défi qu'il nous lance exige plutôt de coopérer avec les Japonais et de s'implanter sur leur marché ».

C'est sur la coopération que ce rapport est le plus riche, en ce qu'il démontre que le véritable niveau auquel doit être définie une stratégie de coopération est celui du « segment produits-marchés ». Trois cents exemples — des céramiques thermomécaniques aux lanceurs de satellites — sont ainsi examinés minutieusement. M. Philippe Delleur, de la direction générale de l'industrie, a tenté d'en faire la synthèse. Il retient trois principes de base : la réciprocité des intérêts, la complémentarité des axes stratégiques à long terme des partenaires et l'équilibre des termes de la coopération. Il souligne la différence des stratégies à appliquer selon les secteurs d'activité.

Dans ceux où la position des industriels français est fragile, une coopération franco-japonaise doit être précédée d'un réajustement des échanges qui passe éventuellement par l'établissement de protections. C'est le cas par exemple de l'automobile, où les Japonais bénéficient d'un écart de compétitivité de l'ordre de 35 % à 40 % et dont les exportations sont passées de 1,8 million d'unités en 1975 à 4,2 millions en 1980.

Le groupe est clair : « Il convient de maintenir, sans en accepter le moindre affaiblissement, la protection tarifaire actuelle de la CEE (...). Tout investissement japonais en France pour l'assemblage ou la fabrication d'automobiles ou de véhicules militaires devrait être exclu (...). Une voiture japonaise construite en Europe ne devrait être considérée comme « européenne » que si la valeur des produits fabriqués en Europe qu'elle incorpore atteint 80 % de son coût final, départ usine ».

BRUNO DETHOMAS.

(Lire la suite page 25.)

(1) « Comment relever le défi japonais ? », Ministère du redéploiement industriel et du commerce extérieur.

LES CONTRASTES DE L'ÉCONOMIE IRLANDAISE

Cure d'austérité pour le peuple le plus jeune d'Europe

PERSONNE ne le conteste : la marge de manœuvre dont dispose M. Garrett FitzGerald, le premier ministre irlandais, pour redresser l'économie nationale est des plus limitées. Le principal objectif du plan de trois ans qui vient d'être rendu public est de réduire le déficit budgétaire, afin de stabiliser la charge de l'endettement sans pour autant augmenter les impôts, qui, chacun l'admet, ont atteint ici les limites du supportable.

Il s'agit pour ce pays aussi de rompre l'emprisonnement qui, depuis la crise pétrolière, l'entraîne à emprunter chaque année davantage et à se résigner à ce qu'une fraction grandissante des impôts serve à régler les intérêts de la dette. Ces derniers représenteront en 1984 11 % du produit national brut (PNB) contre 5,3 % en 1977. Leur poids a donc doublé en sept ans. Le pourcentage est nettement plus faible que celui des pays scandinaves du tiers-monde, mais à l'échelle de l'Europe il est considérable.

On en est là malgré une politique de dépenses plus sage pratiquée depuis que la coalition formée par le Fine Gael et le Parti travailliste est arrivée au pouvoir fin 1982 ; malgré l'adoption récente de mesures impopulaires, telle la réduction des subventions aux produits de grande consommation que sont le lait, le pain, le beurre. Au moment où il faudrait dégaucher des fonds pour favoriser l'investissement, mieux aider les plus démunis ou simplement assurer le fonctionnement des services publics, le gouvernement annonce qu'un sérieux tour de vis supplémentaire est nécessaire, afin de pouvoir retrouver une certaine marge de liberté dans la conduite de la politique économique. L'austérité est donc décrite comme une nécessité.

Considérée avec le détachement confortable d'un observateur lointain, la démonstration donnée par M. FitzGerald semble imparable. Mais la logique la plus instaurable est difficile à faire accepter par ceux qui sont destinés à en faire les frais. L'arme fiscale étant, on l'a vu, interdite, la rigueur signifie ici la réduction des avantages sociaux, la modération, voire le gel, des salaires et, probable-

ment, plus pénible encore, l'aggravation du chômage.

Ce sont là des perspectives particulièrement dures pour un pays dont le développement et l'accès à une relative prospérité datent d'à peine vingt ans. Les analyses conjoncturelles, en ces temps de crise, se rassemblent toutes : le vocabulaire, il est vrai, ne change guère, mais il est clair que faire des coupes dans les transferts sociaux et réduire les avantages sociaux a une signification autrement plus dramatique en Irlande qu'au Danemark ou aux Pays-Bas. Un certain pessimisme se fait jour à Dublin, presque une ambiance triste dans cette capitale si joyeuse.

Un consensus fragile

Le consensus relatif qui existe dans le pays sur la nécessité d'une action globale est fragile. M. FitzGerald devra esquiver des attaques sur le plan politique et social. Même s'il y parvient, autrement dit même s'il réussit à préserver le capital de confiance dont il jouit encore, le pilotage de sa politique de rigueur demeure très périlleux, tant les circonstances économiques sont peu favorables. Les signes positifs — on en ressent quelques-uns — ont une origine unique : le boom spectaculaire des ventes à l'étranger. Sans doute plus que dans d'autres quel État membre de la Communauté, le salut est subordonné ici au maintien d'une demande internationale soutenue, à la persistance d'un haut niveau d'activité aux États-Unis.

À considérer la seule évolution du PNB, on peut éprouver l'impression que l'économie irlandaise est en pleine léthargie. Si l'on tient compte des intérêts de la dette extérieure payés par l'État à ses créanciers, ainsi que des rapatriements de profits opérés par les entreprises étrangères, la croissance a été nulle, voire légèrement négative en 1983. Elle devrait se situer autour de 2-2,5 % en 1984 et 1985.

Ces résultats massives dissimulent des situations contrastées. Les temps sont durs pour l'homme de la rue comme pour l'État ; ils le sont aussi pour l'agriculteur et pour la plupart des entreprises « indigènes ». En revanche, les industries tournées vers l'exportation, qui sont le plus souvent contrôlées par des capitaux étrangers, affichent une réelle prospérité. La face interne de l'économie est malade ; sa face externe est peut-être fragile, mais montre pour l'instant une étonnante santé. Le pari de M. FitzGerald vise à guérir la première en essayant d'éviter que la thérapie appliquée ne soit toxique pour la seconde.

La demande intérieure se traîne. Les ventes au détail ont baissé de 4 % en 1983, d'environ 1 % au cours des cinq premiers mois de 1984. Il s'agit d'une légère amélioration, mais bien insuffisante. La construction de logements évolue de manière plus encore. Les investissements ont décliné de 3 % en 1983 avec un modeste redressement en 1984. Ce sont là assurément des signes de récession. Comment s'en étonner alors que les salaires, depuis plusieurs années, augmentent moins vite que l'infla-

tion et qu'en revanche, la charge fiscale n'a cessé de s'alourdir ? La forte augmentation des impôts subis par le pays depuis deux ans n'a pas permis, tant s'en faut, d'assainir les finances publiques.

La politique d'économies menée par le gouvernement n'a donné que des résultats très partiels. L'État emprunte moins, mais il emprunte toujours. Les recettes fiscales supplémentaires qui ont été dégagées ont servi pour partie à régler les créanciers extérieurs. Le reste a été absorbé par des indemnités de chômage au poids toujours plus grand et par une augmentation persistante des dépenses publiques. La cause en est la plus prodigieuse de l'État mais aussi la croissance démographique très forte.

L'Irlande catholique a la population la plus jeune d'Europe, et ses enfants — à cet égard la rupture avec le passé est complète — restent au pays. Toutefois, depuis 1981, le solde migratoire est devenu négatif. Le taux de croissance démographique s'est ralenti récemment ; mais, en attendant, l'arrivée massive chaque année de jeunes sur le marché ne fait, dans les circonstances actuelles, qu'aggraver les problèmes d'emploi. Le chômage touche plus de 210 000 personnes, soit 17 % de la population active. Son aggravation a été rapide au cours des trois dernières années ; elle a dépassé 20 % pour la seule année 1983. Les experts s'attendent à une nouvelle détérioration en 1984 et 1985.

Banqueroute agricole

L'agriculture, qui avait le vent en poupe après l'entrée dans le Marché commun, est menacée de banqueroute. Elle représente encore 15 % du PNB et 25 % des exportations. Les paysans irlandais, condamnés jadis à vendre à bas prix sur le marché britannique, ont commencé à sortir de l'archaïsme et de la misère en 1973, lorsque, avec l'adhésion, se sont ouverts les débouchés du Continent. Le développement spectaculaire des exportations et l'alignement sur les prix communautaires, sensiblement plus élevés que les prix intérieurs irlandais, ont alors engendré l'euphorie.

Les paysans de la verte Eire, naguère plus cultivateurs que les moins favorisés des Auvergnats, ont commencé à rattraper leur retard. Le bonheur a duré cinq ans. À partir de 1978-1979, les difficultés sont revenues. Les augmentations de prix décidées de plus en plus chichement à Bruxelles n'ont pas suffi à compenser l'inflation, à l'époque galopante.

Les agriculteurs les plus dynamiques — souvent des jeunes, — qui, poussés d'ailleurs dans ce sens par les banques, avaient emprunté pour s'équiper, ont éprouvé des difficultés grandissantes pour faire face à leurs échéances. « Aujourd'hui, cinq mille exploitants sont au bord de la faillite », résume M. Michael Berkeley, le secrétaire général de la Farmers Association, la principale organisation de producteurs. La politique de contingentement de la production laitière, décidée en mars dernier par les Dix, a définitivement tué l'espoir.

L'Irlande est loin d'avoir achevé son effort de rationalisation. Chaque vache y produit en moyenne 2 250 litres de lait par an contre 6 000 aux Pays-Bas. L'élevage bovin intervient pour 10 % dans le PNB. M. FitzGerald, mettant en relief l'importance du lait dans l'économie nationale, a obtenu, non sans mal, que par dérogation les agriculteurs irlandais puissent accroître leurs livraisons aux laiteries de 4,6 % en 1984-1985, alors que cette même production doit être réduite dans les autres États membres.

Le ruban bleu des exportations

Une bouffée d'oxygène, mais en suite ? Deux exploitants rencontrés dans le comté de Clare, à l'ouest, ont réagi avec étonnement le dimanche le plus affligé des sept derniers. Il n'y a pas de solution alternative à la production laitière. Les fermes sont peut-être plus modestes, mais le pouvoir d'achat est retombé au-dessous du niveau de 1973, l'année de l'adhésion. Faut-il ajouter que, depuis de l'Europe, il y a l'avenir sous les couleurs les plus sombres.

Pourtant, l'inflation — c'est une consolation pour les agriculteurs qui en ont souffert — se calme. Après avoir dépassé 20 % de 1979 à 1981, elle a été ramenée à 10,5 % en 1983, et l'on prévoit 8 % en 1984. Ce ralentissement, combiné à la politique de modération salariale voulue par le gouvernement, permet aux entreprises d'accroître leur compétitivité... et leurs profits. L'effet est pour l'instant prometteur. La production industrielle, en raison surtout du très bon score du second semestre, a augmenté de 7 % en 1983 ; la progression en volume a atteint 13 % au cours du premier semestre 1984, par rapport à la période correspondante de l'année précédente. On prévoit cependant une décélération pour la seconde moitié de l'année.

Ces résultats à la corne sont encore plus impressionnants sur le front des exportations. Leur progression en volume a atteint 12 % en 1983 contre 3,5 % pour les importations. Mais elle a bondi à plus de 23 % au cours des six premiers mois de 1984. On prévoit pour l'ensemble de l'année une performance record. Toujours au cours du premier semestre 1984, les exportations de produits industriels, qui représentent 65 % du total, ont augmenté à elles seules de 37 %.

La palme revient aux équipements électroniques, qui comptent pour un tiers dans l'ensemble des exportations industrielles, avec une progression de 57 % par rapport aux six premiers mois de 1983. Ces succès se sont traduits par une diminution très rapide du déficit de la balance commerciale de 1 700 millions de livres irlandaises en 1981 à 474 millions en 1983, et probablement par un surplus non négligeable en 1984.

Dans cette course à laquelle se livrent avec acharnement l'ensemble des pays industrialisés, le ruban bleu revient donc à l'Irlande avec

une caractéristique inédite : 66 % des exportations industrielles sont le fait d'entreprises étrangères, principalement américaines. En dépit de quelques déboires, ces chiffres prouvent que, pour l'essentiel, l'exercice mené par l'Autorité pour le développement industriel (IDA), et qui consiste à transformer l'Irlande en porte-avions armé pour favoriser la pénétration du Marché commun, a été une réussite.

Les points ainsi marqués — le recul de l'inflation, la progression de la production industrielle, celle des exportations — constituent des atouts pour M. FitzGerald, une incitation à la patience et à la compréhension. Suffiront-ils ? Le Fianna Fail, le grand parti rival du Fine Gael, conservateur comme lui mais avec une connotation plus populiste — « en réalité nous sommes le vrai parti travailliste », nous explique gentiment M. Brian Lenihan, un de ses principaux dirigeants — dénonce la politique de répression menée par la coalition au pouvoir et se prononce pour une « relance active », sans trop s'appesantir sur la façon de trouver l'argent.

Cet hymne à la croissance se révèle payant : le Fianna Fail monte dans les sondages. Le Parti travailliste, qui appartient à la coalition, est pour sa part embarrasé. Sa clientèle n'apprécie guère la politique d'austérité. Mais il n'ose pas envisager une rupture, les sondages indiquant dans son cas des chances électorales qui provoqueraient sa déroute.

Sur le plan strictement politique, M. FitzGerald doit donc pouvoir faire face. La menace, comme on l'a vu, est la réduction des dépenses publiques, ce qui est une affaire de jugement et de talent : ou bien l'OCDE est une simple chambre d'enregistrement, et le risque est qu'elle joue à l'occasion le rôle d'amplificateur des erreurs commises par les gouvernements nationaux (comme on l'a vu encore en 1978), ou bien elle pèse dans son sein assez de conviction pour renvoyer sous une forme plus acceptable les impulsions qu'elle reçoit de l'extérieur.

PHILIPPE LEMAITRE.

UNE NOUVELLE ÉTAPE POUR L'OCDE

L'ARRIVÉE au château de la Muette, au début de ce mois, du nouveau secrétaire général de l'OCDE, M. Jean Pave, invite à se demander quel pourra bien être, dans les années à venir, le rôle de cette importante organisation qui regroupe vingt-quatre pays : tous les pays d'Europe occidentale (Turquie comprise, mais pas la Yougoslavie, membre associé), les États-Unis, le Canada, le Japon, l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

Quand son prédécesseur, M. Emile Van Lennep (ancien trésorier général du ministère des finances aux Pays-Bas), avait pris ses fonctions de secrétaire général de l'OCDE, en octobre 1983, l'illusion était largement répandue, parmi les hommes politiques et leurs experts, de la pérennité de la croissance et surtout de la capacité indéfinie des hommes à diriger le développement économique. Cela signifiait en réalité que, sous le couvert des théories et procédés alors à la mode, tels le fine tuning (réglage quasi instantané de la machine économique par les autorités) et le demand management (gestion de la demande globale par les mêmes pouvoirs publics), ils croyaient disposer des formules propres à éviter les conséquences de l'inflation et du réchauffement progressif des disciplines bancaire, monétaire, etc.

Quand il quitta le château de la Muette, à la fin du mois de septembre 1984, au terme de trois mandats successifs de cinq ans, la tempête avait soufflé sur la grande maison qu'il avait si longtemps dirigée, et qui avait été le temple de l'orthodoxie keynésienne, fondée sur l'idée que, à condition de veiller (en consentant au besoin de forts déficits budgétaires) à ce que la demande globale soit suffisante pour soutenir l'activité, on pourrait éviter la répétition des crises du passé (elles-mêmes analysées à la lumière des idées de lord Keynes). Paradoxalement, l'homme qui, à l'OCDE, se sentait le plus à l'aise pour dénoncer les effets de dépenses publiques excessives ou d'une trop grande complaisance à l'égard de l'inflation n'était autre que M. Van Lennep lui-même.

Au moment de passer le flambeau à M. Pave, l'ancien secrétaire général lui a dit que la chose la plus importante pour un homme se trouvant à ce poste était de garder la confiance des gouvernements des États membres. C'était une façon de tracer les limites, finalement très étroites, de l'influence d'une organisation internationale telle que celle-ci.

Il n'empêche que l'OCDE dispose d'un grand pouvoir d'orchestration. Les vieux démons ne sont qu'endormis. Il existe aujourd'hui, notamment parmi d'anciens économistes de l'OCDE au prestige durable, de bons esprits pour penser qu'il serait opportun de conseiller aux pays européens des politiques budgétaires plus généreuses au cas où les États-Unis entreprendraient sérieusement de réduire leur déficit, tout cela au nom d'une croissance plus équilibrée dans le monde. Le résultat d'une telle politique ne serait-il pas plutôt d'accroître la chute des monnaies européennes en donnant encore plus d'attrait au dollar ? Au fond, la question fondamentale est une affaire de jugement et de talent : ou bien l'OCDE est une simple chambre d'enregistrement, et le risque est qu'elle joue à l'occasion le rôle d'amplificateur des erreurs commises par les gouvernements nationaux (comme on l'a vu encore en 1978), ou bien elle pèse dans son sein assez de conviction pour renvoyer sous une forme plus acceptable les impulsions qu'elle reçoit de l'extérieur.

PAUL FABRA.

Lire page 26
l'article de Michel BOYER :

LE PROFIT DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS

PARLER AVEC ASSURANCE
Confiance en soi - Communication
Méthode audiovisuelle
Formation continue
L.F.T.O. (1) 333-97-25

MAITRISE de L'ÉNERGIE

Mardi 23 octobre dans «Le Monde» daté 24

AU SOMMAIRE DU NUMÉRO 16

- Un dollar cher... peut rapporter gros.
- Quand le feu voulut éteindre l'eau.
- Du gaz dans les poubelles.
- Régions : des réalisations de la Bretagne à l'Alsace.

Cap sur l'énergie dans les transports maritimes

UNE ÉTUDE DU CEPII

Les menaces sur l'Europe

À l'été 1983, le Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII), un organisme rattaché au Plan, publiait un remarquable ouvrage intitulé *La Monnaie des tensions*, qui surplombait la période 1965-1980 et analysait les phénomènes qui avaient provoqué la « crise ». On attendait la suite avec un intérêt d'autant plus grand qu'il ne s'agissait plus pour le CEPII de rendre compte de faits passés mais bien de tenter d'imaginer le devenir d'une économie mondiale bouleversée. La rupture ? titre du nouveau rapport, qui vient de paraître et couvre la décennie 80, est digne du précédent, qu'il s'agisse de la clarté de l'écriture ou de la précision des analyses.

Trois idées forces se dégagent de ce volume de 388 pages illustrées de nombreux graphiques et tableaux : l'Europe, faute d'un sursaut, va voir l'écart qui la sépare des États-Unis et du Japon s'accroître ; la menace énergétique est repoussée au moins jusqu'à l'horizon 1990 ; l'endettement international ne débouchera pas sur une crise financière apocalyptique mais imposera une rude contrainte aux pays endettés, cette contrainte étant renforcée pour les pays en voie de développement par le modèle qui a présidé à leur insertion dans la division internationale du travail.

L'Europe menacée. Chacun le perçoit, ne serait-ce qu'à travers de l'évolution des chiffres du chômage, qui ne cessent de progresser alors même qu'ils diminuent aux États-Unis et se stabilisent au Japon. Faut-

il dès lors parler de miracle américain et dénoncer l'absence de dynamisme des industriels du Vieux Continent ? Les choses sont plus complexes. Les créations d'emploi outre-Atlantique, pour spectaculaires qu'elles soient, n'ont rien d'exceptionnel, rappelle le CEPII en nous ramenant à leur caractère cyclique et leur spécificité. « Le commerce de détail, les hôpitaux, les centres de santé, la restauration, ont créé un grand nombre de postes faiblement qualifiés et mal rémunérés occupés par de nouveaux arrivants sur le marché du travail (jeunes, femmes, minorités) sans formation professionnelle ». Bref, il s'agit d'un effet de la poursuite d'une « désinflation » de l'activité, qui devrait perdurer jusqu'à ce que, par exemple, d'ici à 1990, la création de neuf cent mille postes de gardiens d'immeubles, soit sensiblement plus que le total des postes d'informaticiens.

Deux scénarios

Dès lors qu'il n'existe plus en Europe comme au Japon (autre cas de figure) de secteurs industriels susceptibles de jouer le rôle de « refuge pour l'emploi », doit-elle s'engager dans cette voie ? Ce serait accepter un dualisme salarial et même social qu'elle s'est jusqu'à présent efforcée de combattre. Alors, chômeurs ou gardiens d'immeubles ? Aucune des réponses n'est satisfaisante. Mais il n'en reste pas moins que l'Europe doit aujourd'hui concilier trois impératifs : préserver sa cohésion sociale, maintenir sa compétitivité mondiale, accepter ou organiser un ralentissement de la productivité dans certains secteurs d'activité. Comment faire ? « Un ralentissement de la croissance de la production par tête sans affaiblissement de la compétitivité peut passer par un freinage conjugué des salaires et de la productivité horaire, mais aussi par une réduction de la durée du travail ou l'extension du temps partiel », écrit le CEPII, qui conclut : « En cette matière, il n'y a pas de solutions qui ne soient coûteuses, il n'y a que des arbitrages plus ou moins bien adaptés aux spécificités des économies et aux préférences des sociétés ».

L'Europe est-elle capable de mettre en œuvre cette révolution tranquille ? Il lui faudra bien pourtant faire la preuve de son existence, car elle se trouve menacée quel que soit le cas de figure. Le CEPII imagine deux scénarios. Dans le premier, le

capital productif américain se fait plus efficace. Les taux de profit augmentent et un surplus de productivité permet tout à la fois le maintien de la rentabilité et une progression de salaire réel et (ou) une baisse de la durée du travail. Cette hypothèse, écrit le CEPII, suppose « une harmonisation au moins tacite, si elle n'est pas explicitement coordonnée, des politiques économiques aux États-Unis et au Japon. Dans l'immédiat, pour que la croissance puisse être régulière, les taux d'intérêt américains devront baisser, grâce à une réduction progressive du déficit budgétaire ; cette détente faciliterait une politique budgétaire plus expansive au Japon. Il y aurait ainsi une inversion de croissance, qui permettrait de maîtriser et de limiter la baisse initiale du dollar consécutive au fléchissement des taux d'intérêt américains ».

Dans ce cas de figure, l'Europe bénéficie de l'amélioration des conditions macro-économiques, mais les pays européens distancés dans les techniques électroniques, peu présents sur les rives du Pacifique particulièrement dynamiques, incapables de contenir des pôles d'innovation mondiale en s'appuyant sur leur seul marché intérieur, affrontent séparément une concurrence trop rude et, faute de réponse commune, voient leur rivalité commerciale s'accroître.

On ne saurait exclure toutefois « c'est le deuxième scénario — une explosion financière brutale, si la persistance d'un énorme déficit budgétaire américain venait à se « superposer à une activité privée trop emballée, entraînant une demande de crédit trop forte pour être freinée graduellement ». Se produiraient alors, comme le CEPII, des ventes massives de dollars. Pour freiner sa baisse, la Réserve fédérale américaine se verrait obliger à monter les taux d'intérêt, d'où une forte contraction du crédit aux États-Unis, et l'adoption par ses partenaires de politiques restrictives provoquant en 1986/1987 une nouvelle récession, fort dommageable aux pays européens fortement « affectés par le rétrécissement des mécanismes de paiement ».

Comment prévenir ces dangers ? En premier lieu en mettant en place « un bouclier monétaire » et en faisant de l'ECU une « monnaie parallèle ». Pour ce faire, « il faut que l'organisation qui la supporte lui donne tous les attributs d'une monnaie, qu'il remplisse toutes ses fonctions pour les opérations exté-

rieures des résidents de chaque pays et pour les opérations de non-résidents dans chaque pays ». Deuxième axe d'action : l'industrie. Dans ce domaine le CEPII se veut prudent, du moins quant à l'intention des États. Il n'en souhaite pas moins que soit tracée « une ligne directrice exprimée dans des formes à découvrir, qui donne à l'Europe un potentiel technologique pleinement maîtrisé », que soient ouverts les marchés nationaux à toutes les entreprises du Marché commun, enfin que soit engagé « un effort irréversible pour assurer collectivement la défense de l'Europe (...), puisant dans les ressources de la recherche et pour les laboratoires de recherche ». Les auteurs de la rupture le savent. Faut-il, dès lors, les accuser de manquer d'imagination ou en

relever des résidents de chaque pays et pour les opérations de non-résidents dans chaque pays ». Deuxième axe d'action : l'industrie. Dans ce domaine le CEPII se veut prudent, du moins quant à l'intention des États. Il n'en souhaite pas moins que soit tracée « une ligne directrice exprimée dans des formes à découvrir, qui donne à l'Europe un potentiel technologique pleinement maîtrisé », que soient ouverts les marchés nationaux à toutes les entreprises du Marché commun, enfin que soit engagé « un effort irréversible pour assurer collectivement la défense de l'Europe (...), puisant dans les ressources de la recherche et pour les laboratoires de recherche ». Les auteurs de la rupture le savent. Faut-il, dès lors, les accuser de manquer d'imagination ou en

relever des résidents de chaque pays et pour les opérations de non-résidents dans chaque pays ». Deuxième axe d'action : l'industrie. Dans ce domaine le CEPII se veut prudent, du moins quant à l'intention des États. Il n'en souhaite pas moins que soit tracée « une ligne directrice exprimée dans des formes à découvrir, qui donne à l'Europe un potentiel technologique pleinement maîtrisé », que soient ouverts les marchés nationaux à toutes les entreprises du Marché commun, enfin que soit engagé « un effort irréversible pour assurer collectivement la défense de l'Europe (...), puisant dans les ressources de la recherche et pour les laboratoires de recherche ». Les auteurs de la rupture le savent. Faut-il, dès lors, les accuser de manquer d'imagination ou en

relever des résidents de chaque pays et pour les opérations de non-résidents dans chaque pays ». Deuxième axe d'action : l'industrie. Dans ce domaine le CEPII se veut prudent, du moins quant à l'intention des États. Il n'en souhaite pas moins que soit tracée « une ligne directrice exprimée dans des formes à découvrir, qui donne à l'Europe un potentiel technologique pleinement maîtrisé », que soient ouverts les marchés nationaux à toutes les entreprises du Marché commun, enfin que soit engagé « un effort irréversible pour assurer collectivement la défense de l'Europe (...), puisant dans les ressources de la recherche et pour les laboratoires de recherche ». Les auteurs de la rupture le savent. Faut-il, dès lors, les accuser de manquer d'imagination ou en

relever des résidents de chaque pays et pour les opérations de non-résidents dans chaque pays ». Deuxième axe d'action : l'industrie. Dans ce domaine le CEPII se veut prudent, du moins quant à l'intention des États. Il n'en souhaite pas moins que soit tracée « une ligne directrice exprimée dans des formes à découvrir, qui donne à l'Europe un potentiel technologique pleinement maîtrisé », que soient ouverts les marchés nationaux à toutes les entreprises du Marché commun, enfin que soit engagé « un effort irréversible pour assurer collectivement la défense de l'Europe (...), puisant dans les ressources de la recherche et pour les laboratoires de recherche ». Les auteurs de la rupture le savent. Faut-il, dès lors, les accuser de manquer d'imagination ou en

relever des résidents de chaque pays et pour les opérations de non-résidents dans chaque pays ». Deuxième axe d'action : l'industrie. Dans ce domaine le CEPII se veut prudent, du moins quant à l'intention des États. Il n'en souhaite pas moins que soit tracée « une ligne directrice exprimée dans des formes à découvrir, qui donne à l'Europe un potentiel technologique pleinement maîtrisé », que soient ouverts les marchés nationaux à toutes les entreprises du Marché commun, enfin que soit engagé « un effort irréversible pour assurer collectivement la défense de l'Europe (...), puisant dans les ressources de la recherche et pour les laboratoires de recherche ». Les auteurs de la rupture le savent. Faut-il, dès lors, les accuser de manquer d'imagination ou en

L'ÉVOLUTION DES PRIX DU PÉTROLE

Vers un baril à 24 dollars avant 1987...

LES prix du pétrole brut diminueront-ils encore ces prochaines années en vue de l'ajustement de l'offre à la demande ? À cette question, l'étude du CEPII répond par l'affirmative. Position originale puisque, jusqu'ici, le pétrole est analysé — y compris le CEPII dans son étude de 1983 — s'accroissant à ne prévoir qu'un renouveau en 1980 des prix nominaux. Pour les experts du CEPII, « sous les hypothèses moyennes de croissance (3,1 %) et d'évolution des intensités énergétiques (...), le prix nominal de référence (du pétrole) baisserait entre 1984 et 1987 et se stabiliserait ensuite », pour se situer en 1990 à environ 24 dollars par baril (contre 29 dollars actuellement). Il faudrait, selon l'étude, une reprise vigoureuse de la croissance mondiale (5,1 % par an) associée à une diminution des intensités énergétiques pour que les prix nominaux des produits pétroliers pour envisager d'ici à la fin de la décennie le déclenchement d'une troisième choc pétrolier. L'hypothèse inverse (faible croissance et très forte baisse des intensités énergétiques) donnerait une baisse des prix nominaux encore plus accentuée (17 dollars par baril en 1990).

Pour établir ces prévisions, le CEPII, grâce à deux modèles, a d'une part mesuré l'impact sur l'équilibre énergétique mondial de la croissance économique prévue et de l'évolution des intensités

énergétiques des économies ; il a d'autre part simulé l'évolution du prix du pétrole brut, en fonction des taux d'utilisation de capacités de production des pays de l'OPEP. Le premier scénario laisse prévoir d'ici 1990 à une détente continue du marché résultant d'une croissance limitée de la demande mondiale d'énergie (qui ne retrouverait en 1990 son niveau de 1979). La demande de pétrole serait plus réduite encore, et celle adressée à l'OPEP ne serait en 1990 supérieure que de quelques 5 millions de barils par jour au niveau de 1983, restant en tout état de cause inférieure aux capacités de production (25 à 34 millions de barils par jour) de l'organisation.

Le second modèle laisse prévoir une diminution presque inévitable des prix nominaux du brut, sauf si tous les pays producteurs parvenaient à établir très vite les bases d'un nouveau consensus. Le CEPII prévoit en effet que, comme cela a été le cas, pour la première fois, au début de 1983, le taux d'utilisation des capacités des producteurs « riches » de l'OPEP (1), qui supportent l'essentiel le poids des ajustements nécessaires, descendra en dessous de 80 %, soit minimal en dessous duquel ces pays « n'ont plus la possibilité » — que ce soit pour des raisons techniques ou financières — de réajuster encore (leur) rythme d'extraction

pour faire face à des tendances à la baisse des prix ». Selon l'étude, les années 80 seront pour l'OPEP « années de la défensive, puisque les exportateurs continueront de se trouver en position de faiblesse sur le marché pétrolier en attendant des jours meilleurs après 1990 ».

La seule chance pour les pays producteurs d'éviter une baisse de leurs prix nominaux serait un « désajustement » de l'OPEP, contrainte d'une part d'aborder les problèmes sous une forme différente — « la fixation d'un prix de référence, d'un plafond de production et de quotas par pays au lieu de répondre à la complexité actuelle du marché » — et, d'autre part, d'intégrer sous une forme ou une autre d'autres pays producteurs. « Après les rapports extrêmement conflictuels des années 60 et 70, les années 80 devraient s'établir sur le marché pétrolier des relations empreintes davantage de « réalisme économique » conduisant à des compromis et à une stabilité des prix. Mais cette évolution, que l'on peut déjà percevoir, ne se fera que progressivement, et sera donc trop lente pour éviter tout dérapage de prix d'ici à 1987 », conclut le CEPII.

V. M.

(1) Arabie saoudite, Koweït, Émirats arabes unis, Qatar et Libye.

LES
DÉCALAGES
HORAIRE,
ÇA FATIGUE
TOUT
LE MONDE.

EXACOMPTA

CONSEIL GENERAL



SEINE-SAINT-DENIS
ACTIVITÉS
ÉCONOMIQUES

Vous avez besoin d'une formation professionnelle.
Vous êtes candidat à la création d'entreprise.

LA SEINE-SAINT-DENIS
VOUS ACCUEILLE

à son stand
salon

EMPLOI INITIATIVE 84
en Ile-de-France

24, quai d'Austerlitz PARIS 13

du 23 au 28 octobre 1984

rencontres professionnelles

• chefs d'entreprise - 27 oct. après midi

• jeunes - 24 oct. après midi

entrée gratuite, 10 h à 20 h

excepté le 28 jusqu'à 18 h.

Rez-de-chaussée - Stand 11 et 26

conclure que l'Europe manque décidément de dynamisme ? Dures pour l'Europe, les années à venir le seront sans doute plus encore pour les pays en voie de développement.

L'endettement du tiers-monde

Le problème des régions endettées, du Sud en particulier, est aujourd'hui double : d'une part, elles doivent faire face au poids de la dette qu'elles ont accumulée ; d'autre part, il leur faut, rappelle le CEPII, parvenir à modifier durablement les conditions de leur insertion dans la division internationale du travail.

Sans une inflation durable de leur comportement d'importation, sans une progression rapide de la pénétration de leurs produits sur les marchés des grands pays industriels, le seul équilibre des comptes courants, hors même le paiement des intérêts, impose des contraintes très fortes sur la croissance de nombreux pays, à l'horizon de la décennie, et cela même si la croissance occidentale est relativement soutenue.

Depuis le début des années 80, de nombreux pays endettés se sont vus contraints de rétablir l'équilibre de leurs comptes courants dans des conditions difficiles. Le cas du Mexique est exemplaire, puisqu'en 1983 son endettement courrant s'élevait à 5 milliards de dollars, tandis que son produit intérieur brut chutait de 4,7 % en termes réels.

Désormais, l'objectif implicite du système financier international consiste à maintenir une pression continue sur les pays dont la solvabilité apparaît trop déficiente pour obtenir à terme la stabilisation du niveau de leur endettement net — c'est-à-dire l'équilibre de leurs opérations courantes, y compris le paiement des intérêts.

UN AVION
RATÉ,
DIX
CONTRATS
ENVOIÉS.

EXACOMPTA

AUTANT
EN
EMPORTE
LE
TEMPS.

EXACOMPTA

« ANALYSES DE SECTEURS »

Le groupe DAFSA ROMPASS vient de publier une étude sur :

L'INDUSTRIE
DU MEUBLE EN EUROPE

La demande européenne de 2,5 à 3 % de la consommation des ménages européens. C'est un des postes les plus importants de dépenses de biens durables. Il s'est donc vu élever, dans l'industrie du meuble (plus de 20 milliards de dollars en Europe de l'Ouest) simple services 2 % des effectifs des industries manufacturières.

Cette industrie a été touchée depuis 1980 ou 1981 (en France, surtout à partir de 1983) par la diminution des revenus des ménages, étant donné l'absence d'ajustement de la demande de ces biens.

De nombreux changements ont affecté la demande. En plus de la part croissante des grandes surfaces spécialisées (type IKEA) dans la distribution, la composition du marché s'est légèrement modifiée en faveur des meubles fonctionnels, des petits meubles et, dans quelques pays, des meubles de cuisine.

Parallèlement à cette modification de la demande, les tendances à la spécialisation des productions nationales se sont confirmées — meubles fonctionnels en RFA, petits meubles en Royaume-Uni, meubles en kit dans les pays nordiques, meubles modulaires en Italie, favorisant la croissance du commerce extérieur.

L'industrie italienne a compensé la chute de la demande intérieure à partir de 1981 par une forte croissance des exportations. L'Italie est devenue le premier pays exportateur, loin devant la RFA. Ce succès doit être relié à la structure d'exploitation des entreprises italiennes, dont les frais de personnel représentent moins de 25 % du produit, contre 32 % à 35 % dans les autres pays, ainsi qu'à son fort taux d'investissement des entreprises (plus de 4 % contre 2,3 % à 3 %).

L'analyse sectorielle a montré que les petites et moyennes entreprises, qui constituent l'essentiel du tissu industriel dans tous les pays, ont mieux résisté aux difficultés du début des années 80.

Une trentaine d'entreprises importantes ont été analysées. Ces entreprises, dont le taux d'investissement a généralement diminué, ont tenté de maintenir leur productivité apparente du travail à son niveau antérieur par des compressions de personnel et, souvent, stabilisé leur taux de rentabilité économique grâce à la baisse de leurs besoins d'exploitation (stocks et encours commercial).

La prix de cette étude est de 8 500 F HT - 9 095 F TTC
Cette étude est disponible à DAFSA,
7, rue Bergère, 75009 PARIS - Tél. : 233-21.23.

Un rapport sur le défi japonais

(Suite de la page 23.)

Mais si l'on descend au niveau des segments de marché pour les équipements - pour les courroies d'entraînement, par exemple, - la technologie française est d'un niveau élevé et les moyens de production sont très importants et très spécifiques : en conséquence de quoi « un accord technologique complet d'un accord commercial est envisageable avec des partenaires japonais ».

Il existe en effet, en second lieu, des secteurs où le Japon représente principalement un marché et où les positions des industriels des deux pays sont complémentaires (agro-alimentaire, textile, pharmacie). Des accords commerciaux, technologiques, industriels globaux doivent alors être favorisés.

Ainsi, pour prendre un seul exemple, « l'industrie pharmaceutique française, qui a une position offensive vis-à-vis du marché japonais, refuse toute mesure réglementaire à caractère protectionniste, qui se retournerait immédiatement contre ses propres intérêts. (...) Elle n'est pas opposée, au contraire, à l'implantation d'entreprises japonaises en France. A l'inverse, la simplification des mesures qui réglementent l'accès du marché japonais devrait être obtenue des autorités japonaises ».

Il y a enfin certains secteurs (industrie pétrolière et parafinrière, trains et voies ferrées, construction

aéronautique) dans lesquels les industriels français possèdent une avance technologique par rapport aux Japonais et qui recommandent plutôt une stratégie d'indépendance. En ce qui concerne l'offshore, par exemple, « la France doit à tout prix maintenir son avance technologique grâce à une recherche-développement importante et bien orientée ; la simple cession de licence paraît dangereuse, bien que lucrative à court terme ».

Développements autonomes

Une telle stratégie de développement autonome est aussi recommandée, mais pour des raisons d'indépendance nationale, dans des secteurs où la France possède une avance technologique (nucléaire) ou dans des secteurs anciens (sidérurgie, construction navale). Encore ce développement autonome n'exclut-il pas des accords dans certains segments. « En matière d'ingénierie gazière, des coopérations technologiques, commerciales et sur pays tiers sont envisageables », pour ne citer qu'un seul cas.

Difficile, en fait, de résumer un rapport aussi « pointu », mais nombreux sont les industriels qui y trouveront un guide utile pour préparer leur stratégie.

Relier le défi japonais, c'est aussi dans bien des cas aller « af-

ronter la concurrence japonaise sur son propre marché ». Le retrait de Salm-Gobain, qui n'a pas pu développer son activité dans le domaine de l'isolation, la longue absence de la CGE, qui n'aura de présence permanente au Japon qu'à partir de cette année quand Siemens y est industriellement implanté depuis 1897, montrent que les industriels français ont des efforts à faire. « S'implanter » est la tête de chapitre de la troisième partie de ce rapport, qui fournit ainsi les modalités d'une installation réussie « en soulignant les caractéristiques spécifiques du marché japonais et en révélant les précautions à prendre et les moyens à utiliser pour avoir le maximum de chances non seulement d'y pénétrer mais aussi d'y réussir ».

Roussel-Japon devrait devenir plus important que Roussel-France dans les cinq ans. L'Air liquide poursuit une carrière florissante commencée depuis longtemps sur le marché japonais. Ces réussites sont là pour faire justice de certains mythes sur son imperméabilité (manipulation du yen, protectionnisme) sans pour autant qu'on puisse ignorer certaines barrières non tarifaires, principalement « culturelles ». Le succès d'entreprises moyennes (Sakom, Rosignol, Le Nôtre, Laoste) tend d'ailleurs à démontrer qu'une supériorité sur un créneau permet de faire au Japon des bénéfices substantiels. Encore faut-il définir une stratégie à long terme, s'in-

tégrer au milieu japonais, être présent et savoir qu'il faut du temps (sept à dix ans).

L'interdépendance des Etats-Unis et du Japon sur le plan macro-économique, cette croissance des pays de l'ASEAN, ce « galop » des pays nouvellement industrialisés (Corée du Sud, Taiwan, Hongkong, Singapour), l'entraînement dans cette spirale ascendante de l'Australie-Nouvelle-Zélande, ne sont pas intentionnellement dirigés contre l'Europe ; le rapport le rappelle utilement sous la plume de M. René Servoise. Mais leurs effets peuvent être dommageables tant à l'intérieur du Vieux Continent (cheval de Troie de certains produits) que sur les marchés tiers. D'où l'extrême utilité de ce travail systématique, à la japonaise, écrit-on tout de dire. Il reste désormais aux acteurs industriels à en tirer parti.

BRUNO DETHOMAS.

Le secteur électronique

Les industries de la filière électronique sont fondamentales pour l'économie française, avec un chiffre d'affaires de 120 milliards de francs et 300 000 salariés. Or, de 1979 à 1982, le déficit de la balance commerciale des matériels électroniques à l'égard du Japon est passé de 2 à 5 milliards de francs, et le taux de couverture est tombé de 11 % à 3,4 %. Dans le domaine des télécommunications, de l'informatique, la position française s'est plus encore dégradée.

Aussi le rééquilibrage des échanges - avec pour objectif sur dix ans un taux de couverture de 70 % - passe-t-il par l'adoption de procédés de sauvegarde (dans le domaine des composants, respect des protections techniques et tarifaires existantes, mise en place de droits compensatoires, établissement de normes originales). Pour les biens d'équipement « la France doit appliquer pour la passation des marchés publics une rigueur analogue à celle dont fait preuve le Japon sur son territoire ».

Enfin, dans le domaine des biens d'expression, « il faut maintenir les contingents et mettre en œuvre les moyens d'exploiter l'avance française dans le domaine des nouveaux produits grand public (vidéographie, piratage, satellite) ». A cette fin le groupe préconise d'étendre le droit de 14 % appliqué actuellement aux télévisions japonaises importées en Europe à l'ensemble des matériels électroniques grand public.

comprendre les nouveaux chemins de l'économie

Pour une nouvelle cohérence, moins de gaspillage, plus d'initiative 73 francs.

MICHEL DIDIER
ECONOMIE LES RÈGLES DU JEU

Jacques Roubineau
LES SERVICES
NOUVELLE DONNEE DE L'ECONOMIE

ECONOMICA
49, rue Héricart
75015 PARIS

XAVIER GREFFE
TERRITOIRES EN FRANCE

L'activité des services, principal ressort du progrès économique ? 75 francs.

La décentralisation marquera de manière profonde la société française 95 francs

SÉMINAIRE EXPORT à l'Ecole Supérieure de Commerce de Paris

C'est l'assurance de suivre un programme de formation pratique répondant spécifiquement au développement international de VOTRE entreprise :

- diagnostic export
- choix, définition et lancement de produits à l'exportation
- implantation de filiales
- cession de licences
- négociation et gestion de contrats internationaux.

Publics concernés : cadres confirmés et ingénieurs d'affaires.

Diplôme : délivré par la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris.

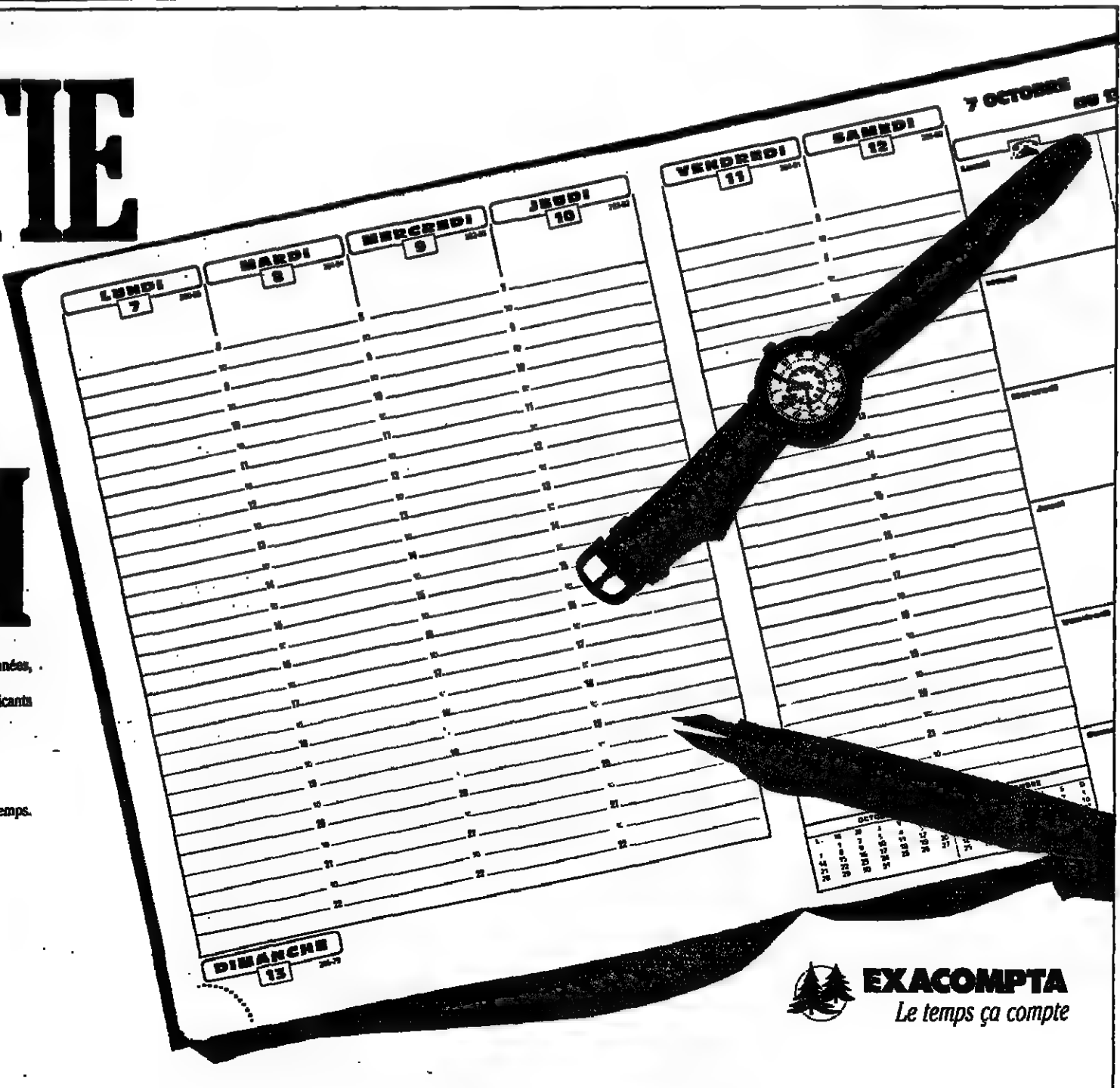
Durée : 20 jours sur 4 mois à partir de janvier 85.

groupe escp
CENTRE DE FORMATION PERMANENTE

(1) 355.39.08 Claire Le Métayer.
STEGE International
79, av. de la République 75011 PARIS

GARANTIE DE L'EMPLOI DU TEMPS

EXACOMPTA est synonyme, depuis des dizaines d'années, de qualité et de précision pour les entreprises. EXACOMPTA, c'est aussi l'un des tout premiers fabricants d'agendas en France. Des agendas aux lignes sobres, nettes et précises. Des agendas qui savent gérer votre temps. Du plus petit au plus luxueux, les agendas EXACOMPTA sont toujours avec vous pour vous aider dans les détails de votre emploi du temps.



EXACOMPTA
Le temps ça compte

LES CONTRASTES DE L'ÉCONOMIE IRLANDAISE

Le profit des investissements étrangers

« La jeunesse est pour l'Irlande ce que le champagne est pour la France. » Tel est le nouveau slogan de l'IDA (Industrial Development Authority). De son siège dublois et grâce à une vingtaine de bureaux outre-mer - en tout 800 personnes - l'IDA, qui fut créée en 1949, s'efforce, surtout depuis quinze ans, d'attirer les investisseurs étrangers dans l'île du Trèfle.

Cette stratégie, appliquée par un pays de 3,5 millions d'habitants à vocation agricole, est fondée sur l'octroi de substantiels avantages fiscaux (impôt de 10 % sur les bénéfices jusqu'en l'an 2000) et financiers (subventions pour les investissements et pour la formation de la main-d'œuvre). Elle a rencontré un certain succès : 800 entreprises étrangères - dont plus de 300 américaines - emploient actuellement sur le sol irlandais 80 000 personnes.

Pour l'industrie, elles représentent un tiers des effectifs, mais la moitié du chiffre d'affaires et les deux tiers des exportations.

Le chômage reste toutefois le pays, comme - toute proportion gardée - au dix-seizième siècle la famine le décimait. L'Irlande subit le double effet de la récession et du redéploiement de l'économie mondiale qui frappe ses industries traditionnelles et frime les capitaux extérieurs. De nouveaux Irlandais qui

émigrent - notamment parmi les jeunes générations - sont plus nombreux (11 000 de 1981 à 1983) que ceux qui reviennent sur les bords de la Liffey. Même si le mode de calcul est différent et si les structures encore rurales en atténuent la gravité, le taux de chômage est, de loin, le plus élevé de la Communauté européenne, représentant fin août 17 % de la population active (215 000 personnes sans emploi).

Ce phénomène est d'autant plus inquiétant que le peuple irlandais est le plus pauvre de la CEE. Une famille compte en moyenne quatre enfants, si bien que plus de la moitié des Irlandais ont moins de vingt-cinq ans. Aussi le gouvernement joue-t-il la carte de la jeunesse, d'où le slogan de l'IDA qui figure sur une affiche représentant de jeunes étudiants trois twos. Pour qu'il n'y ait aucun doute, en bas de l'affiche est écrit : « Nous sommes les jeunes Européens ».

Qualification...

La conjonction démographique renforce l'impératif industriel, mais en modifie le contenu. Les responsables du développement, jeunes également et entrepreneurs, ont donc changé de cible : dans leurs négociations avec les industriels étrangers, ils visent maintenant plus la qualification que l'emploi, de façon à garder les diplômés et à mieux garder le tissu économique.

On espère à Dublin, par ce peignage des offres, faire pièce au reproche, souvent justifié, de n'accueillir que des unités d'assemblage où la main-d'œuvre, en grande partie féminine, est confinée à des tâches répétitives, éléments d'un puzzle dont le dessin - et le dessin - est ailleurs. L'étiquette de colonie économique des États-Unis - où vivent plusieurs millions de citoyens - après celle d'arrière-pays agricole de l'Angleterre, ne plaît guère aux Irlandais, pas plus d'ailleurs que les expressions « Singapour de

l'Europe », « île aux profits » ou autre « paradis industriel », même si ou plutôt surtout si elles contiennent une part de vérité.

Le financement public des investissements privés est ainsi critiqué dans la mesure où il revient cher à un État fortement endetté. Chaque emploi coûte 9 000 livres, et les dépenses de l'IDA - y compris pour les entreprises nationales - ont en 1983 représenté 200 millions de livres (1). Mais ses experts font valoir que les usines étrangères donnent indirectement du travail à l'industrie domestique, au secteur agro-alimentaire et aux services. Selon l'économiste en chef de l'IDA, M. McMahon, les entreprises étrangères ont, en 1983, réalisé un chiffre d'affaires de 5 milliards de livres, dont 2,5 milliards ont été dépensés en Irlande (1 milliard en salaires, 0,5 milliard en matières premières, 0,5 milliard en services et 0,5 milliard en réinvestissements).

Les achats en Irlande représentent le cinquième du chiffre d'affaires, dit-on, à Celbridge, à l'ouest de Dublin, au siège de l'usine verte de la firme française Téléfonique. Dans un immense hangar, un personnel à 80 % féminin et où plus de deux ouvrières sur trois ont moins de vingt-trois ans, monte, geste après geste, environ 100 000 contacteurs par mois. En dehors d'une prise en charge par l'IDA de 20 % des investissements, le fait que les salaires - charges comprises - (110 livres par semaine) soient inférieurs de 30 % à ceux de la France a conduit à cette implantation. L'usine, qui a commencé à fonctionner en 1977, emploie actuellement 350 personnes, mais la gestion est centralisée outre-Manche.

Dans une autre usine, américaine cette fois - Computers Products - à Youghal, à l'est de Cork, le profil est différent. Le directeur est irlandais et, sur un effectif de 130 personnes, un dixième est constitué par des ingénieurs qualifiés dans le domaine de la recherche aussi bien que des ventes (leur salaire moyen est de 16 000 livres par an contre 25 000 aux États-Unis). Ayant démarré en 1982, l'usine est en vive expansion : les profits ont représenté 15 % du chiffre d'affaires l'an dernier. Montrant différents graphiques, son responsable se plect à souligner qu'il ne dirige pas une « entreprise dévotée ». Fort-Lauderdale ne s'intéressait qu'à la ligne bleue des bénéfices.

... et valeur ajoutée

Ainsi la nouvelle stratégie industrielle plus globale - la qualité plus que la quantité - entre progressivement en application, alors même que les nouveaux investissements étrangers sont en voie de fléchissement : 211 millions de livres en 1982 ; 141 millions en 1983. Outre la récession internationale, l'Irlande, face à Hongkong ou Singapour « n'est plus compétitive sur le plan de l'assemblage », souligne le directeur général de l'IDA, M. Kieran McGowan. Depuis deux ans, dans le choix des investissements, « le critère est la valeur ajoutée », que, dans leur dernière étude sur l'Irlande, les experts de l'OCDE trouvaient « faible ».

Le recul des placements étrangers et le risque toujours présent de dépendance ont en outre amené le gouvernement irlandais à réfléchir au sort de l'industrie nationale, qui représente près des deux tiers de l'emploi secondaire (130 000 personnes). De leur côté, les syndicats, s'ils ont « sans idéologie » donné leur appui à l'appel aux capitaux extérieurs, estiment que « les entreprises étrangères font beaucoup de profits » et que « le secteur national est trop faible ».

Un bureau d'études américain, Telesis, présente officiellement un rapport sur le développement industriel de l'Irlande qui a donné naissance en juillet à un Livre blanc. Le but est de doubler d'ici à 1992 la production industrielle, qui passerait de 10 milliards à 20 milliards de livres, et de créer de 3 000 à 6 000 emplois par an dans l'industrie manufacturière et 14 000 dans les services, de façon à ramener le chômage à 10 % de la population active. Les secteurs d'appui qui ont été choisis sont l'électronique et l'ingénierie, l'alimentation, la chimie, le textile et la papeterie.

Les Irlandais ont jusqu'à présent, grâce aux États-Unis, qui visent le marché européen - dont Dublin fait partie depuis 1973 - réussi à attirer des activités du vingt et unième siècle, comme l'électronique avancée ou la chimie fine. À l'heure actuelle, compte tenu des tentatives pacifiques, il leur faut aussi construire une industrie du vingtième siècle, fondée sur le haut de gamme de secteurs traditionnels comme l'habillement, des petites et moyennes entreprises, la sous-traitance. Dans ce but, les pouvoirs publics doivent, soulignent certains experts, réduire les subventions aux entreprises et alléger la fiscalité des entrepreneurs.

Si les produits de haute technologie - informatiques ou pharmaco-

logiques - assurent, selon une étude américaine, plus de la moitié des exportations industrielles du pays, le nombre d'ingénieurs dans l'industrie est faible, ne représentant, d'après la Banque d'investissement, qu'un tiers de la moyenne des pays industrialisés. Le transfert est lent. Il s'agit, comme le souligne l'OCDE, d'assurer « un renforcement sensible de la compétitivité » non seulement pour les investissements étrangers, mais aussi pour l'activité intérieure.

L'Irlande doit en tout cas conserver les clés de son avenir, alors que la sauvegarde de sa culture passe aussi par la maîtrise de son économie. Les usines étrangères, dispersées dans la campagne, non loin des montagnes à tête noire, doivent être intégrées dans les nouvelles structures - à inventer - industrielles et sociales du pays, comme elles se fondent, le plus souvent, dans le paysage. Le message est en bord de la mer : dans le port de Ballycotton, au sud de Dublin, un vieux chandelier porte le nom de *Celtic Pride*. Fier de cela...

MICHEL BOYER.

(1) 1 livre irlandais = 7,5 francs.

Les États-Unis en tête (en millions de livres)

États-Unis	3 775
Grande-Bretagne	770
REX	642
Canada	436
France	371
Japon	323
Autres pays	193
Total	658

Total des investissements étrangers, y compris agrandissements, de 1960 à 1983 (après 1984). Environ deux tiers se sont implantés en Irlande. 16 % des entreprises qui démarrent ferment au bout d'un an ou de deux. (Source : IDA.)



▲ Principales concentrations de firmes industrielles étrangères au pays.

Prêts à développer votre entreprise face à la concurrence mondiale ? Nous sommes **prêts** à vous aider. En vous proposant de multiples formules de **prêts** et de montages financiers. Les **prêts** ordinaires à long terme pour financer les besoins durables de l'entreprise. Les **prêts** spéciaux à taux réduits, des **prêts** pour encourager l'exportation, l'innovation, l'automatisation, l'économie d'énergie, les créations d'emplois. Les **prêts** pour le développement des investissements à l'étranger. Les **prêts** participatifs pour renforcer les fonds propres de l'entreprise.

Pour votre avenir, nous sommes **prêts**.

Crédit National

45, rue Saint-Dominique, 75001 Paris - Lyon - Lille - Marseille - Nantes - Nancy - Bordeaux - Strasbourg - Rouen - Dijon - Toulouse - Orléans - Besançon.



NOUS échangeons vos FACTURES contre de L'ARGENT FRAIS !

L'argent "frais" est aussi indispensable à la croissance des entreprises que le second souffle au cœur de fond. Une entreprise moyenne, surtout s'il s'agit d'une entreprise de main d'œuvre doit en outre, régler ses salaires, les charges sociales, etc. C'est à dire qu'elle a besoin d'argent frais. Le Sofirec, par exemple, le factoring, que les Français appellent affectation est considéré comme l'une des composantes essentielles du financement des entreprises.

Votre argent dans les 48 heures

La Banque Sofirec occupe une place privilégiée sur le marché français de l'affectation.

Sofirec échange les factures émises par ses adhérents contre de l'argent "frais" disponible dans un délai de 48 heures. Sofirec leur remet soit un chèque, soit un virement à leur compte bancaire.

Le volume du financement accordé tient compte des besoins réels des entreprises et n'est pas limitatif. Sofirec laisse son client libre du choix des créances à financer.

Gestion "à la carte" de votre facturation

Sofirec accepte de gérer à la carte le portefeuille des entreprises qui lui font confiance. Ses adhérents peuvent donc confier à Sofirec les seuls clients correspondant à leurs besoins.

Sofirec assure pour eux les relances, le recouvrement et l'imputation des règlements.

Assurance de vos créances

Sofirec garantit le paiement des créances qui lui sont confiées et assure tout les risques d'impayés liés à une mauvaise situation financière des débiteurs.

Le Club Sofirec

Le Club Sofirec est ouvert à tous ses clients. En plus de certaines informations économiques et commerciales, le Club Sofirec offre à ses adhérents une assistance juridique et comptable. Sofirec leur offre en particulier un diagnostic annuel, réalisé gratuitement par un comité spécialisé.

Le Club propose aussi à ses membres, dont il est le lien essentiel, des contacts et des rencontres amicales susceptibles de favoriser le développement de leurs entreprises.

Pour recevoir, sans engagement, le Dossier Spécial "Affectation Sofirec", écrivez à :

SOFIREC

PARIS 15, rue d'Alsace 141 742.73.97

MARSEILLE 24, rue F. Dore 13221 44.01

Tél. (01) 54.92.78

مكتبة الأصيل

مكتبة الشهدا

L'ÉVOLUTION DES CONFLITS DU TRAVAIL

- La combativité ouvrière reste faible
- Une plus grande proportion de grèves portent sur les salaires

LES premiers douze mois qui ont suivi l'installation de la gauche au pouvoir avaient connu une sensible recrudescence des mouvements grévistes, la deuxième année marquant au contraire un net fléchissement du nombre de journées de grève. C'est cette diminution que confirme aujourd'hui l'examen de la période qui va du 1^{er} juillet 1983 au 30 juin 1984, avec une nouvelle baisse et du nombre de conflits, et du nombre de jours de grève qu'ils occasionnent.

Le faible nombre de jours de grève liés aux conflits dits « généralisés » (1) est certes en perte de vitesse par rapport à ce qu'ils étaient en 1975 à 1979. Mais les conflits localisés, ceux où la poussée de la base a fait le plus directement sentir, diminuent également.

S'agit-il alors de conflits peu nombreux, mais en tout cas massivement suivis ? Il n'en est rien : la participation aux conflits localisés est au contraire la plus faible depuis 1975. Ces conflits ruraux et minoritaires se signalent-ils du moins par leur longévité et par leur âpreté ? Tel n'est pas non plus le cas. Le nombre de jours de grève par gréviste est, lui aussi, le plus faible depuis 1975.

Et la fonction publique ?

Ces chiffres, cependant, ne comprennent pas les grèves survenues dans la fonction publique. Un des paradoxes de la situation française est que l'Etat, qui a mis en place un appareil propre à analyser dans le détail les conflits du travail dans le secteur privé (2), fait par contre preuve d'une grande discrétion pour le secteur où il agit en tant qu'employeur. Seul le ministère des PTT a gardé sur ce point une tradition de transparence et publie ses statistiques de grèves, qui ne figurent pas dans les données traitées par le ministère du travail. Cette situation est incontestablement un obstacle à une bonne connaissance de la situation sociale en France. Comment, par exemple, se faire une idée exacte de la température sociale dans la période 1974-1975 sans prendre en compte les grèves dans

les PTT, qui représentent à elles seules l'équivalent de la totalité des journées de grève dans le secteur privé, public et para-public ? Ce sont à la fois des confirmations et des correctifs précieux que les statistiques des seules PTT permettent d'introduire dans le tableau général :

Elles confirment le sens de l'évolution qu'on a pu constater depuis, disons, le milieu des années 70 : un premier palier de baisse à l'automne 1977, lié à la rupture de l'union de la gauche, une seconde baisse à partir de 1980, s'expliquant d'abord par l'attention portée aux préavis électoraux, puis par les difficultés de positionnement à l'égard d'un gouvernement de gauche :

Elles attestent la remontée de la combativité, telle qu'elle s'était produite dans le secteur privé dans l'immédiat après-mai et, surtout, atténuent le sentiment d'affaiblissement continu de la combativité depuis 1982 : c'est plutôt de stagnation à un bas niveau qu'il faudrait parler.

Compte tenu de la part traditionnellement importante des mouvements nationaux aux PTT, elles confirment l'importance de la dimi-

nution des « conflits généralisés » dans la baisse générale des jours de grève (3).

La baisse des données pour la fonction publique dans son ensemble (les postiers représentent moins du quart des fonctionnaires) permettrait donc de préciser la tendance générale. Ne serait-il pas naturel qu'un gouvernement de gauche se préoccupe de recueillir et de rendre publics des données que les gouvernements de droite ne se sont pas souciés de réunir ?

Pour en revenir à la zone couverte par le ministère du travail, on y constate que les conflits sont restés à un niveau élevé dans les transports et ont progressé dans la sidérurgie, mais que c'est surtout la construction automobile qui, cette année encore, s'est montrée particulièrement combative. Une analyse plus fine permet d'ailleurs de relativiser l'impact réel de certains conflits : si la grève de Flins représentée à elle seule plus de 5 % du nombre total des journées de grève sur ces douze mois, les grèves qui a suscitées en Lorraine le plan acier n'en représentent guère plus de 1 %.

Dans son ensemble, la construction automobile totale pour cette période près de 50 journées de grève

pour 100 salariés, alors qu'aucune autre branche n'atteint les 30 journées. On comprend mieux l'attention dont bénéficie, à travers le rapport Dalle, l'annonce de 80 000 suppressions d'emplois dans l'automobile.

Rôle des syndicats et motifs des conflits

Si l'on examine les initiatives syndicales qui sont à l'origine des conflits, les résultats du premier semestre 1984 corroborent ceux de l'année 1983. La CGT est encore un peu plus en tête, puisqu'elle est, seule, à l'origine des luttes dans 43 % des cas, contre 41 % en 1983, la CFDT et FO restant stables (12 % pour la CFDT, de 1 à 1,5 % pour FO). Par contre, si l'on pouvait constater en 1983 que les motifs de déclenchement des conflits représentaient des proportions étrangement identiques pour chaque confédération syndicale, il n'en est plus de même pour le premier semestre 1984. La CGT, « syndicat de la feuille de paie », a vu augmenter, dans les conflits qu'elle déclenche, la part des conflits salariaux (de 49

à 54 %), mais aussi ceux portant sur l'emploi (de 26 à 28,7 %).

La préoccupation salariale est devenue aussi plus déterminante à Force ouvrière de 48 à 65 %, pourcentage qui n'est qu'une valeur indicative étant donné le très faible nombre de conflits dont cette centrale a pris l'initiative. Il en est de même, ce qui ne laisse pas d'étonner, à la CFDT, où la part des conflits sur les salaires est passée de 47 à 59 %, tandis que les conflits sur l'emploi régressaient de 26 à 24 %. Ce n'est sans doute pas la première fois qu'apparaît un hiatus entre les orientations de M. Edmond Malre et le comportement de sa base militante : en l'occurrence, il semble de taille.

De la même manière, ce ne sont plus les conflits sur l'emploi qui apparaissent comme les plus unificateurs : si 43 % d'entre eux sont toujours menés dans un cadre interconfédéral (contre 44 % en 1983), la part, dans les initiatives intersyndicales

des conflits salariaux passe de 32 à 48 %. Plus significatif peut-être encore, il y a maintenant 61 % des grèves démarrées sans mot d'ordre syndical, qui portent sur les salaires, contre 48 % en 1983.

Cette évolution marque-t-elle un renversement de tendance quant aux motifs des conflits ? En effet, d'année en année, l'après-mai 1981 avait été marqué par la part croissante des conflits sur l'emploi (13,7 % des conflits dans l'immédiat après-mai, 23,9 % en 1982-83, 29,7 % en 1983-84), progression qui s'était faite pour l'essentiel aux dépens des conflits salariaux. Or, selon les chiffres de la division des relations du travail, le premier semestre marque une remontée sensible, en pourcentage, des conflits salariaux : ceux-ci représentaient 48 % des conflits au premier semestre 1983, 41 % au deuxième semestre, et 54 % au premier semestre 1984.

Sans doute est-il impossible de dire aujourd'hui si cette évolution sera durable, d'autant plus qu'il importe de rappeler qu'elle prend place dans un contexte général marqué par un faible niveau de mobilisation ouvrière. Il est certain que le discours majoritairement tenu sur la crise a donné aux luttes sur l'emploi une plus grande légitimité qu'aux conflits salariaux. Mais il est non moins indéniable que la baisse du pouvoir d'achat enregistré en 1983 semble avoir donné une nouvelle actualité aux revendications salariales.

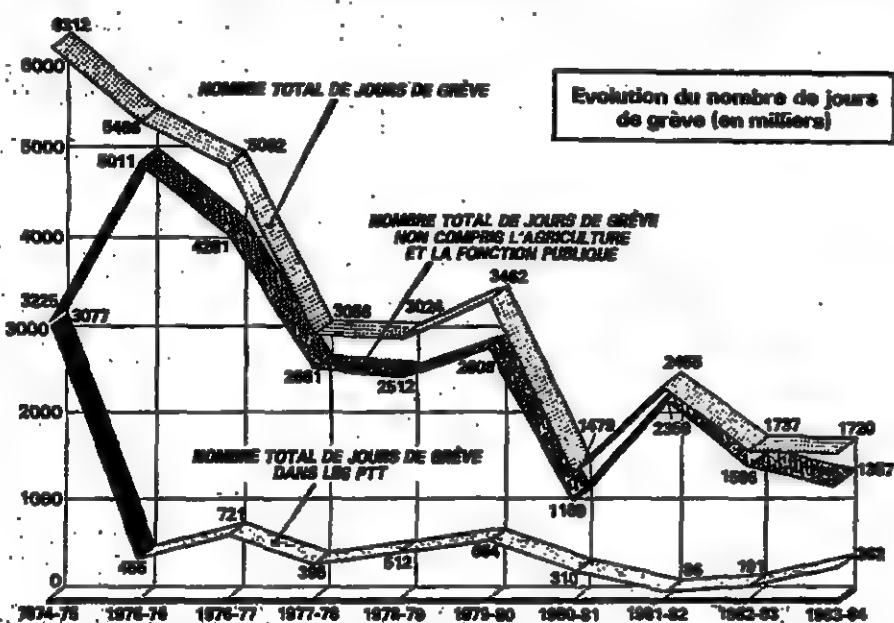
JACQUES KERGOAT.

Comparaison

Deux modifications intervenues dans les méthodes de travail contribuent désormais à rendre plus difficile la comparaison avec les années précédentes.

Pour ce qui concerne la répartition par branches, l'ancienne nomenclature des activités économiques, en trente quatre postes, a été remplacée par une nouvelle nomenclature, la NAP 40. De ce fait, la comparaison terme à terme n'est plus possible pour un certain nombre de branches.

Le ministère du travail se contente désormais de décompter chaque mois les conflits observés, ce qui signifie qu'un conflit commençant le 29 septembre et se terminant le 2 octobre est comptabilisé deux fois. Il n'est donc plus possible, pour calculer le taux de participation ou la durée moyenne des conflits, de partir de la totalisation annuelle. On peut par contre les recalculer, ce que nous avons fait, en termes de moyenne mensuelle. La comparaison est possible si l'on réutilise le même mode de calcul pour les années antérieures à 1983.



Ce graphique est légèrement sous-estimé. Des difficultés administratives ont eu un effet compensé qui est pris en compte par le ministère du travail les journées perdues du 2^e trimestre 1984 dans les départements des Hauts-de-Seine et de la Seine-Saint-Denis.

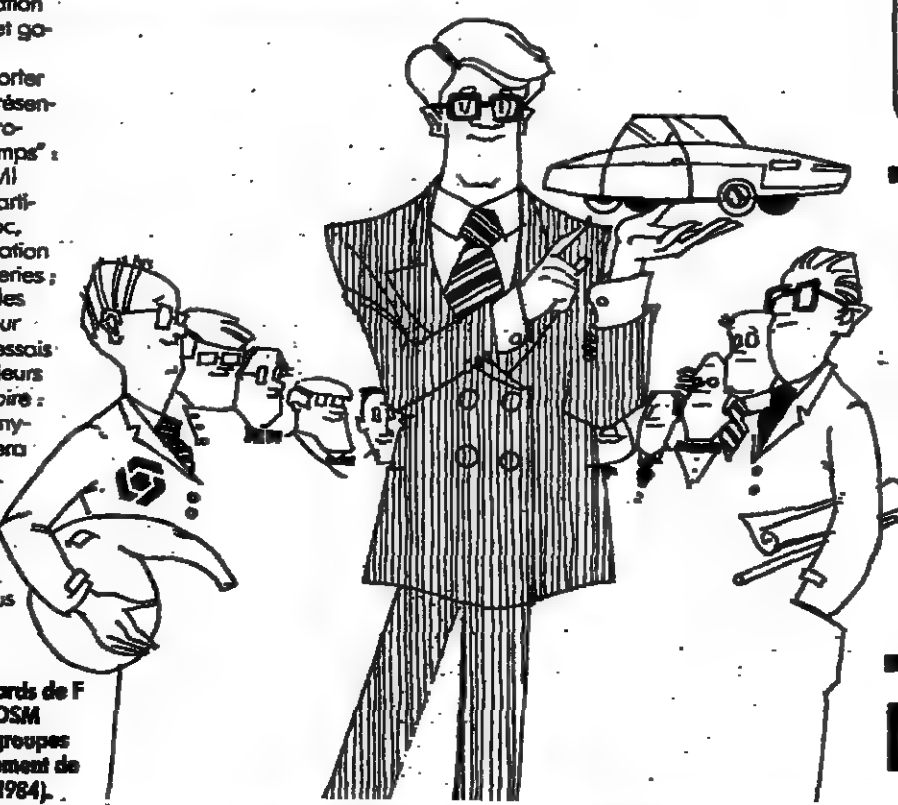
DSM pense à vos futures voitures :

LES "PROS" DE LA CHIMIE FONT EQUIPE AVEC CEUX DE L'AUTOMOBILE

Vous n'ignorez pas que DSM dispose dans son secteur "Chimie" d'équipes de recherche créatives et d'importants sites industriels, en Europe et dans le monde, où s'implantent, année après année, de nouveaux laboratoires, de nouvelles usines. Mais avez-vous conscience qu'une partie de ces établissements travaillent pour vous ? Pour vous, automobilistes, puisque leur activité est largement orientée vers tous ceux qui, directement ou indirectement, construisent ou sous-traitent, "travaillent dans l'automobile". Aujourd'hui, DSM dispose de toute une gamme de produits constamment améliorés, adaptés à l'équipement intérieur des carrosseries et à leur protection extérieure ou destinés à prendre place "sous le capot", là où huiles et chaleur sévissent. Nombreuses sont les applications de produits DSM chez les constructeurs européens, tout spécialement en France, chez les "quatre grands". Avant la fin de l'année, on trouvera sur le marché des caoutchoucs synthétiques un produit

exceptionnel (le Kelirinal) par sa protection contre l'inflammation et sa résistance aux huiles et gazole notamment. Demain, DSM va vous apporter de nouvelles surprises en présentant une fois de plus, des produits "en avance sur leur temps" : - dès 1985, un procédé (RIM) pour produire un nylon 6 particulièrement résistant au choc, spécialement pour la fabrication des composants de carrosseries ; - d'ici à cinq ans environ, des étonnants produits dont, pour l'un d'eux, les résultats des essais industriels se révèlent supérieurs à ceux des tests en laboratoire : une variété améliorée de nylon - le Stanyl - qui supportera des températures élevées, une fibre de polyéthylène "superstrong", dix fois plus résistante que l'acier, deux fois plus que les fibres de carbone. DSM pense à vous et à vos futures voitures.

Avec l'équivalent de 60 milliards de F de chiffre d'affaires annuel, DSM occupe le 7^e rang parmi les groupes chimiques européens (Classement de CHEMICAL INSIGHT - Sept. 1984).



CARTE D'IDENTITE DU GROUPE DSM

A l'origine, Houllères d'Etat néerlandaises ; aujourd'hui, DSM, Groupe à vocation internationale, implanté en

Europe de l'Ouest (siège social à Heerlen, Pays-Bas), mais aussi dans d'autres parties du monde.

SEPT GRANDS SECTEURS :

Energies :	ammoniac, urée, engrais azotés, phosphatés et mixtes, etc.
Produits chimiques :	acrylonitrile, caprolactame, phénol, méthanol, méthanol, intermédiaires organiques, produits de la chimie fine, etc.
Plastiques :	éthylène, polyéthylène hd et hd, PVC, polypropylène, ABS, caoutchoucs synthétiques, etc.
Résines :	pour peintures, plastiques renforcés, encres, adhésifs textiles, etc.
Energie :	gaz naturel, pétrole, charbon.
Transformation des plastiques :	emballages, articles ménagers, produits techniques, etc.
Construction :	briques, tuiles, éléments en béton, céramiques, etc.

En termes de chiffres d'affaires et d'effectif, l'activité principale est la chimie dont 85 % des ventes sont réalisées dans la Communauté Européenne. Au total : 28.000 employés dont les 2/3 aux Pays-Bas. Chiffre d'affaires global de l'ordre de 22 milliards de florins.

DSM EN FRANCE

Producteur européen, DSM dispose en France de moyens de production, de stockage et d'assistance pour :

- les plastiques, produits chimiques et résines,
- les engrais, les produits en matières plastiques, les matériaux de construction

Pour toute information : DSM-FRANCE immeuble Périssud 5 rue Lejeune 92120 MONTROUGE

DSM



UNE EQUIPE DE "PROS" DE LA CHIMIE

	La ligne	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOI	90,00	106,74
DEMANDES D'EMPLOI	27,00	32,02
IMMOBILIER	60,00	71,16
AUTOMOBILES	60,00	71,16
AGENDA	60,00	71,16
PROP. COMM. CAPITAUX	177,00	209,82

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La ligne	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOI	51,00	60,48
DEMANDES D'EMPLOI	15,00	17,79
IMMOBILIER	39,00	46,25
AUTOMOBILES	39,00	46,25
AGENDA	39,00	46,25

* Dégressifs selon surface ou nombre de paravents.

DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Directeur Général

4000 personnes - Lyon

Avez-vous envie de devenir Directeur Général de la filiale d'un de nos plus importants groupes multinationaux, gérer plus de 2 milliards de francs et diriger environ 4.000 personnes réparties en plusieurs sites de fabrication ?

Nous, nous aimerions que vous ayez 38 ans minimum, un diplôme de premier rang de préférence technique, une honnête connaissance de l'anglais et... une très solide expérience de direction (réussie bien sûr), si possible dans des sociétés industrielles fabriquant des grandes séries et avec la maîtrise de gros investissements.

Nous souhaiterions aussi que vous soyez un champion de la communication, un entrepreneur solide et performant et que vous aimiez vivre dans la région lyonnaise.

En ce qui concerne la rémunération, elle vous conviendra assurément !

En tant que Conseillers de direction, nous garantissons le secret absolu des candidatures et la discrétion de nos démarches. L'identité des candidats ne sera dévoilée qu'avec leur accord donné à l'issue d'un entretien personnel.

Écrire avec C.V. détaillé, s/réf. 83.00.28/M à :

MRI conseil

Danièle Chapuis - 13, rue Madeleine-Michelis - 92522 Neuilly - Tél. : 745.03.30.

POSSO DIRECTEUR D'USINE

Nous sommes une société internationale spécialisée dans la fabrication de matériels destinés au conditionnement de supports magnétiques pour le son, la vidéo, l'informatique... Notre C.A. est de 220 MF dont les 2/3 à l'exportation.

Nous avons 4 usines dont 2 en France et nous employons 300 personnes dans celle de

Genlis près Dijon (21)

Nos fabrications comportent une part d'injection de matières plastiques (PS - ABS...) et une part importante d'assemblage, consommations de main-d'œuvre.

Vous pouvez devenir le Directeur de cette usine si vous avez un minimum de 35 ans, vous êtes ingénieur diplômé généraliste avec des connaissances en mécanique et si possible en plasturgie. Mais, vous êtes surtout un animateur et vous avez été responsable d'une unité de fabrication d'au moins 150 personnes avec une part importante de personnel féminin et dans une PMI. Pour votre compréhension avec nos autres usines, il est préférable que vous parliez anglais.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV et rémunération actuelle sous référence M/215/D à notre Conseil.

chp CABINET Henri PHILIPPE
106 boulevard Haussmann - 75008 Paris

ARCOMEM 444

SOCIETE LYONNAISE DE BANQUE

UNE BANQUE DIFFERENTE, RESERVEE AUX AMBITEUX

Première banque inter-régionale française (300 agences dans 25 départements du Sud-Est, 4 000 personnes, dimension internationale par le groupe CIC...) nous intervenons dans tous les aspects de la vie économique et quotidienne avec un souci constant d'innovation et de modernisme.

Jeune Diplômé de l'enseignement supérieur (Grande École d'Ingénieurs, de Commerce ou Université) ayant du caractère et l'esprit d'entreprise nous vous proposons de devenir rapidement

DIRECTEUR D'AGENCE

C'est-à-dire :

• responsable d'un centre de profits, autonome et indépendant, animateur d'une équipe, capable de s'adapter à des situations imprévues et à des partenaires différents, ouvert sur la vie de la région et les contacts interprofessionnels.

C'est la possibilité de :

• prendre à court terme, à travers des postes dynamiques et évolutifs, des responsabilités de haut niveau, acquérir une expérience complète et enrichissante valorisant vos diplômes.

Une telle dimension vous passionne : adressez votre candidature à La Société Lyonnaise de Banque, Pierre Lloiger Directeur des Relations Humaines, 8 rue de la République, 69001 Lyon. Tél. (7) 827.71.71.



group CIC

Dans les produits d'équipement-outillage diriger notre filiale

250 000 +

D'origine allemande et leader dans notre domaine qui concerne les produits techniques destinés aux professionnels mais aussi aux particuliers, nous représentons à l'échelle mondiale plus de 200 000 000 de dollars de C.A. Le développement que nous avons connu ces dernières années a été particulièrement fort. Notre filiale française importe et commercialise l'ensemble de notre gamme. Vous êtes responsable de nos opérations en France et à ce titre vous avez une mission large :

- Diriger de façon très opérationnelle notre société dans tous ses aspects : commerciaux, administratifs, financiers, et bien sûr humains...
- Garder une vue à long terme de l'évolution de notre activité en France que vous traduisez par une stratégie qui conçoit et mène par vous-même tient compte d'un objectif ambitieux de développement à court terme de notre structure.
- Accroître rapidement nos positions sur nos trois marchés : industriel, professionnel et grand public. Pour ce dernier marché, vous organisez le développement des ventes dont le C.A. à moyen terme dépassera largement cent millions de francs. Vous travaillez au plus haut niveau, en manager terrain et en homme de marketing avec la distribution que vous connaissez bien.

Environ 40 ans, vous êtes diplômé d'une grande école de commerce. Votre expérience est à la fois marketing et commercial opérationnel dans des postes de direction à un niveau élevé de responsabilité. Vous pouvez avoir dirigé avec succès un centre autonome de profit (division ou filiale de distribution...). Le secteur que vous connaissez est, par exemple, celui de l'équipement-outillage grand public (perceuses, tronçonneuses, soudeuses...). Bien sûr vous parlez parfaitement anglais et si possible allemand. Le poste est basé en région parisienne.

Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, CV, photo) réponse et discrétion. Merci d'écrire sous référence 2103 M, 1, rue de Berli - 75008 Paris.



**Bernard Julhiet
Psycom**

Membre de Syntec



Decision Data Computer SA

directeur général de filiale équipements informatiques

Nous sommes la filiale française d'un groupe américain dynamique (C.A. \$ 140 millions). Notre spécialité, ce sont les équipements informatiques compatibles (terminaux, écrans, imprimantes, systèmes de contrôle). Notre chiffre d'affaires croît de 40 % l'an et en France, nous atteindrons en 1985 notre objectif de 80 millions de francs. Nous recherchons notre Directeur Général.

Vous serez assisté par un Directeur Commercial, un Directeur Technique et un Contrôleur. Vous dépendrez directement du Directeur Général Europe. Votre objectif et le nôtre, c'est d'accroître notre profit et notre pénétration du marché français, soit en développant notre base actuelle de clientèle par des produits et services nouveaux, soit en conquérant de nouveaux clients.

Nous recherchons un professionnel d'au moins 40 ans, parlant l'anglais qui, après une expérience réussie dans la vente, a su devenir un manager responsable d'un centre de profit, un animateur d'équipes et un homme d'entreprise. Nous lui demandons les qualités de la réussite : mobilité, énergie, sens de la communication, sens du résultat. Il obtiendra de nous une rémunération motivante, des responsabilités grandissantes et le soutien d'une équipe dynamique.

Merci d'adresser votre C.V., avec photo et rémunération actuelle à Guy SCHAUB, Directeur Général Europe, DECISION DATA COMPUTER INTERNATIONAL, 9 Cour des Petites Ecuries, 75013 Paris.

Directeur d'Usine

300.000 +

- une société performante, filiale d'un groupe international
- des produits de haute technologie dans le domaine de l'électrotechnique et de l'électronique
- une unité de production (500 personnes) appelée à se développer.

Tel est le cadre général du poste que nous avons à pourvoir dans la région Parisienne. Nous souhaitons le confier à un ingénieur de formation Grande École dont l'expérience, même courte, prouve la valeur humaine et la compétence.

Si ces tout premiers éléments vous motivent, adressez-nous votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence 410320 M. Si l'est retenu, une information plus complète préparant un entretien vous sera envoyée. Bien entendu, ORION vous garantit la confidentialité de votre démarche.

35 rue du Rocher 75008 Paris



ORION
l'homme et l'entreprise

DIRECTEUR DU DEPARTEMENT CONSEIL AUX PMI

La Chambre de Commerce et d'Industrie de TOURS propose cette opportunité à un Ingénieur AM ou équivalent ayant une formation complémentaire en gestion (ESC, IAE, IFC...). Outre l'animation et la gestion de son département (8 personnes) composé de Conseillers Spécialisés, sa mission sera de répondre aux besoins des entreprises d'Indre et Loire en matière d'organisation (gestion, production, informatique) de stratégie de développement et de marketing industriel. Responsable également de l'ARIST Touraine, il suivra les dossiers d'innovation liés à la création et à l'évolution des produits. Ce poste peut convenir à un cadre de 35 ans minimum ayant environ 10 ans d'expérience en entreprise ou en cabinet d'organisation. Ses qualités relationnelles et d'homme de terrain seront particulièrement appréciées.

Adressez lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 3520 CT à notre Conseil, le Cabinet OPPERT - 69 Bd du Mail Joffre - 92340 BOURG LA REINE, qui garantit réponse et discrétion.



CABINET OPPERT

FILIALE D'UN IMPORTANT INSTITUT DE RECHERCHES recrute

UN DIRECTEUR PROMOTION-DEVELOPPEMENT

pour définir et développer les meilleures filières de valorisation de notre très large gamme de variétés agricoles et horticoles.

- En s'appuyant sur nos services techniques, il étudiera les perspectives d'accueil de nos variétés par le marché et il définira les programmes de leur développement tant en France qu'à l'étranger.

- Il sera aussi responsable des programmes publicitaires et de la coordination des ventes des semences et plants de base.

- Il sera INGÉNIEUR diplômé d'une école supérieure de commerce, intéressé par les secteurs agricoles et agro-alimentaires, ou INGÉNIEUR AGRO-NOME attiré par les aspects commerciaux d'exploitation de licences.

- Il parlera couramment anglais et, mieux, une deuxième langue internationale (allemand, espagnol).

Sa résidence professionnelle sera en banlieue Ouest parisienne, et il effectuera de nombreux déplacements en province et à l'étranger.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à ANNONCES SERVICES, 45, rue Carnot, 78000 VERSAILLES, s/réf. 5170, qui transmettra.
DISCRETION ASSURÉE.



emploi international aux îles d'Outre-Mer

emploi international aux îles d'Outre-Mer

emploi international aux îles d'Outre-Mer

reporting - budget - plan

Notre entreprise est située dans une ville universitaire du sud de l'Allemagne et fait partie d'un groupe français important. Elle emploie plusieurs milliers de personnes. Nous cherchons un

contrôleur de gestion

Le titulaire du poste participe à l'élaboration des budgets, des plans à long et à court terme et à l'étude de rentabilité. Il prend également en charge le reporting auprès de notre compagnie mère en France. Ce poste est rattaché directement au PDG.

Le poste exige une formation professionnelle avec diplôme d'une école de commerce ou de gestion, avec de préférence quelques années d'expérience professionnelle dans un cabinet d'expert-comptable ou dans une société internationale et des connaissances satisfaisantes en langue allemande.

Veillez vous adresser à Monsieur Bernhard Magnus Lichtner (conseiller) par téléphone (0711) 221564, le soir 608084, ou envoyez lettre de candidature manuscrite, curriculum vitae, photocopies des diplômes et certificats de travail et mentionnez vos prétentions. Confidentialité assurée.

Industrieberatung MEYER-MARK GmbH Stuttgart
Königsplatz 68, Postfach 891, D-7000 Stuttgart 1 (Allemagne)

MEYER MARK

Si vous n'êtes pas vous-même la personne que nous cherchons, peut-être la connaissez-vous !

BRA DESIGNER

MELBOURNE, AUSTRALIA

One of Australia's best known specialist manufacturers of high quality fashion underwear sleepwear and leisurewear is seeking a specialist bra designer with experience designing bras for production. Full removal expenses paid. Write to: Warrham Associates, Level 5, 114 William Street, Melbourne Victoria 3000 Australia or telephone 03-67 8877.

INFORMATIS

INGÉNIEUR

PROJETS CAO-ROBOTIQUE

INGÉNIEURS SYSTEME

3 ans expér. codage système pour pilotage à distance de robots de CAO et ROBOTIQUE. Frequent déplacements : USA, ESPAGNE, ITALIE, GRÈCE, ALLEMAGNE...

Voiture fournie pour la région.

INGÉNIEURS LOGICIEL

5 ans d'expérience en SOFT de base. Monteur Connaissance TRANSPAC

INGÉNIEURS SYSTEME

PROCESSUS INDUSTRIELS INTRA - PEP 11 - SOLAR

INGÉNIEURS LOGICIEL

3 ans d'expér. d'applications MOTOROLA 68000, langage C 28, rue Diderot, Paris 75005. Téléphone : 337-62-22.



Centres de recherche de Genève

Notre groupe informatique, leader dans le domaine des produits logiciels pour la gestion de données (BASIS et DM) souhaite engager pour le support commercial et technique de ses produits

UN INGÉNIEUR MARKETING

qui aura pour tâche de définir et mettre en œuvre les moyens marketing et d'assurer la vente du produit.

UN INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

dont les principaux objectifs seront :

- D'étudier l'intégration du produit dans l'environnement de l'entreprise ;
- De supporter le produit sur le site du client (installation, formation, identification et correction des problèmes, maintenance, etc.);
- De définir et de réaliser des applications.

Les candidats doivent posséder une très bonne formation technique, connaître les matériels DEC et/ou IBM, et avoir quelques années d'expérience dans les domaines mentionnés ci-dessus.

Des déplacements de courte durée en Europe sont à prévoir.

Ces deux postes nécessitent la connaissance de l'anglais, du français, et si possible de l'allemand.

Les personnes intéressées sont priées d'adresser leur offre de services, accompagnée d'une photographie et de leurs prétentions de salaire, au chef du personnel, BATTELLE, 7, route de Drize, CH - 1227 Carouge, Genève (Suisse).

ANNONCES CLASSÉES
TÉLÉPHONÉES
555-91-82

AFS PROGRAMMES INTERNATIONAUX ET INTERCULTURELS ET LA FÉDÉRATION EUROPÉENNE POUR L'ÉDUCATION INTERCULTURELLE

UN CADRE DIRIGEANT

Pour leur bureau conjoint situé à BRUXELLES

Dynamique, il(elle) possède une expérience préalable et de réelles compétences de gestionnaire et de dirigeant. Responsable d'une équipe de 10 à 15 professionnels, il sera également vice-président d'AFS International et secrétaire général d'EFIL. Ces fonctions l'amèneront à concevoir la stratégie et superviser les opérations pour la région EUROPE, AFRIQUE, MOYEN-ORIENT, avec des objectifs de développement et de croissance.

Ses déplacements fréquents l'amèneront également à représenter les deux organisations auprès des institutions et des organisations membres.

Pour assumer cette fonction à partir du 1^{er} AVRIL 1985, il possède des talents pour les relations publiques ; ses antécédents professionnels à un niveau international lui procurent déjà une maîtrise totale de l'anglais et une bonne connaissance du français.

Les candidatures seront accompagnées d'un c.v. mentionnant les prétentions financières ; elles seront reçues jusqu'au 12 NOVEMBRE à l'adresse suivante :

PAT KENRICK ITS Ltd. 73-75 Mortimer Street, London WIN 6HX (ROYAUME-UNI).

URGENT

Société en pleine expansion recherche pour ASSISTANCE TECHNIQUE AU MOYEN ORIENT

1 ÉLECTRONICIEN

Niveau Ingénieur ou cadre technique Responsabilité d'une équipe de 4 techniciens déjà en place après une formation en France de 3 mois. La première mission est prévue pour une durée de 2 ans. Contacter pour rendez-vous : le (46) 80-80-44, M^{me} D. NADAUD.

L'UNIVERSITÉ DE GENÈVE

ouvre une inscription au Département de Géologie et Pétrologie de la Faculté des Sciences pour un poste de

PROFESSEUR ORDINAIRE

pour l'enseignement de la Géologie générale (avec spécialisation souhaitée dans les combustibles fossiles).

Entente en fonction à convenir. Il s'agit d'un poste à charge complète.

Les candidats sont priés de faire valoir leurs titres avant fin novembre 1984 au Secrétaire de la Faculté des Sciences, qui E-Ansermet 20, CH-1211 Genève 4, auquel ils peuvent s'adresser pour connaître les conditions.

URGENT

recherches

ANIMATEURS

ÉLECTROTECHNIQUE - ÉLECTRONIQUE - MÉCANIQUE - NIVEAU

parlant anglais

pour déplacements 4 mois à ABU DHABI (Arabie Saoudite)

EDUVISION

Téléphone : 227-77-10.

Jeune fille au pair

pour s'occuper d'un enfant au printemps 1985 en dehors de Zurich. Soirée à H.R. Nappin. Voir aussi 5 CH-8108 Dübendorf.

Groupe IEP à vocation internationale recherche dans le cadre de son développement à l'étranger

UN DIRECTEUR DE CHANTIERS TCE

Ingénieur diplômé 10 à 15 ans d'expérience grand chantier de bâtiment forte personnalité capable de diriger et de gérer une importante structure d'encadrement. Pour ce poste, basé en Algérie, une expérience de l'export, connaissance d'un pays arabe, un atout apprécié. Large possibilité d'évolution responsabilité à assumer très rapidement. Déplacements en cabotage.

UN CADRE ADMINISTRATIF

Basé au siège avec déplacements fréquents à l'étranger pour suivi de grands chantiers à l'export. Expérience souhaitée dans ce domaine. Adr. lettre manuscrite + C.V. + photo sous n° 4194. Publicité Régime 112, bd Voltaire, 75011 Paris.

DIRECTIONS . DIRECTIONS

FRANÇAISES Nationales et Internationales

Directeur filiale

350.000 F

Négociants produits de la mer - Une société internationale de négociants de produits de la mer (saumon, crevette) issue d'un des premiers groupes finlandais, après l'ouverture des filiales norvégienne, anglaise, américaine, crée la filiale française. Basée en proche banlieue sud de Paris et rapportant au général manager situé à Londres, le directeur recherché sera l'homme-clé entre l'offre et la demande. Il sera coincé les besoins du marché interne (grossistes, industries alimentaires, collectivités, etc...) et également les besoins des autres filiales du groupe avec les différentes sources d'approvisionnement internationales (Afrique, DOM-TOM, Extrême-Orient...). Il devra le groupe constamment informé des opportunités d'offre et de demande qui se présenteront. Outre la fonction négociante, le candidat s'occupera également de la gestion et du reporting. Ce poste s'adresse à un véritable professionnel du négoce, jouissant d'une excellente réputation dans son milieu et possédant une solide expérience internationale acquise si possible dans le négoce saumon/crevette, dans les produits de la mer ou dans l'industrie du saumon. La maîtrise de l'anglais courant est nécessaire. A la rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 350.000 francs s'ajoutera une voiture de fonction. Ecrire à E. MICHERON en précisant la référence A/R9074M.

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Directeur administratif et juridique

300.000 F

Cette entreprise du secteur de la chimie fine a su réunir un développement constant, une diversification régulière et son internationalisation (15 sociétés et 70 % du chiffre d'affaires) tout en conservant son indépendance et une dimension humaine (350 personnes et 290 millions de francs de chiffre d'affaires). Le Président Directeur Général de cette société recherche son directeur administratif et juridique. Il sera chargé de l'ensemble des problèmes administratifs et juridiques des différentes sociétés (contrats, assurances, contentieux, droit international, fiscalité internationale...). Sa réussite dans cette fonction pourrait lui permettre d'étendre ses responsabilités aux problèmes financiers (financements, trésorerie...). Ce poste s'adresse à un cadre âgé d'au moins 30 ans, diplômé d'une grande école, sciences politiques, droit..., possédant une solide expérience administrative et juridique acquise dans un contexte international. La maîtrise de l'anglais est indispensable. La rémunération annuelle, comprise entre 250 et 350.000 francs, sera essentiellement fonction de la valeur du candidat. Ce poste est localisé en très proche banlieue ouest de Paris. Ecrire à J. MOUNIER en précisant la référence A/2560M.

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

BANQUE PRIVEE FRANÇAISE - PARIS

en expansion, affiliée à groupes importants recherche

DIRECTEUR FINANCIER

capable d'organiser et d'animer ses services titres et également de conseiller sa clientèle pour les augmentations de capital, les émissions d'obligations, les opérations de restructuration. Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions s/n° 2464 à CONTEXTE PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 q.r.

CONTEXTE TELEPHONIQUE : UTILISEZ VOTRE MINUTEL (N) 01.81.81.85

La ville de Marseille organise le 23 novembre 1984 et les jours suivants un concours sur titres et éprouves pour le recrutement

DIRECTEUR

de l'école d'Art de Luminy à Marseille.

Les candidats devront posséder la nationalité française et être âgés de plus de 25 ans et de moins de 45 ans au 1^{er} janvier 1984.

Les demandes d'inscription ainsi que tous renseignements complémentaires relatifs aux modalités du concours doivent être adressés à :

M. le maire de Marseille DIRECTION GENERALE

Service Formation et Concours 13, Boulevard des Dames 13002 MARSEILLE

Téléphone : (01) 90-57-42.

Association loi 1901 spécialisée dans les voyages et échanges internationaux en France et à l'étranger recherche son :

DIRECTEUR(TRICE)

compétences en gestion expérience dans le domaine des activités touristiques. Aptitude à animer une équipe (15 personnes) et connaissance du milieu agricole souhaitée.

Adresser curriculum vitae sous n° T 88.487 M

REGIE-PRESSE

7, rue de Montesson, Paris-7.

REALISONS ENSEMBLE

NOTRE PROJET DE SOCIETE

■ Nous sommes l'une des premières sociétés françaises de services et d'ingénierie en informatique. Nous faisons face à notre important développement et renforçons notre équipe par la création, à Paris, d'un poste de

DIRECTEUR DE DEPARTEMENT

■ Diplômé d'une grande école (scientifique ou commerciale), vous avez plus de 8 ans d'expérience professionnelle incluant une solide connaissance de l'informatique.

■ Votre tempérament de gagnant, la preuve de vos réussites antérieures feront de vous le responsable d'un important centre de profit (plus de 50 MF de valeur ajoutée). A ce titre, vous dirigerez une équipe, développerez les ventes et gèrerez la croissance avec efficacité.

■ Votre rémunération annuelle pourra dépasser 350 000 F. Si vous êtes motivé par ce véritable challenge, merci d'adresser CV, photo et prétentions, sous référence 9406 G mentionner sur l'enveloppe, à Média-System, 104 rue Réaumur 75001 Paris Cedex 02, qui transmettra.

Pour aller plus vite, téléphonez au 712.94.94 - du lundi au samedi de 9 h à 18 h -



emploi international
(et départements d'Outre Mer)

emploi international
(et départements d'Outre Mer)

emploi international
(et départements d'Outre Mer)

MANAGER EUROPE

MARKETING : STEEL INDUSTRY
HIGHEST QUALITY SERVICE/PRODUCTS

Leading US manufacturer of advanced technology products for the steel industry with headquarters in Brussels is looking for the first European marketing and sales coordinator to support the activities of its subsidiaries.

This position will be expected to plan, forecast, coordinate and monitor the entire sales activities in Europe, Great Britain, Middle and Far East and South Africa. Manufacturing facilities are located in France, Belgium and the UK to name only a few. Sales are based traditionally on personal trust and the high quality of sales engineering given to a client. The products are produced exclusively for improving the quality of manufacturing steel and contribute to safety in the manufacturing process.

Candidates (preferably in the thirties) must have a proven sales record possibly with industrial goods along with management and an emphasis on marketing experience within an international environment. An engineering degree, fluency in French and very good English is essential - additional languages advantageous.

Please send complete resumes stating present income, starting date, etc... to our office in Frankfurt/Germany. Initial interviews will be held in Paris.



DOLAN CONSULTING

34, Untermainkai, D-6000 Frankfurt-am-Main 1, Tel: 069 / 23 08 76, Telex: 413 418 hds d
Germany - United Kingdom - Benelux - Switzerland - USA

...for the lion's share of executive search!

IMPORTANTE SOCIETE
recherche pour mission longue durée
FRANCE D'OUTRE MER

DEPLACEMENTS EN FAMILLE

INGENIEUR EN TELECOMMUNICATION

ayant une expérience dans les domaines suivants :
- gestion technique d'équipement de commutation temporelle
- téléphonie privée
- techniques modernes de transmission numérique.

Anglais technique exigé ainsi que le permis VL.

Merci d'écrire avec C.V., photo et prêt, sous réf. 2370 à
CONTESSÉ PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra,
75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

CONTESSÉ TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINUTEL (1) 286.10.05

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.



emploi régional

emploi régional

emploi régional

emploi régional

Fonction qualité

Centre

Produits métallurgiques - Cette société qui fabrique et commercialise en grande série des équipements destinés à l'industrie automobile recherche pour son unité basée dans le Centre de la France (environ 650 personnes) un "spécialiste de la qualité". Intégrant une organisation par produit, il devra dans son domaine veiller en permanence au respect des procédures de contrôle et d'assurance qualité. Egalement interlocuteur des entreprises clientes, françaises ou allemandes, il développera les actions nécessaires pour que le produit réponde au cahier des charges des constructeurs. Ce poste conviendrait à un candidat de formation supérieure, qui maîtriserait parfaitement la langue allemande. Son expérience antérieure, convaincante, dans un environnement et des fonctions similaires, le rendra rapidement opérationnel. La rémunération sera fonction de l'acquis professionnel du candidat retenu. Ecrire à J. HAZAIRE en précisant la référence A/2579M.

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Pharmacien chef laboratoire contrôle

Contrôle analytique - L'un des cinq premiers laboratoires pharmaceutiques vétérinaires français, se consacrant à la recherche et au développement d'une gamme de produits très performants, recherche le responsable de son laboratoire de contrôle. Directement attaché à la direction générale, il aura l'entière responsabilité humaine, budgétaire et technique (microbiologie, physico-chimie, chimie) d'un service composé d'une quinzaine de personnes. Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 30 ans, pharmacien de formation (plus I.P.L.), ayant une bonne expérience du contrôle ou de la recherche analytique. La rémunération sera essentiellement fonction de l'expérience et du potentiel du candidat retenu. Le poste est situé en Franche-Comté. Ecrire à B. AUDRY en précisant la référence A/2575M.

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Important laboratoire pharmaceutique
Province : ville universitaire proche PARIS
pour diriger son service
DÉVELOPPEMENT
en suspension
recherche

PHARMACIEN

minimum 5 ans d'expérience.

Il devra avoir participé activement à une ou plusieurs des phases du P.D.T. conduisant à l'exploitation dans un Service de Développement. Technique ou d'enregistrement ou comme chef de produit marketing.

La mission comporte : conception de produits, étude, définition et conduite des phases du développement postérieures à la mise au point galénique et analytique ; études toxicopharmacologiques ; évaluation thérapeutique ; assistance scientifique au Service Marketing et à la Direction Commerciale.

Envoyer CV détaillé, photo (retournée) et prétentions sous réf. 30297 LM à
JEAN REGNIER Publicité
39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, q.r.



BANQUE LOUIS-DREYFUS

recherche pour compléter
l'équipe de sa succursale de LYON
qui ouvre prochainement
un

EXPLOITANT ENTREPRISES
Classe VI

Le poste : Prospection, développer et gérer une clientèle d'entreprises performantes.

Le candidat :

- Formation supérieure.
- Solide expérience bancaire avec au moins 5 ans d'expérience d'exploitation et une bonne connaissance des opérations sur l'étranger.
- Forte motivation pour une activité commerciale et bonne sensibilité au risque bancaire.

Des possibilités seront offertes à terme soit au siège, soit dans d'autres succursales régionales, aux collaborateurs qui le souhaiteront.

Envoyez lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions à la Direction du Personnel de la BANQUE LOUIS-DREYFUS, 6, rue Rabelais, 75008 PARIS.



La fonction
EXPLOITATION INFORMATIQUE
au Crédit Agricole de l'Aube

Vous avez 32-35 ans environ, vous êtes informaticien d'origine ou après une formation complémentaire, une première expérience vous a permis de prendre goût à la fonction.

Vous désirez poursuivre dans une entreprise importante. Vous assurerez la production informatique et la disponibilité du réseau télétraitement, vous animerez une équipe de 25 personnes.

Vous possédez le sens de la communication et de l'organisation.

Le poste est basé à TROYES.

Merci d'adresser votre dossier à :
Monsieur le Directeur CRICAM de l'Aube
502 X 10080 Troyes Cedex.

Aube

AGENTS DE CHANGE
MEESCHAERT-ROUSSELLE ET CIE

recherche pour son Agence de MARSEILLE

ATTACHE DE CLIENTELE

Sous la responsabilité du Directeur d'Agence, il aura pour missions d'animer et de développer une clientèle de particuliers et d'institutions (Entreprises, Banques, etc...) dans le domaine des valeurs mobilières.

Ce poste exige une formation supérieure économique et commerciale, une première expérience (2 à 3 ans) en exploitation de clientèle (banque, établissement financier), une bonne connaissance des valeurs mobilières et des marchés boursiers, des capacités relationnelles et commerciales importantes.

Notre Société parmi les leaders de la profession boursière, offre de nombreux avantages sociaux et financiers prévus dans le cadre conventionnel, des perspectives de carrière intéressantes pour un candidat motivé et performant.

Les entretiens auront lieu soit à Paris, soit à Marseille.

Env. C.V. + photo et prétentions sous réf. ACA

Bernard CEYROLLE

MEESCHAERT-ROUSSELLE ET CIE

16, bd Montmartre - 75009 PARIS.



Société du Groupe EXXON

Ingénieur grande école
(X, ECP, Mines, SUPÉLEC...)

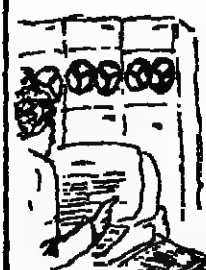
ayant 3 à 5 ans d'expérience dans le domaine informatique et particulièrement dans celui de la gestion des données (MVS, IMS, TSO, ISPF).

Une bonne connaissance de l'anglais est indispensable. Au sein du Département Etudes, Planning, Informatique, il sera chargé de la création et de la mise en place d'un système d'information recouvrant l'ensemble des données traitées dans la Société. Puis il sera en assurance le suivi et participera à des études économiques générales dans le domaine de la recherche et de l'exploitation de gisements pétroliers.

Lieu de travail : agglomération bordelaise.

Déroulement de carrière futur au sein du groupe ESSO.

Envoyer lettre de candidature manuscrite et C.V. à
Service Recrutement Cedex, ESSO S.A.F., CEDEX 2,
92093 Paris-La Défense.



CABINET DE CONSEILS INTERNATIONAL

membre de Arthur Young international

basé à Monaco

recherche pour l'intégrer dans son équipe

un(e) fiscaliste débutant(e)

- DESS en matière de droit.
- Préférence donnée à candidat diplômé de l'Ecole nationale des impôts.
- Solides connaissances comptables.
- Anglais parlé, lu et écrit indispensable.

Env. c.v. avec présent. et photos à Somodoco S.A.M.,
29, bd Princesse-Charlotte, MC 98000 Monte-Carlo.

Ingénieur commercial

NANTES

Important groupe industriel recherche un ingénieur commercial, chargé de la distribution de matériel électrique et électronique.

Agé d'au moins 35 ans, il possèdera une expérience confirmée dans un secteur similaire, de préférence Possibilités d'évolution dans le Groupe.

Merci d'envoyer lettre manuscrite et C.V. sous référence 3694 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

هكتر من الأصل



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Négocier les plus importants contrats...

INGENIEUR D'AFFAIRES

Lyon

Division autonome d'un grand groupe industriel français, cette unité est spécialisée dans la fourniture et la pose de câbles de très haute tension, terrestres et sous-marins. Pour faire face à son rapide développement, elle souhaite renforcer son équipe d'ingénieurs d'affaires.

Le titulaire du poste a pour principale mission d'assister le responsable du service. Il partage avec lui la responsabilité de la négociation des contrats, il participe à l'élaboration des dossiers techniques et assure la coordination de la gestion de ces contrats.

Pour ce poste à responsabilité, nous souhaitons recruter un ingénieur diplômé type IEG, Supélec, AM, parlant couramment l'anglais. Il a nécessairement assuré la responsabilité effective de chantiers à l'étranger et la gestion de contrats clés en main à l'exportation. Il souhaite donner une nouvelle dimension à sa carrière.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 21881 F.A.

EGOR RHONE-ALPES

Tour Crédit Lyonnais - 129 rue Servient
69431 Lyon Cedex 3.

PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUBIA ROMA VENEZIA DUISSELDOFF LONDON MADRID TOKYO

egor
MONTREAL

ÉCOLE UNIVERSITAIRE
D'INGÉNIEURS À VOCATION
PLURIDISCIPLINAIRE
recherche son

DÉLÉGUÉ AUX RELATIONS EXTÉRIEURES

Le candidat, ingénieur ou diplômé scientifique, polyvalent, possédant plusieurs années d'expérience, sera appelé à de fréquents déplacements. Il sera en contact permanent avec des partenaires d'horizons très divers (industriels, collectivités territoriales, administrations, douanes, presse, etc.).

Adresser dossier et prétentions à l'ESLM (Institut des Sciences de l'Ingénieur de Montpellier), place E. Saurat, 34090 MONTPELLIER CEDEX.

chef du service contrôle de gestion

UN EQUILIBRE
PARFAIT...

Entre votre travail digne d'intérêt et votre vie personnelle agréable, c'est l'assurance d'une vie de qualité. Cet équilibre, subtil à concevoir, vous pouvez le trouver, à Nantes, au sein de notre Caisse Régionale de Crédit Agricole de la Loire Atlantique.

Votre fonction dans notre département **GESTION FINANCIÈRE** :

- l'établissement des prévisions budgétaires, du budget de notre Caisse Régionale et de son suivi ; l'établissement de la comptabilité analytique, les analyses et synthèses découlant des états de contrôle budgétaire, et des études financières particulières.

Nous vous demandons de faire preuve de réelles qualités dans les relations humaines et d'une grande rigueur intellectuelle.

De formation supérieure type ESSEC, SUP. de CO, MAÎTRISE DE GESTION + DECS, vous avez une solide expérience du contrôle de gestion.

Si vous souhaitez nous rejoindre, adressez-nous votre candidature (C.V., lettre manuscrite et prêt.) à la CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE DE LA LOIRE ATLANTIQUE - Service du Personnel La Garde - Route de Paris - 44076 NANTES CEDEX

Chef du Personnel

Alsace

Filiale d'un groupe international, nous recherchons pour l'une de nos unités de production (450 personnes) située à proximité d'une grande ville d'Alsace, un Chef de Personnel confirmé pour prendre en charge l'ensemble des domaines de la fonction. Il participera avec le Directeur des Relations Humaines à l'élaboration de la politique sociale qu'il animera dans l'établissement, assurera les contacts avec les partenaires sociaux, mettra en place, en fonction des besoins, les organisations nécessaires à la vie de l'entreprise (réglementation, outils de formation et d'information, etc.), enfin, il supervisera les services généraux. Ce poste s'adresse à un candidat de formation supérieure, maîtrisant bien les aspects opérationnels de la fonction et possédant une personnalité à la fois rigide et affirmée. La pratique de l'Allemand serait appréciée. Ces qualités lui assurent une évolution intéressante au sein du Groupe.

ORION vous garantit une discrétion absolue et vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 410323 M.

35, rue du Rocher 75008 Paris

ORION
l'homme et l'entreprise

Rowntree Mackintosh

LEADER SUR
LE MARCHÉ FRANÇAIS DU
CHOCOLAT
LION, NUTS, FOLKY, KIT KAT...

ingénieur projets industriels

DIJON

Rattaché au Directeur de l'Ingénierie, il sera basé en notre Unité de Dijon (500 personnes en mouvement) où sont fabriqués **Quality Street, Réve Noir et Réve Doré** et nos assortiments de fin d'année.

Il complètera l'équipe existante (1 ingénieur projets et 3 dessinateurs) et aura la responsabilité complète des projets qui lui seront confiés.

Ce poste évolue, du fait de la variété de nos produits et du dynamisme de notre marché s'adressant à un public pragmatique, homme de dialogue, ayant le goût des réalisations pluridisciplinaires.

De formation type Centrale, à J.E., possédant de bonnes connaissances en anglais et une expérience professionnelle de 3 ans minimum (alimentaire si possible).

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à ROWNTREE MACKINTOSH S.A., Denis MOTTEAUX, Recrutement, NOISIEL, 77422 Marne la Vallée Cedex 2.

Contrôleur de Gestion

Alsace Sud : Adjoint du Directeur Financier, mais basé dans la plus importante de nos unités de production (450 personnes) située près de Mulhouse, il sera responsable d'une petite équipe assurant sous sa direction le contrôle financier de la production et la comptabilité analytique. Dans le cadre d'une politique de développement, notre Société (650 millions de CA - 600 personnes) est en phase de réorganisation et d'investissement. La mise en place de l'informatique à laquelle le candidat participera activement fait partie du programme de réalisation à court terme. Ce poste valoriserait une première expérience de 2 à 3 ans dans la fonction et constituerait un tremplin pour un candidat de formation supérieure (École de Commerce + DECS apprécié), possédant les qualités personnelles et professionnelles que l'on attend habituellement d'un financier.

ORION vous garantit une discrétion absolue et vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 410322 M.

35, rue du Rocher 75008 Paris

ORION
l'homme et l'entreprise

Audit Supervisor Annecy

Notre client est une des firmes les plus importantes sur le marché des produits de consommation, avec un chiffre d'affaire de plus de 52 billions. Renommé pour la qualité de ses produits et sa stratégie progressive d'investissement, le groupe poursuit d'augmenter ses profits tout au long de l'année précédente. Actuellement il recherche un superviseur d'audit, afin d'occuper une position au niveau de la direction dans le département financier de la compagnie à Annecy, France.

Responsable à l'audit manager basé à Londres, ce rôle d'audit opérationnel inclut la révision des contrôles internes et plus particulièrement la discussion avec la direction, des solutions pratiques. La fonction nécessite des voyages en Europe (40%) et des visites occasionnelles en Afrique.

Le candidat retenu, âgé de 28-32 ans, aura acquis une expérience d'au moins 7 ans relative à l'industrie, 3 ans d'audit inclus, et sera bilingue - français et anglais. La connaissance d'une autre langue européenne, l'italien ou l'espagnol, sont des atouts supplémentaires.

La fonction offre une expérience de haut niveau dans le marché international et le salaire négociable est en accord avec l'âge et l'expérience acquise. Les possibilités de carrière sont excellentes.

Les personnes intéressées sont priées de téléphoner à Mark Brewer au (09 440) 831 0431 ou d'envoyer un CV détaillé à Michael Page International, Sicilian House, Sicilian Avenue, London WC1A 2QH (Angleterre). Les entretiens auront lieu à Paris.

MP
Michael Page International
Specialists in Finance Recruitment
London - New York

Immobilier d'Entreprise.
Nous recherchons

3 Cadres Commerciaux

pour participer à notre développement.

Nous proposons :

- Un poste basé à LILLE, pour renforcer notre équipe de transactions de bureaux et locaux d'activités (candidats d'origine régionale de préférence).

- Un poste à PARIS, au sein de notre équipe de transactions, magasins, locaux commerciaux.

- Un poste dans l'EST PARISIEN, pour renforcer notre équipe de transactions bureaux et locaux d'activités, et prendre à cours terme la responsabilité de notre implantation.

Nous recherchons des candidats de formation supérieure si possible (université ou ESC), fortement motivés et ayant une première expérience professionnelle dans l'immobilier de préférence (un à deux ans).

Adresser CV, photo à Alain BECHADE, Directeur, Société Bourdele 160/166, Bd Hausmann 75008 Paris. Discrétion assurée.

FILIALE DU GROUPE PÉCHINEY
recherche
pour un de ses établissements
situé dans les PYRÉNÉES

UN INGÉNIEUR CONFIRMÉ

diplômé grande école

Responsable d'un service de 80 personnes il devra coordonner les activités des ateliers et du bureau d'études d'une usine moderne largement automatisée.

Le poste conviendrait à un candidat autonome, mobile, capable d'animer une équipe et désireux d'évoluer au sein de notre Société ou du Groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 2210 à

BAILLY CONSEIL
128, bd Hausmann
75008 PARIS

POUR LYON

IMPORTANTE SOCIÉTÉ RECHERCHE

INGÉNIEUR-ÉLECTRICIEN (H. ou F.) grande école

Adresser lettre manuscrite c.v. et photo
à Havas Région 15342, B.P. 1000, 69222 Lyon Cedex 02.

Le Laboratoire de chimie et de physicochimie moléculaires associé au CNRS engage

UN(E) TECHNICIEN(NE)

Chimiste sur un poste CNRS, catégorie 38 (niveau BAC technique ou diplôme équivalent). Sujet de travail : synthèses et chimie organique et en chimie de coordination.

Techniques spectroscopiques et électrochimiques.

Env. lettre de candidature manuscrite, photocopies des diplômes et C.V. avant le 31-10-84 à M. le Dr CAUQUIS, DRF/Chimie, CERN-BX, 36041 Grenoble Cedex.

A. NORT, une association, gestionnaire de 15 Etablissements (secteur social, enfants et adultes handicapés) recherche pour fin d'année 84,

**UN ADJOINT
DE DIRECTION**

destiné à assurer responsabilité de DIRECTION d'association courante 1988.

Mission de gestion : gestion + suivi des budgets des établissements et de l'association.

Mission administrative : responsabilité des méthodes et procédures (gestion du personnel, Contrôle de l'investissement, Mission politique : participation et mise en application des orientations définies par le conseil d'administration).

Profil : HEC - ESSEC - Sciences Politiques ou équivalent (+ DECS ou maîtrise de droit). Expérience : environ 10 ans de pratique de gestion administrative et financière.

Connaissance dans le secteur social appréciée.

Ecrire : YADAPÉ « Les Papillons Blancs des Deux-Sèvres », 11, avenue de La Rochelle, 79000 NORT.

UNIVERSITÉ DE NANCY-II
Centre de Préparation à l'Administration Générale

cherche

ENSEIGNANT (E) VACATAIRE D'ÉCONOMIE

(100 heures à raison de 4 heures par semaine)

Docteur en Sciences économiques et résident en LORRAINE

Adresser C.V. et diplômes à Monsieur le Directeur du Centre de Préparation à l'Administration Générale, 4, rue de la Ravallée, 54000 NANCY.

SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE

recrute

EXPERT COMPTABLE COMMISSAIRE AUX COMPTES

Pour Direction Important bureau secondaire en PROVENCE.

Expérience indiscutable exigée

Ecrire avec C.V., photo, prétentions à : REGIE-PRESSE, sous n° T 068.651 M, 7, rue de Montessuy, 75007 Paris.

**CREDIT AGRICOLE MUTUEL
DE LOISE** recherche pour BEAUVAIS

CHEF DE SERVICE du traitement des opérations administratives et bancaires de sa clientèle entreprise

Ce poste exige :

- une large expérience des affaires internationales,
- une bonne formation économique, comptable et financière,
- des qualités d'animateur.

Adresser lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions au Service du Personnel - C.R.C.A.M. de l'Oise - BP 311 - 60026 Beauvais Cedex.

Nous sommes une Société de Promotion immobilière filiale d'un grand constructeur de maisons individuelles. Nous recherchons pour la Région Bourgogne (89, 21, 58, 71) un

Responsable de région

Il aura de son action, animant une équipe locale, ses missions vont du montage d'opérations jusqu'à leur commercialisation. Responsable d'un centre de profit, il définit les moyens humains et matériels permettant de parvenir aux objectifs fixés, respecte les délais sans jamais perdre de vue la notion de rentabilité.

Il possède une expérience réussie d'au moins 5 ans de la Promotion immobilière, de la commercialisation à un sens de la négociation très développé.

Adresser CV, lettre manuscrite, photo récente et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence 9410 M, à Média-System, 104 rue Réaumur 75081 Paris Cedex 02, qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

BANQUE FRANÇAISE

poursuivant un développement important grâce au lancement de nouveaux produits de financement des entreprises et de placements pour les particuliers et institutionnels, recherche:

ADJOINT D'EXPLOITATION Paris

pour sa principale agence (siège social) secondant le Directeur d'agence, il sera responsable d'une équipe de 12 exploitants et aide-exploitants. Il assurera leur contrôle au niveau des risques, du suivi quotidien des comptes et de l'animation commerciale de ces comptes. De formation supérieure (Ecoles d'ingénieurs, de commerce, ...) âgé d'environ 30 ans, le candidat aura une expérience bancaire confirmée en matière de crédits court-terme aux entreprises, acquise en agence et/ou direction des engagements. Le poste est de niveau classe VI et la rémunération motivante. Si le titulaire prouve autorité, dynamisme et compétence, il débouchera sous 3 ans environ vers une direction d'agence ou un poste fonctionnel. (Réf. 2113 M).

ATTACHE COMMERCIAL Nice

chargé de prospecter pour son agence régionale une clientèle de P.M.E., artisans, particuliers sélectionnés, puis de la suivre, il aura pour objectifs de développer les produits de placements (gamme complète) et les crédits de la banque. Agé d'environ 25/30 ans, d'une bonne culture générale, le candidat aura une expérience commerciale prouvant une réussite dans le domaine bancaire. Le poste est de niveau classe III ou IV et la rémunération motivante. Il débouchera, pour un candidat dynamique, sur une carrière intéressante dans l'exploitation bancaire. (Réf. 2120 M).

L'évolution ultérieure, pour ces deux postes, est conditionnée par une mobilité dans le réseau de la banque, implantée à Paris et dans les principales métropoles de province.

Pour chacun de ces postes, adresser en curriculum vitae détaillé (en spécifiant la référence) à Bernard Mangon, à Paris.



17, rue de La Rochefoucauld 75009 PARIS

Nous sommes une des premières sociétés françaises d'électronique professionnelle et recherchons pour faire face à l'expansion de notre activité

RESEAUX ET SYSTEMES DE TELECOMMUNICATIONS

un ingénieur un technicien supérieur

Possédant une première expérience dans le domaine des réseaux de téléinformatique. En liaison avec les équipes commerciales, ils auront à assurer : En France : la réponse aux appels d'offres d'importants réseaux privés (définition et construction de l'architecture des réseaux en fonction des besoins spécifiques des clients) suivi technique des projets. A l'export : le support des distributeurs de réseaux privés de commutation par paquets. Par ailleurs, vous participerez à l'étude et à la définition de nouvelles applications de la gamme COMPAC.

Postes basés à PARIS - Anglais nécessaire.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 2676 à CONTEXTE PUBLIQUE 20, avenue de l'Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.



emplois régionaux

IMPORTANTE SOCIÉTÉ LYON
recherche

DESSINATEUR-IMPLANTEUR

Il sera chargé d'étudier l'implémentation de circuits imprimés logiques ou analogiques et la constitution du dossier correspondant. Une expérience en dessin de circuits imprimés est nécessaire, avec si possible une connaissance de C.A.O.

Adresser curriculum vitae et photo à Havas-Région 15353, B.P. 1000, 69222 LYON Cedex 02.

La ville de Vitrolles (25.000 habitants)
dans les Bouches-du-Rhône
envoie de recruter

UN INGÉNIEUR SUBDIVISIONNAIRE

Pour le Service Voiries et Réseaux directs

RECEVABILITÉ DES CANDIDATURES:

Mutation ou liste d'aptitude CPFC et remplir les conditions générales de recrutement fixées par le statut de la Fonction Territoriale.

Clauses des inscriptions le 1^{er} novembre 1984 dernier délai, le cachet de la poste faisant foi.

Les candidatures seront adressées à :
M. le Maire, Service du Personnel
RP102 - 13743 VITROLLES CEDEX.

UN ORGANISME
OUI CONDUIT DES ACTIONS
DE FORMATION
ORIENTÉES
VERS L'EMPLOI

UN CADRE

pour assurer la
coordination d'une équipe
de 5 formateurs

A BESANCON

Sous l'autorité du Délégué Régional, il aura à assurer la coordination du fonctionnement de l'équipe et à assurer sa représentation auprès des intervenants locaux.

Il est demandé : Une expérience de la pédagogie des adultes, une connaissance des mécanismes administratifs et financiers de la formation professionnelle, des applications pédagogiques de la micro-informatique et de l'animation d'équipe de formateurs.

Ses activités et son rôle visent : la recherche et la production pédagogique constituant un effort majeur.

Prévoir d'adresser une lettre manuscrite et un C.V. à REGIE-PRESSE sous n° T 056.732 M, 7, rue de Montmorency 75007 Paris.

ILHRS
recherche

1^{er} pour son DÉPARTEMENT FORMATION INGÉNIEUR OU DOCTEUR ERGONOMISTE

Possédant plusieurs années d'expérience de la formation des adultes. Sera chargé (a) de conduire des stages d'ergonomie destinés à des ingénieurs de travail et à des ingénieurs de sécurité. En outre, devra assurer la prise en charge fonctionnelle des formations internes et externes à l'entreprise. Le poste est basé à NANCY et comporte de fréquents déplacements.

2^e pour son CENTRE
DE DOCUMENTATION
ouvert au public

INGÉNIEUR DOCUMENTALISTE

Homme ou femme pour développer son service. Il ou elle devra avoir : de bonnes connaissances scientifiques générales, une solide expérience en sciences de l'information (informatique documentaire et la maîtrise de l'anglais et si possible de l'allemand). Il ou elle devra avoir un bon contact humain, savoir animer une équipe (10 personnes) et s'insérer à un groupe. Formation souhaitée : diplôme d'ingénieur ou universitaire, niveau équivalent. Le poste est à pourvoir à PARIS-14.

Adresser C.V., photo et photo à J.F. SAUJER, ILHRS, 20, rue Orléans-Moyen 75002 PARIS CEDEX 14.

GROUPE INDUSTRIEL D'IMPLANTATION MONDIALE
recherche pour son

SERVICE PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE :

UN INGÉNIEUR ELECTRO-MECANICIEN

Agé de 25 à 35 ans, une première expérience lui permet d'être rapidement opérationnel dans les domaines suivants :

- rédaction et dépôt de brevets,
- suivi de nouveaux produits - contact avec les ingénieurs de recherche,
- suivi des négociations de licences et de contrats.

Une formation complémentaire aux techniques de propriété industrielle sera prévue. De larges perspectives d'évolution sont offertes à un candidat de haut niveau dans le Groupe, en France ou à l'étranger.

Les candidatures sont à envoyer à : Média-System, 104 rue Réaumur 75081 Paris Cedex 02, sous référence 9478, qui transmettra.

GROUPE INDUSTRIEL D'IMPLANTATION MONDIALE
RECHERCHE POUR SA DIRECTION DE RECHERCHES AVANCÉES

Ingénieur fiabilité

■ formation supérieure d'ingénieur généraliste, ■ expérience d'environ cinq ans en méthodes ou fabrication. Il sera chargé de développer une méthodologie permettant de maîtriser la fiabilité du processus de fabrication automatisée en vue d'optimiser la qualité des produits. Cette mission l'amènera, après une phase d'analyse, à définir les actions adaptées incluant l'intégration de moyens de contrôle automatisés. Il devra, dans cette mission, entretenir de nombreux contacts avec les Directions de Méthodes et les usines décentralisées. De larges possibilités d'évolution, en France ou à l'étranger, sont offertes à un candidat de haut niveau. Les candidatures sont à envoyer à : Média-System, 104, rue Réaumur 75081 Paris Cedex 02, sous référence 9477, qui transmettra.

Deux Ingénieurs AM

Performants sur un marché porteur (aéronautique), notre société, filiale d'un groupe international, fabrique des produits électromécaniques et électroniques de haute technologie. Nous désirons confier à 2 jeunes AM ayant déjà éprouvé dans l'entreprise leur compétence et leur solidité personnelle :

• La création d'un service Méthodes

au sein d'une unité de production (450 personnes), située en région parisienne et destinée à connaître un essor important. Cette fonction passionnante requiert une personnalité entrepreneuriale, à la fois imaginative et réaliste.

• La direction d'un atelier

après une période de familiarisation avec nos techniques, le candidat prendra, dans cette même usine, la direction d'un atelier de 150 personnes assurant l'usinage, le bobinage et le montage de machines tournantes, convertisseurs statiques, etc... Cette responsabilité implique évidemment une personnalité affirmée disposant de qualités relationnelles manifestes.

Ces postes hautement formateurs permettront à deux candidats de valeur d'évoluer dans notre Groupe. ORION vous garantit une discrétion absolue et vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence 410321 M.

36, rue du Rocher 75008 Paris



Ingénieurs Grandes Ecoles

CGI l'informatique en mouvement

La Compagnie Générale d'Informatique, leader européen du logiciel, se place parmi les premières SSI tant par son développement que par ses résultats.

Ingénieurs Grandes Ecoles, rejoignez CGI en profitant d'une avance technologique, d'une formation, d'une évolution à travers notre expansion.

Nos 1100 collaborateurs, répartis en

équipes opérationnelles à taille humaine, mettent en œuvre les méthodes informatiques les plus innovatrices.

Si à votre tour vous souhaitez bénéficier de l'expérience CGI, élargir rapidement votre niveau d'intervention et vos responsabilités d'encadrement, faites le choix informatique.

Quelle que soit votre date de disponibilité, adressez votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo) à CGI, D.J.I-10, 84 rue de Grenelle - 75007 Paris.

CGI est implantée dans plusieurs régions : Paris, Nord-Picardie, Ouest-Atlantique, Rhône-Alpes, Midi-Méditerranée.



مكتبة من الأعمال

مكتبة المجلد

REPRODUCTION INTERDITE

... LE MONDE - Mardi 23 octobre 1984 - Page 33

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

CADRES EXPORT EXPERIMENTES

PUISSANT GROUPE INDUSTRIEL FRANCAIS

leader en France dans notre activité nous exportons plus de 50% de notre production. Nous souhaitons renforcer notre structure internationale et recherchons des Cadres commerciaux, spécialistes de l'export.

Basés à Paris, ils devront être disponibles pour des déplacements de courte durée.

Une expérience de quelques années de la négociation internationale de produits industriels est demandée pour assumer la responsabilité de ces postes.

Une très bonne pratique de la langue anglaise est absolument indispensable.

Tout autre connaissance linguistique sera très appréciée.

Adresser CV, photo et rémunération actuelle sous réf. 2379 à
CONTESSÉ PUBLICITE 20, av. Opéra
75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTRETELETYPE - UTILISEZ VOTRE MINUTE (1) 300.10.00

fnac

fnac service

Aujourd'hui nous disposons d'un réseau de 25 magasins implantés sur Paris et sa proche banlieue, sous la marque

Notre activité : la commercialisation du développement photo et des accessoires audiovisuels (films, cassettes audio, vidéo...).

Afin de gérer notre développement commercial (notre chiffre d'affaires croît de 30 % par an), nous créons le poste de

RESPONSABLE DES VENTES HF

Fonction essentielle, assurant la liaison tant fonctionnelle qu'opérationnelle, entre la Direction de l'Exploitation et son réseau de commerçants : franchises et succursales.

Redevable de l'application de notre politique commerciale, il sera le garant de notre image, de nos produits et de nos prix.

A titre de conseil, il aura à intervenir sur la gestion spécifique de chaque unité, apportant son analyse sur le chiffre d'affaires réalisés, sur la concurrence...

Notre choix se portera sur un animateur des ventes capable d'obtenir rapidement crédibilité et confiance auprès de nos interlocuteurs.

Adresser votre lettre de candidature accompagnée d'un c.v. à Monique Simon - Fnac - Service Recrutement et Formation - 101, rue du Cherche Midi 75006 Paris.

Adjoint au Directeur du Personnel

150.000 +

Votre toute première expérience vous a confirmé dans votre choix. Vous souhaitez maintenant élargir votre champ d'action et bénéficier d'une plus large délégation tout en approfondissant vos connaissances. C'est l'opportunité que nous vous offrons en vous confiant, d'une part, l'animation d'une petite équipe assurant pour notre Siège (170 personnes) la paye, la gestion courante et les Services Généraux et, d'autre part, la prise en charge de la Formation et de la Communication pour l'ensemble de la Société. De plus, vous participerez activement à toutes les réflexions de politique sociale et contribuerez à leur mise en application. Vous avez toute chance de valoriser votre formation supérieure et vos qualités personnelles dans notre société (600 personnes, 350 millions de CA), filiale d'un groupe important. Pour ce poste basé en proche banlieue Ouest (PREF), la pratique de l'allemand est un atout.

ORION vous garantit une discrétion absolue et vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 410325 M.

35, rue du Rocher 75008 Paris

ORION
l'homme et l'entreprise

cf

claudio fitoussi conseil
Spécialiste du recrutement micro-informatique
recherche

Postes haut niveau micro-informatique

Responsable grands comptes (M1) - Animateur point de vente (M2)
Techniciens de haut niveau (M3) - Super vendeurs micro (M4)

Postes d'avenir chez un grand distributeur européen
développant fortement son activité micro-informatique

Rémunération excellente.

Envoyer C.V. + lettre manuscrite + photo (retournée) à
claudio fitoussi conseil - 74, bd de Reuilly - PARIS-12^e - Tél. : 307.57.79.



IBM
IBM FRANCE DIFFUSION

Recherche

Pour le développement et l'animation
de son réseau de distributeurs agréés
d'ordinateurs personnels IBM

DES INGÉNIEURS COMMERCIAUX

Afin d'exercer leur activité de Conseillers-Distributeurs, nous leur demanderons de satisfaire aux conditions suivantes :

- Diplômé(e)s d'une Ecole d'Ingénieurs ou de Commerce
- 2 à 3 ans d'expérience professionnelle au moins
- Bonne connaissance de la vente et de l'anglais
- Motivation pour la micro-informatique
- Esprit d'entrepreneur.

Ces postes sont basés à PARIS LA DÉFENSE, mais nécessitent des déplacements en province.

Si vous êtes intéressé, merci de nous adresser votre candidature à : IBM France - Département Recrutement - Orientation-Conseils, 2 rue de Marengo, 75001 Paris, en mentionnant la référence IFD - M3

Auditeurs seniors...mais autrement.

Professionnel averti, après 3 ou 4 ans dans un grand cabinet d'audit, français, anglais ou américain, vous devriez nous rejoindre pour accélérer votre carrière. Lui donner l'impulsion qui conduit aux responsabilités de manager. Un peu de mobilité dans la filière de votre choix ne peut qu'être favorable... et agréable si elle s'accompagne de moins de déplacements.

Dieu merci, notre cabinet n'est pas le seul de la profession à recruter pour cause de développement. Mais nos structures continuent à préserver de bonnes relations humaines... Nous avons d'excellents collègues, aussi français que nous, mais notre clientèle compte notamment les plus grands noms de l'industrie française. Nous sommes ainsi du côté des sociétés-mères qui consolident. Ce qui ne manque pas d'intérêt professionnel comme vous le savez. Quelques hésitations en anglais ne seraient pas un facteur d'élimination même si la maîtrise de cette langue reste toujours un plus. Plus parlent que d'autres, vous ne vous déplacez en province guère plus que 25 à 30 %. D'ailleurs, nous avons toujours trouvé le temps de faire un maximum de formation... Branchés sur l'informatique, nous en sommes aux micro portables. Et vous ?

Notre direction (des ingénieurs et des économistes de renom international), et nos jeunes managers attachent beaucoup d'importance à vous confier très vite d'intéressantes missions. Pour établir les premiers contacts, en toute confidentialité et en toute indépendance, voulez-vous écrire tout simplement aux conseils en recrutement de SIRCA. Avec nos remerciements. Référence 228 512M.

SIRCA

64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTHEC

Premier constructeur français d'instruments optiques de haut de gamme
(optique, vision de nuit, périscope, mesures, analyses d'images),
1200 personnes dont 140 ingénieurs et cadres
répartis en 4 établissements à Paris et en Province

INGENIEUR INFORMATICIEN OU AUTOMATICIEN SUPELEC, ISEP, ESME

En collaboration avec le responsable de la division commerciale, nous vous confierons l'élaboration des logiciels (SOFT, HARD), études de faisabilité, devis, réalisations et essais de la partie informatique des nouveaux systèmes opto-électroniques dans les domaines de la vision assistée par ordinateur.

Vous apporterez votre support technique à une équipe d'ingénieurs d'affaires et de techniciens chargés du développement et de la vente en France et dans la CEE.

Une première expérience industrielle de 3 à 4 ans est vivement souhaitée. La connaissance du 6800 et du HP 6400 serait appréciée.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions à SOPELEM,
Direction du Personnel - 102, rue Chaplat
92306 LEVALLOIS.

sopelem

COLGATE-PALMOLIVE (3 sites industriels, 3 000 personnes, 3 milliards de CA.) leader sur de nombreux marchés de produits de grande consommation avec les marques : AXION, GAMA, SOUPLINE, AJAX, CALINES, TENDRESSE, PALMOLIVE, TONIGENCYL, ULTRABRITE etc.) souhaite recruter à son personnel les meilleures conditions de vie au travail, recherche pour son unité de production de Compiègne (1 100 personnes) les :

Chef du service conditions de travail

Ses missions :
• Fournir l'élaboration, la mise en œuvre et l'animation d'une politique préventive en matière de Sécurité et d'hygiène du travail.
• Intervenir en conception et en correction pour réduire les nuisances physiques et définir les conditions d'organisation des postes de travail (contenu, charges physiques et mentales).

Ses moyens :
• Humains : un cadre, deux contremaîtres et une équipe de quarante personnes.
• Financiers : un important centre de frais et deux budgets spécifiques (conditions de travail et sécurité).

Son profil :
Age : 35-40 ans.
• Une formation de type ingénieur psychologue industriel ou médecin du travail impérativement complétée par :
• Un diplôme d'économie (CNAM, Université ou MST Grenoble).
• Une expérience dans un poste similaire au minimum de 5 ans.
Le poste est à pourvoir suite à la promotion de son ancien titulaire.

Nous remercions les candidats intéressés par cette opportunité de nous faire parvenir leur dossier (C.V., lettre manuscrite et prétention) au Service Central de l'Emploi et des Carrières 55, bd de la Mission Marchand 92401 Courcouronnes Cedex.
sous référence LM 22

COLGATE-PALMOLIVE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

venez concrétiser notre avance en devenant 300 000 F + responsable de notre département télématique

Une grande SSII parisienne appréciée pour le sérieux de ses prestations, a su faire les bons choix techniques pour aborder le marché des centres-serveurs multiservices (applications financières, messagerie, bases d'informations, télépaiement...).

Vous prenez la tête d'un centre de profit capable potentiellement de multiplier par cinq son C.A. en deux ans. Vous disposez d'une cellule commerciale que vous renforcez ; vous orientez les études (14 ingénieurs) en raisonnant produits/marchés ; vous contrôlez la production qui s'appuie sur un mégaserveur IBM/MVS.

Ingénieur diplômé, vous avez acquis en sept ans ou plus, probablement dans une affaire de services et de conseil, une solide culture technique (IBM et techniques nouvelles). Vous visez maintenant une direction de département car vous avez des talents de gestionnaire, l'envie de vous "écarter" et la fibre d'un patron.

Notre consultant, J. TALLIEU, vous remercie de lui écrire (réf. 4570 LM).

**C. T. I.
C. E. P.**

l'étoffe d'un responsable études et le désir de pénétrer les milieux financiers.

LE CENTRE TECHNIQUE INFORMATIQUE DE LA CAISSE D'ÉPARGNE DE PARIS rejoint son réseau de terminaux (financiers, GAB...) autour d'un site central d'une puissance de 7 MIPS et procède à la refonte de ses applications autour de CICS dans un contexte SNA, VSAM et bientôt d'un SGBD.

Votre mission est de produire du logiciel de qualité répondant aux besoins définis avec la CEP. Vous prenez en main les équipes études (25 p.) structurées par famille de produits et coordonnez les développements dans un esprit combinant génie logiciel et approche industrielle.

Ingénieur diplômé, vous avez acquis en 5 à 7 ans, pas nécessairement dans le tertiaire, l'expérience de la conduite d'équipes conséquentes, fait montre de votre capacité à coordonner la réalisation de plusieurs projets et souhaitez vous affirmer comme le patron des études.

Notre consultant, J. THILY, vous remercie de lui écrire (réf. 4480 LM).

union laitière normande

Elle & Vire

notre directeur du système d'information

Saint-Lô

Venez rejoindre le premier groupe laitier européen en vous installant à Saint-Lô (Manche) et prendre en main les destinées de son informatique.

Votre mission est de généraliser le recours à des moyens tels que : Infocentre, réseau de micros, centre-serveur... tout en menant à terme la refonte sur le site central, équipé d'IBM/MVS, des grandes applications traditionnelles.

INGÉNIEUR Grande École, vous avez acquis le gros de votre expérience dans l'industrie. Vous possédez une solide culture informatique et avez fait la preuve de votre réalisme comme de vos talents d'animateur en sachant innover mais aussi préserver la cohérence du système d'information.

Notre consultant, J. THILY, vous remercie de lui écrire (réf. 4571 LM).



ALEXANDRE TIC S.A.
Carrière de l'Informatique
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec



Auditeur interne à la SEITA

Société nationale employant 5 500 personnes et réalisant 6 milliards de F. de CA HT, nous sommes leader du marché des cigarettes en France. Nous recherchons pour le Département de Contrôle Interne rattaché à la Direction Financière un professionnel de l'audit interne.

Nous lui confierons la mission de participer à la vie et à l'évolution de ce département de création récente dans notre structure. Au sein d'une équipe, il appréciera, sous l'angle comptable et financier, la qualité et le respect des procédures internes, la fiabilité du système d'information, la juste application de la législation et des instructions données par les directions et examinera la sauvegarde des actifs de la Société.

Pour ce poste très évolutif, nous souhaitons rencontrer des professionnels du contrôle interne. Une formation commerciale supérieure ou de gestion, complétée par un DECS devra être valorisée par 5 à 8 années d'expérience en audit interne. De plus, nous apprécierions une expérience dans le conseil en organisation. Les nombreuses missions opérationnelles exigent à ce poste, basé à Paris, mobilité et disponibilité auprès de nos établissements dans toute la France.

Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, CV, photo), réponse et discrétion. Merci d'écrire sous référence 4781M, 55 avenue Bugeaud - 75116 Paris.



Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

MARQUE LEADER SUR SON MARCHÉ

BIENS D'EQUIPEMENT DE LA MAISON

recherche

Responsable de la promotion/publicité

Expérience acquise chez l'annonceur

- Rattaché à la Direction Générale, le responsable du service Promotion/Publicité étudie et propose budgets et orientations des campagnes publicitaires dont il assure la mise en œuvre.
- Conseille et assiste les réseaux de vente dans toutes leurs actions centrées sur la P.L.V., ce qui implique des contacts fréquents avec nos forces de vente et nos clients.
- Réalise les études relatives aux produits nouveaux, à l'évolution du marché, à l'image de marque.

Cette activité implique une formation supérieure : ESSEC, Sup de Co., une bonne technicité dans les domaines publicitaires/PLV, acquise de préférence dans une société orientée vers les biens de consommation durables ; une expérience de la vente est nécessaire. Elle s'adresse à une personnalité âgée d'environ 35 ans.

Adresser lettre man., CV détaillé et photo sous réf. 71672M à R. VERDIET, 844-CEGOS, Tour Chénouaux, 92516 BOULOGNE CEDEX.

**séle
CEGOS**

Jeune ingénieur pour diriger un bureau d'études Val d'Oise

Cette Société d'Études agit pour le compte de deux unités de production d'un Groupe spécialisé dans la maintenance automatisée, la robotique, les presses hydrauliques... Ses marchés sont multiples : l'automobile, l'alimentaire, les Travaux Publics, la transformation du plastique...

Le patron des Études anime et contrôle, par encadrement interposé, une équipe de dessinateurs-projeteurs. Il veille au respect des délais et des budgets prévus, ainsi qu'à l'optimisation des projets. Il assure aussi les relations avec les ateliers de production.

Ce poste peut convenir à un Ingénieur Généraliste (AM, ESME, ENI...) doté d'une expérience Méthodes ou Bureau d'Étude et connaissant la maintenance automatisée. Au delà de cette première responsabilité, le Groupe peut lui offrir de réelles et intéressantes perspectives d'évolution.

Le poste se situe dans le Val d'Oise et peut nécessiter des déplacements ponctuels.

SEFOP remercie les personnes intéressées d'adresser leur dossier sous référence IB 1090M.

SEFOP

11 Rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTec



Le leader européen de l'assurance de personnes.

Dans le cadre de notre plan de développement (en moins de 5 ans, le volume des souscriptions nouvelles a été multiplié par 3), nous recherchons

L'ASSISTANT DU RESPONSABLE MARKETING

Vous prenez la responsabilité du marché des particuliers (produits actuels, produits épargne), et en assurez le développement. La gestion du budget publicitaire, la définition et la réalisation des objectifs vous seront confiées.

Vous avez moins de 30 ans, une formation supérieure (ESB, ESSEC, ESC) option marketing ou finance. A votre actif une expérience professionnelle récente de 2 à 5 ans en relation avec votre nouvelle mission.

Vous possédez des qualités de rigueur associées à de l'imagination. Un goût personnel pour les chiffres, le sens de l'animation et du contact sont vos atouts.

Vous aimez et vous souhaitez vous consacrer à l'ensemble des responsabilités du service marketing (5 personnes).

Merci d'adresser une lettre manuscrite, cv, photo et présentations à J.M. Collomb - GENERALI - 76, rue Saint-Lazare - 75009 Paris.

jeune diplômé

Vous êtes Ingénieur, diplômé d'études supérieures scientifiques ou informatiques, ESC, débutant ou ayant 2 ou 3 années d'expérience.

Nous vous FORMERONS à un poste d'

ANALYSTE EN INFORMATIQUE

étude, conception, mise en place d'applications de gestion en liaison permanente avec les services utilisateurs.

Nous sommes de gros utilisateurs d'informatique de gestion (3 IBM 4341, 1 IBM 4381, 800 terminaux en France).

Nous constituons avec d'autres partenaires l'un des premiers groupes privés français d'assurance, l'un des plus dynamiques aussi : 1 026 M.C.A. - 5400 salariés.

Avec nous, nous continuerons à nous développer et à innover.

Le poste est à pourvoir dans une de nos filiales à PARIS.

Adresser lettre manuscrite + C.V. + présentations sous référence AF 34 à : MUTUELLES UNIES - Mademoiselle PAVAGEAU 78029 ROUEN CEDEX.

pour l'informatique

DATAID EXPLOITATION

Spécialiste de la gestion de centres de traitement informatique recherche pour un de ses prestigieux clients de l'industrie

INGÉNIEUR SYSTEME

Mini 6

De formation supérieure, vous avez une expérience de plusieurs années du matériel Bull Mini 6 et de son système d'exploitation.

Vous serez le responsable de 5 Mini 6, vous aurez à manager une petite équipe et à prendre en charge des missions techniques variées. Réf. P.201

ANALYSTE D'EXPLOITATION

De formation supérieure, vous avez environ 40 ans et une expérience de 5 ans sur moyens et gros systèmes (IBM et vous connaissez parfaitement VM/CMS - DOS/VSE - DL/I - VSAM et CICS).

Alors, vous pourrez être le patron de la cellule méthodes que nous avons à vous confier. Réf. P.202

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, présentations) sous référence choisie à Mr TASSIN, 104 rue Lauriston, 75116 Paris.

DATAID EXPLOITATION

GRUPE DATAID

Le Directeur de l'assurance qualité

d'un groupe pharmaceutique international

recherche

son Chef de Laboratoire de Contrôle Physicochimique

La préférence sera donnée à une personne titulaire du diplôme de pharmacien (option industrie) ayant acquis une première expérience dans un poste similaire. Le C.E.S. ou D.E.S.S. de contrôle physicochimique des médicaments sera apprécié. La connaissance de la langue anglaise est indispensable.

Le poste est à pourvoir immédiatement dans la banlieue est de Paris.

Envoyer photo, CV et présentations sous référence 5914 M à Léa Tournay 31, Bd Bonne Nouvelle 75003 Paris Cedex 02 - qui transmettra.

NEC

NEC Electronics (France) S.A.

L'un des premiers du semi-conducteur souhaite développer, dans le cadre de sa rapide expansion, son département Application.

Ingénieur électronicien vous avez 1 à 2 ans d'expérience en Etudes et Développement.

Technicien BTS ou DUT électronique vous avez 3 à 4 ans d'expérience en Etudes et Développement.

Vous connaissez en Logique et microprocesseurs, associée à un réel anglais technique, doit vous permettre au sein de l'équipe Application, de vous charger du développement des Gate-Arrays et d'assurer un support technique sur des composants périphériques microprocesseurs. Une formation est assurée. Des déplacements en France et à l'étranger sont à prévoir.

Merci d'adresser C.V. et présentations à Madame HELEQUIN, Tour Chénouaux 204, rond point du Pont de Sèvres 92516 BOULOGNE

مكتبة من الكتب

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Filiale d'un important groupe français d'ELECTRONIQUE spécialisée en télécontrôle dans les domaines de l'énergie, des réseaux de transmissions et des infrastructures techniques recherche

INGENIEURS GRANDES ECOLES OU EQUIVALENT

pour études et développement de systèmes de télétransmission. Connaissances logiciel temps réel et système souhaitées. Quelques années d'expérience. Lieu de travail : banlieue Ouest. Envoyer vos CV, présentations, en précisant la référence 9098 à PARFRANCE ANNONCES, 7, rue Robert Essienne - 75008 PARIS - qui transmettra

Futur responsable de catalogues de progiciels micro

Vous connaissez notre spécialité : les progiciels. Nous vous assurons une mission originale d'information technique des entreprises. Nous vous proposons de vous intégrer à notre équipe pour y prendre rapidement des responsabilités. Nous recherchons un jeune diplômé de l'enseignement supérieur (de formation scientifique ou économique), ayant et possédant des connaissances en micro-informatique. Le candidat se verra confier la réalisation de publications du CXP consacrées aux progiciels sur micro-ordinateurs. Si vous êtes attiré par la connaissance du marché informatique, si vous avez le goût des contacts, du travail en équipe, ainsi qu'une bonne aptitude à la rédaction, contactez-nous : ce poste est à pourvoir rapidement.



Merci d'adresser C.V., photo et présentations à Madame BRAULT - CXP - 5, rue de Monceau 75008 PARIS
Centre d'Information des Utilisateurs de Progiciels

JURISTE CONFIRMÉ

Ce poste implique la prise en charge et le suivi des dossiers judiciaires traditionnels, et touchant au contentieux bancaire, ainsi que des contacts avec les Agences, les autres Services du Siège, les Conseils de la banque et les autres établissements bancaires. Le candidat devra posséder une formation supérieure (Droit privé) et justifier d'une expérience certaine des procédures judiciaires y compris internationales, acquises dans un cabinet d'avocat, de syndic ou dans une grande entreprise. La pratique de la langue anglaise est requise ; une connaissance des opérations bancaires serait appréciée. Merci d'envoyer lettre de candidatures, C.V., photo et présentations sous réf. 321 B à :

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Service du Recrutement - 7, rue Caumartin, 75008 PARIS

THOMSON DIVISION SIMULATEURS

NOUS SOMMES L'UN DES LEADERS MONDIAUX DANS LE DOMAINE DE LA SIMULATION ET DE LA SYNTHÈSE NUMÉRIQUE D'IMAGES. AUJOURD'HUI, NOUS ELARGISSONS NOS ÉQUIPES ET RECHERCHONS DES INGÉNIEURS, HOMMES ET FEMMES, MOTIVÉS PAR CE SECTEUR TECHNOLOGIQUE.

INGÉNIEUR CONCEPTION DE SYSTÈMES

Ingénieur grande école électronique, le candidat après au moins 3 ans d'expérience réussie en informatique TEMPS RÉEL ou SYSTÈMES ÉLECTRONIQUES assurera la conception de VISUALISATIONS SYNTHÉTIQUES pour Simulateurs et la coordination de leur développement (Réf. IC 84.18 M).

CHEFS DE PROJET

Ingénieurs grande école électronique, le candidat après au moins 4 années d'expérience industrielle réussie souhaite élargir ses fonctions et mettre en valeur ses connaissances en TRAITEMENT NUMÉRIQUE, INFORMATIQUE TEMPS RÉEL, AÉRONAUTIQUE.

Il sera chargé de lancer et conduire l'étude et la réalisation de Simulateurs d'avions militaires ou d'entraînement au tir.

- définition des matériels adaptés aux besoins
- suivi du budget.
- des clients.
- relations techniques avec le client.
- établissement des propositions techniques.
- ANGLAIS NECESSAIRE (Réf. IC 84.19 M).
- coordination des études et réalisations.

Pour ces postes à pourvoir à CERGY (95), merci d'adresser lettre, C.V. et photo en rappelant la référence choisie à Alain de BEJARRY - THOMSON-CSF - Division Simulateurs, B.P. 226, 95523 CERGY-PONTOISE CEDEX.

THOMSON
BRANCHE ÉQUIPEMENTS ET SYSTÈMES

responsable logistique

(MATERIALS MANAGER)

BANLIEUE SUD

Notre développement en Europe est conforme à notre leadership aux USA. Nous sommes filiale française (180 pers.) d'une grande multinationale américaine de renom. Nous produisons et commercialisons des produits destinés au monde chirurgical. Comme notre Groupe, nous connaissons une forte expansion. De fait, nous exportons plus de 85 % de notre production.

Notre Directeur Général recherche son Responsable logistique. Vous avez pour mission d'assurer, en fonction des prévisions de vente France et Export :

- le contrôle des stocks (matières premières et produits finis),
- les plans d'approvisionnement (matières premières et produits finis importés),
- les programmes de production, leur lancement et le suivi des délais.

Vous avez l'expérience de la fonction et vous êtes rodé à l'utilisation de l'informatique (IBM 34 et MAPICS si possible).

Vous maîtrisez aussi la LANGUE ANGLAISE.

Ce poste doit évoluer en fonction de votre réussite.

Merci d'adresser C.V. et présentations sous référence PM 51 à notre Conseil qui traitera votre dossier confidentiellement.

COCEPLAN

Tour de Lyon - 185, rue de Berry - 75012 PARIS

BONNE PLUME, BON CONTACT?

DEVENEZ NOTRE ATTACHÉ DE COMMUNICATION HF

Vous rejoindrez notre importante Société de Services et d'Ingénierie Informatique, située en région parisienne. Directement rattaché au Directeur de notre Département Communication, vous serez particulièrement chargé de la conception et de la réalisation de la documentation commerciale de différentes branches d'activités de notre société. Vous contribuerez à la création et à la gestion d'un projet de communication, vecteur de notre image d'entreprise.

- ▲ Vous êtes diplômé de l'Enseignement Supérieur et 5 années d'expérience dans le milieu de la communication sociale ou industrielle (en Agence ou en Entreprise) vous confèrent l'autorité nécessaire aux fonctions qui vous seront confiées.
- ▲ Vous savez entraîner l'adhésion.
- ▲ Vos qualités humaines vous permettent une intégration aisée et rapide au sein d'équipes compétentes et actives.
- ▲ Vous maîtrisez la langue anglaise.
- ▲ Votre éventuelle compétence en informatique est un atout supplémentaire.
- ▲ Vous êtes en somme, un professionnel de la communication : HAVAS CONTACT attend votre candidature (lettre + CV + présentations) sous réf. 81215 M - 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS, qui transmettra.

chef de matériel

Nous sommes une Société Française, productrice de film pour l'emballage, filiale d'un groupe international, et nous recherchons, pour notre usine (banlieue ouest parisienne) notre CHEF DE MATÉRIEL.

Nous souhaiterions un jeune Arts et Métiers ou équivalent, ayant quelques années d'expérience dans le département entretien d'une usine tournant de préférence en continu, des connaissances en régulation électronique, et automates programmables, une bonne maîtrise de la langue anglaise. Reportant au Directeur d'Usine, il aura, en outre, à animer une équipe de 25 personnes.

Si d'entrer dans ce poste à la technique de pointe, avec des perspectives évolutives pour un candidat de valeur, vous tentez, merci d'envoyer lettre manuscrite, CV sous la référence 84725 M à Madame Claude FAVEREAU

centor

13 bis, rue Henri Monnier 75008 PARIS

Chef de B.E. électronique

peuvent encadrer et gérer 25 ingénieurs et techniciens avec l'autonomie correspondante à la fonction. (référence 750 M)

Ingénieur électronicien chef de groupe

peuvent encadrer une équipe de 3 à 5 ingénieurs et techniciens. (référence 800 M)

Ingénieur logiciel chef de groupe

peuvent encadrer une équipe de 3 à 5 ingénieurs et analyste-programmeurs. (référence 900 M)

Nous accueillons dans ces 3 fonctions un cadre de haut niveau apportant une expérience significative dans un des domaines suivants de conception de produits ou systèmes : logique, analogique, visualisation, opto-électronique ou ultrasons, logiciels de contrôle industriel en temps réel, systèmes d'exploitation, politique des tests.

Pour tous ces postes d'encadrement, nous serons attentifs autant aux qualités relationnelles qu'aux acquis techniques.

Ecrire en précisant la référence au CABINET GATIER, 91 rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 PARIS.

Cabinet Gatier

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'ELECTRONIQUE PROFESSIONNELLE

recherche pour participer à l'expansion de sa Direction Commerciale, dans le domaine des TELECOMMUNICATIONS PUBLIQUES DEPARTEMENT EXPORTATION

Chefs de zones

Ingénieurs diplômés, vous avez acquis une expérience confirmée dans le domaine des systèmes de transmissions ainsi que de réelles aptitudes à négocier des contrats de haut niveau.

Nous vous confierons la responsabilité d'une zone géographique pour la commercialisation de faisceaux hertziens et de matériels de transmissions.

Ingénieur technico-commercial

En liaison avec votre chef de zone vous participerez aux négociations et préparerez les propositions techniques répondant aux appels d'offres internationaux concernant l'élaboration des projets « faisceaux hertziens ou « matériels de transmissions ». Electronicien de formation vous ajouterez à des connaissances techniques approfondies un esprit de synthèse permettant l'optimisation technique et économique des projets.

Postes basés à PARIS avec de fréquents déplacements à l'étranger.

Anglais indispensable. Allemand ou Espagnol souhaité.


Merci d'adresser votre candidature sous réf. 2674 à CONTESSÉ PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

SAT 

Avec 30 usines dans le Monde et 7500 personnes, SAT est aujourd'hui un groupe industriel français de premier plan. Numéro 1 français pour les piles à usage industriel.

Le Département Générateurs Spéciaux recherche pour son activité spatiale (batteries d'accumulateurs nickel-cadmium et métal-hydrogène pour satellites et lanceurs ARIANE), un

INGENIEUR D'ETUDES EN ELECTROCHIMIE

(Physique Chimie Paris, Chimie Paris, Thesard...)

Vous avez une première expérience de recherche ou de développement (ou débutant ayant mené à bien une thèse), vous souhaitez faire de la recherche sur des produits de haute technologie et ce, au sein d'un groupe pluridisciplinaire de haut niveau.

Nous vous proposons de prendre la responsabilité d'objectifs d'études tout en utilisant le laboratoire chimie de notre activité spatiale.

Vous étudierez et suivrez les couples futurs pour toutes nos applications spatiales.

Vous traiterez les études à caractère chimique et électrochimique des produits en développement et standard.

Pour un candidat à fort potentiel attiré par la recherche en milieu industriel, c'est l'opportunité d'une évolution de carrière rapide au sein d'un groupe performant.

Lieu de travail : ROMAINVILLE (93).

Pour un premier contact, écrivez sous référence GS 4.25M à SAT - Direction des Ressources Humaines - 57 rue de Villiers - 92200 NEUILLY SUR SEINE.

Ingénieurs grandes écoles

Etudes de pilotage Ariane

La DIRECTION des LANCEURS du C.N.E.S. à Evry (91) recherche un ingénieur grande école avec de préférence 2 à 3 ans d'expérience dans un département études.

Il aura, au sein de la division «Etudes et Développement», la responsabilité d'études de pilotage du lanceur ARIANE, du suivi technique chez les Industriels.

Pour occuper ce poste, il est nécessaire de posséder un goût prononcé pour les mathématiques et celui du travail en équipe ainsi

qu'une bonne pratique de l'anglais. Veuillez adresser rapidement C.V., photo et prétentions sous la référence 84/BLA/18 au Chef du département «Personnel» - Direction des Lanceurs - C.N.E.S. - Rue Charles Baudelaire - 91000 EVRY.

CNES
CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES

LES NOUVEAUX MERCURIENS

Les PTT recrutent par voie de concours les spécialistes de la communication de demain.

INSPECTEUR DES SERVICES TECHNIQUES NIVEAU BAC + 3

Écoles d'ingénieurs
Licences scientifiques
Âgés de moins de 30 ans. Épreuves les 3 et 4 décembre 84.
Clôture des inscriptions le 31 octobre 84.
200 places disponibles.
Régions : Ile de France, Normandie, Nord, Picardie, Champagne, Alsace, Lorraine.

INSPECTEUR PRINCIPAL TECHNIQUE NIVEAU BAC + 5

Grandes Écoles d'ingénieurs et de commerce ou Universités
options : • Électronique et Informatique
• Économie et Gestion Commerciale d'entreprises publiques
Âgés de moins de 30 ans. Épreuves les 6 et 7 décembre 84.
Clôture des inscriptions le 14 novembre 84.
64 places disponibles. Régions : Nord, Ile de France, Normandie ou Picardie.

Les Télécoms aujourd'hui

- exploitation d'un réseau de plus de 20 millions de lignes
- choix des investissements, de l'ordre de 27 milliards en 1994
- qualité du service (délai moyen de raccordement passé de 18 mois à 10 ans)
- environ 30 jours aujourd'hui
- un effectif de 185.000 personnes
- un système de gestion pour un CA de 70 milliards de francs environ.

LE CNET, à la charnière entre l'industrie et l'exploitation, travaille en recherche et développement, notamment sur :

- le RNS, réseau numérique à intégration de services
- les composants
- la télécommunication.

Les Postes demain

- le projet bureauque : 17.000 établissements, 30.000 guichets à équiper de micro-ordinateurs. Un milliard à investir en 3 ou 4 ans.
- le «courrier électronique» (courrier d'entreprise transmis par télé-impression) porte sur environ 1,5 milliard de lettres, représente un investissement de l'ordre de 1,5 milliard et sera généralisé vers 85-87.
- la banque à domicile, c'est l'accès aux comptes par terminal Minitel pour 22 millions de comptes chèques postaux.

Un exemple de coopération technique internationale : l'Inde

- équipements de commutation en technologie numérique (200.000 lignes)
- création d'une usine (500.000 lignes/an)
- coopération en ingénierie, maintenance et formation.

A la Poste comme aux Télécommunications, les fonctions sont ouvertes aux domaines suivants, aux deux niveaux de concours :

En électronique : recherche, développement, assistance et expertise technique, exploitation de systèmes de pointe, coopération internationale.	En informatique : développements informatiques, informatique de gestion, réseaux informatiques, équipes système.	En économie et gestion : marketing, commercial, économie - gestion, budget et programmation.
--	--	--

renseignez-vous sur les possibilités que vous offre une carrière à la Poste et aux Télécommunications en vous adressant pour Paris : Direction des Télécommunications d'Ile de France 8-10, Bd de Vaugrand 75745 Paris Cedex 15

pour la province : Direction des Télécommunications de votre région

ministère des PTT

INGENIEUR METHODES ET INDUSTRIALISATION

Constructions électromécaniques

Une société française marquant des activités industrielles dans le domaine de la construction électrique, recherche UN INGENIEUR METHODES ET INDUSTRIALISATION. Il sera chargé d'étudier et de développer de nouvelles techniques et de nouveaux moyens de production permettant une rationalisation et une optimisation des productions avec une réduction des coûts. Il participera également à l'industrialisation de nouvelles fabrications faisant appel à des technologies de pointe. Il réalisera des études d'investissement. Le candidat retenu, âgé d'environ 30 ans, de formation Ingénieur A & M, ICAM, ECAM, possédant une expérience professionnelle d'au moins 5 ans acquise dans une fonction méthodes, industrialisation ou fabrication, d'une unité industrielle relevant en œuvre diverses technologies, et en savoir-mécanisme. Des connaissances en matière d'extrusion des polymères seraient appréciées. Il sera bilingue français/anglais.

Envoyer sous référence 723/M à :

GRH conseils
3, avenue de Ségur 75007 PARIS.
Déclaration assurée.

CONTROLE de GESTION et DEVELOPPEMENT INFORMATIQUE

Nous sommes une société d'édition et de vente de documentation en commerce international, en expansion (effectif 60, C.A. 40 M., produit : « le MOOC »).

Notre politique de développement exige l'intégration d'un collaborateur directement rattaché au D.G., en position fonctionnelle, pour assurer le contrôle de gestion, conduire le renouvellement et l'extension du système informatique de vente par correspondance et de gestion, étudier des projets informatiques à l'initiative des services opérationnels.

Une bonne formation de base en comptabilité-gestion-informatique, type Sup. de Co avec options comptabilité et informatique, est demandée, ainsi qu'une première expérience en P.M.E.

L'attention des candidats est attirée sur la nécessaire maîtrise conceptuelle de l'outil informatique.

Lieu de travail : PARIS. Avantages sociaux.

Merci d'adresser rapidement C.V., photo et prétentions à : M. le Directeur, S.E.D.E.C., 20, avenue Hamelin, 75116 PARIS.

Ingénieur Méthodes à fort potentiel

Matériel Thermique : Directement rattaché au Chef d'une unité de production de 200 personnes, gérant 110 millions de CA au sein de la Société, il jouera un rôle polyvalent dans un contexte très passionnant de réorganisation et d'investissements importants. En tant que Responsable des Méthodes, il devra notamment implémenter une nouvelle ligne de fabrication, mais sa fonction comporte aussi l'organisation et la supervision des Services Entretien et Outillage. Un Ingénieur AM (ou équivalent) ayant une forte personnalité et 2 à 5 ans d'expérience dans la fonction organisation industrielle est appelé à évoluer très rapidement dans notre Société et dans le groupe international dont elle est filiale.

ORION vous garantit une discrétion absolue et vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 410324 M.

35, rue du Rocher 75008 Paris.

ORION
l'homme et l'entreprise

Organisme financier en forte croissance (2 200 personnes, 23 délégations régionales), nous avons pour vocation de favoriser des crédits d'investissement aux petites et moyennes entreprises. Basé au siège parisien, notre Département Organisation et Informatique renforce son équipe et recherche un

Organisateur

(H.R.G., B.S.S.C., Sciences P.G., diplôme de gestion...)

Votre expérience (5 ans environ, dans le « tertiaire » de préférence) vous a permis d'aborder de façon concrète des tâches d'organisation, notamment dans les domaines administratif, financier et juridique.

Dans le cadre de missions concernant les différents secteurs de l'entreprise, vous conduirez avec un large degré d'autonomie des projets faisant intervenir des techniques actuelles : informatique, bureautique, vidéotex...

Cette fonction exige une bonne maîtrise dans la présentation et la rédaction des études ainsi qu'une aisance relationnelle certaine.

Si cette offre vous intéresse, veuillez adresser lettre de candidature + C.V. + prétentions sous la référence CE/20 à notre Conseil qui vous garantira toute discrétion.

INFRAPLAN Conseil en Recrutement
83, bd Raspail - 75006 PARIS

MEMBRE DE SYNTec

Soyez bien!

Tout simplement comme les femmes et les hommes passionnés par l'informatique et qui intègrent Digital, le deuxième groupe informatique mondial.

Ils sont bien parce qu'ils trouvent chez Digital une communication facile, le goût du dialogue, le sens de l'efficacité et une prise en compte de leurs aspirations...

Ils sont bien parce qu'ils travaillent dans un environnement professionnel ouvert, sur des gammes de produits performants (plus de 11 % du C.A. est consacré à la Recherche et au Développement) et parce qu'ils prennent part à des projets d'entreprise particulièrement dynamiques.

Ingénieurs Commerciaux Expérimentés.

Soyez bien : vous possédez une formation commerciale ou technique supérieure, 3 à 5 ans d'expérience commerciale en informatique, la volonté de participer à notre développement sur toute la France et la capacité de prendre rapidement des responsabilités.

Dans le cadre de grands groupes ou de secteurs économiques, vous dialoguerez avec « ceux qui décident », vous participerez à leurs plans informatiques et vous leur proposerez une véritable solution.

Soyez bien : faites votre choix entre Paris Nord, Paris Sud, Strasbourg, Lyon et Marseille et prenez tout simplement contact avec le Département des Ressources Humaines et Développement sous réf. M.115
2, rue Gaston Crémieux B.P. 136 - 91004 Evry Cedex

N° 2 mondial de l'informatique

digital

مكتبة من الكتب

REPRODUCTION INTERDITE

... LE MONDE - Mardi 23 octobre 1984 - Page 37

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

ENERTEC

Société du Groupe Schlumberger recherche pour sa Division Instruments

Ingénieurs électroniciens

Notre Département magnétique, basé à Vélizy, conçoit et réalise des périphériques de calculateurs, des enregistreurs vidéo numériques et des enregistreurs magnétiques spécialisés.

Spécialiste en logique rapide

réf. L.R. 2210

Il sera chargé au sein d'une équipe projets du développement d'un système de codage et de traitement numérique de l'information. Diplômé d'une grande école, il a une expérience de l'électronique numérique rapide.

Spécialiste en micro-processeurs

réf. M.P. 2210

Il sera chargé au sein d'une équipe projets du développement de la configuration et du logiciel de sous-ensembles à micro-processeurs. Diplômé d'une grande école, il a une expérience dans un domaine équivalent.

Spécialiste en circuits analogiques

réf. C.A. 2210

Il sera chargé au sein d'une équipe projets du développement de sous-ensembles électroniques analogiques (asservissement, alimentations, et traitement bas niveau). Diplômé d'une grande école, il pourra être débutant.

Nous offrons à de jeunes ingénieurs de réelles possibilités d'évolution au sein d'un groupe international.

Adresser CV et prétentions en précisant la référence du poste choisi à Enertec, Service du Personnel, 1 rue Nieuport, 78140 Vélizy-Villacoublay Cedex.

ENERTEC

Schlumberger

arianespace

Adjoint au chef du service trésorerie

Vous serez chargé :
- de la Gestion de la Trésorerie en francs et en devises
- des procédures de couvertures
- de l'établissement de plans de trésorerie à court et moyen terme.
Travail sur matériel HP 250.
Vous avez une formation bancaire ou industrielle et commerciale dans le secteur trésorerie.
Vos connaissances en informatique seront appréciées.
Anglais indispensable.

Adresser lettre manuscrite, CV détaillé et photo à :
Direction Administrative et Financière
1, rue Solvénayne
91000 EVRY.

arianespace

SAT



Avec 30 usines dans le Monde et 7500 personnes, SAT est aujourd'hui un groupe industriel français de premier plan.

Número 1 Français pour les piles grand public, l'entreprise est leader mondial pour les accumulateurs alcalins, les générateurs spéciaux et les piles à usage industriel.

La Direction du Personnel et des Relations Humaines du Département Piles recherche un

FUTUR CHEF DE PERSONNEL

De formation supérieure, vous avez déjà une expérience industrielle de 3 ans minimum, acquise en partie dans la fonction personnel.

Nous vous proposons de valoriser cet acquis en devenant

responsable développement emploi

du Siège de Levallois (500 personnes).

Votre mission comprendra :

- la mise en place et le suivi de l'ensemble des opérations liées à l'évolution professionnelle du personnel non-Cadre de l'établissement (personnel administratif et commercial) : mobilité, formation, rémunération, recrutement...
- la participation créative aux actions de développement des Cadres.

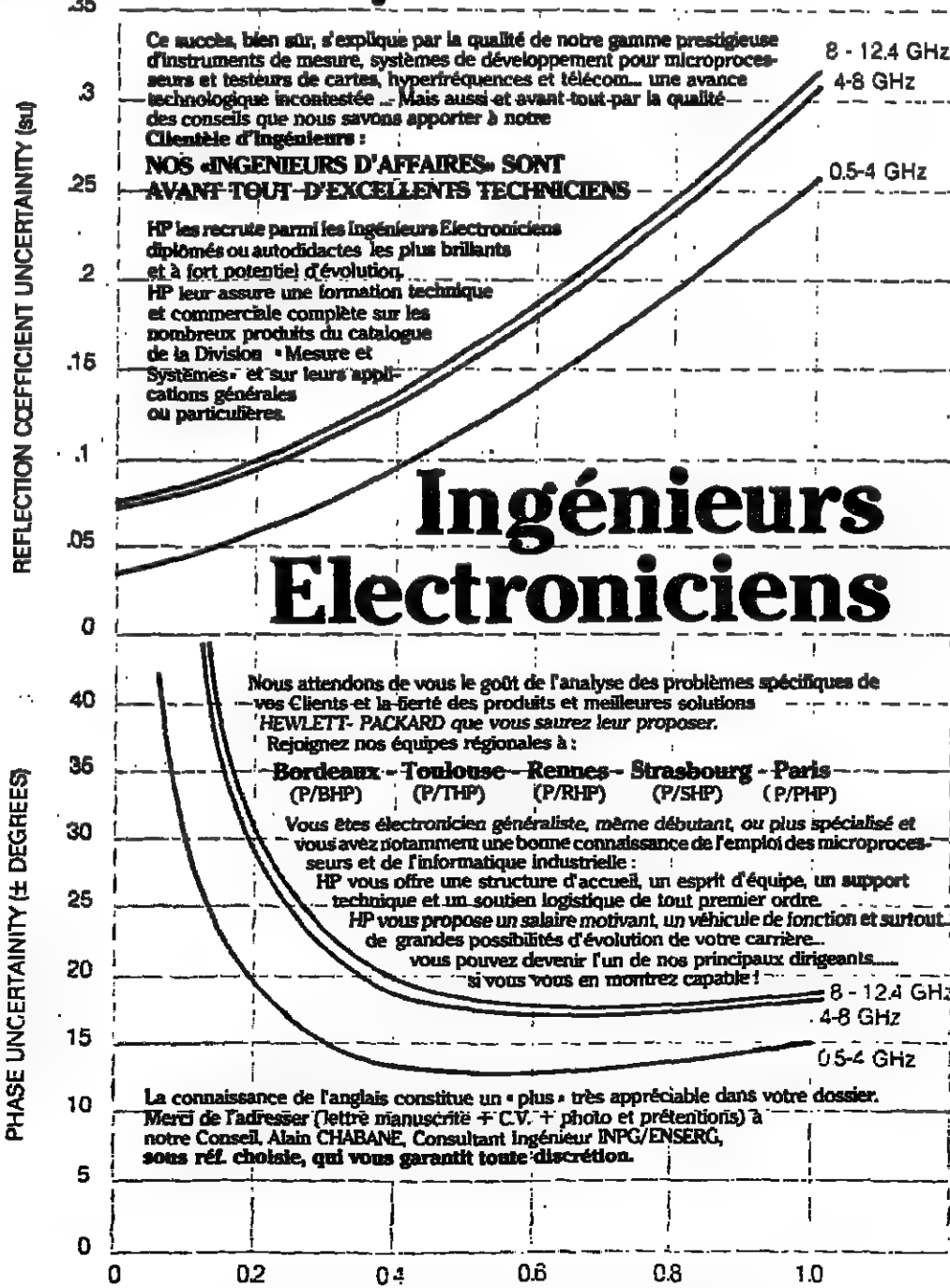
Ce premier challenge doit vous permettre de devenir Chef de Personnel de l'un de nos établissements (région parisienne ou province).

Pour un premier contact, écrivez sous référence P.5.32 LM à SAT Direction des Ressources Humaines - 57 rue de Villiers - 92200 NEUILLY SUR SEINE.



HEWLETT
PACKARD

Mesure et systèmes: + 45 % en 1984 !



AFCOREM



Raymond Poulain Consultants
74, rue de la Fédération 75015 Paris.



Les filiales françaises de NABISCO BRANDS, leader mondial de la biscuiterie, créent dans le cadre du développement du Groupe France (2 500 personnes, C.A. : 1,3 milliard de Francs) le poste



Auditeur interne HF Evry (91)

De formation supérieure commerciale + DECS (ou équivalent), vous avez une première expérience de 3 ans minimum, soit dans un cabinet d'audit, soit dans un groupe agro-alimentaire ou industriel orienté vers les produits de grande consommation.

Une bonne maîtrise de l'anglais serait un atout supplémentaire.

Rattaché au Directeur financier du Groupe France, vous assurerez des missions d'audit opérationnel dans le cadre d'objectifs définis par la Direction générale.

Vos missions, très diversifiées, porteront tant sur les méthodes de gestion que sur l'organisation, la rentabilité, etc...

Vous interviendrez au niveau de toutes les directions et des deux divisions du groupe.

A moyen terme, d'intéressantes opportunités de carrière se présenteront à vous au sein du Groupe.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à : BISCUITS BELIN - Bernard FRANOT - Développement Ressources Humaines - B.P. 93 - 91003 EVRY Cedex.

LE CREDIT MUTUEL D'ILE-DE-FRANCE recrute pour PARIS

Analyste de crédit (gradé)

Il se verra confier l'étude et la mise en place des crédits aux personnes morales ou aux particuliers. Ce poste nécessite une bonne connaissance en matière d'analyse de bilans et de la réglementation du crédit. Le candidat s'intégrera au sein d'une équipe et participera également à un travail de recherche et de mise en place de procédures et de produits nouveaux. Une solide formation bancaire (niveau I.T.B.), de bonnes bases juridiques sont nécessaires. Une première expérience dans la fonction est souhaitée.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo + rémunération actuelle en précisant la référence AC 2210, à la Direction des Relations Humaines et Sociales, Crédit Mutuel d'Ile-de-France, 19 Cité Voltaire, 75541 Paris Cedex 11.



Crédit Mutuel d'Ile de France

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

PARIS

JURISTE EN DROIT IMMOBILIER H/F

Vous avez la trentaine, une formation supérieure et quelques années d'expérience dans un établissement financier spécialisé dans les financements immobiliers ou chez un promoteur. Vous avez acquis de solides connaissances en droit immobilier, fiscalité immobilière, droit de la construction, droit des sociétés. Vous assurerez le suivi juridique de toutes opérations de crédit-bail immobilier et, le cas échéant, mobilier en liaison avec les Directions et Filiales du Groupe. La pratique de l'anglais est indispensable. Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. et prétentions sous réf. 317 JURIM à :



SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Service du Recrutement - 7, rue Caumartin, 75008 PARIS



SOCIÉTÉ DES CIMENTS FRANÇAIS

Au premier rang des producteurs nationaux et mondiaux, recherche pour le Département Finance de sa Direction Administrative et Financière.

CADRE FINANCIER H/F

Assistant du Responsable Crédit Clients

Pour :

- Analyser le risque encouru par la Société auprès de sa clientèle.
- Gérer et développer le système informatisé d'analyses économiques et financières sur la clientèle.
- Assurer les liaisons avec les interlocuteurs extérieurs (Assurance Crédit, Société de Renseignements...) et superviser les opérations administratives.
- Tenir à jour le tableau de bord du service.
- Assister le chef de service dans ses démarches auprès de la clientèle et le remplacer en cas d'absence.

Expérience :

2 ans à la Direction des Engagements d'une Banque, dans une Société d'Analyses Financières, ou expérience similaire en entreprise.

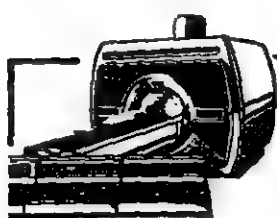
Connaissances en droit commercial et informatique.

Lieu de travail : Paris La Défense.

Adresser CV complet avec lettre manuscrite, sous référence 2510 M à :



SERGE BAILLY CONSEIL
128, boulevard Haussmann
75008 Paris



THOMSON CGR

METTRE DES EQUIPEMENTS DE HAUTE TECHNOLOGIE AU SERVICE DE LA SANTE

Nous sommes l'un des leaders mondiaux de l'imagerie médicale. Dans un secteur stratégique, nous créons, réalisons et commercialisons des équipements de haute technologie au service de la santé.

Nous recherchons, pour notre Département PRODUCTION ÉLECTRONIQUE,

DEUX INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

De formation Grandes Écoles, vous êtes débutant ou vous possédez déjà une première expérience. En venant nous rejoindre, vous aurez le choix :

LA GESTION INFORMATISÉE

Vous prendrez en charge la gestion informatisée de production et assurerez le fonctionnement d'une configuration informatique VAX 750.

LES PRODUITS NUMÉRIQUES

Vous prendrez en compte de nouveaux produits numériques pour leur introduction en fabrication et mettrez au point des spécifications de contrôle, outillage, méthode de fabrication.

Dans un environnement international très concurrentiel, votre préoccupation majeure sera de maîtriser les coûts de production.

Vous serez intégré à une équipe d'ingénieurs qui sauront vous transmettre le professionnalisme indispensable à votre évolution de carrière.

Une bonne connaissance de la langue anglaise sera indispensable.

A vous de choisir ! en adressant votre candidature, sous la référence 46280 LM, à Mme DELWAIDE, THOMSON CGR, 52, boulevard Gallieni, 92133 ISSY-LES-MOULINEAUX.



VENEZ ÉTOFFER NOTRE ÉQUIPE D'ATTACHÉS COMMERCIAUX

Importante société de prestation de services dont le C.A. est en constante progression offre une carrière évolutive à :

DES PROFESSIONNELLS DE LA VENTE H/F

Ces postes impliquent :

- une sérieuse expérience dans une fonction similaire de 2 à 5 ans.
- des qualités d'accroche et d'organisation.
- le savoir faire de la prospection et de la négociation.
- le goût du travail autonome.

Nous vous offrons :

- une formation à notre profession.
- un véhicule fourni et entretenu par la société.
- une rémunération motivante liée aux résultats.

Postes à pourvoir dans les régions suivantes :

AQUITAINE - ILE-DE-FRANCE SUD-OUEST - RHONE-ALPES - TOURAINE

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions

(en précisant bien la région souhaitée)

sous réf. 296222 M à REGIE PRESSE

7, rue de Montessieu, 75007 PARIS - qui transmettra



I.C.I-Pharma

Filiale pharmaceutique française de l'un des grands de la chimie mondiale (450 MF, 450 personnes, 1 usine, 1 centre de recherche).

Maîtriser et renforcer notre croissance en dotant notre filiale d'hommes et de moyens de gestion performants, tel est notre objectif.

Responsable des Services Comptables

Organiser et contrôler l'ensemble de la comptabilité (générale, analytique, clients/facturation), établir les documents fiscaux et élaborer les documents de reporting anglais, voilà la mission classique de votre fonction, mais nous vous demandons aussi de participer à l'élaboration des budgets, à l'exploitation des résultats comptables afin de nous aider à développer des outils de gestion efficaces. Garant de l'image de marque de votre service et animateur de vos 25 collaborateurs, vous apporterez la dimension humaine à votre poste.

Diplômé de l'enseignement comptable supérieur, 35 ans environ, vous êtes un excellent spécialiste des techniques comptables anglo-saxonnes acquises en milieu industriel. Votre conception de la fonction comptable en entreprise comme instrument de gestion fait que nous souhaiterions travailler ensemble.

Poste situé au sein de notre unité de production à REIMS (réf. NLBM 33810)

Contrôleur de Gestion

Créer la fonction en améliorant, dans un premier temps, les procédures de contrôle budgétaire. Développer notre système de gestion prévisionnelle (plans, procédures, construction budgétaire...). Effectuer le reporting mensuel, analyser les écarts et apporter les commentaires correspondants. Gérer la trésorerie et optimiser les placements. Faire vivre et perfectionner les outils de contrôle de gestion qui permettront de déclencher les actions correctrices auprès des services et hiérarchies concernés. En un mot, jouer un rôle moteur dans la maîtrise de notre croissance.

Jeune diplômé d'une école supérieure de gestion, votre expérience des sociétés anglo-saxonnes acquise soit en cabinet d'audit international soit comme contrôleur budgétaire au sein d'une Direction Financière, vous a maintenant préparé à assumer la globalité de la fonction.

Poste situé au siège à PARIS - BANLIEUE NORD (réf. NLBM 33910)

Responsable Administration Générale

Prendre en charge l'ensemble de la gestion et de l'organisation des services communs de la société (restauration, maintenance, imprimerie, parc automobiles...). Mais aussi assurer le rôle de conseil juridique auprès des hiérarchies concernées. Intervenir ponctuellement dans la rédaction et le suivi des contrats liés à la vie de l'entreprise. Enfin, évaluer et développer les performances de fonctionnement de votre structure composée de trois responsables opérationnels (12 personnes au total).

De formation supérieure juridique, vous avez acquis, à 32 ans environ, une première expérience significative en entreprise de la gestion administrative et de l'organisation. Votre aptitude à jongler avec la variété des tâches, à régler rapidement et efficacement les problèmes administratifs et juridiques vous incitent à saisir cette opportunité de carrière au sein d'un environnement stimulant.

Poste situé au siège à PARIS - BANLIEUE NORD (réf. IEM 34010).

Pour ces 3 postes, la maîtrise de l'anglais est nécessaire.

Si vous êtes intéressé par une de ces fonctions, veuillez adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo et salaire actuel à Nicole Le Breuilly TEG 18, Place Henri Bergson - 75008 PARIS.



division de SYSTEMA

secrétaires

secrétaires

Secrétaire de direction dans une banque de renom

Secteur privé - Paris 8

Notre esprit d'équipe nous caractérise, notre prestige et notre progression future doivent représenter pour vous un challenge motivant.

Vous devrez assurer le secrétariat de notre direction (trappe, planning, synthèse de réunions, téléphone, etc.).

Adaptabilité et disponibilité, vous savez aussi discerner les priorités et prendre des décisions. Notre projet de développement vous motive particulièrement ; il sera pour vous l'opportunité d'une évolution de carrière importante qui se traduira également en termes de rémunération.

Agée d'au moins 30 ans, bilingue anglais, vous avez une bonne formation de base et l'expérience réussie d'un secrétariat de haut niveau en entreprise privée.

La connaissance des techniques bancaires serait un atout supplémentaire.

Si cette offre vous intéresse, prenez rapidement contact

sous référence 255 LM avec les Consultants de SIASS.

SIASS

25, rue de Belfort - 75008 PARIS

SECRÉTAIRE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

Nous sommes la première filiale européenne d'un groupe allemand de réputation mondiale.

Vous avez acquis une expérience confirmée au sein de la Direction Générale d'une firme internationale et effectué un travail de coordination au plus haut niveau. Vous possédez style, présence, rigueur, aisance dans les contacts, vivacité d'esprit et sens de la confidentialité.

Vous maîtrisez parfaitement l'allemand et avez de bonnes connaissances en anglais.

Lieu de travail : SUD DE PARIS

Écrire avec C.V. et photo sous réf. 46281 à HAVAS-CONTACT - 1, place du Palais-Royal, 75001 PARIS.

هكذا من العمل

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Plus qu'une fonction, Apple vous propose...

Dans une organisation souple et efficace : des responsabilités larges et évolutives - une ambiance jeune et ouverte - un esprit d'équipe. Vous permettant d'assurer votre réussite en contribuant largement au succès d'APPLE. L'informatique personnelle vous attire. Venez nous voir, nous recherchons pour nos services :

assistant budget planning

Vous renforcez notre équipe actuelle et participez à la création de nouveaux outils de contrôle budgétaire en liaison avec notre département informatique. Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (commercial, gestion), vous avez une expérience similaire de 2 ans en entreprise et vous pratiquez l'anglais. Vous maîtrisez la comptabilité américaine. (Réf. JJM-01-LM-10)

assistant finance

Vous êtes responsable du suivi comptable de nos budgets de marketing et de publicité et mettez en place de nouvelles procédures. Vous participez activement au reporting mensuel. DECS, vous maîtrisez le reporting et la comptabilité américaine et pratiquez l'anglais. Vous avez une expérience de 2 ans en entreprise ou cabinet d'audit. (Réf. JJM-02-LM-10)

responsable comptable

Vous assumez l'entière responsabilité du suivi comptable et financier d'une association en forte croissance. BTS comptable ou équivalent, vous êtes autonome et bénéficiez d'une première expérience réussie. Vous avez des notions de comptabilité anglo-saxonne et pratiquez l'anglais. (Réf. JJM-03-LM-10)

responsable formation

Vous développez et mettez en place le programme de formation interne en collaboration avec notre équipe européenne. Vous établissez et assurez le suivi des déclarations liées à la formation. Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (DESS, maîtrise de droit social), et occupez cette fonction dans un secteur identique. L'anglais courant est impératif. (Réf. JJM-04-LM-10)



Apple

Adressez C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions (en précisant la référence du poste) à :
APPLE - J.J. MAUCUER - Service du Personnel - Avenue de l'Océanie - ZA de Courtabouf
B.P. 131 - 91944 LES ULIS Cedex

Account Manager

Dans le cadre du développement de ses activités en France, la Bank of America recherche un cadre d'exploitation de formation universitaire (française et/ou étrangère) possédant 3 à 5 ans d'expérience bancaire ou financière.

Ayant acquis une bonne formation en analyse de crédit et ayant le sens du risque bancaire, il devra pouvoir développer une clientèle d'entreprises internationales sur un marché très compétitif en proposant une gamme complète de produits financiers, avec l'aide des filiales spécialisées de la banque ainsi que de son réseau international.

Une excellente pratique de l'anglais est indispensable. Possibilité de développement de carrière en France ou ultérieurement à l'étranger. Rémunération attractive pour un candidat de tout premier plan.

Merci d'envoyer votre C.V. et prétentions à M^{me} Etchenchou, Bank of America,
43/47, avenue de la Grande-Armée, 75782 Paris Cedex 16.

BANK OF AMERICA

UNE AGENCE SPÉCIALISÉE RATTACHÉE
A UNE COLLECTIVITÉ PUBLIQUE

cherche

UN (E) CHARGÉ (E) DE MISSION

PROFIL SOUHAITÉ :

Expérience pratique de l'audiovisuel.
Connaissance des rouages financiers et des pratiques institutionnelles en ce domaine.
Connaissance des problématiques générales relatives à l'audiovisuel (ciblage, marchés...).

Personne dynamique.
Ce chargé de mission aura à assurer une activité de conseil auprès des entreprises et des collectivités locales, de montage de dossiers, d'impulsion d'actions en matière d'audiovisuel.

Salaires prévus entre 10.000 F et 15.000 F/mois.
Adressez C.V. sous n° 8.511 le Monde Pub.
service ANNONCES CLASSEES
5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

carrière bancaire
relations avec les
correspondants

Cadre de Classe VI ou VII, vous assistez le Trésorier de votre Banque à maintenir et développer des relations étroites avec la communauté bancaire internationale ; parfaitement bilingue Anglais, vous rendez régulièrement visite à vos interlocuteurs étrangers, notamment anglo-saxons ; vous souhaitez jouer un rôle plus large dans un établissement de premier plan.

Un grand groupe bancaire dispose d'un poste susceptible de vous convenir.
Adressez C.V. détaillé sous réf. 4090/O à :
M. GUIGNARD - 86, rue Olivier de Serres
75015 PARIS (qui transmettra).

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
DE PRODUCTION CINÉMATOGRAPHIQUE

recherche son

CHEF COMPTABLE

Une expérience dans la profession est souhaitable.

Adressez c.v. à RÉGIE-PRESSE, sous n° T 068.697 M
7, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

Société d'Ingénierie Informatique
recherche desingénieurs
informaticiens

de 1 à 8 ans d'expérience

pour développer des applications industrielles sur mini et micro (VAX, PDP 11 sous RSX, INTEL 8086 ...) dans des domaines tels que la robotique, l'automatisme, le Contrôle de Processus...

Merci d'adresser votre dossier
sous réf. R 10.1 à

ETHIQUE

18, Champs-Élysées - 75008 Paris

Cette société d'expertise comptable et de commissariat aux comptes, recherche, pour poursuivre son développement régulier à Paris, un jeune

EXPERT COMPTABLE
FUTUR ASSOCIÉ

Assisté d'une équipe de collaborateurs, il prendra progressivement la responsabilité d'une clientèle diversifiée, au titre de dossiers d'expertise, de commissariat et d'audit contractuel.

Nous souhaitons rencontrer un diplômé d'une trentaine d'années, issu d'un cabinet anglo-saxon ou français important, habitué à une clientèle de taille variée et souhaitant s'intégrer à une équipe jeune avec possibilités de développement. Outre les qualités techniques requises, cette dernière perspective suppose une personnalité capable d'une forte implication dans la gestion et le développement de la société, ainsi qu'une grande disponibilité.

Merci d'adresser votre candidature sous
référence 8408 à

REUSSITES
11 quai Rambaud
69002 LYON

Membre de Syntec

Reussites
groupe AVISO

- VOUS AVEZ L'EXPÉRIENCE DE 6 A 7 ANS
D'INGÉNIEUR- VOUS ÊTES ARTS ET MÉTIERS
(L.N.S.A. ou équivalent)

- VOUS PARLEZ ANGLAIS COURAMMENT

NOUS VOUS PROPOSONS UN POSTE

D'INGÉNIEUR
D'AFFAIRES

TOURNÉ VERS LES DÉMARCHES COMMERCIALES, L'INSPECTION TECHNIQUE, LA QUALITÉ.

- Disponibilité requise.
- Nombreux déplacements à prévoir, pour la France d'abord, à l'étranger ensuite.

ON DEMANDE UN SENS PARTICULIER
DE L'ORGANISATION.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. + photo + prétentions
sous référence n° 1 509 à :



Centre de Psychologie et d'Efficiences
17, rue des écoles, 75017 Paris

PIRELLA GÖTTSCHE LOWE
INDUSTRIEL MULTINATIONAL PERFORMANT

Secteur automobile

(équipement électromécanique)

recherche pour SERVICE METHODES

de son usine située dans la Région d'Orléans

INGÉNIEUR ou BTS

spécialisé dans automatismes.

Quelques années d'expérience.

INGÉNIEUR

DEBUTANT A.M.

ou équivalent.

Anglais souhaités. Dégagés C.M.

Adressez CV et prétentions sous réf. 2749 à

CONTEXTE PUBLICITE 20, av. Opéra

75040 Paris Cedex 01, qui trans.

Société Travail Temporaire solide réputation

recherche pour renforcer son Service Commercial

ASSISTANTE PLANNING/COMMERCIAL

Niveau BTS secrétariat + connaissance de la

bureautique.

Expérience relations clientèle de préférence

dans sociétés de services.

Sens de l'organisation et des responsabilités.

Esprit d'équipe, motivé, dynamique.

Proposons :

- Poste de responsabilité à caractère évolutif.

- Rémunération motivante, fixe + %, + participation + avantages sociaux.

Adressez C.V., détaille, photo, lettre manuscrite

et prétentions à :

LE SECRETARIAT VOLANT

Direction Générale

161, rue du Fbg Saint-Hippolyte - 75008 PARIS

SOCIÉTÉ

DE COMMISSAIRES AUX COMPTES

recherche

réviseurs confirmés HF

Diplômés de l'enseignement supérieur ayant

acquis la pratique de l'audit en cabinet.

Les candidats retenus :

- interviendront auprès des sociétés dans des

secteurs d'activités variés,

- bénéficieront d'une formation diversifiée

préparant au diplôme d'expertise comptable.

Merci d'envoyer CV manuscrit, photo

et prétentions à COGERCO

72, rue de Belchassa 75007 PARIS.

ÉCOLE PERSEVAL
PÉDAGOGIE RUDOLF STEINER
recherche d'urgence

PROF. D'ALLEMAND

Env. C.V. à : Ecole Perseval

84, av. d'Espérance

75003 CHATEAU

IAP

offre carrières commerciales

après sélection.

Niv. secondaire + de 21 ans.

Tél. : 267-22-81.

Ses industries pour bureaux

sud de Paris rech. pour son

SERV. DOCUMENT. TECHNI-

QUE

RÉDACTEUR

TECHNIQUE

Bilingue FRANÇAIS ANGLAIS

dans les domaines suivants :

- Techniques d'assemblage.

- Automatismes.

- Robotique.

- Micro-informatique.

Ecrire C.V. manuscrit et présent.

s/n° 148, à PUBLIAS G.R.

87, boulevard Montparnasse,

75006 PARIS.

Association Secteur Migrants

recherche

DOCUMENTALISTE mi-temps.

capacité de rédaction angl.

C.V. C.L.S. 4, et Pâtes-Sauces

70883 PARIS Cedex 12.

EDGETEK

Leader mondial dans le service

test de C.I., recherche :

1) JEUNE ING. R.F.

technico-commercial.

Formation supérieure

en électronique.

Techno ou applications

pour vente de services :

- Contrôle d'assemblage.

- Évaluation et expertise :

- Programmation.

Quelques années d'expérience

souhaitées dans vente de com-

posants ou systèmes de test.

Anglais courant.

2) INGÉNIEUR

pour test de Vitesse.

Formation supérieure

en électronique.

Exp. similaire souhaitée.

Env. lettre manuscrite, C.V.,

photo et prétentions à : E.I.

Courtabouf, av. des Andes,

91840 Les Ulis.

Laboratoire pharmaceutique en expansion

Province : ville universitaire proche PARIS

pour diriger son service de

galénique expérimentale et pré-industrielle

recherche

Pharmacien

Minimum 5 ans d'expérience.

ayant participé de façon active à des projets de

formes à libération programmée.

Ses missions :

- assurer le développement galénique de molécules

originales

- auditer les formulations existantes en vue de

la validation,

- conduire les études technologiques sur des

formes nouvelles.

Envoyer CV détaillé, photo (reçue)

et prétentions sous réf. 30287 LM à

JEAN REGNIER Publicité

39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, 4.07.

CENTAURE

ASSISTANCE

TECHNIQUE

recherche d'urgence

INGÉNIEURS

EN TELEPHONIE

Connaissant PLM 86, C, UNIX

Postes basés en région Est.

INGÉNIEURS

HP 1000, UNIVAC 1100, DMS, DPS,

6809, 8086, ASSEMBLEUR

Postes basés en région parisienne.

Ecrire ou téléphoner à CENTAURE

124, rue de la Botte - 75008 Paris

256.48.06

Pour distribuer nos produits

alimentaires de qualité

nous recherchons

UN CADRE COMMERCIAL

Secteur à pourvoir : Paris et Région parisienne.

Le candidat est déjà introduit dans la grande distribution

moderne (super-hyper) rayon épicerie.

Il sera en outre chargé des implantations et magasins et du

suivi des rayons.

La rémunération et l'intéressement aux résultats seront

fixés en fonction de la personnalité retenue.

Adr. lettre man. C.V., photo et prét. s/n° T 068.712 M,

RÉGIE PRESSE, 7, rue de Montessuy, PARIS-7.

COMPAGNIE CONTINENTALE

Fille d'un des leaders internationaux dans le

domaine des CÉRÉALES (C.A.

France) : 6 milliards, 80 pers. recherche un(e)

jeune juriste

affaires internationales

POUR LUI CONFIER à terme la tâche de l'Admi-

nistration Commerciale le département Assuran-

ces, Arbitrage, Contrats de vente, Analyse de

risques.

Une opportunité de CARRIÈRE pour un jeune

diplômé de l'Enseignement Supérieur (Grande

École...) de formation juridique.

NOUS LUI ASSURONS une FORMATION

complète en France et à l'Étranger, une rémuné-

ration motivante et évolutive.

Adressez vos C.V., photo et rémunération

actuelle s/n° 48 617 M à MERCURI URVAL -

21, rue Eugène-Faucher - 75017 PARIS.

Mercuri Urval

SÉRIEUX SYSTÈMES tech.

INGÉNIEURS

LOGICIELS T.P. SOLAR, pop

68.000, 80/86, point

de grande presse

Téléphone : 605-35-80.

Important organisme

de promotion immobilière

Paris-6, recherche

NÉGOCIATEUR

FONCIER (H/F.)

MISSION :

- Recherche de terrains

constructibles en région

parisienne et d'immobilier à

réhabiliter ;

- Études de faisabilité ;

- Montage et acquisition

d'opérations diverses ;

- Négociation tant avec

les propriétaires qu'avec

les professionnels (agents

immobiliers, marchands

de biens, architectes, ho-

tellers, etc.).

Rémunération motivante

avantages sociaux.

Adressez lettre man., C.V.,

prét. + photo (retournée)

s/n° 2 938 à Compas Publi-

cité, 20, av. Opéra, 75040

Paris, Cedex 01 qui trans.

VILLE DE SEVRES (92)

recrute par voie de mutation

ATTACHE COMMUNAL

chargé du Service du Personnel

(expérience confirmée)

Adr. lettre manuscrite de candid.

C.V. et photo à Monsieur le

Maire (se renseigner auprès)

92311 SEVRES CEDEX

CABINET DE CONSEILS

EN BREVETS

recherche

INGÉNIEUR

ELECTRONIEN

Anglais, allemand.

Débutant

ou 10-15 ans d'expérience

Envoyer C.V., réf. et photo

Sortie sous le n° T 068.717

[illegible]

SOCIAL

LA GRÈVE DU 25 OCTOBRE DANS LA FONCTION PUBLIQUE

UNE MANIFESTATION COMMUNE RÉUNIR CINQ ORGANISATIONS SYNDCALES

La grève décidée pour le 25 octobre par les fédérations de fonctionnaires CGT, FEN, FO, CGC, CFDT et autonomes fait tâche d'huile dans le secteur public et même un peu au-delà. Après les arrêts de travail à EDF et à GDF, à la SNCF, les fédérations de cheminots CGT, CFDT, FO, CFCT et FGAAC (autonomes) ont annoncé dans un communiqué commun des arrêts de travail dans une fourchette comprise entre le mercredi 24 octobre à 21 heures et le vendredi 26 octobre à 0 heure. A la SEITA (tabacs et allumettes), la CGT a appelé à une grève le 23 (pour les ouvriers professionnels) et le 25 octobre. La Fédéchimie FO appelle même tous les travailleurs du pétrole, du plastique, du verre, de la chimie et de l'atome à des actions, le jeudi 25 octobre, pouvant aller jusqu'à une grève de vingt-quatre heures, selon les établissements, pour le maintien du pouvoir d'achat.

D'autre part, à Paris, une manifestation commune est organisée le 25 au matin par les fonctionnaires CGT, CFDT, FEN, CFCT et autonomes, de la place de la République au Palais-Royal. FO qui ne participe pas à cette manifestation a prévu un rassemblement à la Bourse du travail.

M. Hirsberg, secrétaire responsable des fonctionnaires CGT, donne ici son opinion sur le mouvement de grève dont le succès lui paraît assuré.

● Renault négocie avec des équipementiers japonais. — Renault est en train de négocier avec trois fournisseurs japonais d'équipements électroniques, Nippon Denso, Aisin et Toyota Machinery, a précisé l'un des dirigeants de Toyota, M. Ideo Kameo, à l'occasion de la Biennale de l'Automobile à Paris. M. Kameo a ajouté cependant qu'il n'y avait aucune négociation directe entre Toyota et Renault. La firme française a confirmé l'existence des négociations avec Toyota Machinery, constructeur de machines numériques.

LIBRES OPINIONS

Être tous ensemble

par THÉRÈSE HIRSBERG (*)

Je parcourais la revue de presse du 25 octobre 1984. Pour une fois, personne n'a pu entonner le refrain devenu classique : faible participation aux grèves, syndicats déçus, images cortèges ou rassemblements. La grève est si massive, les « menées » des six fédérations de fonctionnaires si longues, que même les ralliements généraux ont été de se couvrir de ridicule avec des chiffres à la super-baise.

Et pourtant, comme d'habitude, rien ne nous avait été épargné : le discours maintenant bien rodé sur les « menées » ; la culpabilisation pour avoir trouvé anormal l'estocade de 4 % sur nos salaires (ne revenons pas à 1982 et 1983) ; l'intimidation sur le thème : inutile de sauter ou de lutter, c'est irrévocable ; l'opération opinion publique contre les saboteurs d'entreprises.

En prime : les syndicats de fonctionnaires n'y croient pas, c'est un baroud d'honneur, ils ont hâte de tourner la page. Ils ne sont d'accord que sur leurs désaccords. La grève : FO organise des rassemblements de son côté ; la FEN lutte ses ambitions à des délégations ; les autres sont dans leur coin : la CGT, impénitente, occupe seule la rue le 25 octobre et, c'est politique, bien sûr.

En bien NON ! Le refus des fonctionnaires de se laisser plumer en disant de plus « merci », leur volonté d'être solidaires de ceux du privé que M. Gettaz va toiser par là, leur saine révolte devant les injures permanentes, ont été si forts, qu'ils ont tout bousculé : le lamentable racisme anti-CGT des passés, les tactiques de sorcier, les préoccupations clientélistes hors saison.

Ils ont compris que pour être écoutés et respectés, il fallait que se voit et s'entende haut et fort, donc TOUS ENSEMBLE.

Nous sommes le 22 octobre. Il y a dans l'air social ce quelque chose qui permet à tout syndicaliste normalement constitué de dire : la grève, ça va marcher. Et nous retournerons ce qui est à notre portée (à où bien du monde nous guette) : une formidable autorisation de notre action ?

La CGT fera tout pour ce « TOUS ENSEMBLE ». Ce qui se joue, c'est la vie de tous les jours de millions de gens. A chacun ses responsabilités maintenant. Pensons tous que c'est aussi le syndicalisme tout court qui est en jeu.

(*) Secrétaire générale de l'Union générale des fédérations de fonctionnaires CGT.

● Grande-Bretagne : partage du trafic entre British Airways et British Caledonian. — Le gouvernement britannique vient d'annoncer un plan de partage des routes aériennes internationales entre les deux principales compagnies aériennes britanniques, British Airways (nationalisée) et British Caledonian (privée), qui met fin à plusieurs mois de lutte acharnée entre elles. Aux termes du plan, British Airways perd le service — lucratif — de l'Arabie saoudite au profit de British Caledonian, qui lui donne en contrepartie les licences qu'elle pos-

sède sur les vols à destination de l'Amérique latine, de Denver (Etats-Unis) et du Maroc. British Airways pourra également organiser des vols concurrents à ceux de British Caledonian vers la Floride.

● Grève chez Mack. — Les usines du constructeur américain de camions Mack, dont Renault est le principal actionnaire, ont cessé la production le 21 octobre pour appuyer les négociations pour le renouvellement de la convention collective.

ÉNERGIE

TANDIS QUE SIX MINISTRES DE L'OPEP SE RÉUNISSENT A GENÈVE

Le Nigeria tente de justifier sa décision de baisser le prix de son pétrole

Six ministres du pétrole de pays de l'OPEP devaient examiner, dès ce lundi 22 octobre, à Genève, les moyens d'éviter une baisse du prix de référence, menacé par les décisions successives de la Norvège, de la Grande-Bretagne et du Nigeria, la semaine passée, de diminuer leurs tarifs officiels. Les ministres d'Arabie saoudite, du Koweït, de la Libye, de l'Algérie, du Venezuela et des Emirats arabes unis, auxquels devraient se joindre, au tant qu'« observateurs », les ministres du Mexique et de l'Égypte, pays non membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, prépareront les décisions qui doivent être adoptées lors de la conférence extraordinaire consultative de l'Organisation convoquée à Genève le 29 octobre.

En attendant les décisions de l'OPEP, la plus grande incertitude règne sur le marché mondial du brut. Les transactions ont été « gelées » à la fin de la semaine passée, la plupart des grandes compagnies — et certains pays consommateurs comme le Brésil — ayant interrompu leurs opérations d'achat ou de vente, ce qui a provoqué le 19 octobre un léger raffermissement des cours au jour le jour, après une

chute de près de 10 % en une semaine. L'expectative dicte ainsi la conduite de nombreux pays producteurs, membres — Emirats arabes unis, Égypte — ou non membres de l'OPEP — URSS, Mexique, — qui, tentés d'ajuster leurs tarifs après les baisses britannique et nigérienne, n'en ont pas moins décidé d'attendre que l'incertitude régnant sur les prix soit levée.

Une majorité de pays de l'OPEP se sont, en effet, prononcés pour la défense coûte que coûte du niveau actuel du prix de référence (29 dollars par baril), bien que les difficultés de cette tâche, après la décision nigérienne, soient grandes. C'est notamment le cas de l'Arabie saoudite, du Koweït, du Venezuela, de l'Algérie, de l'Indonésie et de l'Iran, lesquels ont tous estimé qu'une diminution des quantités produites par l'OPEP devrait permettre de reprendre le contrôle du marché.

Dans une interview accordée à l'agence Reuter, le ministre indonésien de l'énergie, regrettant que le Nigeria n'ait pas attendu la réunion de Genève pour baisser ses prix, a ajouté : « Nous devons aider un pays membre en difficulté. Bien sûr,

cette aide peut prendre des formes diverses, et cela sera longuement discuté », suggérant ainsi qu'un statut spécial pourrait être accordé au pays africain.

De son côté, le ministre du Nigeria, M. Tani David West, a déclaré que « les membres de l'OPEP doivent continuer à travailler ensemble pour trouver des solutions aux problèmes actuels, mais sans menacer notre souveraineté nationale », assurant que la décision de réduire les prix n'avait pas été prise par « panique », mais après une réflexion. « Nous n'avons pas d'autres choix que de décider ce qui était dans l'intérêt des 100 millions de Nigériens ».

FISCALITÉ

LUTTE CONTRE LA FRAUDE FISCALE : 17,4 MILLIARDS DE RAPPEL

La lutte contre la fraude fiscale a rapporté 17,4 milliards de francs dans les caisses de l'Etat en 1983, contre 15,3 milliards en 1982 (droits rappelés), indique, dans une interview au *Journal du Dimanche*, M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat au budget. C'est, souligne M. Emmanuelli, le résultat de la nouvelle orientation donnée au contrôle fiscal depuis 1981 : « pour suivre la grande fraude en priorité ».

Le secrétaire d'Etat au budget révèle à ce propos que les plus importantes affaires de redressement fiscal ont porté, en ce qui concerne les particuliers, sur deux dossiers de près de 15 millions de droits rappelés chacun, et, en ce qui concerne les entreprises, sur un dossier qui s'est monté à 700 millions de droits.

Résumant l'accusation d'« inquisition fiscale », M. Emmanuelli affirme que sont actuellement expérimentées « des méthodes adaptées au contrôle des petites entreprises individuelles, commerciales et artisanales pour limiter la durée de la vérification au maximum : si dans les premières quarante-huit heures de la vérification, le diagnostic aboutit à une non-présomption de fraude, le contrôle est clos ».

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	↑ bas ↓ haut	Rep. + ou dép. -	Rep. + ou dép. -	Rep. + ou dép. -
SE-U...	9,4250 9,4260	+ 20 + 55	+ 20 + 70	- 10 -
Scu...	7,1380 7,1339	- 183 - 65	- 195 - 141	- 520 - 424
Yen (100)...	3,8895 3,8123	+ 144 + 162	+ 266 + 292	+ 785 + 835
DM...	3,6679 3,6794	+ 131 + 147	+ 255 + 277	+ 683 + 726
Flarin...	2,7199 2,7215	+ 187 + 120	+ 193 + 212	+ 588 + 596
FR (100)...	15,1137 15,1922	- 53 + 27	- 114 + 15	- 381 - 90
£S...	3,7245 3,7272	+ 178 + 281	+ 332 + 361	+ 911 + 968
L (1 000)...	4,9560 4,9611	- 245 - 214	- 482 - 487	- 1272 - 1185
£...	11,2699 11,2829	- 33 + 47	- 42 + 55	- 128 + 57

TAUX DES EUROMONNAIES

	SE-U	DM	FR	SE-U	DM	FR	SE-U	DM	FR
3 M	5 7/8	5 3/4	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
6 M	5 1/2	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4
12 M	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4
18 M	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4
24 M	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4
30 M	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4
36 M	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4
42 M	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4
48 M	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4
54 M	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4
60 M	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises sont indiqués en fin de matière par une grande banque de la place.

Grand Manitou
veut ce document à Marseille
immédiatement.

Blaireau Astucieux
télécopie.

Avoir l'esprit télécopie, c'est offrir la possibilité à chacun, sans formation préalable, de transmettre un document écrit, texte ou schéma ; à n'importe quelle distance, en toute simplicité, en toute sécurité, en 1 ou 2 minutes seulement.

Avoir l'esprit télécopie, c'est se demander combien ça coûte, mais surtout combien ça rapporte. C'est choisir l'efficacité à tout prix, surtout quand il s'agit de 700F francs par mois !

Avoir l'esprit télécopie, c'est avoir l'esprit d'entreprise.

C'est donner à chacun de ses collaborateurs les moyens de sa dynamique.

Avoir l'esprit télécopie, c'est avoir l'esprit d'initiative. C'est être plus compétitif en exploitant une technique qui permet de répondre plus vite et mieux aux besoins du monde professionnel.

Quand une entreprise se veut efficace, moderne et rentable, elle a l'esprit télécopie.

Pour en savoir plus, appelez tout de suite le

NUMERO VERT Appel gratuit 16 00 00 22 30

700F par mois !
Ça revient rien.

Ayez l'esprit télécopie.

THOMSON-CSF
TELESCOPE

* Ce document est un prospectus qui ne constitue ni offre ni sollicitation de souscription. Les conditions de vente sont indiquées en bas de page.

A TOUS CEUX QUI ENTREPRENNENT.



Créer ou développer une entreprise n'est pas aujourd'hui chose aisée. On ne sait jamais à qui s'adresser, ce qu'il faut faire et comment le faire.

Le saviez-vous ? Charbonnages de France aide les industriels et les créateurs d'entreprise désireux de s'installer dans une région minière. Techniquement d'abord, financièrement ensuite.

Techniquement Charbonnages de France met à votre disposition des spécialistes en implantations industrielles pour peaufiner avec

vous votre projet. Charbonnages de France vous donne le trousseau de clés indispensables pour ouvrir les portes des administrations et des services officiels Datar, Anvar, CFCE, Chambres de Commerce...

Charbonnages de France vous propose toutes les aides techniques dont vous pourriez avoir besoin. Conseils juridiques, ingénierie, informatique, formation du personnel, laboratoires de recherche.

Financièrement, l'argent est le nerf de la guerre. Avec Sofirem, la Société financière de CdF, vous pourrez bénéficier d'aides importantes sous forme de participations au capital, et de prêts à long terme.

Pourquoi faisons-nous tout ça ? Tout simplement pour revitaliser les régions minières.

Alors si vous souhaitez profiter de notre savoir-faire n'hésitez pas à nous parler de vos projets.



Charbonnages de France

Nous prétons notre savoir-faire.

COOPÉRATION

Le Fonds international de développement agricole se réunit à Paris

Toujours l'épineux problème du renouvellement des ressources

M. François Mitterrand ouvre, lundi 22 octobre, au palais de l'UNESCO, la 8^e session annuelle du conseil des gouverneurs du Fonds international de développement agricole (FIDA). Le président argentin, M. Raúl Alfonsín, prendra la parole mardi devant l'Assemblée. Cette réunion est particulièrement importante du fait des divergences existant sur la répartition des charges entre États membres à propos du renouvellement des ressources de cette institution. Le FIDA est un organisme original et unique en son genre, au sein même du « boom » pétrolier des années 1973-1974. Son capital est fourni par les pays industrialisés occidentaux (en fait, vingt pays membres de l'OCDE), deux pays membres de l'OCPEP — les contributions de l'une et l'autre catégories devaient être à l'origine grossièrement à parité, — et pour une faible partie par un grand nombre d'États en développement, les pays de l'Est n'y participant pas. D'autre part, le FIDA dirige son action en faveur des couches les plus pauvres de populations du tiers-monde, petits exploitants agricoles, paysans sans terres, artisans, etc. Enfin, autre singularité, les trois catégories d'États membres disposent d'un nombre équivalent de représentants au conseil des gouverneurs, l'organe politique.

Certes, ces actions représentent peut-être une « goutte d'eau » et peuvent apparaître peu « rentables » puisqu'elles intéressent des millions à « haut risque ». Mais le FIDA qui, en sept ans, a accordé des prêts et des dons pour une valeur approximative de 1,9 milliard de dollars (les sommes engagées dans les mêmes opérations par les États intéressés et d'autres organismes étant deux fois plus importantes) a financé de la sorte cent cinquante projets dans quatre-vingt-trois pays en développement. Et cela, affirmait ses responsables, a bénéficié à environ quarante millions de personnes, et a permis de créer de nombreux emplois en zones rurales et d'accroître la production agricole. Il est cependant trop tôt pour dresser un bilan de l'impact de ce organisme. Trois projets seulement sont actuellement achevés, et beaucoup encore restent au stade préliminaire. Aucune estimation systématique de leur résultat n'a été faite pour le moment.

Somme toute, le FIDA est encore une institution jeune, qui n'a pas fait ses preuves, mais dont plusieurs enquêtes ont cependant démontré l'efficacité et la souplesse (elle est la plus « légère » des institutions spécialisées de l'ONU et fonctionne avec peu de personnel administratif).

Or son avenir se trouve aujourd'hui menacé. Faute de ressources suffisantes, le FIDA voit ses opérations compromises en 1985. Convié à Paris à l'invitation du gouvernement français, le conseil des gouverneurs a pour objectif d'approuver les comptes de la première reconstitution (1983-1984) et, surtout, de décider des engagements des ressources pour la seconde reconstitution. La pierre d'achoppement de la réunion est la question du partage des charges entre les deux principales catégories de participants. Et elle est évidemment très politique. Les négociations sont en cours depuis plus d'un an (« Le Monde de l'économie » du 20 décembre 1983), mais sont en fait dans l'impasse.

Le partage des charges

Pour la première reconstitution, en janvier 1982, les États membres avaient fixé les ressources du Fonds à 1,1 milliard de dollars, les contributions — volontaires — devant être réparties de la façon suivante : 620 millions de dollars pour les pays de l'OCDE, soit 56 %, 450 pour ceux de l'OCPEP (41 %) et 30 millions pour les autres PVD. La répartition des charges entre les deux grands groupes de bailleurs de fonds n'était donc pas égale.

Les États-Unis se sont fait tirer l'oreille en payant avec deux ans de retard leur contribution et en laissant planer des incertitudes sur leurs intentions futures. Mais le président Reagan a tout récemment donné son aval pour le versement de la dernière tranche de la contribution américaine — 90 millions de dollars. Ce geste a renforcé quelque peu la position de Washington à la veille de la conférence de Paris. Les pays occidentaux n'alignant traditionnellement sur le principal donateur, la majorité de leurs versements ont également été faits avec plus ou moins de retard. Seuls aujourd'hui la RFA et le Japon n'ont pas totalement rempli leurs engagements.

Mais les Américains insistent pour que les pays pétroliers prennent, à l'avenir, une part plus grande que 40 % du financement du FIDA. Le programme électoral du Parti républicain va même jusqu'à suggérer que les États-Unis s'en retirent ! Le rôle du FIDA est toutefois vu d'un œil favorable par les autres grands pays industrialisés. Et son président adjoint, une personnalité américaine, M. Do-

nald Brown, déclarait récemment : « La pauvreté est une affaire morale qui concerne également la politique économique et sociale. Les États-Unis ne peuvent être satisfaits dans un monde où il serait porté une insuffisante attention à la pauvreté. » Mais l'administration Reagan, qui est en guerre contre certaines organisations spécialisées des Nations unies dont elle comprend mal la politique, voire l'existence, reste apparemment sourde à un tel langage.

La situation des membres de l'OCPEP

Les pays de l'OCPEP se sont, quant à eux, acquittés de leurs contributions à la première reconstitution plus rapidement que ceux de l'OCDE, bien que l'Iran n'ait rien payé depuis l'avènement du régime de Khomeini, que la Libye ait promis de faire ses versements « lorsque les États-Unis en auront fait autant », et que le paiement de la troisième tranche du Nigeria soit attendu. La situation économique et financière des membres de l'OCPEP a évidemment changé depuis l'époque où fut créé le FIDA. Ancien ministre algérien et membre de la commission Nord-Sud Énergie, M. Layachi Yecher nous a déclaré, par exemple : « Un ou deux pays de l'OCPEP seulement ont aujourd'hui des surplus ; les autres doivent faire face à des difficultés. Certains mêmes connaissent un problème d'endettement. Ils ne peuvent en rester aux mêmes proportions du partage des charges que naguère. »

Les membres de l'OCPEP ont cependant assuré qu'ils maintiendraient une contribution globale importante, et les pays en développement proposent, comme compromis, que son niveau soit de 40 %, sur 1 milliard de dollars prévu pour la seconde reconstitution.

« Étant donné les retards de paiement, la première reconstitution a dû être décalée de 1984, et les sommes qui devaient être décaissées pour la seconde reconstitution porteront sur la période 1985-1987. D'ultimes négociations ont eu lieu samedi 20 octobre et dimanche 21 octobre, à Paris. Elles n'ont pas permis d'aboutir à un consensus avant l'ouverture de la réunion. »

Pays hôte, qui accorde un intérêt évident au FIDA (32 % de ses financements et 36 % de ses projets intéressent l'Afrique), la France a une responsabilité particulière. Elle a proposé en guise de compromis que le Fonds soit maintenu à hauteur de 1 milliard de dollars (ce qui représente une diminution en valeur absolue), même si ce montant n'est pas mobilisé tout de suite, car cela lui permettrait déjà de poursuivre ses activités ; que la répartition des charges se passe sur des bases voisines de la première reconstitution ; qu'à la lumière des difficultés exceptionnelles que rencontrent certains d'entre eux, les pays de l'OCPEP bénéficient de délais de grâce pour le paiement de leur contribution ; qu'enfin les États de la troisième catégorie augmentent la leur, lorsque cela leur est possible, comme l'a déjà fait le Mexique.

Les questions du capital du FIDA et du partage des charges sont bien entendu liées. Et l'attitude des États-Unis — qui conditionne largement celle de la plupart des Occidentaux — dépendra singulièrement de la position qu'adopteront les membres de l'OCPEP. Les Américains n'acceptent pas une répartition sur la base de 60 %-40 %, et plusieurs, dont ceux d'Allemagne, Japonais, Autrichiens, situent dans leur sillage. Le problème pourrait ne pas être réglé dans le délai par ce conseil des gouverneurs, mais remis pour cela à un examen ultérieur lorsque la situation économique de divers États membres se sera améliorée, l'essentiel étant de permettre au FIDA de continuer de fonctionner.

Toujours est-il que la réunion de Paris a lieu dans des circonstances fort peu favorables. On imagine mal les États-Unis faisant un « geste » à l'égard d'une institution de l'ONU quelques jours avant les élections américaines ; la tendance à la baisse du marché pétrolier et leur situation interdiront à la plupart des pays pétroliers toute générosité. Faut-il voir enfin un signe de mauvais augure dans le fait que la réunion du FIDA se tient au siège d'une organisation que les États-Unis portent avec méfiance dans leur cœur et dont ils menacent de se retirer ?

GÉRARD VIRETTE.

RESEAU LOCAL. DANS LE MONDE. 6000 SOCIÉTÉS ONT DÉJÀ FAIT LA REVOLUTION ARCNET.

ARCNET N'EST QU'UN RESEAU LOCAL. EN FRANCE. EN EUROPE. DANS LE MONDE.

200 réseaux locaux installés en France, 500 en Europe, 6000 réseaux locaux ARCNET opérationnels dans le monde. Plusieurs milliers de grandes sociétés ont choisi ARCNET et ce choix s'explique par notre expérience.

En 1977, nous étions les premiers à déclencher la révolution du réseau local. Et aujourd'hui, alors que beaucoup de réseaux locaux n'en sont encore qu'au stade du concept, ARCNET lui a déjà fait ses preuves.

Informatique traditionnelle, micro-informatique, bureautique et télécommunications sont désormais en symbiose totale dans l'univers professionnel : informatique répartie, partage des ressources, disponibilité des informations, liberté et spontanéité des actions, avec ARCNET, vous vivez déjà l'avenir dans votre société.

Traitement de texte, gestion de texte, courrier électronique, gestion des temps, du personnel, analyses financières, télématique, etc., le réseau local ARCNET intègre la totalité des fonctions de votre entreprise. Et vous permet de moduler en souplesse vos investissements en fonction de vos besoins croissants.

Une architecture simple, une fiabilité à toute épreuve, une puissance à la carte... autant de raisons pour faire, à votre tour, la révolution en toute confiance.

Vous désirez en savoir plus sur ARCNET ?

Contactez DATAPoint MATRA INFORMATIQUE, le spécialiste du réseau local au (1) 657.31.24.



NOUS AVONS DECLENCHE LA REVOLUTION

هكذا من العمل

ÉTRANGER

PARALYSÉE PAR LES GRÈVES

L'Islande connaît sa plus grave crise politique depuis son indépendance

Reykjavik. — Les fonctionnaires et employés municipaux ont commencé, lundi 22 octobre, leur quatrième semaine de grève; le pays est privé de moyens d'information; les cargos sont bloqués en rade de Reykjavik par la grève des douaniers; les liaisons sont très irrégulières avec l'extérieur. L'Islande, paralysée, vit sa plus grave crise politique depuis l'indépendance du pays en 1944.

Les employés municipaux de la capitale, qui avaient repris le travail le 15 octobre, se sont remis en grève dimanche, après avoir repoussé, à une très forte majorité, l'accord prévu que leur syndicat avait passé avec le maire de Reykjavik. L'unité du secteur public en grève, un moment mise en échec, s'est reconstruite. Les revendications des fonctionnaires, après vingt jours de négociations, n'ont pas bougé d'un pouce. Ils demandent 30 % de revalorisation des salaires correspondant à la baisse du niveau de vie depuis dix-huit mois.

Des signes de pénurie apparaissent : l'Islande achète à l'étranger presque tout ce qu'elle consomme, et les importations sont suspendues. Les cigarettes ont disparu des magasins. La vente d'alcool, monopole d'État, est interrompue depuis le premier jour de la grève et les restaurants épuisent leurs dernières réserves. On voit de rares pêcheurs, habitués au braconnage, la guole locale, se convertir à la charcuterie ou au grand-mariage. Certains distillent dans de vieilles machines à laver avec du sucre (il va bientôt manquer) et de la levure de bière. Les vendeurs au marché noir, quant à eux, peuvent préparer leurs lessives : les prix montent de jour en jour. Les cours du haschisch se seraient par contre effondrés du fait de l'interruption des contrôles douaniers.

La semaine écoulée fut riche en rebondissements. Le 15, le syndicat des employés municipaux de Reykjavik acceptait la reprise du tra-

De notre correspondant

vail moyennant une augmentation de salaire de 16 % sur quatorze mois. Les employés de l'État allaient-ils conclure en catastrophe un accord comparable ? On le pensait en Islande. Mais, le lendemain, les municipaux d'une banlieue de la capitale obtenaient davantage : ceux d'une ville du nord, mieux encore le surlendemain. Chaque jour de la semaine, étaient accordées des augmentations et, selon la logique d'une vente aux enchères, les premiers à avoir négocié dénonçaient leur accord pour demander l'alignement sur le meilleur contrat obtenu.

Tandis que la grève se durcissait, le pouvoir faisait preuve d'indécision ou d'incohérence. Le ministre des finances, M. Albert Gudmundsson, a dû faire, devant le Parlement, des excuses publiques aux enseignants qu'il avait accusés trois jours plus tôt « de ne pas en faire leur devoir ». Le premier ministre s'est déolidarisé de l'accord conclu par le maire après avoir participé à son élaboration. Le ministre de la culture est allé porter son soutien à un meeting de défense des radios libres, le jour même où la police perquisitionnait dans leurs locaux pour saisir leur matériel.

Une « chienlit » bien tempérée

La faiblesse du pouvoir politique aurait-elle de quoi inquiéter sérieusement ? Mais nous sommes au sixième siècle de l'indépendance, sur une île où la cohésion culturelle, la densité du réseau des relations personnelles, la discipline civique, les vertus luthériennes enfin, font que certaines limites ne sont jamais dépassées. Le pays se demande où il va ; piégé par la grève et les marins se bécotant dans les ports. L'activité est devenue chaotique mais tout cela reste bon enfant, une sorte de « chienlit » bien tempérée.

La détermination des fonctionnaires islandais peut surprendre, alors que leurs collègues européens subissent depuis cinq ans, en protestant à peine, une érosion continue de leur niveau de vie. Mais la prime à la sécurité en Islande n'a pas de sens. Le pays connaît encore le plein emploi et un instituteur, en passant dans le privé, peut espérer un salaire double de celui qu'il gagnerait dans l'enseignement.

Le ministre des finances et le syndicat des fonctionnaires finiront, dans les jours qui viennent, par conclure un accord : 20 %, 30 % d'augmentation des salaires ? Peu importe, pourvu qu'il y ait un retour en force. Le projet de budget rebotté (l'imprimerie nationale est en grève), présenté ces jours-ci au Parlement, n'a plus qu'une valeur indicative. Signe avant-coureur : les banques proposent de jour en jour une meilleure rétribution de l'épargne. On en est à 26 % sur livret d'épargne, contre 17 % il y a un mois, alors que le taux d'inflation n'est officiellement que de 14-16 %.

L'Islande est trop endettée. Elle doit corriger le déséquilibre de ses échanges et réduire la consommation. De cela, tout le monde est d'accord ici. Mais la médecine appliquée par de jeunes conservateurs, administrateurs de Hayek et Friedman (les deux hommes se sont rendus dernièrement en Islande), s'est révélée trop brutale. Une réduction d'un tiers du pouvoir d'achat peut être supportable, forcé et contraint, le couteau du FMI sur la gorge, elle n'a pas converti aux mérites de l'économie de l'offre des salariés habitués aux douceurs de l'État-providence et à qui on promet, pour l'année prochaine, une nouvelle diminution de 5 % du niveau de vie.

GÉRARD LE MARQUIS.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Situation à fin septembre 1984		Actif net (en millions de francs)		Valeur liquidative de l'action (en francs)		Dernier dividende mis en paiement (en francs)		Répartition de l'actif (en %)			
		Valeurs françaises	Valeurs étrangères	Valeurs françaises	Valeurs étrangères	Valeurs françaises	Valeurs étrangères	Valeurs françaises	Valeurs étrangères	Autres emplois	Liquidités
Sicav actions											
Valeurs françaises	FRUCTIFRANCE	1417,19	136,09	27,35	90,82	5,65	1,23				
Valeurs étrangères	PLAMINTER	335,17	548,81	25,00	46,88	27,25	15,87				
Valeurs étrangères	VALOREM	314,06	390,31	12,87	47,54	48,94	5,52				
Valeurs étrangères	FRUCTIVALOR	391,82	373,38	16,04	48,41	44,56	7,03				
Sicav obligations											
Obligations françaises	FRUCTIDOR	247,22	221,30	14,24	70,98	20,51	8,51				
Obligations étrangères	SICADEN (Capital BP)	52,18	578,30	56,97	58,57	4,76	5,67				
Obligations françaises de première catégorie	FRUCTIPRIME	348,19	1043,49	—	91,06	—	4,38	4,55			
Sicav court terme											
Valeurs françaises	FRUCTINAR	1180,62	6388,21	1290,77	64,39	—	28,24	7,37			
Valeurs étrangères	VALORG (Capital BP)	52,18	578,30	56,97	58,57	4,76	5,67				
Valeurs étrangères	FRUCTI ASSOCIATIONS	647,65	1071,41	—	75,09	—	16,24	9,87			

Libez
L'Éducation

PHOTOCOPIE COULEUR
SUR PAPIER ORDINAIRE / PAPIER PHOTO - RÉDUCTION / AGRANDISSEMENT
75, RUE BAYEN 75017 PARIS - TÉL. 572.41.46+

LE PRIX NOBEL D'ÉCONOMIE

Richard Stone, les Français les économètres et Cambridge

par EDMOND MALINVAUD (*)

Le Monde a bien dit, dans son numéro du 20 octobre, comment le prix Nobel d'économie 1984 fut l'un des pionniers de la comptabilité nationale moderne, celui qui a le plus marqué sa conception et son développement. Chargé d'abord de construire un outil nécessaire à l'élaboration des politiques budgétaires dont Keynes avait montré les incidences macroéconomiques, il fut vite envisagé les systèmes beaucoup plus ambitieux et à vocation multiple dont nous disposons aujourd'hui ; il fut constamment présent dans les instances internationales pour inspirer la mise au point et la révision des recommandations qui servent à promouvoir et à harmoniser les comptes nationaux.

Ceux des Français qui jouèrent chez nous, en la matière, le rôle déterminant et influent furent aussi l'évolution des idées et des pratiques furent avec lui des relations contradictoires (1). Dans l'immédiat après-guerre puis, cinq à dix ans plus tard, quand notre système se mit en place sous la direction de Claude Gruson, certains se référaient volontiers à Richard Stone, tel François Perroux, qui le fit connaître à Paris et situa ses propres réflexions dans le prolongement des travaux menés à Londres durant la guerre ; d'autres l'ignoraient, élaborant leurs idées de façon autonome, sans savoir que leur inspiration pouvait indirectement provenir, en partie, de l'économiste anglais ; d'autres, enfin, le voyaient avec une certaine hostilité, craignant les contraintes que pouvait imposer la coordination internationale à laquelle Stone ouvrait, lui soupçonnant même parfois des intentions idéologiques. Plus tard, quand à partir de 1964 fut révisé le cadre normalisé des Nations unies, Stone apporta un soutien déterminant aux principales options françaises, car elles concordaient des idées qu'il avait depuis longtemps, mais qui avaient paru utopiques dans les débuts.

Les travaux de Richard Stone ne se limitèrent pas à la comptabilité nationale. Après la guerre, il appartenait aussi au petit

groupe des chercheurs constituant l'école des économètres ; il en était même l'un des membres les plus efficaces, car ses travaux montraient concrètement les résultats à attendre des nouvelles techniques. Ils concernaient alors les comportements de consommation en Angleterre. Par la suite, Stone imagina comment les effets de substitution et de complémentarité entre les divers biens de consommation pouvaient être estimés d'un seul coup dans le cadre d'un système d'ensemble, qui soit assez simple mais ait un ensemble de propriétés naturelles pour les lois de demande des individus. Il contribua de diverses autres façons, toujours avec originalité, à l'effort de modélisation économétrique qui aboutissait à la construction de systèmes représentant l'évolution économique d'ensemble.

Dans ses recherches, et ses écrits, Richard Stone a toujours été inspiré par un grand souci d'objectivité et de modestie scientifiques. Conscient de l'état encore rudimentaire de la science économique, il estime que, pour en assurer le progrès, il faut surtout le doter d'instruments d'observation fiables, et que des preuves solides devraient toujours être apportées à l'appui de ce que l'on affirme. Il se garde de présenter, ou même de discuter, des théories générales ; leurs ambitions lui paraissent sans doute nécessairement prématurées et leurs présupposés suspects. C'est pourquoi, bien que professeur depuis longtemps à Cambridge, il n'est pas considéré, et ne tient pas à être considéré, comme appartenant à cette école de Cambridge, qui prétend prolonger jusqu'à aujourd'hui la pensée de Keynes, une pensée au voisinage de laquelle il a cependant milité.

(*) Voir F. Fourquet, *Les comptes de la puissance*, Economica, Paris, 1980.

(*) Directeur général de l'INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Quel est le groupe qui se développe sur mer, dans l'air et garde les pieds sur terre?

CHARGEURS S.A.

Chargeurs S.A. ce n'est pas seulement les transports aériens, maritimes et terrestres. C'est aussi une concentration industrielle réussie.

CHARGEURS S.A.

AUGMENTE SON CAPITAL
PAR ÉMISSION DE 1 ACTION NOUVELLE
AU PRIX DE F220
POUR 4 ACTIONS ANCIENNES

Droit de souscription : réservé par préférence aux actionnaires actuels.
Possibilité de souscrire à titre réductible.
Jouissance : 1^{er} janvier 1984.
Période de souscription : 15 octobre - 15 novembre 1984.

BALLO du 8 10 1984. Une note d'information qui a reçu le visa COB N° 84-231 en date du 2 octobre 1984 est mise sans frais à la disposition du public au siège social de la société, 7 boulevard Malesherbes - 75008 PARIS, et auprès des Etablissements domiciliés.

Une présence dans 88 pays, un chiffre d'affaires consolidé de 11,2 milliards de F en 1983 dont 67 % réalisés hors de France, une marge brute d'autofinancement de 937 millions de F, un bénéfice net consolidé de 205 millions de F (F 50,04 par action) font de Chargeurs SA un puissant groupe industriel et la première entreprise privée française de transports.

Ses principales activités ?

— Les transports aériens, avec (48 % du CA du groupe), **UTA** deuxième compagnie aérienne française.

— Les transports maritimes et terrestres (25 % du CA du groupe) avec **CHARGEURS REUNIS** qui exploitent des lignes régulières vers l'Extrême-Orient et l'Afrique du Sud, l'Union Navale et **WALON S.A.** spécialisées l'une dans le transport de marchandises de vrac, l'autre dans le transit industriel et le transport de véhicules par terre et par mer.

— Les croisières (6 % du CA du groupe) avec les **CRUISES INC.** aux États-Unis.

— Les produits de consommation et industriels (21 % du CA du groupe) avec dans les produits ménagers, **SPONTEX** et **Flexa Spa** dans les films adhésifs, **LA LITIÈRE DE PICARDIE** premier producteur d'entourage pour vêtements en Europe, **Unitan** en Argentine, un des premiers producteurs mondiaux de tannin, **Seppic** dans les produits chimiques.

Les objectifs du groupe ?

Poursuivre sa politique de modernisation et d'investissements pour améliorer sa rentabilité. De 1981 à 1983, les investissements ont représenté 11,7 % du chiffre d'affaires, soit 3,6 milliards de F. Pour 1984, les investissements s'élèveront à 1 100 millions de F dont 320 millions en prises de participations.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SICAV DU GROUPE CIC

28/09/1984 SICAV (vocation)	Actif net (en milliers de francs)	Nombre d'actions	Valeur liquidative (en francs)	Evolution par rapport au 31/12/1983 (coupons incl.) (ou depuis la création)	Evolution par rapport au 31/12/1983 (coupons incl.) (ou depuis la création)
SICAV ACTIONS					
S.N.I. Diversité	1.429.828	1.469.520	972,99	+ 30,17%	+ 0,91%
CREDINTER Internationale	521.209	1.398.356	372,73	+ 39,88%	- 3,05%
UNIJAPON Valeurs japonaises	1.966.077	1.764.833	1.114,03	+ 65,61%	- 1,52%
SICAVIMMO Valeurs immobilières	562.311	1.208.907	465,14	+ 43,47%	+ 5,48%
FRANCIC Actions françaises - CEA	1.813.719	7.581.169	239,24	+ 49,67%	+ 7,63%
TECHNOCIC Haute technologie	110.462	102.539	1.077,27	-	+ 7,73%
JAPACIC Valeurs françaises, japonaises, et du Pacifique	263.748	2.450.511	107,63	-	+ 7,63%
SICAV OBLIGATIONS					
OBLISEM Obligations	507.251	3.273.645	154,95	+ 31,40%	+ 4,52%
EUROCIC Obligations étrangères	240.160	28.857	8.322,41	+ 33,92%	+ 0,79%
MONECIC Court terme	3.358.103	62.072	54.100,13	+ 25,94%	+ 10,35%
ASSOCIC Emprunts d'Etat	2.074.314	84.564	24.529,52	+ 22,65%	+ 12,86%
EPARCIC Valorisation à moyen terme	331.439	6.303	52.584,32	-	+ 5,17%

Indices moyen des SICAV du Groupe CIC (hors MONECIC et ASSOCIC) - Base 100 31/12/82: 142,02

(1) ouverture au public le 16 janvier 1984

(2) ouverture au public le 12 juin 1984

(3) ouverture au public le 6 juin 1983

(4) ouverture au public le 03 juillet 1984

Deux remarques :

A - Les trois Sicav créées en 1984, TECHNOCIC, JAPACIC et EPARCIC, cette dernière destinée au placement de la trésorerie stable des entreprises, connaissent un développement satisfaisant.

B - Au 30 septembre dernier, l'actif net global des Sicav obligataires s'élevait à 8,5 milliards de F. La progression la plus forte concerne ASSOCIC (Emprunts d'Etat). La hausse de sa valeur liquidative la suit au 5 octobre, en tête des Sicav court terme.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

Emprunt à taux variable (TMO) de 1,4 milliard de francs.

Prix d'émission : 97,50 % soit 4 875 F par obligation.

Date de jouissance et de règlement des souscriptions : 5 novembre 1984.

Intérêt annuel : l'intérêt sera payable le 5 novembre de chaque année et pour la 1^{re} fois le 5 novembre 1985. Les obligations bénéficieront, pendant toute la durée de l'emprunt, d'un taux d'intérêt variable égal à 90% de la moyenne arithmétique des taux moyens mensuels de rendement au règlement des emprunts garantis par l'Etat et assimilés établis par l'INSEE.

Taux d'intérêt minimum garanti : 6,50 %

Durée de l'emprunt : 10 ans.

Amortissement : 5 novembre 1994 par remboursement au pair.

Emprunt à durée prorogeable de 1 milliard de francs.

Prix d'émission : le pair, soit 5 000 F par obligation.

Date de jouissance et de règlement des souscriptions : 5 novembre 1984.

Intérêt annuel : 12,50 %, soit 625 F par titre, payable le 5 novembre de chaque année et pour la 1^{re} fois le 5 novembre 1985.

Taux de rendement actuariel brut : 12,50 % au 5 novembre 1984.

Durée de l'emprunt : 8 ans, avec possibilité pour l'émetteur d'offrir une prorogation pour une nouvelle période de 8 ans.

Amortissement : par remboursement au pair le 5 novembre 1992.

Souscriptions : les souscriptions sont reçues dans la limite des titres disponibles aux caisses désignées ci-après :

- Caisse Nationale de l'Énergie,
- Comptables du Trésor et des Postes et Télécommunications,
- Caisses d'Épargne,
- Caisses de Crédit Agricole Mutuel,
- Caisse de Crédit Mutuel,

• Banques et tous intermédiaires agréés par la Banque de France.

Cotation : Les obligations du présent emprunt feront l'objet d'une demande d'admission à la cote officielle (Bourse de Paris). Une note d'information (visa COB n° 84-258 du 17 octobre 1984) peut être obtenue sans frais auprès de la CNE et des Etablissements chargés du placement.

L'admission des obligations en SICAVAM sera demandée. Avis publié au B.A.L.O. du 22 octobre 1984.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE
ÉTABLISSEMENT PUBLIC NATIONAL
16 BIS RUE DE BERNI 75006 PARIS - TEL. 339 46 46

en jeu

LE VERTIGE DE LA FORCE

Et les articles de : Didier Motchane, P. Quinquenot, Frédéric Jéru, J.-P. Garnier, C. Broussouloux, C. Truchot, B. Cassen.

UN GRAND MENSUEL POUR TOUTE LA GAUCHE

N° 16, OCTOBRE 84

Abonnements : 1 an : 250 F
COP n° 17 887 17 Paris
Éditions de 10 Mail
Si rue de Bourgogne, 75007 Paris

EXEMPLAIRE GRATUIT SUR DEMANDE

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE
PRÉFECTURE DE POLICE
Direction de la Prévention
et de la Protection Civile
5 Bureau

Installations classées pour la protection de l'environnement

Une Enquête Publique est ouverte à Paris du 22 octobre au 20 novembre 1984 inclus, concernant la demande présentée par l'Établissement public de Paris de La Villette, en vue d'être autorisée à exploiter à Paris (19^e), 211, avenue Jean-Jaurès, une installation de réfrigération fonctionnant à des pressions manométriques supérieures à 1 bar et utilisant des fluides inflammables et non toxiques, la puissance absorbée étant supérieure à 500 kW (7 500 kW). Rubrique 361 B 1° de la nomenclature des installations classées.

Le dossier est déposé au Commissariat du Quartier du Pont de Flandre et tenu à la disposition du public pendant la durée de l'enquête.

Monsieur Moneyron, désigné en qualité de commissaire enquêteur, recevra les déclarations des tiers au Commissariat précité sis 37, rue de Nantes à Paris 19^e, aux jours et heures suivants :

jeudi 25 octobre 1984 : de 9 h à 12 h ; mardi 30 octobre 1984 : de 9 h à 12 h ; jeudi 8 novembre 1984 : de 15 h à 18 h ; mardi 13 novembre 1984 : de 15 h à 18 h ; samedi 17 novembre 1984 : de 9 h à 12 h.

P. le Préfet de Police et par délégation,
Le Préfet,
Directeur de la Prévention et de la Protection Civile,
Jean RIGOTARD.

Schlumberger

Le bénéfice net de Schlumberger pour le troisième trimestre est de 305 millions de dollars, en augmentation de 10 % par rapport à celui de la même période de l'an dernier, qui était de 279 millions de dollars. Le bénéfice net par action est de 1,06 dollar, comparé à 0,96 dollar. Le chiffre d'affaires pour le troisième trimestre est de 1,62 milliard de dollars, soit une progression de 14 %.

Pour les neuf premiers mois de l'année, le bénéfice net est de 871 millions de dollars et le chiffre d'affaires de 4,67 milliards de dollars, soit des augmentations de 6 % respectivement, par rapport à l'an dernier.

L'acquisition, au cours du deuxième trimestre, de 50 % des activités de Dowell en Amérique du Nord a eu pour effet d'augmenter de 74 millions de dollars le chiffre d'affaires du troisième trimestre et de réduire le bénéfice net de 7 millions de dollars, soit 3 % par action.

Jean Riboud, président-directeur général, a indiqué que la progression enregistrée dans les résultats d'exploitation du troisième trimestre provenait principalement d'un accroissement d'activité des services de Logging en Amérique du Nord et en Europe. Fairchild Semiconductor et les systèmes de test automatique ont également progressé. L'effet de

ces améliorations a été réduit, en partie, par une diminution de l'activité des services de forage et de mise en production en dehors de l'Amérique du Nord.

MAJORETTE

ACTIVITÉ DES SIX PREMIERS MOIS DE 1984

Le chiffre d'affaires du premier semestre, calculé selon les nouvelles normes comptables, s'élève à 173,28 millions de francs en progression de plus de 37 %.

	En millions		Variation
	1984	1983	
France	66,52	56,35	+ 18,04 %
Export	103,98	69,97	+ 48,97 %
Total	170,50	126,33	+ 34,96 %

La différence se retrouvant en frais financiers.

Les filiales commerciales du groupe à l'étranger ont réalisé un chiffre d'affaires de 79,34 millions de francs en progression de 42,9 % (exprimé en francs français sur les taux de change en vigueur au 30 juin 1984).

Solido, la filiale industrielle de Majorette, réalise un chiffre d'affaires de 19,02 millions de francs pour les six premiers mois de l'année (+ 77,24 %) caractérisé notamment par une progression importante des ventes à l'exportation. Ces dernières passent de 3,94 millions de francs à 6,55 millions de francs (+ 65,51 %). Cette progression est due en partie par la commercialisation exceptionnelle des véhicules en commémoration du quarantième anniversaire du débarquement allié.

RÉSULTATS DU SEMESTRE : Le résultat d'exploitation à données comparables progresse de 74,42 % pour s'établir à 30,85 millions de francs contre 17,68 millions de francs, soit respectivement 17,80 % et 14 % du chiffre d'affaires.

Après la comptabilisation au 30 juin 1984 de 20,8 millions de francs d'amortissements dont 2,34 millions dérogatoires, le résultat d'exploitation ressort à 28,50 millions de francs (+ 61,18 %).

Au cours du semestre et compte tenu des nouvelles normes comptables, le poste frais financiers enregistre des écarts favorables sur facture qui, en 1983, déduits de l'activité, leur expression en pourcentage de l'activité, 5,70 % contre 3,94 %, tient compte de ces nouvelles données.

De plus, en prévision d'une forte hausse des prix des matières premières, la société a procédé à des achats massifs de Zambak portant ses stocks de 63,37 millions de francs au 30 juin 1983, à 99,34 millions de francs au 30 juin 1984.

Le bénéfice net de la période, après réintégration de différentes provisions, dont celles pour investissements, enregistre une progression de 44,46 % à 21,63 millions de francs contre 14,99 millions de francs. Il représente 12,50 % de l'activité contre 11,87 % à juin 1983. La société signale qu'en 31 décembre 1984 le pourcentage de l'impôt sur les bénéfices par rapport au bénéfice net sera plus important qu'en 30 juin 1984.

PERSPECTIVES DE L'EXERCICE : Compte tenu du tassement commercial constaté tant en France qu'à l'étranger, l'activité de Majorette au cours du second semestre devrait connaître une progression moins favorable. Il est toutefois envisageable que le chiffre d'affaires annuel soit supérieur d'environ 30 % à celui réalisé en 1983.

CHIFFRE D'AFFAIRES DU TROISIÈME TRIMESTRE : Au cours du troisième trimestre, l'activité de Majorette, calculée selon les nouvelles normes comptables, ressort à 97,04 millions de francs contre 61,48 millions de francs (+ 19,09 %).

La progression des ventes des neuf premiers mois ressort à 30,54 % avec un chiffre d'affaires s'élevant à 271,36 millions contre 207,87 millions de francs et a été réalisée pour 41,95 % en France et 58,05 % à l'étranger.

La situation au 30 juin 1984 non consolidée fait apparaître un bénéfice de F 16,2 millions, égal à celui du premier semestre 1983.

Pour l'ensemble de l'exercice, le chiffre d'affaires sera de l'ordre de F 20 milliards comme en 1983. La marge brute d'autofinancement devrait rester voisine

du milliard de francs, mais avec un résultat en sensible retrait, compte tenu des difficultés rencontrées par certaines filiales sur de grands chantiers à l'étranger, de la récession mondiale de l'industrie du BTP et des frais de restructuration importants qui s'imposent de ce fait au groupe.



La situation au 30 juin 1984 non consolidée fait apparaître un bénéfice de F 16,2 millions, égal à celui du premier semestre 1983.

Pour l'ensemble de l'exercice, le chiffre d'affaires sera de l'ordre de F 20 milliards comme en 1983. La marge brute d'autofinancement devrait rester voisine

du milliard de francs, mais avec un résultat en sensible retrait, compte tenu des difficultés rencontrées par certaines filiales sur de grands chantiers à l'étranger, de la récession mondiale de l'industrie du BTP et des frais de restructuration importants qui s'imposent de ce fait au groupe.

sanofi

RÉSULTATS DU PREMIER SEMESTRE 1984

Le groupe a enregistré, au cours du premier semestre 1984, une progression satisfaisante de ses ventes et de ses résultats ainsi qu'il apparaît ci-après :

Résultats consolidés (millions de francs)	1 ^{er} semestre 1983	1 ^{er} semestre 1984	% de variation
--	----------------------------------	----------------------------------	-------------------

Chiffres d'affaires	4 635	5 532	+ 19,3 %
Marge brute d'autofinancement	312	368	+ 17,9 %
Bénéfice net (part de Sanofi)	145	170	+ 17,2 %

La progression a été particulièrement nette dans la branche Parfums-Produits de beauté par suite des excellentes performances d'Yves Rocher à l'étranger et du développement des exportations de Galor.

Dans le secteur Pharmacie-Santé humaine, les efforts de rationalisation des activités ont été poursuivis. Le freinage des dépenses de santé a été strictement respecté en France. A l'étranger, les spécialités majeures du groupe ont connu un développement satisfaisant.

Le secteur médico-hospitalier a fait l'objet d'importantes mesures de restructuration dont l'effet positif ne pourra se faire sentir qu'à partir de 1985.

Malgré la hausse du coût d'une partie de ses approvisionnements réglés en dollars, le secteur santé animale a bénéficié d'un redressement significatif de ses résultats.

Enfin, dans le secteur des armes, les économies importantes réalisées à Grand ainsi que la prise en compte de l'activité de Dairyland Food Laboratories, consolidée depuis le 1^{er} mai 1984, devraient permettre de dégager des résultats bénéficiaires dès cette année.

Au niveau de la société-mère Sanofi, le bénéfice net du premier semestre 1984 s'est élevé à 168 millions de francs contre 155 millions de francs pour le premier semestre 1983.

BOUYGUES

Le conseil d'administration s'est réuni le 18 octobre 1984 pour arrêter la situation provisoire au 30 juin 1984 qui fait apparaître un bénéfice net après impôt de 129 161 000 F après dotation aux comptes d'amortissements de 92 794 000 F pour la période correspondante de 1983, les chiffres avaient été respectivement de 124 189 000 F et 64 826 000 F.

Le conseil d'administration a également arrêté le bilan consolidé du groupe au 30 juin 1984 qui fait ressortir un bénéfice net après impôt de 130 873 000 F, après dotation aux comptes d'amortissements de 143 314 000 F pour la période correspondante de 1983, les chiffres avaient été respectivement de 125 033 000 F et 114 743 000 F.

Le chiffre d'affaires groupe TTC 1984, qui prend en compte pour la première fois les sociétés Saur et Etde acquises au cours du premier semestre, sera supérieur à 22 milliards de francs, en augmentation de plus de 20 %, par rapport à 1983. Les résultats de l'exercice enregistreront une nouvelle progression.

Le groupe a vigoureusement poursuivi depuis trois ans sa politique de diversification.

(Milliards de F TTC)

	1982	1983	1984
BTP	10	12,5	13
Diversification	4	5,5	9
Total	14	18	22

Le chiffre d'affaires consolidé TTC 1985 devrait être supérieur à 23 milliards de francs au 1^{er} octobre 1984. Le carnet de commandes TTC du groupe s'élève à 26 milliards de francs au 30 juin 1984.

Francis Bouygues a rappelé au conseil que l'université de Riyadh a été créée le 4 août 1984, à la date contractuelle, dans un climat de grande confiance réciproque. Comme prévu également, l'université a ouvert ses portes le 15 septembre. Aujourd'hui, près de 20 000 étudiants travaillent dans l'ensemble des installations.

Enfin, le conseil d'administration a décidé la distribution à partir du 14 décembre d'un acompte sur le dividende 1984 de 4 F par action, maximum compatible avec les recommandations ministérielles.

مكتبة الأصيل

مكتبة الفهرست

MARCHÉS FINANCIERS

BLAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes de variation (en millions de francs)

ACTIF Au 11-10-1984

1) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER 406 461

dont : 258 087

Dispositifs à vue à l'étranger 57 403

ECU 73 646

Avances en Fonds de stabilisation des changes 16 316

2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR 18 276

dont : 11 540

3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT 209 514

dont : 88 138

4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE À RECEVOIR DU RÉGIME 73 885

5) DIVERS 7 804

Total 714 050

PASSIF

1) BILLET EN CIRCULATION 185 938

2) COMPTES CRÉDITEURS ÉTRANGERS 13 586

3) COMPTES COURANTS DU TRÉSOR PUBLIC 20 034

4) AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS 94 272

dont : 27 208

5) CEC À LIVRER AU RÉGIME 73 646

6) RÉSERVE DE RÉVALUATION DES AVIS PUBLICS EN OR 302 814

7) CAPITAL ET FOND DE RÉSERVE 2 817

8) DIVERS 11 578

Total 714 050

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES)

Indice général de base 100 en 1960

12 oct. 19 oct.

100 100

100 100

100 100

100 100

100 100

100 100

100 100

100 100

100 100

100 100

100 100

100 100

100 100

100 100

100 100

100 100

100 100

100 100

100 100

100 100

100 100

100 100

100 100

100 100

100 100

100 100

100 100

100 100

100 100

100 100

100 100

100 100

100 100

100 100

100 100

100 100

100 100

100 100

100 100

100 100

100 100

100 100

100 100

100 100

100 100

100 100

100 100

100 100

100 100

100 100

100 100

100 100

100 100

100 100

100 100

100 100

100 100

100 100

100 100

100 100

100 100

100 100

100 100

100 100

100 100

100 100

100 100

100 100

100 100

100 100

100 100

100 100

100 100

100 100

100 100

100 100

100 100

100 100

100 100

100 100

100 100

100 100

100 100

100 100

100 100

100 100

100 100

BOURSE DE PARIS Comptant 19 OCTOBRE

VALEURS	% de variation	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
3 %	28	0 158	527	548	SCAC	114 10	112 50	SECOND MARCHÉ		
5 %	43 50	3 579	585	585	SCAC	114 10	112 50	A.S.P.-R.D.	1730	1730
10 %	80 04	7 173	585	585	SCAC	114 10	112 50	Alcatel	210	210
15 %	117 70	10 760	585	585	SCAC	114 10	112 50	Bois	257	257
20 %	155 04	14 347	585	585	SCAC	114 10	112 50	Bois	257	257
25 %	192 38	17 934	585	585	SCAC	114 10	112 50	Bois	257	257
30 %	229 72	21 521	585	585	SCAC	114 10	112 50	Bois	257	257
35 %	267 06	25 108	585	585	SCAC	114 10	112 50	Bois	257	257
40 %	304 40	28 695	585	585	SCAC	114 10	112 50	Bois	257	257
45 %	341 74	32 282	585	585	SCAC	114 10	112 50	Bois	257	257
50 %	379 08	35 869	585	585	SCAC	114 10	112 50	Bois	257	257
55 %	416 42	39 456	585	585	SCAC	114 10	112 50	Bois	257	257
60 %	453 76	43 043	585	585	SCAC	114 10	112 50	Bois	257	257
65 %	491 10	46 630	585	585	SCAC	114 10	112 50	Bois	257	257
70 %	528 44	50 217	585	585	SCAC	114 10	112 50	Bois	257	257
75 %	565 78	53 804	585	585	SCAC	114 10	112 50	Bois	257	257
80 %	603 12	57 391	585	585	SCAC	114 10	112 50	Bois	257	257
85 %	640 46	60 978	585	585	SCAC	114 10	112 50	Bois	257	257
90 %	677 80	64 565	585	585	SCAC	114 10	112 50	Bois	257	257
95 %	715 14	68 152	585	585	SCAC	114 10	112 50	Bois	257	257
100 %	752 48	71 739	585	585	SCAC	114 10	112 50	Bois	257	257

Règlement mensuel

%	Comptes	VALEURS	Cours précéd.	Précédent	Dernier	%	Comptes	VALEURS	Cours précéd.	Précédent	Dernier	%	Comptes	VALEURS	Cours précéd.	Précédent	Dernier	%
+ 1,83	696	Perthuis	601	801	748	+ 1,21	138	Amer. Teleph.	187	205	207	+ 0,07	1310	IRM	1230	1040	1237	+ 1,84
+ 0,30	700	Permet-Rivard	740	748	748	+ 1,21	132	Anglo-Amér.	138	120	137	+ 0,13	10	Lo-Valais	1010	1020	1040	+ 3,28
+ 0,30	210	Prémont	217	210	222	+ 2,26	895	Bayer	892	895	898	+ 0,40	286	ITT	3060	3020	3190	+ 6,71
+ 0,30	12	Prinville	12	12	12	+ 0,00	896	Bell	896	896	896	+ 0,00	10	Manitoba	10	10	10	+ 0,00
+ 0,30	128	Prix	128	130	135	+ 1,56	138	Bell	138	138	138	+ 0,00	886	Manitoba	884	912	905	+ 2,74
+ 0,30	128	Prix	128	130	131	+ 0,73	585	Bayer	611	630	630	+ 3,10	886	Manitoba	884	912	905	+ 2,74
+ 0,30	128	Prix	128	130	131	+ 0,73	468	Bell	468	467	467	- 0,21	10	Manitoba	10	10	10	+ 0,00
+ 0,30	128	Prix	128	130	131	+ 0,73	468	Bell	468	467	467	- 0,21	10	Manitoba	10	10	10	+ 0,00
+ 0,30	128	Prix	128	130	131	+ 0,73	468	Bell	468	467	467	- 0,21	10	Manitoba	10	10	10	+ 0,00
+ 0,30	128	Prix	128	130	131	+ 0,73	468	Bell	468	467	467	- 0,21	10	Manitoba	10	10	10	+ 0,00
+ 0,30	128	Prix	128	130	131	+ 0,73	468	Bell	468	467	467	- 0,21	10	Manitoba	10	10	10	+ 0,00
+ 0,30	128	Prix	128	130	131	+ 0,73	468	Bell	468	467	467	- 0,21	10	Manitoba	10	10	10	+ 0,00
+ 0,30	128	Prix	128	130	131	+ 0,73	468	Bell	468	467	467	- 0,21	10	Manitoba	10	10	10	+ 0,00
+ 0,30	128	Prix	128	130	131	+ 0,73	468	Bell	468	467	467	- 0,21	10	Manitoba	10	10	10	+ 0,00
+ 0,30	128	Prix	128	130	131	+ 0,73	468	Bell	468	467	467	- 0,21	10	Manitoba	10	10	10	+ 0,00
+ 0,30	128	Prix	128	130	131	+ 0,73	468	Bell	468	467	467	- 0,21	10	Manitoba	10	10	10	+ 0,00
+ 0,30	128	Prix	128	130	131	+ 0,73	468	Bell	468	467	467	- 0,21	10	Manitoba	10	10	10	+ 0,00
+ 0,30	128	Prix	128	130	131	+ 0,73	468	Bell	468	467	467	- 0,21	10	Manitoba	10	10	10	+ 0,00
+ 0,30	128	Prix	128	130	131	+ 0,73	468	Bell	468	467	467	- 0,21	10	Manitoba	10	10	10	+ 0,00
+ 0,30	128	Prix	128	130	131	+ 0,73	468	Bell	468	467	467	- 0,21	10	Manitoba	10	10	10	+ 0,00
+ 0,30	128	Prix	128	130	131	+ 0,73	468	Bell	468	467	467	- 0,21	10	Manitoba	10	10	10	+ 0,00
+ 0,30	128	Prix	128	130	131	+ 0,73	468	Bell	468	467	467	- 0,21	10	Manitoba	10	10	10	+ 0,00
+ 0,30	128	Prix	128	130	131	+ 0,73	468	Bell	468	467	467	- 0,21	10	Manitoba	10	10	10	+ 0,00
+ 0,30	128	Prix	128	130	131	+ 0,73	468	Bell	468	467	467	- 0,21	10	Manitoba	10	10	10	+ 0,00
+ 0,30	128	Prix	128	130	131	+ 0,73	468	Bell	468	467	467	- 0,21	10	Manitoba	10	10	10	+ 0,00
+ 0,30	128	Prix	128	130	131	+ 0,73	468	Bell	468	467	467	- 0,21	10	Manitoba	10	10	10	+ 0,00
+ 0,30	128	Prix	128	130	131	+ 0,73	468	Bell	468	467	467	- 0,21	10	Manitoba	10	10	10	+ 0,00
+ 0,30	128	Prix	128	130	131	+ 0,73	468	Bell	468	467	467	- 0,21	10	Manitoba	10	10	10	+ 0,00
+ 0,30	128	Prix	128	130	131	+ 0,73	468	Bell	468	467	467	- 0,21	10	Manitoba	10	10	10	+ 0,00
+ 0,30	128	Prix	128	130	131	+ 0,73	468	Bell	468	467	467	- 0,21	10	Manitoba	10	10	10	+ 0,00
+ 0,30	128	Prix	128	130	131	+ 0,73	468	Bell	468	467	467	- 0,21	10	Manitoba	10	10	10	+ 0,00
+ 0,30	128	Prix	128	130	131	+ 0,73	468	Bell	468	467	467	- 0,21	10	Manitoba	10	10	10	+ 0,00
+ 0,30	128	Prix	128	130	131	+ 0,73	468	Bell	468	467	467	- 0,21	10	Manitoba	10	10	10	+ 0,00
+ 0,30	128	Prix	128	130	131	+ 0,73	468	Bell	468	467	467	- 0,21	10	Manitoba	10	10	10	+ 0,00
+ 0,30	128	Prix	128	130	131	+ 0,73	468	Bell	468	467	467	- 0,21	10	Manitoba	10	10	10	+ 0,00
+ 0,30	128	Prix	128	130	131	+ 0,73	468	Bell	468	467	467	- 0,21	10	Manitoba	10	10	10	+ 0,00
+ 0,30	128	Prix	128	130	131	+ 0,73	468	Bell	468	467	467	- 0,21	10	Manitoba	10	10	10	+ 0,00
+ 0,30	128	Prix	128	130	131	+ 0,73	468	Bell	468	467	467	- 0,21	10	Manitoba	10	10	10	+ 0,00
+ 0,30	128	Prix	128	130	131	+ 0,73	468	Bell	468	467	467	- 0,21	10	Manitoba	10	10	10	+ 0,00
+ 0,30	128	Prix	128	130	131	+ 0,73	468	Bell	468	467	467	- 0,21	10	Manitoba	10	10	10	+ 0,00
+ 0,30	128	Prix	128	130	131	+ 0,73	468	Bell	468	467	467	- 0,21	10	Manitoba	10	10	10	+ 0,00
+ 0,30	128	Prix	128	130	131	+ 0,73	468	Bell	468	467	467	- 0,21	10	Manitoba	10	10	10	+ 0,00
+ 0,30	128	Prix	128	130	131	+ 0,73	468	Bell	468	467	467	- 0,21	10	Manitoba	10	10	10	+ 0,00
+ 0,30	128	Prix	128	130	131	+ 0,73	468	Bell	468	467	467	- 0,21	10	Manitoba	10	10	10	+ 0,00
+ 0,30	128	Prix	128	130	131	+ 0,73	468	Bell	468	467	467	- 0,21	10	Manitoba	10	10	10	+ 0,00
+ 0,30	128	Prix	128	130	131	+ 0,73	468	Bell	468	467	467	- 0,21	10	Manitoba	10	10	10	+ 0,00
+ 0,30	128	Prix	128	130	131	+ 0,73	468	Bell	468	467	467	- 0,21	10	Manitoba	10	10	10	+ 0,00
+ 0,30	128	Prix	128	130	131	+ 0,73	468	Bell	468	467	467	- 0,21	10	Manitoba	10	10	10	+ 0,00
+ 0,30	128	Prix	128	130	131	+ 0,73	468	Bell	468	467	467	- 0,21	10	Manitoba	10	10	10	+ 0,00
+ 0,30	128	Prix	128	130	131	+ 0,73	468	Bell	468	467	467	- 0,21	10	Manitoba	10	10	10	+ 0,00
+ 0,30	128	Prix	128	130	131	+ 0,73	468	Bell	468	467	467	- 0,21	10	Manitoba	10	10	10	+ 0,00
+ 0,30	128	Prix	128	130	131	+ 0,73	468	Bell	468	467	467	- 0,21	10	Manitoba	10	10	10	+ 0,00
+ 0,30	128	Prix	128	130	131	+ 0,73	468	Bell	468	467	467	- 0,21	10	Manitoba	10	10	10	+ 0,00
+ 0,30	128	Prix	128	130	131	+ 0,73	468	Bell	468	467	467	- 0,21	10	Manitoba	10	10	10	+ 0,00
+ 0,30	128	Prix	128	130	131	+ 0,73	468	Bell	468	467	467	- 0,21	10	Manitoba	10	10	10	+ 0,00
+ 0,30	128	Prix	128	130	131	+ 0,73	468	Bell	468	467	467	- 0,21	10	Manitoba	10	10	10	+ 0,00
+ 0,30	128	Prix	128	130	131	+ 0,73	468	Bell	468	467	467	- 0,21	10	Manitoba	10	10	10	+ 0,00
+ 0,30	128	Prix	128	130	131	+ 0,73	468	Bell	468	467	467	- 0,21	10	Manitoba	10	10	10	+ 0,00
+ 0,30	128	Prix	128	130	131	+ 0,73	468	Bell	468	467	467	- 0,21	10	Manitoba	10	10	10	+ 0,00
+ 0,30	128	Prix	128	130	131	+ 0,73	468	Bell	468	467	467	- 0,21	10	Manitoba	10	10	10	+ 0,00
+ 0,30	128	Prix	128	130	131	+ 0,73	468	Bell	468	467	467	- 0,21	10	Manitoba	10	10	10	+ 0,00
+ 0,30	128	Prix	128	130	131	+ 0,73	468	Bell	468	467	467	- 0,21	10	Manitoba	10	10	10	+ 0,00
+ 0,30	128	Prix	128	130	131	+ 0,73	468	Bell	468	467	467	- 0,21	10	Manitoba	10	10	10	+ 0,00
+ 0,30	128	Prix	128	130	131	+ 0,73	468	Bell	468	467	467	- 0,21	10	Manitoba	10	10	10	+ 0,00
+ 0,30	128	Prix	128	130	131	+ 0,73	468	Bell	468	467	467	- 0,21	10	Manitoba	10	10	10	+ 0,00
+ 0,30	128	Prix	128	130	131	+ 0,73	468	Bell	468	467	467	- 0,21	10	Manitoba	10	10	10	+ 0,00
+ 0,30	128	Prix	128	130	131	+ 0,73	468	Bell	468	467	467	- 0,21	10	Manitoba	10	10	10	+ 0,00
+ 0,30	128	Prix	128	130	131	+ 0,73	468	Bell	468	467	467	- 0,21	10	Manitoba	10	10	10	+ 0,00
+ 0,30	128	Prix	128	130	131	+ 0,73	468	Bell	468	467	467	- 0,21	10	Manitoba	10	10	10	+ 0,00
+ 0,30	128	Prix	128	130	131	+ 0,73	468	Bell	468	467	467	- 0,21	10	Manitoba	10	10	10	+ 0,00
+ 0,30	128	Prix	128	130	131	+ 0,73	468	Bell	468	467	467	- 0,21	10	Manitoba	10	10	10	+ 0,00
+ 0,30	128	Prix	128	130	131	+ 0,73	468	Bell	468	467	467	- 0,21	10	Manitoba	10	10	10	+ 0,00
+ 0,30	128	Prix	128	130	131	+ 0,73	468	Bell	468	467	467	- 0,21	10	Manitoba	10	10	10	+ 0,00
+ 0,30	128	Prix	128	130	131	+ 0,73	468	Bell	468	467	467	- 0,21	10	Manitoba	10	10	10	+ 0,00
+ 0,30	128	Prix	128	130	131	+ 0,73	468	Bell	468	467	467	- 0,21	10	Manitoba	10	10	10	+ 0,00
+ 0,30	128	Prix	128	130	131	+ 0,73	468	Bell	468	467	467	- 0,21	10	Manitoba	10	10	10	+ 0,00
+ 0,30	128	Prix	128	130	131	+ 0,73	468	Bell	468	467	467	- 0,21	10	Manitoba	10	10	10	+ 0,00
+ 0,30	128	Prix	128	130	131	+ 0,73	468	Bell	468	467	467	- 0,21	10	Manitoba	10	10	10	+ 0,00
+ 0,30	128	Prix																

Sur le vif —————
Tout petit déjà...

هكذا من الأصل